

EN ESPAGNE

La gauche modérée
décide de participer
au référendum

LIBRE PAGE 2

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Argentine, 1 BA ; Maroc, 1 BA dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Algérie, 1 BA ; Espagne, 1 BA ; Italie, 100 m. ;
12 m. ; Canada, 3 BA ; Danemark, 3 BA ;
Espagne, 25 BA ; Grande-Bretagne, 20 BA ; Grèce,
18 BA ; Iran, 40 BA ; Israël, 300 BA ; Liban, 70 BA ;
Luxembourg, 12 BA ; Norvège, 2 BA ; Pays-Bas,
1 BA ; Portugal, 12 BA ; Suède, 2 BA ;
Suisse, 1 BA ; U.R.S.S., 60 BA ; Venezuela, 10 BA ;
Tarif des abonnements page 44

5, RUE DES ÉVALUÉS
75007 PARIS - CENDEX 69
C.C.P. 4207-23 Paris
Tél. Paris 26 69 72
Tél. 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

ROLF BIERMANN
un Allemand seul

Baladin, poète, écrivain, Rolf Biermann était, est d'abord un militant communiste et un citoyen de la République démocratique allemande, qu'il avait librement choisie pour sa patrie. Son expulsion et sa déchéance de la citoyenneté est-allemande sont le signe le plus patent de la jeunesse en main inaugurée depuis la fin d'octobre par le gouvernement de M. Willy Stoph. Celui-ci entend étouffer dans l'œuf toute révolte d'une partie de la jeunesse qui se cristalliserait autour de quelques personnalités populaires.

C'était un piège que le visa de son accord à M. Biermann d'une tournée de lecture de ses poèmes en République fédérale. Venu de Hambourg en 1963, à l'âge de dix-sept ans, il avait été étudiant à Berlin-Est, membre du SED, qui l'exclut en 1965. Jamais ses chansons ni ses vers n'avaient égaré la critique à la bureaucratie du parti communiste ni mesuré l'expression de sa confiance dans le développement du socialisme en R.D.A. Mais les « apurachild » ne lui ont jamais pardonné la manière dont il contestait leur propre pouvoir au nom d'une vision idéaliste. Et l'occasion leur a été fournie de liquider cette opposition.

Sans doute M. Willy Stoph peut-il invoquer des précédents : ceux des écrivains soviétiques contestataires, déshabillés de leur nationalité en même temps qu'exilés. Du moins ces écrivains auraient-ils été « punis » et jamais le visa de retour, qui avait été formellement promis au contraire à Rolf Biermann. La plupart d'entre eux se proclamaient russes mais non socialistes, tandis que Biermann se dit toujours confiant dans l'avenir du socialisme en Allemagne.

Devenir-il, comme ses confrères soviétiques, un « hématite », un sans patrie, n'ayant de choix qu'entre la Californie ou Israël ? Rejeté par la R.D.A., il est, à son corps défendant, intégré en droit dans la République fédérale, qui a toujours défendu le principe de l'unicité de la citoyenneté allemande. Mais de cette patrie-là, il ne veut pas.

Voudrait-elle d'ailleurs de lui ? Communiste, il ne pourrait avoir accès à la fonction publique. Les renseignements qu'il pourrait reconnaître pas pour autant comme l'un des leurs. Le voilà devenu un Allemand seul, suspect à tous, exposé à toutes les exploitations politiques.

Une fois de plus, un cas allemand « souligne » une question de principe. En République fédérale, la pratique de la loi sur les « interventions professionnelles » met sérieusement en cause les procédures de défense des régimes démocratiques. En R.D.A., le retrait de la citoyenneté à Rolf Biermann incite à se demander si le « socialisme » mis en œuvre par un Etat qui s'est toujours posé en modèle du « camp socialiste », aboutit inévitablement à un tel ostracisme.

C'est bien parce que le gouvernement Stoph apporte ainsi un argument de choix à ceux qui estiment que bureaucratie, exil ou prison sont des traits constitutifs des pays socialistes, que « l'humanité » a exprimé sa « désapprobation » et que le secrétaire des Jeunesses communistes a assuré que le « socialisme aux couleurs de la France » ne pouvait s'accommoder de telles mesures.

L'affaire Biermann soulève cependant une question de fond, et la réponse que lui donne la R.D.A. est claire : patrie, nation et Etat-S.E.D. ne font qu'un. Il n'y a pas de « vote nationale » possible hors de celle que dicte le parti.

(Lire nos informations page 2.)

OMAN

ou le saut
dans le vingtième siècle
pages 9 à 17

Vingt-sept « contre-révolutionnaires »
ont été exécutés en Éthiopie

La junte militaire est de plus en plus contestée

Condamnés à mort par un tribunal militaire spécial, dont les sentences ont été ratifiées par le général Teferi Bante, chef de l'Etat, vingt-sept « contre-révolutionnaires » viennent d'être exécutés en Éthiopie, rapporte un communiqué du conseil militaire administratif provisoire (Derg) rendu public ce jeudi 18 novembre.

Selon ce texte, qui ne précise ni le lieu ni la date des exécutions, les condamnés ont été reconnus « coupables de meurtres, sabotages et activités contre-révolutionnaires ». Il s'agissait d'« anarchistes » et de « membres de la classe pousseuse à s'opposer à la révolution socialiste ». Le 2 novembre dernier, vingt-trois condamnés pour « activités contre-révolutionnaires » avaient été passés par les armes.

Les fusillades annoncées jeudi matin à Addis-Abeba démontrent l'aggravation constante de la répression en Éthiopie. Pour la deuxième fois depuis le début du mois, les dirigeants recourent, pour assurer leur pouvoir, à des exécutions collectives.

Depuis la destitution de l'empereur Haile Selassie, le Derg fait face à des difficultés internes qu'il ne parait pas toujours être en mesure de surmonter : guerre civile en Erythrée, mouvements de dissidence armée dans plusieurs autres provinces, dissensions au sein de la junte, affrontements avec une opposition se réclamant du marxisme-léninisme et regroupée au sein du Parti éthiopien révolutionnaire du peuple (P.E.R.P.).

Après seize années de combats, aucune perspective de solution n'apparaît en Erythrée. En dépit de la création, le 20 octobre dernier, d'une commission spéciale, les forces séparatistes éthiopiennes poursuivent une lutte sur laquelle les autorités d'Addis-Abeba imposent un silence total. Pour l'instant, les membres de la commission spéciale demeurent aussi impuissants que ceux du comité gouvernemental, spécialement chargé de négocier avec les deux principaux mouvements nationalistes : le Front de libération de l'Erythrée (F.L.E.) et le

Front de libération populaire (F.L.P.). Chacun des deux groupes est en ce moment déterminé à imposer une solution militaire.

Au Tigré, où opère un front de libération, au Begender, dans le Godjam, dans l'Ogaden, au Sibor, les autorités éthiopiennes affrontent des mouvements insurrectionnels, dont l'implantation semble se consolider. Au Sidamo, le gouvernement éthiopien affirme avoir récemment obtenu le ralliement de plus de huit cents hommes-lol, chiffre qui suffit à souligner l'importance du mouvement de rébellion qui sévit dans cette province.

Au sein du Derg, des épurations ont eu lieu à plusieurs reprises. La plus grave est intervenue le 12 juillet dernier et a abouti à l'exécution de dix-neuf personnes, dont deux officiers supérieurs.

Mais, depuis quelques mois, c'est surtout la combativité dont fait preuve l'opposition qui constitue le principal thème d'inquiétude du gouvernement d'Addis-Abeba (Le Monde du 12 novembre). Deux séries d'exécutions ont atteint 27 213 millions de francs (+4 %) en un mois et +34 % en un an) et les exportations 24 659 millions de francs (+11,7 %) et +22,4 %. Le taux de couverture des achats par les ventes s'établit à 92,6 %, contre 94,4 % en septembre et 92 % il y a un an.

Le commerce extérieur français
a été fortement déficitaire en octobre

Les images continuent à s'accumuler sur l'économie française. Après les médiocres résultats de l'emploi en octobre (« Le Monde » du 17 novembre), on apprend, jeudi 18 novembre, que le commerce extérieur de la France avait été lourdement déficitaire en octobre : de 2,5 milliards de francs en données brutes, de 4,7 milliards de francs en données corrigées des variations saisonnières. A tout cela s'ajoute le pessimisme des chefs d'entreprise qui, interrogés par la Banque de France, ont répondu qu'ils prévoyaient un fléchissement de la production industrielle au cours des prochains mois.

A Paris, le franc a baissé jeudi, le cours du dollar passant de 4,985 F à 5 F.

Le déficit du commerce extérieur de la France a été de nouveau très élevé en octobre : après correction des variations saisonnières, il a atteint 4 712 millions de francs, contre 3 564 millions de francs en septembre et 1 578 millions de francs en octobre 1975. Les importations se sont élevées à 27 977 millions de francs, ayant augmenté de 3,8 % en un mois et de 41,7 % en un an. Les exportations ont quant à elles, atteint 23 265 millions de francs, en baisse de 2,5 % par rapport à septembre, mais en hausse de 20,1 % par rapport à octobre 1975. Le taux de couverture des achats par les ventes s'établit à 83,2 % en octobre, contre 87,7 % en septembre et 92 % il y a un an.

Toutefois, le déséquilibre commercial est en chiffres bruts, moins fort en octobre qu'un mois auparavant. Cette divergence pourrait traduire un changement de la structure des échanges extérieurs, que ne peuvent pas prendre immédiatement en compte les coefficients qui servent à corriger les variations saisonnières. Le déficit brut s'est élevé à 2 564 millions de francs, contre 4 088 millions en septembre et 134 en octobre 1975. Les importations ont atteint 27 213 millions de francs (+4 %) en un mois et +34 % en un an) et les exportations 24 659 millions de francs (+11,7 %) et +22,4 %. Le taux de couverture des achats par les ventes s'établit à 92,6 %, contre 94,4 % en septembre et 92 % il y a un an.

en septembre et 99,3 % en octobre 1975.

D'ores et déjà, le déficit des échanges extérieurs de la France depuis le début de l'année est nettement plus fort que ne le prévoyait le gouvernement. Le premier ministre, M. Raymond Barre, indiquait le 12 octobre que le déséquilibre dépasserait 10 milliards de francs en 1976 ; il portait ce chiffre à 12 milliards, le 4 novembre, au cours d'une interview accordée à Radio-Montecarlo. Or pour les dix premiers mois de cette année, le déficit commercial s'est élevé à 15,4 milliards de francs, après correction des variations saisonnières et à 15,1 milliards de francs en chiffres bruts.

Les résultats du commerce extérieur, qui ne cessent — en chiffres corrigés — de se dégrader depuis le mois de juin, traduisent à la fois les conséquences de la sécheresse et un gonflement difficilement compréhensible — compte tenu de l'activité des entreprises — des importations industrielles. Ainsi le solde des échanges agro-alimentaires est négatif d'environ 500 millions de francs alors qu'il est normalement positif du même montant. Cependant les achats de pétrole continuent d'être importants, une certaine spéculation venant s'ajouter à l'accroissement des besoins. Enfin les importations de matières premières, dont les prix ont fortement augmenté, et de demi-produits sont élevées, tandis que la France maintient un volume important d'achats de biens de consommation. Face à ce gonflement de tous les postes à l'importation, les ventes à l'étranger ont amorcé — en chiffres corrigés — une légère baisse.

La mauvaise tenue du commerce extérieur n'est plus compensée — comme les mois précédents — par une bonne activité industrielle. La Banque de France confirme, dans sa dernière analyse de conjoncture, les craintes qu'on avait eues concernant une nouvelle période de stagnation économique ou de croissance très ralentie : « A court terme, le maintien du niveau actuel de l'activité est généralement assuré, mais un fléchissement est envisagé dans les entreprises où la production tend à excéder la demande. »

« L'ampleur des charges qui pèsent sur les entreprises — par exemple la hausse des loyers professionnels est souvent invoquée — les incertitudes inhérentes à l'évolution de la demande après la levée du blocage des prix, et l'absence de mesures en faveur des investissements, se conjuguent pour inciter les industriels à l'expectative, ajoute la Banque de France. »

Man Ray est mort

Man Ray, photographe et peintre surréaliste américain, est mort ce jeudi matin 18 novembre à son domicile parisien. Il était âgé de quatre-vingt-six ans.

Un anarchiste
de l'image

Man Ray est mort durant son sommeil, au moment où se levait le jour. Rien ne ressemble plus à sa mort que son œuvre, pleine d'humour, de gaga. Touche à tout, parfois de génie, et toujours désordonné, cet Américain de Philadelphie (où il est né en 1890), ce Parisien, par amour et par goût de la liberté, avait tout tenté avant d'en venir à l'art, dont la pratique semble avoir donné une cohérence à sa nature anarchique.

Tout à la fois peintre, photographe et cinéaste, Man Ray était le contraire d'un spécialiste. Il avait d'abord fait des études d'architecture, puis avait exercé divers métiers avant de découvrir le territoire de l'art, qui justement était en révolution. Débuts confus de l'art abstrait : ces premières peintures à Man Ray, il découvre le ressort qui va faire courir, sa vie durant,

Les projets
d'Air FranceRenouvellement
de la flotte
Pas de licenciements

M. Pierre Gaudet, président d'Air France, rend publiquement jeudi 18 novembre les grandes lignes du nouveau « plan d'entreprise » qui va être discuté avec le personnel de la compagnie et les représentants de l'Etat.

Ce plan prévoit notamment : une modernisation complète de la flotte d'Air France ; une nouvelle politique du personnel avec plafonnement des hauts salaires, mais sans licenciements ; une plus exacte prise en charge par l'Etat des contraintes que celui-ci impose à la compagnie.

Air France, rappelle-t-on, a, en 1975, enregistré un déficit de 354 millions de francs.

Baptisé Premiers éléments pour 13,5 ? Pourquoi le coût du siège élaboré par la direction d'Air France se présente sous la forme d'un volumineux mémoire de 220 pages.

Dans la première partie, les responsables de la compagnie se livrent à « l'analyse de la situation ». Ils passent en revue les facteurs conjoncturels qui ont perturbé les calculs de toutes les entreprises de transport aérien : l'évolution considérable du prix du pétrole a fait passer la part du carburant, dans les dépenses d'exploitation d'Air France, de 8,5 % en 1972, à 21,2 % en 1974 ; la récession économique ; l'inflation généralisée ; les variations des taux de change des monnaies ; le suréquipement des compagnies trop vite pourvues d'avions gros porteurs comme les Boeing 747 ; la concurrence des charters, etc.

Pourtant, Air France a accru son trafic dans une proportion supérieure à celle de ses concurrents européens. Le coefficient de remplissage de ses avions figure parmi les meilleurs. Dans ces conditions, pourquoi s'est-elle perdue 97,5 millions de dollars en 1975, alors que British Airways n'en perdait que 30,1 millions et que Lufthansa en gagnait 19,5.

ALAIN FAUJAS.

(Lire la suite page 20.)

UNE SEMAINE
AVEC L'AQUITAINE

Dans la série de suppléments que « Le Monde » a consacré, durant cette semaine, à la région Aquitaine, nous publions aujourd'hui un ensemble d'articles et de reportages, notamment sur la culture, le rugby et l'urbanisme, et en particulier, les problèmes qui se posent sur le campus de Bordeaux-Mérignac.

(Lire pages 21 à 28.)

Djibouti dans l'attente

M. Mohammed Abdallah Kamil, président du gouvernement du Territoire français des Afars et des Issas, a lancé, mercredi 17 novembre, à Djibouti, un appel à l'union de toutes les tendances politiques du Territoire.

A ce sujet, M. Kamil a déclaré : « Une réunion se tiendra à Paris avant la fin de l'année avec les partis politiques représentatifs du Territoire ainsi qu'avec les mouvements de libération... Nous souhaitons associer le Front de libération de la Côte française des Somalis, dont le siège est à Mogadiscio, et le Mouvement

de libération de Djibouti, dont le siège est en Éthiopie, au processus qui doit mener le Territoire à l'indépendance, que personne ne se sente exclu de la vie politique du futur Etat. »

Les modalités de cette participation sont l'un des problèmes qu'abordera avec ses interlocuteurs M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, qui est attendu à Djibouti à la fin de cette semaine. Avant son départ, M. Stirn participera à une réunion interministérielle consacrée au T.F.A.I.

De notre envoyé spécial
THOMAS FERENCZI

Djibouti. — A la terrasse du bar du Palmier en Zibic, M. Hassan Gouled, président de la L.P.A.I. (Ligue populaire africaine pour l'indépendance), accorde consultation sur consultation. A sa vue, chacun s'arrête, s'approche, s'assoit quelques minutes à la table du « président » pour exposer un problème ou solliciter un avis. M. Gouled, l'air tranquille et le regard bienveillant du patriarcat, conseille l'un, rassure l'autre, réprimande un troisième. Le sujet de ces conversations ? Pour l'essentiel, la distribution des cartes d'identité, entreprise depuis un mois par l'administration, en application de la nouvelle loi sur la nationalité.

Le sujet de ces conversations ? Pour l'essentiel, la distribution des cartes d'identité, entreprise depuis un mois par l'administration, en application de la nouvelle loi sur la nationalité.

PRIX RENAUDOT 1976

MICHEL HENRY
L'Amour
les yeux fermés

GALLIMARD

AU JOUR LE JOUR

Rassemblement
et chômage

Presque tous les leaders politiques trahissent les Français à se « rassembler » sous leur drapeau. A la limite, chaque Français devrait être « rassembler » plusieurs fois. Alors que, économiquement, il est sous-employé, le Français serait donc, politiquement, sur-employé.

N'y aurait-il pas là — la politique étant, comme chacun sait, un concentré d'économie — une solution au problème du chômage, grâce à défaut d'une politique de plein emploi, à un plein emploi de la politique ?

HERBERT LAMM.

EUROPE

Allemagne de l'Ouest

Le parti libéral va tenter de renforcer sa position d'arbitre

Bonn. — Le parti libéral allemand (F.D.P.), qui tient son congrès les 18 et 19 novembre à Francfort, se trouve dans la position à la fois irremplaçable et inconfortable de tous les partis charnières. Sans son appui, pas de majorité, et donc pas de gouvernement à Bonn. Dès avant les élections du 3 octobre, il avait tranché pour la reconduction de l'alliance avec les sociaux-démocrates et ne songe pas à revenir sur ce choix.

Peu importe qu'il n'ait pas augmenté, comme il l'espérait, le nombre de ses voix et de ses sièges. Indispensable, il entend imposer sa marque au programme gouvernemental qui sortira des négociations en cours avec le S.P.D. M. Schmidt a implicitement reconnu la position centrale du F.D.P. indiquant qu'il fallait attendre les décisions de son congrès pour élaborer le programme de la législature.

La situation des libéraux se complique dans la mesure où ils pourraient obtenir également une position d'arbitre au conseil fédéral (Bundesrat). Étant donnée la structure fédérale de la R.F.A., le Bundesrat joue un rôle essentiel dans le travail législatif. Les libéraux gouvernés par la démocratie chrétienne y disposent d'une majorité confortable de vingt-neuf voix contre quinze aux Länder dirigés par les sociaux-démocrates et les libéraux. Au sein de la commission de conciliation entre le Bundesrat et le Bundestag, la coalition libérale-socialiste et la démocratie chrétienne se trouvent à égalité avec onze voix chacune. L'action du gouvernement fédéral peut donc être sérieusement entravée par la démocratie chrétienne, à la limite, pourrait se servir du Bundestag comme d'un « contre-gouvernement ».

Le « chancelier secret »

En Sarre et en Basse-Saxe, pourtant, la situation des gouvernements régionaux chrétiens-démocrates est précaire. Ni l'un ni l'autre ne dispose d'une majorité à la Diète. Si le F.D.P., qui se trouve dans l'opposition à Sarrebruck comme à Hanovre, acceptait de former des coalitions avec la C.D.U., la stabilité de ces gouvernements serait assurée. En Basse-Saxe, des négociations entre les libéraux et les chrétiens-démocrates ont déjà commencé. En Sarre, le président régional du F.D.P. se bat pour les faire accepter par ses amis.

Le thème des coalitions régionales va servir de toile de fond au congrès du F.D.P., même si, officiellement, les organisations régionales sont seules souveraines. L'enjeu est d'importance. Les

De notre correspondant

adversaires des coalitions régionales avec la démocratie chrétienne craignent que le parti libéral ne retrouve son surnom de « parti-basque » qui, en 1969, faillit le faire descendre en dessous des 5 %, ce qui menaçait de le faire disparaître de la vie politique. Ils font valoir d'autre part qu'il est difficile de s'allier avec un parti qui, lors de la dernière consultation, a mis sur la confrontation avec la coalition libérale-socialiste.

Il est probable, pourtant, qu'en Sarre comme en Basse-Saxe les libéraux passeront outre — non sans déchirement — à ces arguments. Dans les deux fédérations, l'opposition à des coalitions « bourgeoises » est très forte, mais à Hanovre, par exemple, M. Juchacz, ministre-président, a habilement laissé des postes ministériels vacants lorsqu'il a formé son gouvernement, et l'on croit que certaines arrières-pensées de tout compromis se sont laissées séduire.

La formation de coalition C.D.U.-F.D.P. dans deux Länder ne devrait pas être considérée

comme un signe avant-coureur d'un renversement des alliances à Bonn. Au contraire, la coalition gouvernementale pourrait s'en trouver renforcée au niveau fédéral, car le parti libéral pose comme condition à une entente limitée avec la C.D.U. une attitude plus souple des représentants sociaux et bas-saxon au Bundesrat. La semaine dernière déjà, ces deux gouvernements ont, pour manifester leur bonne volonté, voté avec les Länder gouvernés par les sociaux-démocrates et les libéraux.

M. Genscher, président du F.D.P. et vice-chancelier, est partisan d'alliances régionales avec la C.D.U. Elles montreraient, selon lui, que son parti n'est pas un simple « porte-manteau » du S.P.D., comme l'en accuse M. Strauss, et renforcerait sa position personnelle. Indispensables au Bundesrat comme au Bundestag, les libéraux disposeraient d'un pouvoir dépassant de loin leur simple force numérique. M. Genscher mériterait alors le surnom de « chancelier secret » que vient de lui donner le magazine Stern.

DANIEL VERNET.

Pays-Bas

UN COLLECTIONNEUR D'ŒUVRES D'ART EST ACCUSÉ DE CRIMES DE GUERRE

De notre correspondant.

Amsterdam. — L'affaire Menten commence à secouer l'opinion aux Pays-Bas. Il s'agit d'accusations de crimes de guerre portées par un journaliste néerlandais, M. Knop, contre M. Pieter Menten, un collectionneur d'objets d'art âgé de soixante-dix-sept ans. M. Menten aurait participé en 1941 à des exécutions de centaines de juifs et de Polonais dans deux villages proches de Lemberg (aujourd'hui Lwow, en UR.S.S.), Urzaz et Podhorocze.

Selon M. Wessental, directeur du centre de documentation juive à Vienne, Menten a aussi participé à l'exécution par un commando allemand de trente-neuf professeurs polonais, en 1941, à Lemberg. Cette ville et les deux villages d'habitat occupés par les troupes soviétiques en 1939, ont été pris par l'armée allemande en 1941.

La police néerlandaise a voulu arrêter M. Menten lundi 15 novembre, mais il avait quitté sa maison de la banlieue d'Amsterdam et reste introuvable.

De nombreux témoignages

M. Menten, né en 1899 à Rotterdam, a d'abord travaillé dans l'entreprise de commerce de son père. Il fait ensuite des voyages d'affaires en Allemagne et commence à se constituer une collection d'œuvres d'art. En 1941, il achète de vastes terrains en Galicie, où il élit domicile. Il apporte sa collection à Lemberg et, en 1941, il essaie de récupérer ses propriétés et ses œuvres d'art en agissant, de son propre aveu, « comme interprète pour les troupes allemandes ».

Des survivants des massacres de Podhorocze, en Israël et en UR.S.S., l'ont accusé de crimes de guerre. Après la guerre, la juridiction néerlandaise le condamne à huit mois de prison en 1949, pour « avoir été le bras armé des Allemands comme expert artistique ». A l'époque, des témoignages recueillis en Pologne auprès de survivants n'ont pas été pris en considération.

L'affaire rebondit en juin 1976 quand M. Menten veut vendre une partie de sa collection. Un journaliste israélien, M. Ken'An, accuse Menten d'avoir participé aux exécutions de 1941 et d'avoir volé des œuvres d'art. La vente publique à Amsterdam de la collection Menten est reportée et, le 9 juillet 1976, la justice néerlandaise ouvre une enquête. Mais, à l'époque, elle ne voit pas la raison d'arrêter M. Menten.

Ce dernier s'est toujours déclaré innocent, mais l'hebdomadaire néerlandais *Actualité*, et une station de télévision, ont apporté des preuves : de nombreux témoignages ont été recueillis dans les villages russes et les autorités soviétiques ont découvert des fosses communes à Podhorocze.

Trois parlementaires ont posé des questions écrites au ministre de la justice, dont une organisation juive a demandé la démission. Dans une déclaration faite à l'aéroport de Schiphol, où il est arrivé mercredi soir, après avoir échoué sa visite en Allemagne, le ministre a indiqué qu'il avait suggéré, avant son départ, qu'on confisque le passeport de M. Menten. Le procureur du royaume à Amsterdam lui avait répondu qu'il n'avait pas le moyen juridique de prendre une pareille mesure.

MARTIN VAN TRAA.

« POLITIQUES »

des raisons POLITIQUES pour des textes POLITIQUES

Une nouvelle collection dirigée par Nicos Poulantzas

la crise DE L'ÉTAT

Sous la direction de NICOS POULANTZAS

la crise ECONOMIQUE et la société AMERICAINE

MANUEL CASTELLS

puf

Grande-Bretagne

L'expulsion de MM. Agee et Hosenball est dénoncée par le principal syndicat de journalistes

De notre correspondant

Londres. — Après l'expulsion annoncée mardi 16 novembre d'un journaliste américain, M. Hosenball, ancien collaborateur du journal d'extrême gauche *Time*, les autorités britanniques ont fait savoir mercredi que la même mesure a été prise contre M. Philip Agee, un ancien agent de la C.I.A. (1).

Cette initiative renforce l'impression qu'en matière de sécurité ou de défense Londres entend mettre en évidence de quel côté M. Callaghan appelle au début de la semaine sa solidarité « indéfectible » avec les États-Unis.

M. Agee réside en Grande-Bretagne depuis quatre ans. La loi sur l'immigration de 1962, qui formule en termes vagues des accusations semblables à celles qui ont été adressées à M. Hosenball, lui aurait permis de séjourner en Grande-Bretagne sans que ses services secrets américains, et chargé, comme tel, de mettre en œuvre des renseignements dans la capitale britannique.

MM. Hosenball et Agee ont reçu le soutien du principal syndicat des journalistes de Grande-Bretagne, qui entretient derrière leur expulsion « un marché sordide » entre Londres et Washington.

JEAN WETZ.

(1) M. Agee a publié en janvier 1975, à Londres, un livre intitulé *Inside the Company: C.I.A. Diary* (publié en français, au Seuil, sous le titre *Journal d'un agent secret*), dans lequel il « explique » comment les États-Unis, grâce à la C.I.A., conduisent ou orientent l'évolution politique de certains pays, notamment en Amérique latine.

M. Agee, qui a quitté la C.I.A. en 1968 pour des raisons politiques, a accusé l'organisation d'avoir contribué à freiner l'évolution récente du Portugal vers la gauche.

Espagne

Les formations de l'opposition modérée décident de participer au référendum et aux élections

De notre correspondant

Madrid. — Les Cortés ont repris jeudi 18 novembre le débat sur le projet de réforme politique du gouvernement. Mercredi, la tension était sensible en raison de l'affrontement entre les conservateurs hostiles à la réforme et les partisans de M. Suarez. Les immobilistes regroupés autour de l'Alliance populaire, à nouvelle formation de MM. Fraga et Lopez Rodó, l'un des dirigeants de l'Alliance, M. Martinez Cruz Esternales, ancien ministre, a demandé que le vote du projet de loi se fasse article par article et non pas globalement, comme semble le souhaiter le président des Cortés ; il a insisté sur les exigences des néo-franquistes, à savoir que les députés du futur congrès soient élus au scrutin majoritaire et que les Cortés actuelles soient chargées d'élaborer la loi électorale.

On a également noté des discours plus ou moins folkloriques de quelques membres de l'Assemblée, comme M. Raimundo Fernandez-Cuesta (président « légal » du parti de la phalange, mais non reconnu comme tel par un grand nombre de phalangistes), qui affirma la nécessité de la démocratie « organique » et s'éleva contre le pluralisme des partis.

M. Torcuato Luca de Tena, membre à vie des Cortés, nommé par Franco, et président du conseil de fondation du quotidien monarchiste conservateur *A.B.C.*, se prononça en faveur des thèses de l'Alliance populaire ; il rappela que le système proportionnel en vigueur aux élections de février 1939 « fut la cause de la guerre civile », mais il se garda de rappeler que le système majoritaire avait, en 1931, amené la République en Espagne. D'autre part, il insinua que le gouvernement avait conclu un pacte avec l'opposition pour imposer le système proportionnel et il critiqua M. Torcuato Fernandez-Miranda, président des Cortés, pour la façon dont il menait les débats.

Il ne semble pas que le gouvernement soit disposé à accepter le vote des amendements présentés par les immobilistes. En effet, les deux aspects essentiels, le scrutin proportionnel pour l'élection des députés du futur congrès et la réglementation des élections qui doivent avoir lieu en 1977 sont précisément les seules cartes avec lesquelles le gouvernement pourra éventuellement négocier avec l'opposition de gauche. Si des amendements contraires au projet gouvernemental sont adoptés, le gouvernement pourrait demander au roi de dissoudre l'Assemblée et de soumettre la réforme au peuple par référendum.

D'autre part, les partis de l'opposition modérée (libéraux, démocrates-chrétiens et sociaux-démocrates) auxquels se sont joints la fédération des partis socialistes et le parti socialiste populaire de M. Tierno Galvan, renouent à mettre en question le référendum

et ont déclaré d'engager des négociations avec le gouvernement en vue des élections. Le parti socialiste ouvrier espagnol et le parti communiste ne se sont pas associés à cet accord et maintiennent leur position : si le gouvernement ne donne pas de garanties démocratiques pour la campagne du référendum et des élections, ils recommanderont l'abstention. Sauf révision de dernière heure, cela implique la fin de la coordination démocratique divisée d'une part, entre la gauche modérée et d'autre part, le parti socialiste ouvrier, le parti communiste, et plusieurs groupements d'extrême gauche.

JOSÉ-ANTONIO NOVAIS.

● Le parti communiste espagnol n'acceptera de se présenter aux prochaines élections législatives que sous son propre nom, a annoncé mardi 16 novembre, à Madrid, M. Azcarate, membre du comité exécutif du parti. Au cours d'une conférence de presse, M. Azcarate a « souligné » que le tir officiellement des rumeurs qui circulaient dans les milieux politiques et selon lesquelles le P.C.E. s'apprêterait de présenter sa candidature sous l'étiquette d'une autre organisation. — (A.F.P.)

● M. Antonio Garcia Trevijano, dirigeant du groupe des démocrates indépendants au sein de la Coordination démocratique, a intenté, mardi 16 novembre, dix actions en justice pour « injures graves et calomnies » contre des revues ou journaux espagnols. Il réclame 157 millions de pesetas de dommages et intérêts. Les revues visées ont publié des informations sur les activités financières que M. Trevijano aurait eues au moment où la Guinée équatoriale accédait à l'indépendance. — (A.F.P.)

● Les Espagnols émigrés pourront voter par correspondance lors du prochain référendum, annonce l'agence Europa Press. Ils devront remplir les mêmes conditions que celles imposées en Espagne : être âgés de plus de vingt ans et être inscrits sur les registres électoraux. Les bulletins seront fournis par les ambassades et les consulats. — (A.F.P.)

● M. Carrillo, secrétaire général du parti communiste espagnol, se trouve clandestinement depuis quarante-huit heures à Madrid, affirme le quotidien indépendant *El País* du jeudi 18 novembre. Selon le journal, il désire diriger la stratégie du P.C. vis-à-vis du processus politique qui découlerait de l'approbation par les Cortés du projet de réforme constitutionnelle. — (A.F.P.)

QUARANTE MILLE TRAVAILLISTES MANIFESTENT CONTRE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DU GOUVERNEMENT

(De notre correspondant)

Londres. — Près de quarante mille syndicalistes et militants du Labour ont défilé, mercredi 17 novembre, à Londres, pour protester contre les mesures anti-inflationnistes. Cette manifestation d'une ampleur exceptionnelle était appuyée par le comité national exécutif du parti travailliste qui a lancé ainsi un défi au gouvernement.

L'initiative de la campagne avait été prise par le syndicat des employés des services publics, qui se sentait le plus menacé par les réductions projetées du budget de l'État.

Pour M. Callaghan, il est toutefois réconfortant que seuls une dizaine de députés travaillistes se soient joints aux manifestants.

J. W.

Yougoslavie

LA FIN DES ENTRETIENS BREJNEV-TITO

Un communiqué chaleureux dans le ton et nuancé dans le contenu

De notre correspondant

Belgrade. — Les entretiens soviéto-yougoslaves, « amicaux et très francs », ont pris fin mercredi 17 novembre. M. Brejnev a regagné Moscou le même jour. Chaleureux dans le ton, nuancé et limité dans le contenu, le communiqué ne mentionne que les points sur lesquels les deux parties sont d'accord ou au sujet desquels un compromis a pu être trouvé. Pourtant les divergences ont été longuement examinées au cours des conversations ; les positions de la Yougoslavie et de son parti ont, dit-on, été exposées d'une manière à ne laisser place à « aucun malentendu, à aucune équivoque ou illusion ».

Les Yougoslaves n'ont pas prêté grande attention à l'histoire racontée par M. Brejnev — pour démentir « les faibles occidentales » — sur le « pauvre Chaperon rouge » et « le terrible loup » qui se disputent le monde. Ils disent : « Nous ne sommes pas un Chaperon rouge, mais un pays indépendant, et nous ne voyons pas le loup qui voudrait nous dévorer ».

On précise que les entretiens n'ont pas porté sur des problèmes militaires, encore moins sur ceux de sécurité yougoslave. Il ne fut question ni des bases soviétiques à la côte Adriatique ni de privilèges qui seraient accordés aux navires soviétiques dans les ports yougoslaves, et dont la presse étrangère s'est fait l'écho. « Les questions de cet ordre, indique-t-on, ne relèvent pas de la diplomatie par une loi spéciale. Cette loi est valable pour tous ».

Le communiqué réaffirme les principes d'indépendance, de sou-

veraineté, de non-ingérence dans les affaires intérieures. Il ne se réfère à aucun moment à « l'internationalisme socialiste » que les Yougoslaves se méfient. Il fait état de la « collaboration de camaraderie internationale bénévoles », curieuse formule employée pour la première fois dans un document soviéto-yougoslave : le mot « internationalisme » a été visiblement retenu pour plaire à Moscou et celui de « bénévoles » pour satisfaire Belgrade.

Le passage sur les échanges économiques préconise la division internationale du travail et non la division socialiste du travail, qui figure dans les documents semblables signés entre l'U.R.S.S. et les autres pays socialistes. Il s'agit d'une concession soviétique.

Le communiqué parle du mouvement des pays non alignés, mais « l'absence des plus importants » de la politique mondiale. Cette formule ne donne pas satisfaction aux Yougoslaves qui considèrent le mouvement comme un facteur international « égalitaire et démocratique ». Ils ne voient pas, dans le mouvement des pays non alignés, le rôle du mouvement des pays non alignés n'est plus réduit à cette fois-ci, comme Moscou a souvent tendance à le faire, à sa seule et impopulaire doctrine. Le communiqué lui reconnaît des mérites dans la lutte contre « toutes les autres formes de domination et d'exploitation » et dans la création d'un système de rapports économiques et internationaux plus justes.

La visite de M. Brejnev n'a pas

Allemagne de l'Est

Un groupe d'étudiants proteste contre la mesure visant Rolf Biermann

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — L'affaire Biermann provoque des émoi en Allemagne de l'Est (le Monde du 18 novembre). Dans une déclaration rendue publique, mercredi 17 novembre, un groupe d'une dizaine de dérivés a demandé au gouvernement de la R.D.A. de revenir sur sa décision. Il n'y a pas de précédent dans ce pays d'une telle protestation d'intellectuels.

Les signataires, connus pour la plupart aussi bien en Allemagne de l'Ouest qu'à l'Est, sont : Christa Wolf, qui fut membre du comité central du parti, Stephan Hermlin, Stefan Heym, l'auteur dramatique Heiner Müller, Gunter Kunert, Sarah Kirsch, le jeune poète Volker Braun, Franz Fühmann, Rolf Schneider et Gerhard Wolf. Le sculpteur Fritz Cremer, qui a notamment érigé des monuments à la mémoire des déportés de Buchenwald et de Ravensbrück s'est joint à eux. Le père de Wolf Biermann fut lui-même déporté par les nazis et mourut à Auschwitz.

« Nous ne nous identifions pas », déclarent les signataires, « avec chaque parole ou chaque action de Biermann. Nous prenons nos distances à l'égard des tentatives faites pour utiliser cette affaire contre la R.D.A. Mais Biermann lui-même n'a jamais, y compris à Cologne, laissé de doute, tout en restant critique, sur le point de vue pour lequel il se prononçait. Les États allemands il se prononçait. Plusieurs des écrivains protestataires sont membres du P.C. et à peine un mois, M. Biermann, avait envoyé au « camarade Fritz Cremer », à l'occasion

de son soixante-dixième anniversaire, un télégramme de félicitation publié par l'organe du parti. Il lui disait notamment : « Ta riche œuvre artistique est pénétrée d'un esprit de parti communiste et de responsabilité humaniste. Elle est une part solide de notre culture nationale et socialiste et possède une grande force de rayonnement international ».

On voit mal, dans ces conditions, comment les autorités pourraient, comme elles l'ont fait avec Wolf Biermann, accuser le signataire d'être « contre la R.D.A. et contre le socialisme ».

De son côté, le professeur Robert Havemann, qui fut il y a quelques années chassé du P.C. et de sa chaire à l'université pour ses vues non conformes à la ligne du parti, a annoncé qu'il avait l'intention d'initier un procédé avec la famille du poète pour faire annuler la décision des autorités.

MANUEL LUCBERT.

● M. Pierre Zarka, membre du secrétariat du mouvement de la Jeunesse communiste de France, réproche, dans une déclaration, la décision des autorités de la R.D.A. « De tels agissements, qui portent ombrage à l'idéal socialiste, confirment la validité de la définition d'un socialisme démocratique aux couleurs de la France, qui exclut toute atteinte aux libertés, particulièrement à la liberté d'expression ou à la création artistique et qui exclut le bannissement et la déchéance de la citoyenneté française ».

سكسكس

GALLIMARD

A "la Règle à Calcul", une exclusivité Hewlett-Packard: vos données, vos programmes, sur carte magnétique!

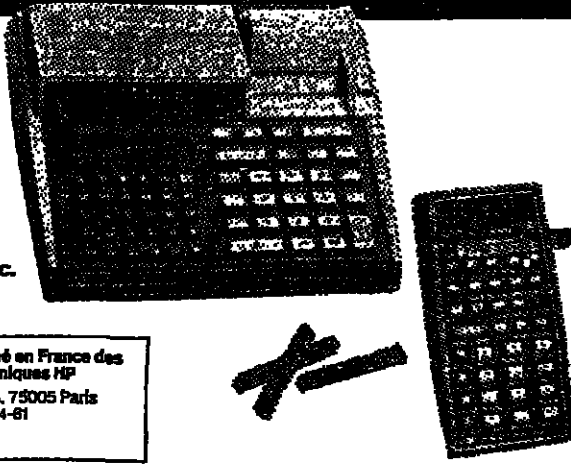
A "la Règle à Calcul", découvrez les deux nouveaux calculateurs programmables HP 224 "Signes" de programmes ou 28 registres de données sur une carte magnétique, 3 niveaux de sous-programmes, 10 fonctions à définir, 3 types d'adressage (symbolique, indirect, relatif), 4 indicateurs, 10 instructions conditionnelles.

le HP-67 : format de poche 3 420 F.T.T.
le HP-97 : version avec imprimante 5 700 F.T.T.

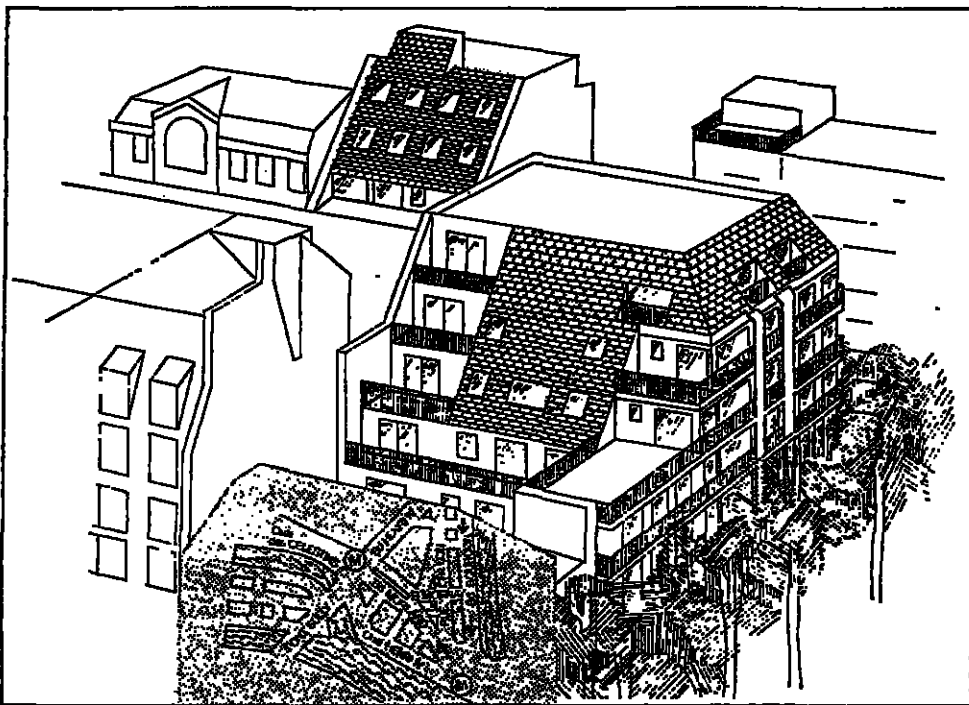


1er distributeur agréé en France des calculateurs électroniques HP
85 Bd Saint-Germain, 75005 Paris
Tél. 039 02-63039 34-61

HEWLETT PACKARD



Pierre, ardoise et terrasses. A deux pas du Marais.



MORNAY CRILLON

Entre la Seine et le Marais, au cœur du Paris historique, le Mornay-Crillon : une construction traditionnelle, une architecture conçue en fonction de l'environnement. Mais derrière les charmes du passé, on trouve au Mornay-Crillon tous les raffinements que le XX^e siècle peut apporter

à une habitation de qualité. Les matériaux employés, les finitions, l'isolation phonique, les terrasses et les balcons, la diversité des plans et des types d'appartements, la hauteur des plafonds font du Mornay-Crillon une résidence de classe dans un quartier de Paris où l'on rencontre l'histoire en sortant de chez soi.

Bureau de vente :
15, Bd Bourdon - 75004 PARIS
ouvert tous les jours, sauf mardi et mercredi, de 10h30 à 13h et de 14h30 à 19h.
Tél. : 277.45.55



Je désire recevoir, sans engagement de ma part, votre documentation sur Mornay-Crillon.

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____

RENSEIGNEMENTS ET VENTE
CORI
254 Bd St Germain, 75007 Paris
Tél. : 260.38.22

L'Amérique du Nord. Où on veut. Quand on veut.

Air France offre sur l'Amérique du Nord le plus important réseau au départ de Paris : 8 grandes villes desservies par 28 vols hebdomadaires. Et reliées immédiatement au reste du continent par des correspondances intérieures.

● Washington en Concorde.

En exclusivité sur Air France, Washington en Concorde. Départ à 20 h (dernier vol vers les USA). Tous les mercredis, vendredis et dimanches. 3 h 55 de vol. 4 h 40 de gagnées. Correspondances pour New York, Boston, Philadelphie, Los Angeles, Atlanta, Chicago, Nashville. Arrivée à destination le soir même. Après une journée bien remplie, la nuit américaine commence.

● Premier vol pour New York.

En exclusivité sur Air France, le premier vol de la journée à destination de New York. Départ à 10 h. Arrivée à 12 h 20, heure locale. Chaque jour, un second départ à 13 h.

● Houston sans escale.

Une autre exclusivité Air France : tous les lundis, mercredis, jeudis, samedis, Houston sans escale. En Boeing 747.

● Chicago et Los Angeles.

A test, Chicago en Boeing 747 à 11 h, les lundis, vendredis, samedis et dimanches. A l'ouest, Los Angeles en Boeing 747 : tous les jeudis, vendredis et dimanches à 16 h.

● Toronto sans escale.

En exclusivité sur Air France, Toronto sans escale 3 fois par semaine en Boeing 747. Et Montréal 4 fois, par semaine. Egalement en Boeing 747.

● Mexico au plus près.

Sur Air France, le vol le plus rapide vers Mexico. Avec une seule escale à Houston. Les lundis, mercredis, jeudis et samedis.

Pour être toujours présent partout en Amérique du Nord, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France, tél. 535.61.61.

EN COMPAGNIE D'AIR FRANCE

ASIE

Vietnam

HANOI QUALIFIE D'« ABUS DE POUVOIR » LE VETO AMÉRICAIN A SON ADMISSION A L'ONU

Hanoi (A.F.P.). — La décision des Etats-Unis d'opposer une seconde fois leur veto à la demande d'admission du Vietnam à l'ONU est qualifiée d'« abus de pouvoir » dans une déclaration du ministre des affaires étrangères, publiée le mardi 16 novembre à Hanoi (le Monde du 17 novembre).

Hanoi indique en outre que la question des militaires américains disparus au Vietnam, « tout comme celle de l'obligation qui incombe aux Etats-Unis de contribuer à relever le pays après la guerre, selon l'accord de Paris, sont actuellement examinées par les représentants des deux parties lors des rencontres à Paris ».

La déclaration d'Hanoi semblait impliquer que les entretiens engagés le 12 novembre se poursuivaient, le département d'Etat a précisé mardi qu'aucun contact n'a eu lieu entre diplomates américains et vietnamiens depuis cette date dans la capitale la plus nombreuse en Chine, et

Chine

Témoignant de l'« excellente situation dans le pays »

L'expérience atomique du 17 novembre a « porté à un nouveau degré le niveau des armements nucléaires »

De notre correspondant

Pékin. — L'expérience nucléaire qui a été réalisée le mercredi 17 novembre, selon l'agence Chine nouvelle, « porté à un nouveau degré le niveau des armements nucléaires de la Chine ». La communication annonçant l'expérience ne donne aucun détail sur ses caractéristiques, mais on apprend, d'autre part, que l'explosion a eu lieu dans l'atmosphère et qu'elle a atteint la puissance de 4 mégatonnes. Elle serait la plus forte qui ait été réalisée jusqu'à présent en Chine.

D'après le décompte généralement admis, cette expérience est la vingt et unième depuis l'explosion, le 16 octobre 1964, de la première bombe atomique chinoise. C'est la quatrième depuis janvier et la troisième en moins de deux mois, ce qui fait de 1976 l'année au cours de laquelle les essais nucléaires auront été les plus nombreux en Chine, et

confirme l'impression que la République populaire intensifie ses efforts dans ce domaine. Il est assez remarquable que cette intensification coïncide avec une période de bouleversements politiques exceptionnels. Démonstration est faite que ces bouleversements ou les catastrophes naturelles qui ont marqué l'année 1976 n'ont pas affecté le secteur de la défense. Rappelons que trois satellites artificiels ont également été lancés par la Chine depuis un an.

La communication de l'agence Chine nouvelle et le commentaire consacré à l'événement par le Quotidien du peuple retiennent les assurances habituelles sur les préoccupations « uniquement défensives » de la Chine. Ils rappellent que « jamais, à aucun moment ni en aucune circonstance, la Chine n'utilisera la première ces armes » (nucléaires).

Cette expérience est saluée dans un style caractéristique de la nouvelle direction. Alors que le succès des derniers essais nucléaires était d'abord attribué aux « travailleurs », l'Armée populaire de libération est citée cette fois au premier rang des artisans de ce nouveau progrès. Le Quotidien du peuple rappelle, d'autre part, une recommandation de Mao invitant à ne pas « suivre seulement les sentiers battus », mais à « rompre avec les conventions » et à « adopter autant de techniques nouvelles que possible pour faire de notre pays un puissant Etat socialiste dans un délai relativement bref ». Mais l'organe du P.C. cite également — pour la première fois — une « importante instruction » donnée par le président Hua Kuo-feng à propos de cette expérience nucléaire : « Soyez méticuleux en matière d'organisation et de direction ». Le Quotidien du peuple, comme le communiqué, souligne le fait que « le succès de cet essai de bombe à hydrogène a été obtenu grâce à l'excellente situation qui règne dans le pays » depuis « l'établissement de la « bande des quatre ». A la différence des communiqués publiés pour les expériences des 28 septembre et 17 octobre, aucune référence n'est faite à la « critique de Teng Hsiao-ping ».

ALAIN JACOB.

Bangladesh

Mort du maulana Bashani, « chef historique » de la lutte pour l'indépendance

Le maulana Bashani, « chef historique » de la lutte pour l'indépendance du Bangladesh oriental et fondateur de la ligue Awami, est mort le mercredi 17 novembre à Dacca. Il était âgé de plus de quatre-vingt-dix ans.

Bashani était à la fois un personnage religieux, d'où le titre de maulana (imam), et une grande figure politique du Bangladesh. Autant que le « père de la nation » bangladaise, Mujibur Rahman, assassiné en août 1975, il avait été le fondateur de la ligue Awami, puis le « chef historique » de la lutte pour l'indépendance, qu'il fut le premier à réclamer avant que cette lutte fût « récupérée » par les partisans de l'autonomie interne.

Abandonné, à la fin de sa vie, par ses jeunes lieutenants « radicaux » et entouré, en revanche, d'éléments franchement réactionnaires, au passé parfois douteux, Bashani semblait ne jamais vraiment quitter la scène politique de son pays, même lorsqu'il s'était retranché dans son village près de Tangail, petite localité du nord du Bangladesh.

Dans sa maison de tête ondulée et de planches — que l'armée pakistanaise incendia pendant la guerre civile de 1971 — ses fidèles lui baissaient les pieds ou lui apportaient des présents. Il avait un opposant. Combien de défis n'a-t-il pas lancés aux Britanniques, au Pakistan, à l'Inde, au gouvernement de M. Mujibur Rahman ! Combien de coups d'éclat, de fausses sorties n'a-t-il pas faites ! Car ce personnage, contradictoire, était trop idéaliste pour réussir en politique, trop personnel pour diriger un parti, trop âgé pour être la figure de proue efficace d'un mouvement révolutionnaire. C'était surtout un pieux organisateur,

et si certains de ses thèmes avaient quelque valeur mythique, ils demeuraient cependant flous. Il en était ainsi du « socialisme islamique », dont il se réclamait parfois et qu'il ne définissait jamais. De sorte qu'à la fin de ses jours quelques-unes de ses initiatives prélaient plutôt à l'écrit et n'inspiraient plus le pouvoir. Ainsi menaçait-il l'Inde de jihad — de guerre sainte — lorsqu'il organisait une marche contre le barrage de Farraka. Mais, s'il dénonçait l'« expansionnisme » indien, il n'était pas moins partisan d'un « grand Bangladesh » qui eût réuni le Bangladesh et le Bengale occidental indien, projet tout à fait irréalisable étant donné l'antagonisme séculaire entre hindous et musulmans, et celui qui oppose maintenant l'Inde et le Bangladesh.

Qualifié à tort de « maoïste », car il était moins communiste que « communaliste », — jouant sur les oppositions entre communautés religieuses, — il brandissait le Coran plus que les écrits de Marx ou de Lénine. Bashani ne craignait pas d'affirmer devant nous, entre deux prières de ramadan, quelques années après l'indépendance de son pays, que « seule la lutte armée » permettrait aux masses de se libérer de la misère et de l'oppression économique et sociale. Mais nul n'ignorait, lorsqu'il parlait de « lutte armée », que ce patriarche laïco-maoïste n'aurait ni la volonté ni le courage d'en prendre la tête.

GÉRARD VIRATELLE.

4,10 m de plafond dans un studio. Attention: ne tombez pas du lit!

"24 Arthur Rozier" à 300 mètres du Parc des Buttes Chaumont, des studios et des deux pièces vastes, calmes, et dont la hauteur sous plafond vous réserve une bonne surprise. Des studios qui sont plus que des studios, en plein Paris dans un environnement où la qualité de la vie reste une réalité.

Appartement témoin et bureau de vente sur place
24, rue Arthur Rozier - 75019 PARIS
Ouvert tous les jours de 14 h à 19 h 30.

"24 Arthur Rozier". Une conception très rentable.

im
39, rue de Courcelles - 75005 PARIS. Tél. : 766.13.14.

سكنى فى الامم

LA CHINE ORPHELINE

II. — Le disciple contre la veuve indigne

De notre envoyé spécial JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Le chagrin du peuple chinois après la mort du président Mao a été transformé en force grâce à la « bonne nouvelle » de la nomination de M. Hua Kuo-feng à la direction du pays (le Monde du 18 novembre). Cette nomination a consacré l'écrasement de la bande des quatre.

Tatchai. — « Lors de sa première visite ici, l'année dernière, Chiang Ching ne s'est pas conduite comme doit le faire un cadre de haut rang. Elle se levait à 11 heures du matin, jouait aux cartes avec son médecin ou allait se promener à cheval. Pour nourrir toute son équipe, elle a fait couper de jeunes pousses de maïs. Elle était arrivée avec une suite de cinquante personnes et, pour la loger, elle a fait élever le pavillon d'accueil où il y avait cent trente personnes, dont des amis étrangers. Elle avait aussi apporté des appareils de chauffage à son usage personnel et de la nourriture spéciale, car elle ne pouvait pas manger comme nous. Elle ne se servait jamais deux fois de la même serviette. Il lui fallait une centaine par jour. Cela nécessitait beaucoup de main-d'œuvre pour laver et repasser. »

La femme qui parle en ces termes de la veuve du président Mao est une militante d'origine modeste, Mme Song Lien-ying, devenue vice-présidente du comité révolutionnaire de la brigade de production de Tatchai, ce haut lieu de la mythologie révolutionnaire chinoise dans la province de Chanshi. Ici, à 400 kilomètres de Pékin, et à 1 000 mètres d'altitude, dans les montagnes d'Albanie, les paysans ont entrepris des travaux titaniques pour pratiquer la culture en terrasses. En 1964, Mao avait lancé une directive, aussitôt affichée dans tous les villages chinois : « Que les paysans prennent exemple sur Tatchai ». C'est encore Tatchai qu'avait choisi comme modèle M. Hua Kuo-feng, alors vice-premier ministre, dans un discours prononcé, en octobre 1975, lors d'une conférence nationale sur l'agriculture, et considéré comme un document de base pour la compréhension des vues du nouveau maître de la Chine. Aujourd'hui, deux mille visiteurs en moyenne, venus de toute la Chine, sont accueillis chaque jour à Tatchai où ils peuvent puiser la loi révolutionnaire à bonne source.

Aussi, chaque Chinois pouvait deviner la gravité des accusations qui allaient se développer contre Mme Chiang Ching. On n'aime pas les attaques dans lesquelles il est question de la vie privée des gens. Depuis, ces pudeurs ne sont plus de mise. Canton est couvert d'affiches représentant Mme Chiang Ching s'adonnant à ses vices. Les dessins les moins déshabillés la montrent sous les traits d'une sorcière, d'une impératrice, aux prétentions bouffonnes, d'une « femme serpent » aux charmes trompeurs.

Comment est-il possible de trahir ainsi dans la boue la femme de César sans mettre en question César lui-même ? Mme Chiang Ching avait fait sur Mao une impression suffisamment forte pour qu'il répudiât sa troisième femme afin de l'épouser malgré quelques murmures au sein du parti. Rappelons la dégradation des journalistes français, M. Li Hsien-nien, vice-premier ministre, a répondu lui-même à la question. Ce qui se passe au sujet de Mme Chiang Ching peut paraître « bizarre » à des esprits non avertis, a-t-il dit. Mais, pour un marxiste-léniniste, il n'y a rien d'étonnant. Mme Chiang Ching voulait devenir président du comité central, et il ne s'agissait que d'une manifestation de la lutte des classes » tout à fait compréhensible pour lui, une « conception marxiste » le lui livrait.

À Tatchai, la secrétaire du comité local du parti, Mme Kuo Teng-lien, jeune femme de vingt ans, dont le beau visage porte les traits et les albums photographiques consacrés aux exploits de la brigade, précise la pensée du vice-premier ministre. La « bande des quatre », animée par Chiang Ching, représentait la bourgeoisie infiltrée au sein du parti. Si elle avait réussi à usurper la direction du comité central, le parti serait devenu révi-

et y chercher par mille moyens la satisfaction de ses passions. L'article était violent, mais parfois trop allusif pour être compréhensible. Sur place, la vice-présidente du comité révolutionnaire ne s'est pas fait prier pour nous donner des explications circonstanciées.

« Chiang Ching, ce mauvais personnage, ne connaissait rien de l'agriculture. Elle voulait faire pousser des oléagineux ici, dans la montagne. Elle disait qu'il fallait installer des fours solaires et autres balnéaires. Pour l'entraîner devant les photographes, elle a entrepris de faire creuser une tranchée large de 1 mètre et longue de 20, qui ne pouvait être d'aucune utilité. Quand elle est enfin partie, après nous avoir dérangés pendant dix jours, les paysans ont transformé cette tranchée en porcherie, ce qui était un témoignage symbolique de l'animosité de la population. Mais voilà que Chiang Ching a justifié une seconde visite ici au début de septembre, quelques jours seulement avant la mort du président Mao. Dès son arrivée, elle a demandé à Tchen Yong-kuei (ancien secrétaire de la cellule locale, inspirateur de l'expérience de Tatchai, actuellement vice-premier ministre) : « Où est la tranchée en porcherie ? On lui a dit qu'elle était s'est mise en colère et a déclaré que cette fois elle était venue lutter contre nous. »

« Elle voulait réduire le rendement de Tatchai, quelle étrange idée ! Elle voulait que, en toute chose, elle cherchât à prendre le contre-pied du président Mao. Son ambition était de s'emparer du pouvoir et de devenir impératrice de la Chine. Mais le président Mao était très clairvoyant. De son vivant, il a désigné le camarade Hua Kuo-feng comme premier vice-président du comité central et premier ministre. Ici, on désignait Chiang Ching ; elle était arrogante et ne parlait jamais aux paysans. »

Les responsables de Tatchai avaient-ils signalé la mauvaise conduite de la femme du président Mao aux instances suprêmes du parti avant les attaques officielles contre la « bande des quatre » (Mme Chiang Ching et ses complices : M. Wang Hong-wen, Chang Hsiao et Yao Wen-yuan) ? « Les gens parlaient en cachette, mais il n'avait pas été question de se plaindre aux autorités supérieures. On se dit que les membres du comité central étaient au courant, car le comportement de Chiang Ching devait être le même partout. »

La femme de César

Après cette diatribe, le représentant du ministère des affaires étrangères, qui nous accompagnait, voyant que nous avions pris des notes, nous a demandé de ne pas faire état des propos tenus par Mme Song Lien-ying, « parce que, en Chine, on n'aime pas les attaques dans lesquelles il est question de la vie privée des gens ». Depuis, ces pudeurs ne sont plus de mise. Canton est couvert d'affiches représentant Mme Chiang Ching s'adonnant à ses vices. Les dessins les moins déshabillés la montrent sous les traits d'une sorcière, d'une impératrice, aux prétentions bouffonnes, d'une « femme serpent » aux charmes trompeurs.

Comment est-il possible de trahir ainsi dans la boue la femme de César sans mettre en question César lui-même ? Mme Chiang Ching avait fait sur Mao une impression suffisamment forte pour qu'il répudiât sa troisième femme afin de l'épouser malgré quelques murmures au sein du parti. Rappelons la dégradation des journalistes français, M. Li Hsien-nien, vice-premier ministre, a répondu lui-même à la question. Ce qui se passe au sujet de Mme Chiang Ching peut paraître « bizarre » à des esprits non avertis, a-t-il dit. Mais, pour un marxiste-léniniste, il n'y a rien d'étonnant. Mme Chiang Ching voulait devenir président du comité central, et il ne s'agissait que d'une manifestation de la lutte des classes » tout à fait compréhensible pour lui, une « conception marxiste » le lui livrait.

À Tatchai, la secrétaire du comité local du parti, Mme Kuo Teng-lien, jeune femme de vingt ans, dont le beau visage porte les traits et les albums photographiques consacrés aux exploits de la brigade, précise la pensée du vice-premier ministre. La « bande des quatre », animée par Chiang Ching, représentait la bourgeoisie infiltrée au sein du parti. Si elle avait réussi à usurper la direction du comité central, le parti serait devenu révi-

nos interlocuteurs n'a été en mesure de formuler de griefs précis à l'égard des « quatre », se contentant d'évoquer en termes généraux les « révolutions » officielles. Il est vrai que les fonctionnaires qui nous accompagnaient n'ont pas accédé à notre désir de faire une enquête à Changhaï. Chef de la « bande des quatre », M. Li Hsien-nien avait pourtant conseillé à la délégation des journalistes français d'aller se rendre compte de la situation dans la grande métropole portuaire, et de ne pas s'en tenir aux visites organisées par les « camarades qui ne veulent parler que de nos succès ».

S'ils n'ont eux-mêmes qu'une idée très vague des raisons pour lesquelles les anciens « radicaux » doivent être « écrasés », les Chinois sont préparés à ce genre d'événement. Dans le monde marichéen des régimes communistes l'ennemi de classe a rôde toujours.

Dans l'île de Hainan, nous avons vu manœuvrer une milice populaire, constituée par des garçons et des filles de moins de vingt ans. Des drapeaux rouges avaient été plantés dans une rizière et sur la colline qui la domine pour délimiter l'espace dangereux au cours d'un exercice de tir. Allongés devant l'école

du village, les miliciens et miliciennes tiraient au fusil de guerre sur des cibles représentant un buste humain.

Quel est le but de cet exercice ? a-t-il été demandé au cadre en présence duquel avait lieu la séance : « Se préparer à lutter contre l'ennemi intérieur et extérieur. » Que faut-il entendre par « ennemi intérieur » ? « Les anciens propriétaires fonciers qui sabotent la production et aussi les nouveaux ennemis de classe. » Invité à être précis, le cadre affirme qu'il y a eu plusieurs de ces « ennemis de classe » ont été arrêtés l'année dernière. Certains étaient des « saboteurs » qui avaient « tué » pour accomplir leurs noirs desseins. Le cadre

déclare ne pas pouvoir en dire davantage. Il ignore quel est le sort des coupables qui ont été « jugés par une cour de justice ».

De l'aveu même des dirigeants de Pékin, le parti ne représente pas tout le peuple, mais le « prolétariat », et c'est ce qui distingue la Chine de l'U.R.S.S. « révisionniste ». Aujourd'hui, les anciens « radicaux » sont présentés comme une émanation subtile de la « bourgeoisie » habile à camoufler son jeu. La preuve du complot bourgeois sera difficile à faire, mais le peuple chinois attend-il vraiment qu'on la lui apporte ? Les affaires Hua, Liu Shao-chi et Teng Hsiao-ping ont sans doute fortement ébranlé sa capacité d'étonnement.

Présenté comme le disciple ont par Mao lui-même, M. Hua Kuo-feng annoncera-t-il d'autres disgrâces après s'être débarrassé de ceux qu'on considérait. Il y a encore quelques mois, comme les « favoris » du Grand Timonier ?

Des « agents » des « quatre » ont été démasqués en quelques endroits. Au Quotidien du peuple, il y en avait deux ou trois. « On est en train de les aider », explique le rédacteur en chef, ce qui signifie qu'ils ont fait leur autocritique. Mais, pour le moment, la « campagne de grande critique et de grande accusation » n'a pas abouti à la mise en cause d'autres cadres du régime. Une pause est sans doute nécessaire. Trop de stupéfiantes révélations sur la « nature réelle » des dirigeants du parti ne finiraient-elles pas, quand même, par semer un doute sur les fondements de l'idéologie officielle, cette idéologie encore nécessaire pour maintenir la cohésion du pays et lui faire accepter les sacrifices au prix desquels le développement se poursuit ?

Prochain article :

UN HÉRITAGE
MAIS PAS DE TESTAMENT

800 ou 900 millions d'habitants ?

Si aucun responsable des unités de production vitées en Chine n'est avare de chiffres sur son entreprise, il est en revanche très difficile d'obtenir des statistiques à l'échelle nationale. La politique de la Chine est de ne pas publier ses chiffres d'affaires, indique un responsable de la Foire internationale de Canton, interrogé sur le volume des commandes. Répondant que les journalistes français invités par son gouvernement, M. Li Hsien-nien, vice-premier ministre, leur a déclaré sans ambages qu'en Chine les chiffres relatifs à la production agricole et industrielle ne sont pas publiés.

Les dirigeants chinois sont également très réservés quand on les interroge sur la population et la natalité. À Pékin, on évalue généralement à sept cents millions le nombre des Chinois. Pour sa part, M. Li Hsien-nien a déclaré : « Il faut nourrir huit cents millions de bouches, ce qui est un très grave problème. On dit même que la population dépasse désormais ce chiffre. »

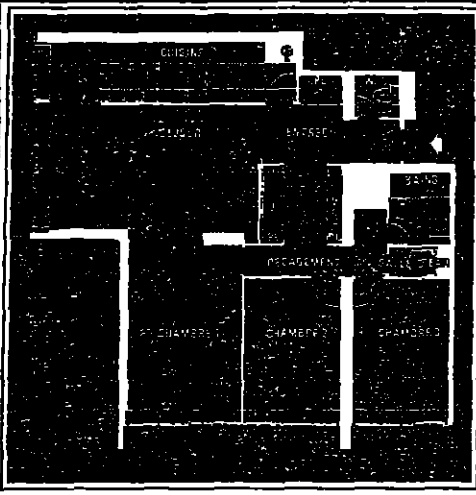
La Chine cherche à maîtriser sa croissance démographique grâce à l'éducation des masses et à l'emploi de moyens contraceptifs efficaces. Dans un hôpital de l'île de Hainan, nous avons eu avec un médecin une conversation qui donne à penser que la stérilisation est aussi une méthode employée sur une échelle beaucoup plus vaste qu'on ne le dit généralement. Rappelant que l'État conseille aux parents de ne pas dépasser le chiffre de deux enfants, ce médecin indique que, après le premier accouchement, on demande à la mère d'attendre quelques années pour envisager une nouvelle grossesse. La pilule est surtout utilisée à cette fin. Mais, après la deuxième naissance, dans l'hôpital où nous nous trouvons, on conseille vivement la stérilisation d'un des parents. La vasectomie (sur les hommes) est pratiquée à la tubectomie (sur les femmes). En moyenne, deux cents stérilisations sont effectuées chaque année dans cet

établissement hospitalier créé pour une ferme d'Etat sur laquelle vivent dix-huit mille six cents personnes, dont dix mille six cents sont actives.

Dans cette ferme d'Etat, 60 % des couples en âge de procréer et ayant déjà deux enfants ont été stérilisés. Ce pourcentage est du même ordre dans toute la Chine. Le médecin interrogé ne veut parler que de ce qu'il connaît, mais il confirme que la stérilisation est conseillée dans toutes les provinces où la population est assez nombreuse pour l'exploitation de la terre.

L'âge du mariage préconisé ici est de vingt-sept ans pour les hommes et vingt-cinq ans pour les femmes. Quels conseils sont donnés aux célibataires qui viennent demander des contraceptifs ? « Un tel problème ne se pose pas, répond le médecin, les jeunes ont un niveau de conscience politique élevé et ils savent qu'il serait mal d'avoir des rapports sexuels hors du mariage. »

“Paris, c'est trop cher.
La banlieue, c'est trop loin”.
Habitez DÉFENSE 2000.



4 pièces au 15^e étage - 99 m² : 356.400 f
parc à voiture et cave inclus. soit 3.600 f le m².

3.900 F le m²

Paris - trop cher ou banlieue - trop loin ? DÉFENSE 2000 apporte la solution : vous pouvez habiter immédiatement l'Ouest de Paris au prix de l'Est, aux portes mêmes de Paris, puisque la Défense n'est qu'à quatre minutes de l'École. Du studio au 6 pièces, des duplex aux chantiers individuels, les appartements sont exceptionnellement spacieux. Et les charges ? Nous vous en remercions et vous serez agréablement surpris.

Appartement témoin et bureau de vente ouverts tous les jours (sauf mardi et mercredi) de 10h30 à 13h et de 14h30 à 19h - Tél. 776.3114.

Quartier Bois de Boulogne, 23 rue de la Paix, 92100 Nanterre, accès direct par Paris de Nanterre ou par Nanterre de Paris, zones les Biches, (voirie n° 4 du boulevard de la Défense).

Je désire recevoir, sans engagement, de ma part, votre documentation sur DÉFENSE 2000.

Renseignements et Vente

CORI

254, Bd St Germain 75007 PARIS

Tél. : 260.38.22

NOM _____

ADRESSE _____

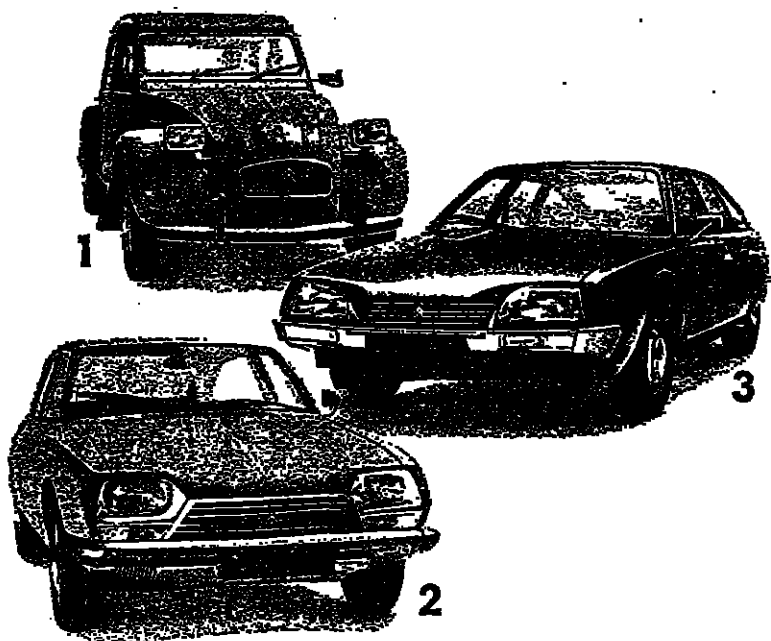
L'éternel « ennemi de classe »

À Canton, les groupes rassemblés devant les dazibaos et les caricatures ont l'air de beaucoup s'amuser. Il semble qu'il y ait une sorte de vertige dans les critiques contre le style « impérial » de Mme Chiang Ching, même si l'exploitation qui en est faite aujourd'hui ne vole pas très haut.

Le dogmatisme des quatre « radicaux » n'était sans doute pas apprécié par la majorité de la population qui, accablant enfin à un niveau de vie satisfaisant, aspirait à une pause dans la marche en avant de la révolution. Toutefois, à l'exception de nos hôtes de Tatchai, aucun de

ILYA DES OCCASIONS A NE PAS LAISSER PASSER

3 EXEMPLES:



1. 2 CV Spécial 1976 :
10 700 F Garantie 3 mois
pièces et main-d'œuvre dans
toute la France.

2. GS Spécial 1976 : 18 500 F
Garantie 6 mois pièces
et main-d'œuvre dans toute
la France.

3. CX 2000 1976 : 29 000 F
Garantie 6 mois pièces
et main-d'œuvre dans toute
la France.

DEPARTEMENT OCCASION CITROËN
10, place Etienne-Pemet.
75015 PARIS - Tél. 532.70.00

59 bis, avenue Jean-Jaurès,
75019 PARIS - Tél. 208.86.60

50 à 64, bd Jourdan,
75014 PARIS - Tél. 589.42.89

CITROËN A TOTAL

CITROËN

Les Amériques Nord et Sud. Avec ou sans Concorde.

Air France vole vers les 2 Amériques 40 fois par semaine, dont 6 fois en Concorde. Et offre ainsi aux hommes d'affaires le réseau le plus important qui soit au départ de Paris. Un réseau digne de Concorde.

● Washington, Caracas et Rio : Concorde.

Air France gagne Washington les mercredis, vendredis et dimanches, Caracas les vendredis et Rio les mercredis et dimanches. Depuis sa mise en service le 21 janvier 1976, Concorde a déjà accueilli 20.000 passagers sur ces trois lignes.

● Amérique du Nord : des exclusivités.

Sur son réseau nord-américain, Air France offre 4 exclusivités : Houston et Toronto sans escale en 747, Mexico

en 747 avec une seule escale à Houston, et New York avec le premier départ de la journée à 10 h.

De plus, Air France dessert Montréal 4 fois par semaine, Chicago 4 fois, et Los Angeles 3 fois. Toujours en 747.

● Amérique du Sud : 11 villes desservies.

Air France propose au départ de Paris le plus grand nombre de vols vers les grandes places économiques sud-américaines : Caracas, Bogota, Quito, Guayaquil, Lima, Santiago, Cayenne, São Paulo, Rio, Buenos Aires et Montevideo, soit 32 liaisons hebdomadaires.

Pour gagner les Amériques, du nord au sud, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France, tél. 535.61.61.

EN COMPAGNIE D'AIR FRANCE

AMÉRIQUES

Etats-Unis

TANDIS QUE L'ENQUÊTE OFFICIELLE PIÉTINE
La presse publie de nombreuses informations
sur les activités du « lobby » sud-coréen

De notre correspondant

Washington. — L'enquête menée par le département de la justice sur le lobby sud-coréen (le Monde du 30 octobre), n'a encore abouti à aucune conclusion, ni sur le caractère licite ou illicite de ses activités, ni sur le degré de culpabilité des membres du Congrès qui ont reconnu avoir reçu des « cadeaux » ou même de l'argent de personnalités ou d'organisations sud-coréennes.

L'enquête piétine à cause notamment de l'absence du principal « témoin », M. Tong Sun Park, un homme d'affaires auquel le gouvernement sud-coréen aurait confié la mission de distribuer annuellement de 500 000 à 1 million de dollars sous forme d'avantages divers, cadeaux, voyages, contribution électorale, à de nombreux parlementaires (le chiffre de quatre-vingt-dix a été avancé) afin de promouvoir les intérêts de la Corée du Sud au Capitole.

En revanche, l'enquête parallèle menée par les journaux confirme l'ampleur de l'action du lobby sud-coréen. Selon les déclarations faites au New York Times par M. Rand, ancien fonctionnaire du département d'Etat chargé des affaires coréennes de 1970 à 1974, les autorités fédérales étaient au courant depuis 1970 des activités douteuses de ce groupe de pression réunissant des diplomates et des hommes d'affaires coréens travaillant en liaison avec les agents des services spéciaux sud-coréens (K.C.I.A.). Le gouvernement Nixon, soucieux de retirer vingt mille des soldats stationnés en Corée, sans pour autant compromettre la participation de Séoul à la guerre du Vietnam, aurait fermé les yeux.

Une « léthargie » encouragée de haut
En 1971, cependant, le département d'Etat s'était inquiété des activités de la Fondation coréenne pour la culture et la liberté, patronnant Radio Free Asia, ainsi que des versements de 10 millions de dollars par les journaux. Il ressort qu'une sorte de « léthargie bureaucratique » encouragée de haut retarda, jusqu'en 1973, l'ouverture d'une enquête qui n'entra dans une phase active qu'à la fin de 1975. Le F.B.I., saisi de l'affaire, était trop occupé, dit-on, à surveiller les agents ennemis pour s'intéresser à ceux des pays alliés.

Un ancien membre de l'ambassade sud-coréenne ayant obtenu le droit d'asile confirme que la K.C.I.A. finançait des publications coréennes paraissant aux Etats-Unis, ainsi qu'une prétendue institution de recherches (Asian Forum) qui bénéficiait d'ailleurs d'une subvention de 20 000 dollars du département du Commerce américain. En fait de recherches et de travaux académiques, cette organisation se proposait surtout, en liaison avec la K.C.I.A., de surveiller de près les milieux d'affaires coréens et de veiller à leur fidélité au régime de Séoul. De même, M. Tong Sun Park et Pak Bo Hie, principal adjoint du révérend Moon, auraient réussi, avec la complicité de prête-noms, à contrôler 46 % du capital de la Diplomat National Bank récemment créée — la première banque américano-asiatique autorisée dans le pays — dont les fonds auraient surtout servi à financer les activités du lobby sud-coréen.

HENRI PIERRE.

Canada

PLUSIEURS MINISTRES
PROVINCIAUX
ÉVOQUENT LE « DÉBUT
D'UNE ÈRE NOUVELLE »

Montréal (A.F.P.). — Les premiers ministres des provinces canadiennes ont, dans leur majorité, déclaré, le 17 novembre, que la victoire du Parti québécois (indépendantiste) aux élections québécoises « ne constituait pas un revers pour le Canada ».

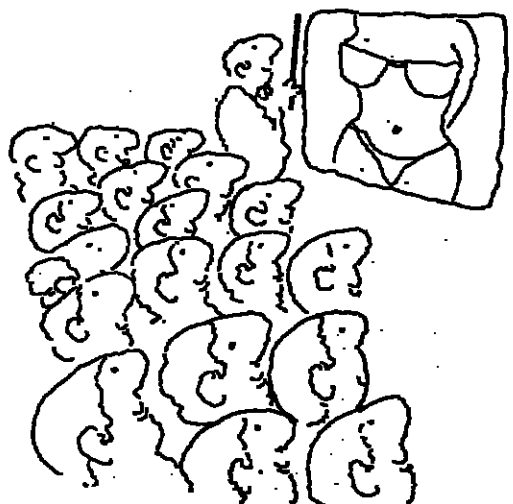
Certains ont émis des doutes sur l'avenir des pourparlers constitutionnels qui auront lieu le mois prochain à Ottawa. Mais plusieurs premiers ministres provinciaux croient que les élections du 13 novembre au Québec marquent pour le Canada « le début d'une ère nouvelle où il faudra compter avec la présence d'une province pour laquelle il conviendrait de modifier la Constitution ». Seul un ministre de la Colombie britannique a souhaité que le Québec se sépare de la confédération canadienne.

D'autre part, un porte-parole des mouvements séparatistes de l'Ouest canadien (mouvements créés l'an dernier) a estimé que l'indépendance du Québec serait suivie de celle de la Colombie britannique et de l'Alberta.

Cuba

● LE YACHT « GRANMA », à bord duquel M. Fidel Castro et ses premiers partisans ont gagné Cuba il y a vingt ans pour organiser la guérilla contre la dictature de Batista, sera transformé en monument national. Le 2 décembre, la cérémonie coïncidera avec la prise en place de la première Assemblée nationale. — (Reuters.)

S'il n'y avait pas de salle
de conférences
pour faire du travail sérieux,



vous vous êtes trompé d'hôtel.
Dommage.

Un service de conférence complet (à des conditions avantageuses) pour un nombre d'invités allant de 5 à 1 000, selon l'hôtel, voilà l'un des avantages que vous apprécierez chez Holiday Inn.

Holiday Inn, la chaîne d'hôtels de première classe dont les prix sont parmi les plus raisonnables d'Europe.

Il y a 1700 hôtels Holiday Inn dans le monde, dont plus de 50 en Europe. En France : Avignon, Lille-Lesquin, Lille-Marcq, Lyon, Montecarlo, Strasbourg, Paris-Porte de Versailles, Paris-Orly, Guadeloupe. Ouverture prochaine : Paris-Roissy.

Holiday Inn
HOTEL

Bureau de réservations :
Hôtel Holiday Inn - Paris-Orly, 4, avenue Charles-Lindbergh - 94150 Rungis
Téléphone : 686 50 87 - Télex 204696.

153 RUE DE L'UNIVERSITE

PARIS 7^e LE QUARTIER EST
EXCEPTIONNEL.
LES APPARTEMENTS AUSSI.

Studios de 29 à 56 m².
2 pièces de 58 à 87 m².
3 pièces de 81 à 106 m².
4 pièces de 103 à 115 m².
5 pièces de 161 m².

Prix fermes et définitifs.
Renseignements et vente
sur place, tous les jours de
14 à 19 heures et samedi
de 10 à 19 heures (fermeture

dimanche et lundi). Ou
G.E.F.C., 82, Champs-Élysées
Paris 8^e Tél. 256.98.98.
Livraison : Été 1977.
Une réalisation SERDI.



صكرا من الامم

PROCHE-ORIENT

Liban

POINT DE VUE

Vivre avec nos volcans

« Une heure de paix est bonne à prendre », dit un personnage de Giraudoux. Une heure de paix, une heure d'oubli, une heure d'espoir : nous sommes prêts à les prendre toutes, ces heures, ces minutes qui éloignent de nous l'horreur de notre tragédie.

Mais nous restons — peut-on nous le reprocher ? — lucides et le cœur serré. Nous savons de quel prix, de quelle ténacité, nous devons nous payer ce pauvre répit. Nous savons aussi que ce qui arrive chez nous, ce n'est pas encore la paix, c'est la « force arabe de paix » : ce qui est tout différent, ce qui risque même d'être, un jour, tout le contraire de la paix. Car ces contingents arabes mis à la disposition du président libanais n'en restent pas moins soumis aux ordres et aux tendances politiques de leurs gouvernements respectifs. Ils dépendent également des gouvernements qui financent leur envoi et leur mission. Que ces gouvernements se retrouvent demain en conflit, les uns avec les autres, ou avec nous, sur les problèmes de la guerre et de la paix au Liban ou sur la question essentielle de la guerre et de la paix au Moyen-Orient, et nous voilà de nouveau exposés à des affrontements qui dépassent notre pays : affrontements libano-palestiniens, arabo-arabes, arabo-israéliens.

par CHARLES HELOU (*)

Ailleurs, plus loin, dans les Antilles, on apprend aux populations menacées à vivre avec leur Soufrière. Pendant longtemps encore, il nous faut apprendre, au Moyen-Orient, à vivre avec nos volcans.

Nous pensions parfois qu'ils éparpilleraient notre Liban. Quelle erreur ! Voici qu'on nous rend, de surcroît, responsables de leur éruption, qu'on nous accuse d'être nous-mêmes les artisans de notre malheur.

Cette guerre que nous avons subie, sur le double plan politique et militaire, on s'obstine encore à lui donner le nom de « guerre civile », alors qu'elle a mobilisé, durant vingt mois, sur notre territoire, plus de combattants non libanais, venus de tous les horizons, que de combattants libanais : alors qu'elle est, de toute évidence, une des conséquences du déracinement du peuple palestinien en quête d'une patrie, l'un des aspects du drame palestinien devenu maintenant le drame libanais.

Dans la chronique des événements sanglants de cette guerre, on a pris bien injustement l'habitude, à l'étranger, d'appeler « conservateurs », « homme de droite » (les « conservateurs chrétiens », la « droite chrétienne ») des hommes coupables surtout de vouloir conserver leurs foyers et leurs libertés ; on n'a pas cessé de les opposer à la fois au « progressisme » et au « gauchisme », aux qui sont les représentants authentiques, les artisans convaincus de tout progrès.

Serait-ce trop ambitieux de souhaiter plus de compréhension et plus d'équité pour une population qui a donné tant de preuves de son ouverture au monde et de sa fidélité à ses amitiés ?

Etre compris, se sentir aimé : souhait élémentaire, plus impérieux encore que celui d'être aidé ou secouru. Car c'est mourir deux fois que de mourir défiguré.

Liban : terre d'accueil, d'amitié, de liberté, « protégée » maintenant par des soldats qui ne sont pas les siens ; « terre du lait et du miel » chantée par les prophètes, aujourd'hui couverte de cendres, victime de ses propres dons : pays de la tolérance et de la générosité, ravagé pour avoir été trop fraternel, trop humain, dans un monde inhumain ! Ceux qui se sont acharnés contre toi, par l'action et par la parole, ceux qui se sont détournés de toi, ne tarderont pas à savoir tout ce qu'ils perdent en te perdant.

Car il n'est pas de pays, proche ou lointain, qui ne doive être, un jour, affecté par l'entreprise de destruction de ce lieu, de ce haut lieu de rencontre des cultures et des cultes ; de ce centre de libre-échange des idées et des biens ; de ce pont jeté entre les hommes, entre les continents.

En affrontant, comme nous pouvons,



Opel City

QUINZAINE DU MANTEAU

en lama, poil de chameau, cachemire... garni fourrure, votre manteau AUTEUIL de 790 F à 2900 F

AUTEUIL

MODELES EXCLUSIFS
TAILLES 44 à 60
41, RUE LA FAYETTE - PARIS

A TOUS CEUX QUI PENSENT QU'OBTENIR DES COPIES DOIT ETRE UNE CHOSE SIMPLE FAXIL

de Gestetner

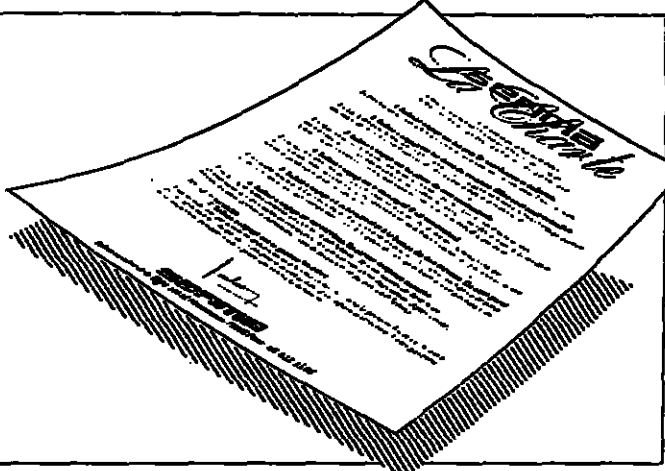
Documentez-vous dès maintenant : prenez contact avec Gestetner, service 205, 71 rue Camille Groult 94400 VITRY - Tél. 680.47.85

HALTE AUX ATTRAPE-INVESTISSEURS.

4. Sefima s'engage sur la gestion locative.

Tout investisseur qui achète un appartement à Sefima et lui en confie la gestion locative n'aura pas à supporter les charges de co-propriété avant la date d'occupation effective. Cette garantie sera maintenue pendant toute l'année qui suivra la livraison.

Etre Constructeur-Promoteur depuis 15 ans, c'est être conscient que l'achat d'un appartement, pour un investisseur, doit garantir la qualité d'un produit et surtout un service complet de gestion. C'est pourquoi Sefima a établi la Charte. Pour garantir votre investissement immobilier.



Une preuve de la confiance que nous avons en nos produits. Nous mettons à la disposition de tout acquéreur d'un appartement l'ensemble des services Sefima, au niveau du conseil financier et fiscal, de la location, de l'administration et, si c'est nécessaire, de la vente de son patrimoine. Voici nos conseils.

- Pajol 1 et Pajol 2.**
6/8 rue Marc-Séguin, 75018 Paris.
Deux petits immeubles livrables immédiatement. Certains appartements sont déjà loués.
Studio, 20 m², au 4ème étage, exposition Sud : 104 500 F. Studio, 36 m², au 6ème étage, exposition Sud/Est : 160 400 F. 2 pièces, 43 m², au 4ème étage : 173 600 F.
- Antoine et Cléopâtre.**
21 avenue d'Italie, 75013 Paris.
Immeuble de grand standing, à 100 m de la Place d'Italie qui vous offre piscine, sauna, solarium.
2 pièces tout équipé, 44 m², au 12ème étage : 258 000 F. Studio tout équipé, 23 m², au 20ème étage : 153 000 F.
- Pajol 3.**
27 rue Pajol, 75018 Paris.
Deux petits immeubles autour d'un jardin. Studio, 28 m², au 5ème étage : 138 800 F. 3 pièces, 67 m², au 4ème étage : 309 500 F. 2 pièces, 46 m², au 4ème étage : 206 600 F.

- Le Nouveau Paname - Côté Beaumarchais.**
62/66 rue Amélot, 75011 Paris.
La deuxième tranche de Paname qui est une réussite. 4 pièces, 84 m², au 3ème étage : 391 600 F. Studio, 31 m², au 5ème étage : 158 800 F. 2 pièces, 53 m², au 1er étage sur jardin avec terrasse de 44 m² exposition Sud : 266 100 F.
- Le Privé.**
94 rue d'Aguesseau à Boulogne.
Petit immeuble résidentiel, près du Bois de Boulogne. 2 pièces, 44 m², au 5ème étage : 242 500 F.
- La Dhuis.**
16/18 rue de la Dhuis, 75020 Paris.
Construit dans le quartier de la Campagne de Paris. 2 pièces, 39 m², au 3ème étage : 207 700 F. Studio, 28 m², au 1er étage : 150 200 F.
- Nos clients de Province peuvent nous appeler en P.C.V. et, s'ils le souhaitent, recevoir chez eux l'un de nos conseillers.
Prix indiqués ci-dessus, base 1/9/76.

SEFIMA
144 Boulevard Haussmann - 75008 Paris. Tél. 622.35.05.
UN PROMOTEUR S'ENGAGE.

SI VOUS MESUREZ 1 m 88 OU PLUS (jusqu'à 2,10 m) SI VOUS ETES FORT JOHN RAPAL

GRANDES TAILLES
PRET-A-PORTER
Costumes, vestes, sport, blazers, pardessus, impers. Pantalons, jeans, velours, pulls, chemises 4 longueurs de manche. Peaux laines, blousons, trench cuir et daim, exclusivité MAC DOUGLAS.

3000 VÊTEMENTS livrés immédiatement.

40 av. de la République
Métro Parmentier
Parking gratuit
Tél. 355.66.00

Il faut lire !

L'INTERNATIONALE DES CITOYENS D'ISRAEL

par SAMUEL FLATTO SHARON

pour que vive Israël !

Tunisie. Avec République Tours c'est exceptionnel.

8 jours dans la baie de Tunis 1185 F*
8 jours à Hammamet 1375 F*
8 jours à Djerba 1275 F*
8 jours à l'île de Kerkennah 1195 F*

Renseignements : République Tours, 61, rue de Melte, 75541 Paris, Cedex 11. Tél. 355.39.30. ou votre agent de voyages.

* Prix tout compris.

Je désire recevoir gratuitement votre documentation.

Nom _____
Adresse _____

Lic. A 504

de Burberrys à Lanvin

le nouveau MASCULIN RIVE-GAUCHE

LESCUR
au centre Maine Montparnasse

Tout le monde a de bonnes raisons pour prendre Air Inter

L'ALLER-RETOUR DANS LA DEMI-JOURNÉE

Parmi les nombreux vols qui desservent régulièrement les 30 aéroports d'Air Inter, 19 relient tous les jours (en semaine) PARIS à BORDEAUX dans les deux sens, permettant l'aller-retour dans la demi-journée.

PARIS ↔ BORDEAUX
18 liaisons quotidiennes (départ Only Ouest ou Roissy-Charles de Gaulle)

Air Inter favorise vos déplacements d'affaires

Renseignements, réservation : AIR INTER PARIS 01 26 25 25 et toutes Agences de Voyages.

AIR INTER

PROCHE-ORIENT

L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION AU LIBAN

DANS UNE DÉCLARATION AU « MONDE »

M. Tuani, ministre de l'information lance un appel à l'aide internationale

M. Ghassan Tuani, ministre libanais de l'information et des affaires sociales, de passage à Paris, a fait au Monde la déclaration suivante :

« Nous sommes aujourd'hui sur le chemin de la paix. Nous sommes conscients qu'en ces jours qui viennent, il nous faudra arracher au forceps notre destin au faillisme dans lequel on nous a enfermés. Je sais que tous nos amis en sont conscients aussi. Il y a un pays à refaire, une nation à guérir, un état à reconstruire. Je peux affirmer au nom de tous les Libanais : nous avons la volonté d'être, nous avons la volonté de repartir, nous avons la volonté de fabriquer notre destin. Tel est le sens de mon appel au monde, aux organismes internationaux, aux agences des nations unies, un appel-aller et un acte de foi : nous sommes là, nous restons. Reconstituons le Liban avec nous ! »

« Cela signifie quoi ? Je schématise en ébauchant un plan en trois phases qui doivent être déclenchées simultanément, mais qui se termineront à des périodes différentes. D'abord, en toute urgence, l'assistance monétaire : 1 700 000 Libanais se sont inscrits sur les listes de demande d'assistance alimentaire. En termes plus brutaux, 1 700 000 Libanais ont faim et ceci sans parler des besoins en soins médicaux, en médicaments, en médecins, etc.

Réhabilitation et réinsertion

« La deuxième phase, qui s'étendra sur le moyen terme, sera ce qu'on pourrait appeler la réhabilitation ou la réinsertion dans la communauté nationale de ceux qui ont été obligés de s'expatrier, en remettant en marche les équipements sociaux, les écoles, les universités, les dispensaires, l'administration, les entreprises économiques, etc. Enfin, la troisième phase, la plus fondamentale et la plus difficile à réaliser : la reconstruction, des villes et des villages et la reprise économique.

« Pour atteindre tous ces objectifs, il nous faut éviter le danger qui nous guetterait si nous devions reculer nos vœux. Il nous faut créer de nouveaux concepts, de nouveaux instruments, de nouvelles structures qui, partant des réalités libanaises, arabes et internationales, permettraient de remodeler le Liban. Ce que nous attendons de la Communauté internationale, c'est d'abord l'envoi immédiat de missions de recherche et d'information, en vue de la fourniture au Liban de matériel d'équipement et de fonds. C'est ainsi que nous pourrions déclencher un mouvement de renouveau. Les hommes sont là et ils sont prêts à aller de l'avant.

Un organisme de coordination

« Les responsables de l'UNESCO avec lesquels je me suis entretenu ont décidé de lancer un appel pour la reconstruction des écoles et des universités. D'autre part, sur la demande de M. Kurt Waldheim, se tiendra à Genève le 22 novembre (date qui coïncide avec l'anniversaire de l'indépendance du Liban), une réunion groupant toutes les agences et tous les organismes internationaux invités à coordonner l'aide qu'ils fourniront au Liban. Tout en se félicitant de cette initiative, nous souhaitons, parallèlement, conserver une certaine souplesse de rapports avec chacune de ces agences, et ceci pour assurer une plus grande efficacité. Du côté libanais, un organisme est mis en place pour la coordination et pour servir d'interlocuteur à tous ceux qui nous apporteront une aide, pour guider les recherches et connaître les méthodes.

« Pourquoi ce premier voyage en France ? En raison, évidemment, des profondes et traditionnelles relations d'amitié entre nos deux pays et, d'autre part, parce que la France est la première puissance à mettre en branle un système d'assistance technique. »

Un seul incident entre Palestiniens a rompu le calme à Beyrouth

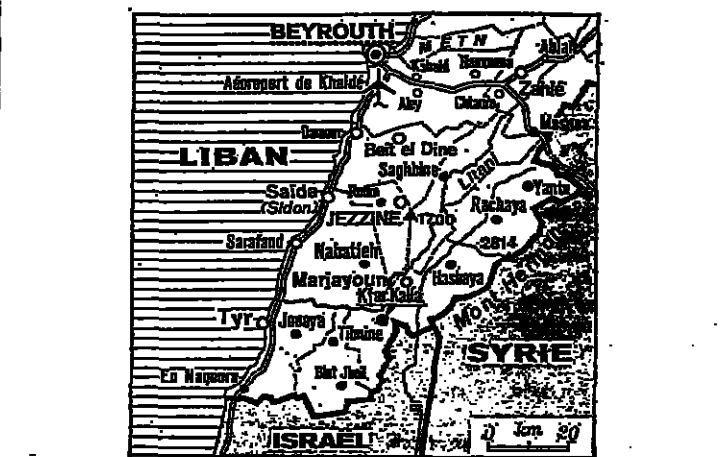
Beyrouth. — Le premier accrochage depuis l'entrée des troupes syriennes à Beyrouth s'est produit mercredi soir 17 novembre. Il a opposé dans le camp palestinien de Sabra-Chatila, le Front démocratique de libération de la Palestine de M. Hawatneh (proche du Fatah), à l'organisation d'obédience syrienne Saïda qui éliminée de la résistance en juin, tente de reprendre pied à Beyrouth à la faveur de l'entrée des troupes de Damas. L'incident était resté circonscrit à l'intérieur du camp, le contingent syrien de la force arabe de dissuasion n'est pas intervenu.

L'accrochage a duré un peu moins d'une heure. Il avait été provoqué par un différend sur

Les forces de droite ont investi un village près de la frontière israélienne

La situation paraît se détériorer à nouveau dans l'extrême sud du Liban. Des unités armées de la droite chrétienne, appuyées par l'artillerie israélienne, ont lancé mercredi matin 17 novembre une attaque contre le village de Kfar-Kalla, à l'annonce mercredi soir de l'Armée du Liban arabe (qui combat aux côtés des Palestiniens) précise que l'attaque, menée sur trois fronts, était soutenue par un « bombardement intensif » d'artillerie. Kfar-Kalla se trouve à quelques kilomètres de la frontière israélienne, dans une région où les duels d'artillerie se sont poursuivis sporadiquement depuis plusieurs semaines.

On indiquait mercredi soir, de source conservatrice, que les forces musulmanes avaient conquis le village, mais le camp progressiste soutenait que les combats se poursuivaient à l'intérieur de la localité. Les forces de droite se sont assurées, notamment en octobre, le contrôle d'une série de villages frontaliers qui constituent depuis une véritable « ceinture de protection » pour Israël contre les mouvements palestiniens. Ces villages, indique-t-on de bonne



source, gênent les déplacements des Palestiniens vers leurs bases de l'Arakoub.

Les correspondants militaires israéliens, retour des régions frontalières, rapportent, pour leur part, que l'armée de l'Etat juif a établi un système postal au profit des villages libanais occupés par les milices de droite, qui reçoivent désormais du courrier de l'étranger. Les enveloppes, présentées à la poste, sont généralement libellées de la façon suivante : « M. X... village Z, Liban, la bonne frontière, forces de défense, Israël. »

Les correspondants font état d'une autre innovation : des plantations expérimentales ont été entreprises pour les Libanais du Sud par le ministère israélien de l'Agriculture.

Selon les statistiques publiées par les forces de défense israéliennes, quatre cent quarante Libanais, hommes et femmes, travaillent en Israël. Plusieurs centaines d'autres demandes ont été déposées. Depuis l'ouverture des dispensaires de campagne, quatorze mille Libanais y ont été soignés, et quelque deux mille journées d'hôpital ont été accordées à ceux dont l'état le nécessitait. — (A.F.P.)

UN CONSEIL PALESTINIEN POUR LA PAIX FERA PENDANT AU CONSEIL ISRA�ËLIEN

(De notre correspondant.)

Jérusalem. — Le conseil israélien pour la paix Israël-Palestine aura bientôt son pendant palestinien à Jérusalem et en Cisjordanie. L'animateur de ce conseil palestinien est M. Mohamed Abou Chabieh, journaliste et enseignant dans le secteur arabe de Jérusalem. Il a publié il y a quelques années un livre préconisant la création d'un Etat palestinien.

M. Chabieh, qui nous a affirmé avoir réuni autour de lui un grand nombre d'intellectuels, avocats, médecins, enseignants, craint de se heurter à l'opposition des autorités israéliennes, qui interdisent la création d'organisations politiques dans les territoires occupés. Le conseil palestinien met la dernière main à la rédaction d'un manifeste qui reprendra un grand nombre des points du manifeste du conseil israélien publié avant le début des négociations à Paris de représentants de l'O.L.P. et de personnalités israéliennes.

Dans le conseil palestinien, on ne compte aucune des personnalités élues lors des élections municipales d'avril 1975 (« auxquelles, nous a déclaré M. Chabieh, il a été jugé préférable de ne pas s'adresser »). Si le conseil palestinien réduit les entraves de l'administration israélienne, c'est le quotidien Al Anba, journal gouvernemental israélien en langue arabe, qui lui permet de propager ses idées. Les trois autres quotidiens arabes qui affichent à des degrés divers, des positions favorables à l'O.L.P., lui ont refusé l'hospitalité de leurs colonnes.

Pour sa part, le conseil israélien pour la paix Israël-Palestine se réjouit de l'encouragement que lui a adressé M. Senghor, président de la République du Sénégal. Répondant à une lettre de M. Elie Elachar, président d'honneur du conseil israélien, M. Senghor écrit dans sa lettre, datée du 11 octobre : « Après deux ans de discussions, j'ai réussi à persuader M. Arafat (de la nécessité) d'une négociation entre le gouvernement israélien et l'O.L.P. seule, malheureusement, j'ai été moins heureux avec le gouvernement israélien. »

M. Mattatyaou Peled, qui a pris part à la rencontre de Paris, continue à observer la plus grande discrétion sur l'identité de ses interlocuteurs palestiniens. M. Peled est d'ailleurs aussi discret au sujet des personnalités officielles israéliennes tenues informées des entretiens de Paris.

ANDRÉ SCAMAMA.

Iran

« TROIS TERRORISTES, dont l'un aurait été le chef du groupe des « marxistes islamiques » pour l'Iran, ont été tués à Téhéran ces derniers jours au cours de deux accrochages, et sept autres ont été arrêtés, a-t-on annoncé, mercredi 17 novembre, de source officielle. Les trois « terroristes » tués sont Mohammad Eslami Shafieia, qui était membre du groupe depuis 1973, Bahram Aram, qui aurait été le chef des terroristes depuis 1974, et l'organisateur de l'assassinat de trois Américains à Téhéran en août, et Hassan Bagheri.

la Belle Epoque
PARIS XI^e
Le vrai calme dans le vrai Paris.

DU STUDIO AU 6 PIÈCES

Prix fermes et définitifs

- Studette de 16 m² + 3 m² de balcon 97.700 F
- 3 pièces de 75 m² + 12 m² de balcon 343.900 F
- 5 pièces de 110 m² + 19 m² de balcon 516.000 F

Appartement modèle
avenue Jean-Aicard, Paris 75011

REALISATION
GROUPE MEUNIER
FLAUBENNE/BNP

Visite sur place, tous les jours sauf le mardi de 14 h à 19 h, samedi et dimanche de 10 h à 19 h ou tél. : 357.33.56

NOVIM
2, avenue Montaigne
75008 Paris
225.98.31

Tout le monde a de bonnes raisons pour prendre Air Inter

LA REDUCTION « GROUPES » 25 % ou 50 %

Il suffit d'être au moins dix à partir ensemble pour bénéficier d'une réduction de 25 % sur les vols blancs et de 50 % sur les vols bleus d'Air Inter (sauf Paris ↔ Nice et Continent ↔ Corse).

Air Inter favorise vos déplacements de groupe

Renseignements, réservation : AIR INTER PARIS 01 26 25 25 et toutes Agences de Voyages.

AIR INTER

AVANT TRAVAUX AUJOURD'HUI ET JOURS SUIVANTS
de 9 h 30 à 19 heures sans interruption

THE TUBE
TAILLEUR-CHEMISIER
93, BD SAINT-GERMAIN (6^e). METRO ODEON

LIQUIDATION TOTALE

per autorisation préfectorale (tel du 30 décembre 1964)
de ses stocks de prêt-à-porter luxe (homme)

APERÇU DES ARTICLES

chemiserie, cravates, pulls

LANVIN, CARDIN, YVES SAINT-LAURENT

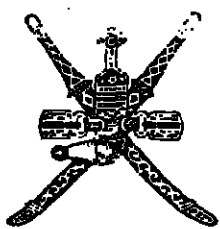
pulls cashmere d'Ecosse "Pringle"
Blazers - Vestes sport - Pantalons
Costumes ville - Smoking - Costumes velours
Imperméables BURBERRYS
Pardessus sport ou cashmere
Vêtements cuir et peau, etc.

SACRIFIÉS A DES PRIX IMPOSÉS PAR L'URGENCE

صلى الله عليه وآله

OMAN

ou le saut dans le XX^e siècle



Le fait que la fête nationale d'Oman ait été fixée au 18 novembre pour coïncider avec la date anniversaire du souverain constitue un symbole de deux destins qui se confondent : le sultanat s'est engagé, comme on dit, dans le vingtième siècle le jour où le sultan Qabous succéda à son père, il y a un peu plus de six ans.

L'ex-sultan Saïd ben Teymour, qui souffrait apparemment d'une forme de paranoïa de persécution, avait pendant les trente-trois années de son règne enfermé son pays derrière les murailles d'un obscurantisme médiéval. Confondant progrès et subversion, civilisation et débauche, il refusait obstinément toute forme de développement, malgré les revenus qui avaient commencé d'affluer fin 1957. C'est dire avec quelle satisfaction a été accueilli le coup d'Etat du 23 juillet 1970 : par la puissance « protectrice », la Grande-Bretagne, qui s'inquiétait de la persistance et de l'ampleur de la révolution dans la province désertique du Dhofar ; par l'omniprésente société pétrolière P.D.O., qui voulait étendre, sans entraves, ses activités ; par les grandes firmes du monde industriel, en particulier anglaises, qui souhaitaient se partager la manne de l'« or noir » ; par une poignée de grands négociants, les « vingt familles », qui appelaient de leurs vœux la mise en place d'infrastructures modernes aptes à favoriser leurs affaires.

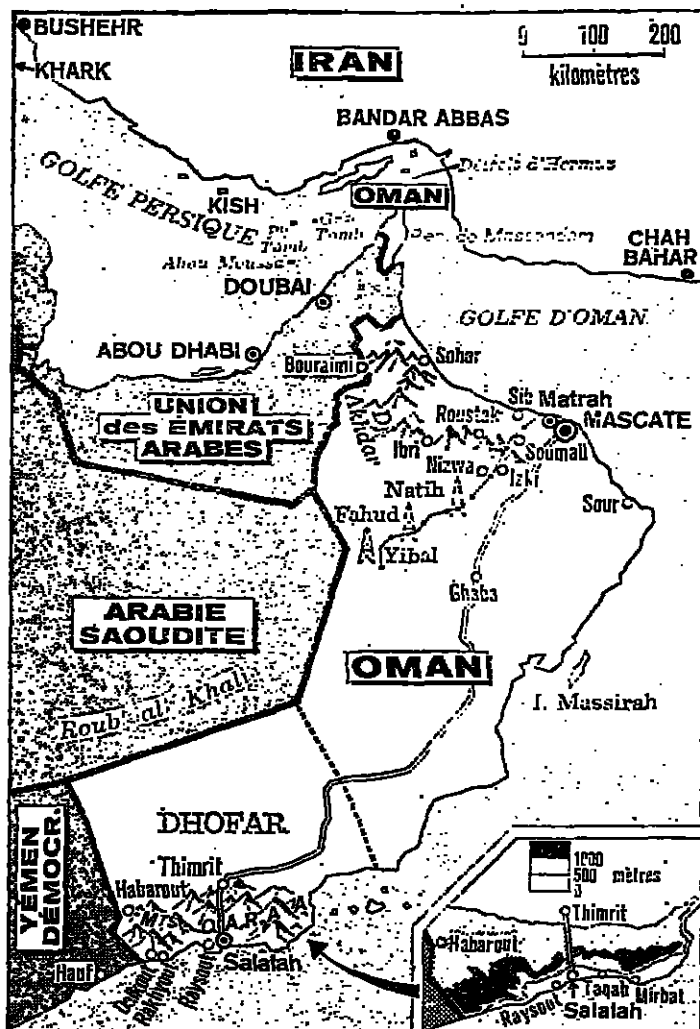
Le sultan Qabous combla de privilèges toutes les « bonnes fées » qui favorisèrent son accession au trône. Pulsant généreusement dans les caisses de l'Etat, il fit construire, à un rythme étonnant, routes, aéroports, réseaux téléphoniques, écoles, hôpitaux, stations de télévision, hôtels de luxe. Il n'hésita pas pour cela à souscrire des contrats incriminés que lui proposaient des entrepreneurs étrangers. Le système ultra-libéral, digne de l'Europe du dix-neuvième siècle, qu'il instaura permit également à la bourgeoisie locale de s'enrichir rapidement et suscita la naissance d'une société à l'image de celles qui alimentent dans les pays développés la frénésie de la consommation.

Cette brusque irruption de la modernité n'a pas manqué de provoquer des traumatismes dans tous les domaines et à tous les niveaux de la société omanaise. Si les effets des chocs subis ne sont pas encore tous visibles, il n'en va pas de même des goulots d'étranglement engendrés par la croissance accélérée. La pénurie de main-d'œuvre qualifiée ou semi-qualifiée est l'un des problèmes les plus ardues qu'affronte le sultanat : déjà plus des trois quarts des travailleurs employés dans le secteur moderne de l'économie (cent mille personnes environ) sont d'extractions étrangères, en particulier indo-pakistanaise. D'autre part, le fossé s'élargit entre la cité urbanisée, où la majorité des investissements ont été effectués, et les campagnes, où le mode de vie a très peu évolué.

Diverses mesures sont envisagées pour réduire les tensions sociales. Le nouveau plan quinquennal (1976-1980) a fixé de nouvelles priorités en tenant compte des déséquilibres suscités par un développement anarchique. D'autre part, l'« omansisation » des cadres de l'administration et de l'armée sera accélérée, mais le processus risque de se prolonger, compte tenu de la durée que nécessite la formation d'éléments valables. En attendant, on constate un léger déclin de l'influence britannique, avec l'embauche dans l'appareil de l'Etat de conseillers et de techniciens d'autres nationalités, notamment d'Américains qui, pour la première fois, occupent certains postes-clés. Le nombre des officiers anglais dans les SAF (Sultan's Armed Forces) — environ cinq cents — demeure inchangé depuis 1970, mais leur proportion a nettement baissé puisque les effectifs de l'armée sont passés depuis lors de quatre mille à près de vingt mille hommes.

A l'exception de quelques « poches » de résistance, la rébellion du Dhofar a été maîtrisée. Mais les autorités ne semblent pas pour autant rassurées, comme l'attestent le renforcement des SAF et, fait encore plus significatif, la création d'une force de police — actuellement de trois mille hommes formés, entraînés et encadrés par des Anglais — qui veillera au maintien de l'ordre, en particulier dans les villes.

E. R.



Le sultan Qabous : mon peuple ressent le besoin d'un monarque absolu qui veille sur ses intérêts

« Si l'imagerie populaire me présente comme un monarque des Mille et Une Nuits, ce n'est pas ma faute ! », s'exclame, avec un grand éclat de rire, le sultan Qabous. La mine réjouie, il relate la coupure du New York Times que nous lui avions soumise et qui faisait état de la dernière en date de sa liste d'emplacements aux Etats-Unis : sept Cadillac, six Mercedes, un hydroglisseur, des vêtements féminins pour la coquette somme de 1,5 million de dollars (quelque 1,5 millions de francs). « Cet entourage, ajoute-t-il ravi, m'a valu un volumineux courrier d'admirateurs et de courtiers de tout poil... »

A l'opposé de son père, l'ex-monarque Saïd ben Teymour — qu'il a renversé en juillet 1970 — dont l'avarice était proverbiale, le sultan Qabous s'est fait une réputation de prodigalité. Après des années de répression paternelle — qui lui avait imposé une vie de reclus empreinte de frustrations —, il a donné libre cours à son goût du faste. Faisant usage tout aussi de la ruse que lui sert discrètement la compagnie pétrolière P.D.O. (Petroleum Development Oman) que de la liste civile que lui assure l'Etat, il s'est fait construire plusieurs résidences, dont un imposant palais dans sa capitale qui n'a pas manqué de faire jaser le Tout-Mascate.

L'édifice blanc, paré de marbre rose, dans le style néo-indien, qui s'élève sur le front de mer, contraste avec l'aridité de l'arrière-pays, par ses arbres, ses parterres de fleurs, ses jets d'eau qui le bordent. Il compte plus d'une centaine de chambres, des salons, des salles de réception dont l'aménagement a été confié à un décorateur parisien renommé. La rumeur publique situe le coût de ce palais entre 15 et 50 millions de dollars.

« Ces estimations sont nettement exagérées », nous dit le sultan. Ce palais, qui n'est pas mon bien, mais celui de l'Etat, coûtera au maximum 10 millions de

dollars. Mon train de vie est modeste mais confortable. Certains grands négociants du sultanat vivent dans un luxe que j'envisage parfois. L'enceinte, par exemple, cette maison de Sib, dans laquelle nous nous trouvons, ne comporte que trois chambres à coucher. Je l'ai construite à mes propres frais, sur un terrain que j'ai hérité de mon père. »

Le palais de Sib, situé sur la côte à une quarantaine de kilomètres de la capitale, paraît pourtant à première vue presque aussi grandiose que celui de Mascate. Pour y pénétrer, il avait fallu montrer patte blanche à des policiers en armes. Dans une petite pièce attenante au hall de réception, des hommes surveillent sur un écran de télévision, les va-et-vient des fonctionnaires et serviteurs dans les couloirs conduisant aux appartements pri-

vés du sultan. Dans un coin, sur le sol, des armes à feu et une caisse de grenades sont entreposées.

La pièce dans laquelle nous accueillie le souverain est tapissée de livres et de tableaux de maîtres. Le sultan Qabous, assis derrière un immense bureau, est vêtu d'une ample robe blanche, porte à la taille un khamjar (poignard recourbé) ciselé en or et est coiffé d'un turban en cachemire. Le maintien altier, le regard grave, les sourcils charbonnés et un collier de barbe dru et noir donneraient à penser qu'il est plus âgé que ses trente-six ans. L'entretien se déroule en présence de M. Tony Ashworth, ancien diplomate britannique qui fait fonction actuellement de conseiller dans les domaines de l'information et des relations publiques.

Enrichissement licite et illicite

Le sultan évoque, non sans fierté, les réalisations économiques et sociales de son gouvernement. « En cinq ans, dit-il, nous avons rattrapé le vingtième siècle. Le pays est doté de routes, d'un réseau téléphonique moderne, d'écoles, d'hôpitaux, d'une station de télévision en couleurs... »

Cependant, on reproche souvent à l'Etat d'avoir engagé des dépenses de luxe, d'avoir passé des contrats de gré à gré avec des firmes étrangères, qui en ont profité, parfois par des pratiques peu orthodoxes, pour placer leurs services à des coûts de plus en plus élevés que ceux pratiqués dans les pays voisins. N'avez-vous pas ainsi payé un prix exorbitant pour développer le pays ?

« C'est à dessein, répond le souverain, que nous avons payé le prix fort sans avoir eu recours aux appels d'offre internationaux. Pour aller vite en besogne, il nous fallait offrir des rémunérations attractives. Nous n'avons pas regreté les sacrifices consentis car, en fin de compte, nous avons gagné au change. En accélérant

la mise en place de nos infrastructures, nous avons échappé partiellement aux effets de l'inflation mondiale, tout en donnant une forte impulsion à notre économie. »

— Votre système économique n'a-t-il pas eu comme effet d'enrichir abusivement une minorité d'intermédiaires omanais d'entrepreneurs et de négociants ?

Propos recueillis par ERIC ROULEAU. (Lire la suite page 10.)

SOMMAIRE

1. La lente évolution vers un Etat moderne ;
2. Le Dhofar : de la révolution à la pacification ;
3. La présence de la France ;
4. A la recherche de nouvelles ressources pétrolières.

APRÈS LA GRISERIE DES DÉPENSES

Le sultanat entre dans une période d'austérité

PEU d'agglomérations donnent à ce point l'impression de n'être qu'un vaste chantier. De l'aéroport international de Sib à Mascate, le long de 40 kilomètres de côte, ce n'est que bulldozers, travaux divers, immenses en construction qu'environnent les villages de toile de leurs habitants indiens ou pakistanaïes, le plus souvent dissimulés derrière des palissades blanches.

Prisonnière de ses remparts et de rochers gris au fond d'une crique que dominent deux forts portugais du seizième siècle — dont la redoutable prison Al Jalali — Mascate n'est d'ailleurs plus dans le monde. Masrah, Ruwi, Madinat-el-Qabous (la ville de Qabous), sont autant d'excroissances d'une ville qui de 6 000 habitants est passée en quelques années à 80 000.

Intra muros, dans cette ville où il y a six ans encore les lourdes portes de bois sculptées étaient fermées du couchant à l'aube, l'air s'insinue à quiconque s'y pénètre on n'en sortit, ne résident plus que le sultan, dans un palais clinquant dessiné par un architecte indien, et certains privilégiés. On y trouve aussi quelques ministères et beaucoup des dix-neuf banques que compte maintenant ce petit pays.

« Il était une fois un sultan anachronique, désireux de maintenir son peuple loin des dangers du monde moderne », c'est ainsi que commencent toutes les descriptions actuelles du sultanat d'Oman. Et, de fait, le sultan Saïd ben Teymour, père de l'actuel souverain, interdisait jusqu'aux vélos ; l'instruction lui semblait inutile et l'esclavage perdurait dans « ce coin d'Arabie ». Lorsqu'il fut renversé par son fils en juillet 1970, le bilan économique était facile à faire : le pétrole était entre les mains des compagnies étrangères, les oasis vivaient

en autarcie, il y avait dans l'ensemble du pays trois écoles, quelques centaines de voitures, sept kilomètres de routes goudronnées. Pour trouver du travail, les Omanais s'étaient expatriés en grand nombre dans les autres pays du Golfe.

Une croissance rapide

Le changement en six ans est donc important : des routes ont été tracées, et de 1 827 kilomètres en 1970, elles couvrent désormais 4 532 kilomètres, plus de 200 kilomètres étant revêtus, malgré la violence des oueds à certaines périodes de l'année. Il y a maintenant plus de deux cents écoles et les hôpitaux se sont multipliés. Les lignes installées de téléphone ont plus que quintuplé et le parc automobile compte plus de vingt mille voitures (revers de ce développement, les encombrements sont de plus en plus fréquents dans le district de Mascate). Ports et aéroport ont été construits. Un système de télévision en couleurs a été installé et le pays est relié au reste du monde, téléphoniquement, par satellite. En un lustre, ce peuple de nomades et de pêcheurs est passé du Moyen Age au XX^e siècle, du chameau à l'autobus, de la barque au chalutier. Grâce aux recettes pétrolières de l'Etat.

De 4,6 millions de dollars en 1967, celles-ci sont montées à 173,3 millions en 1973, 844 millions en 1974, plus de 1 milliard de dollars en 1975, et l'on en espère près de 2 milliards pour 1977, 2 000 dollars par tête si l'on estime la population à un million d'habitants (en l'absence de statistiques, les chiffres varient de sept cent cinquante mille à un million et demi).

Cette richesse soudaine, comme le changement de régime, ont amené de nombreux Omanais à regagner leur pays. Ils ont permis

aussi à une vingtaine de « grandes familles », qui détiennent tout à la fois les portefeuilles ministériels et le gros négoce, de s'enrichir rapidement. Seuls les Omanais peuvent être propriétaires et une société étrangère ne peut espérer obtenir un marché (pendant dix ans, le principe du gré à gré a régné), si elle ne passe pas par un « sponsor » local, qui prend sa dîme au passage. « Mais ce n'est pas un partenaire dormant, explique un homme d'affaires qui justifie le système. Il est utile, ouvre les portes, règle de nombreux problèmes. »

Cependant, l'absence de contrôle en raison du manque de cadres compétents dans l'administration, l'avidité de certaines sociétés étrangères et de leurs partenaires locaux et la rapidité même de cette croissance expliquent que celle-ci ne soit pas réalisée sans anarchie.

Comment ne pas s'étonner que les dépenses de l'Etat en matière de construction aient été presque aussi importantes que celles consacrées à l'éducation et à la santé réunies ces cinq dernières années ? La région de la capitale, plus que toute autre, a bénéficié du développement ; 80 % des investissements civils y ont été affectés, attirant la population de l'intérieur : vers les mirages de la ville, déséquilibrant une économie traditionnelle déjà vieillissante. La bourgeoisie locale a trop souvent préféré les placements spéculatifs de l'immobilier aux investissements productifs de la petite industrie. Au taux actuel des loyers (1 million de francs par mois pour quatre pièces à Ruwi, où il faut payer un an de loyer à l'avance) n'importe quel immeuble est, il est vrai, remboursé en moins de trois ans.

BRUNO DETHOMAS. (Lire la suite page 17.)

أكبر شبكة مصرفية فرنسية في الشرق الأوسط

Le plus important réseau bancaire français au Moyen-Orient

en OMAN, à MASCATE la Banque de Paris et des Pays-Bas
met sa succursale à votre disposition
(tél. 77.27.40)

autres succursales

- Banque de Paris et des Pays-Bas ABU DHABI
Tél. 43 560
- Banque de Paris et des Pays-Bas DOHA (QATAR)
Tél. 26 291
- Banque de Paris et des Pays-Bas DUBAI
Tél. 26 243
- Banque de Paris et des Pays-Bas BAHRAIN
Tél. 53 119

Banques affiliées

- Bank of Sharjah (SHARJAH)
Tél. 23 520
- Société Arabe et Internationale de Banque Le Caire (ÉGYPTE)
- Société Nouvelle de la Banque de Syrie et du Liban Beyrouth (LIBAN)
Tél. 22 06 40



Banque de Paris et des Pays-Bas
3, rue d'Antin - 75002 PARIS - Tél. 260 35 00 - poste 25 14
(France)



Un entretien avec le sultan Qabus

(Suite de la page 9.)

— Nous vivons sous un régime de liberté. L'habileté n'est pas un vice et chacun a le droit de s'enrichir honnêtement. Nous essayons malgré tout de limiter les bénéfices qui nous paraissent exorbitants. La répartition des revenus est équitable puisque nous assurons à la population le plein emploi.

— Il n'en reste pas moins que la spéculation foncière et immobilière aggrave les inégalités et, par là, les tensions sociales.

— Nous avons mis un terme à la spéculation sur les terrains de construction. Quant à la hausse vertigineuse des loyers, à laquelle vous faites allusion, elle n'est pas imputable aux propriétaires d'immeubles mais à ceux qui acceptent leurs conditions. En tout cas, c'est la loi de l'offre et de la demande qui prime en la matière.

Un rythme moins rapide de développement

— Pensez-vous pouvoir maintenir le même rythme d'investissement alors que vous vous attendez à une nette baisse des ressources pétrolières dans les prochaines années ?

— Tout d'abord, la situation n'est pas aussi sombre qu'elle le paraît. Diverses prospections en cours nous laissent espérer la découverte de nouveaux gisements de pétrole. Mais nous ne voulons pas dépendre exclusivement de cette ressource. Nous allons intensifier la production minière, agricole, poissonnière, etc.

— En attendant, nous estimons que, après avoir atteint un certain niveau de développement, nous avons besoin d'une pause, d'un temps de réflexion pour établir des bilans et fixer de nouvelles priorités. Le nouveau plan quinquennal (1976-1980), par là

— On prétend également que la corruption a atteint des proportions alarmantes.

— Il faudrait définir le mot de corruption. Prélever une commission est légitime dans la mesure où l'Etat n'est pas escroqué. Certains de mes ministres sont également des grands commerçants qui se livrent à de fructueuses transactions, mais ils le font en leur qualité d'hommes d'affaires. Je comprends cependant que leur double qualité suscite la confusion dans l'esprit des gens, qui s'imaginent que les membres de mon gouvernement profitent du pouvoir qu'ils détiennent pour favoriser leurs intérêts. Quand un tel cas se présente, nous n'hésitons pas à sévir. C'est ainsi que plusieurs hauts fonctionnaires du ministère du développement foncier sont aux arrêts depuis plusieurs mois, en attendant la fin de l'enquête.

modestie de ses prévisions, répond à de telles préoccupations. Je vous signale à ce propos que, désormais, nous procéderons à une sélection de nos partenaires étrangers en lançant des appels d'offres internationaux.

— N'avez-vous pas l'intention de réduire vos dépenses militaires, qui absorbent plus de 40 % de vos revenus ?

— Non, car je suis déterminé à disposer de forces aptes à défendre le pays sans avoir recours à une aide étrangère, que nous recevons actuellement de pays amis et auxquels nous sommes redevables.

— Puisque vous soutenez que la rébellion du Dhofar a été définitivement vaincue et que la frontière entre cette province et la République démocratique du Yémen (du Sud) est désormais hermétiquement fermée, pourquoi avez-vous encore besoin chez vous d'un contingent de l'armée iranienne ?

— Je garderai les unités iraniennes aussi longtemps que je ne serais pas parfaitement convaincu de la bonne foi de ceux qui soutenaient les rebelles : le Yémen du Sud et ses alliés cubains, soviétiques, etc. Bien que le régime d'Aden se soit engagé,

sur l'incitation de l'Arabie Saoudite, à empêcher les terroristes dhofari de franchir la frontière et qu'il ait l'intention, dit-on, de normaliser ses rapports avec le Sultanat, comme l'a fait au début de cette année l'Irak, je demeure sur mes gardes. Il est curieux en effet que le Yémen du Sud donne toujours asile à quelques deux à trois cents rebelles, lesquels sont entraînés par des experts cubains, soviétiques, est-allemands, nord-coréens, etc.

— Et la Chine ?

— Non. Pékin n'aide pas les terroristes, à notre connaissance. Nous n'avons plus, dès lors, d'objection à l'établissement de relations diplomatiques avec la Chine populaire, si celle-ci devait en exprimer le souhait.

— Les pays arabes ne vous reprochent-ils pas d'avoir fait appel aux troupes iraniennes ?

— Aucun des chefs d'Etat des pays frères ne m'a demandé de renoncer au soutien militaire de Téhéran. Je pense que mes pairs — à l'exception du colonel Emdhaf, qui aide les terroristes à travers le monde — estiment comme moi que la solidarité panarabique est tout autant légitime que le pansarabisme. L'Irak est un pays musulman, ne l'oublions pas.

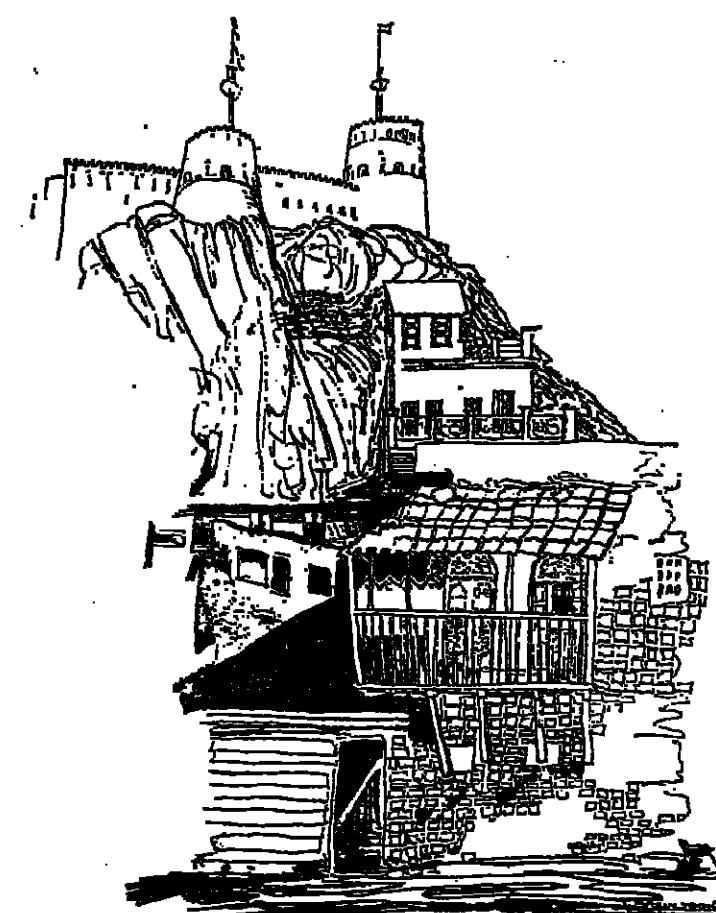
Mon peuple veut un monarque absolu

— Ne pensez-vous pas rallier plus facilement tous les opposants en « amonçant » l'armée et l'administration, et, surtout, en instaurant une monarchie constitutionnelle ?

— Il est vrai que nous n'avons pas une Constitution dans le sens occidental du terme, mais le Coran nous sert de loi fondamentale comme dans d'autres pays, l'Arabie Saoudite par exemple. N'oubliez pas que l'Etat omanais n'est âgé que de cinq ans, et nous devons apprendre à marcher avant de courir. Il ne servirait à rien de doter le pays d'une

Constitution et d'un Parlement et que mes pouvoirs soient limités. Ce serait du cinéma. Mon peuple ressent le besoin d'avoir un chef qui assume toutes les responsabilités, d'un monarque absolu qui veille sur ses intérêts.

— Quant à l'« omanisation », elle est achevée dans l'administration au niveau de l'exécutif. Les seuls étrangers que nous employons remplissent la fonction de conseiller. Dans l'armée, le processus prendra davantage de temps, surtout dans l'aviation. Mais, d'ores et déjà, plusieurs officiers omanais, de rang de lieu-



tenant-colonel, partagent les responsabilités avec leurs camarades britanniques.

— Les Anglais ayant décidé d'évacuer leur base dans l'île de Masirah en mars prochain, avez-vous l'intention de la confier aux Américains ?

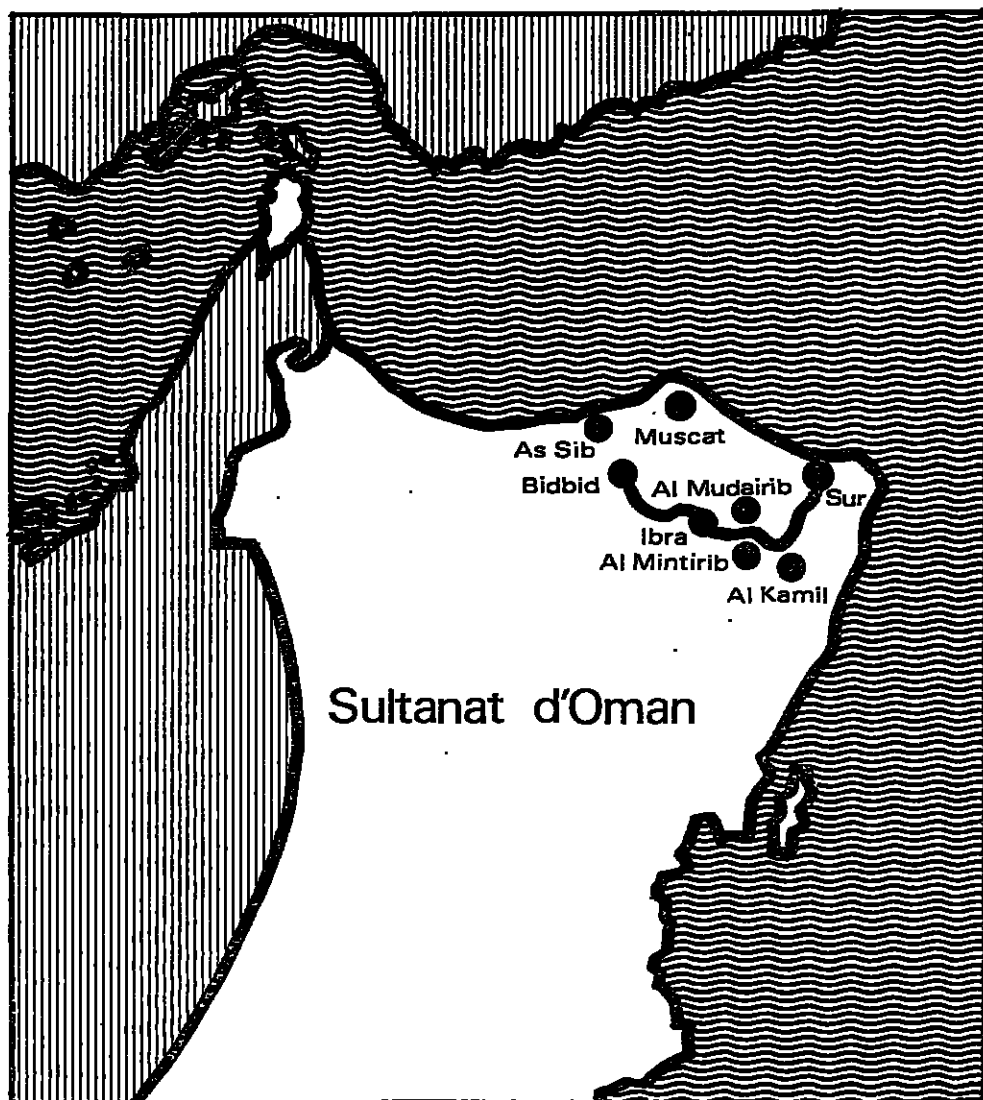
— Masirah sera essentiellement une base d'entraînement pour nos propres forces. Nous ne refuserons pas pour autant d'accorder des facilités logistiques à des pays amis, mais seulement en temps de paix. Lors de ma dernière rencontre à Washington avec le président Ford, celui-ci avait exprimé le vœu que Masirah soit utilisée par les forces armées américaines. Si la démarche devait être présentée officiellement, elle recevra toute l'attention qu'elle mérite.

— Etes-vous satisfait de l'état

des relations entre Oman et la France ?

— Oui, j'estime qu'elles se développent dans la bonne direction. J'ai accompli une brève visite en France, où j'ai eu seulement le temps de déjeuner avec le président Giscard d'Estaing. Mais diverses formes françaises sont solidement implantées chez nous, notamment El-Frap, qui, j'espère, réussira bientôt à découvrir des gisements de pétrole. Dumez, qui est en train de réaliser d'importants projets de travaux publics, la compagnie U.T.A., dont les avions volent désormais régulièrement Paris et Mascate. Je souhaite que cette coopération avec la France puisse se développer et se consolider dans tous les domaines.

Propos recueillis par ERIC ROULEAU.



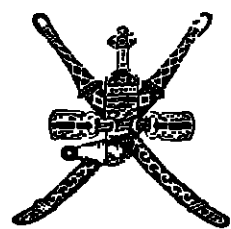
dumez

dumez travaux publics. p.o.b 1331
Muscat Sultanat d'Oman - tél. 70-21-62 à Matrah

345 avenue Georges Clemenceau. 92000 Nanterre - tél 776 42 43

مركز الأعمال

HISTOIRE



La lente évolution vers un État moderne

La situation géographique exceptionnelle du pays d'Oman doit faire de lui un acteur privilégié de l'histoire. Il surveille, par le ras Massoudam, l'entrée du golfe, et donc le débouché de la Mésopotamie et de l'Iran. Il confine, d'une part, aux immenses déserts de la péninsule Arabique, d'autre part, aux vastes étendues maritimes de l'océan Indien. Ses côtes rudes, par endroits profondément découpées, offrent abri aux bateaux qui cingleront vers l'Afrique orientale, l'Inde et l'Asie extrême.

Pacifiques ou agressifs, hostiles ou féconds, les apports humains sont de longue date nombreux sur ce littoral. Les troglodytes Chihou de la péninsule de Massoudam constituent sans doute les derniers vestiges de la primitive ethnologie, recouverte ensuite par les vagues sémites. Mais dans la proto-histoire, la contrée n'est guère mentionnée que pour ses relations de commerce avec Sumer et Babylone; cinq siècles avant Jésus-Christ, elle est conquise par les Perses de Cyrus, premier signe relatif d'un mouvement qui se reproduira très souvent.

Le peuplement arabe de ce sol est d'abord réalisé par une branche de Qahtan, les Banou-Azd, qui étendent leur trafic maritime jusqu'à la Chine. Derechef, au VI^e siècle de notre ère, une invasion iranienne, celle de Chosroès Anouchirwan, recouvre la région pour une centaine d'années; puis la chute de l'empire perse l'ouvre à la domination des califes arabes et à l'islam.

Une originalité religieuse : le kharedjisme

Au milieu du VIII^e siècle se produit l'événement qui va fixer, pour longtemps, la physionomie originale de l'Oman. Djoulendah ibn Messooud, chef d'une tribu du clan Minoou, appartenant comme les Banou-Azd à la branche de Qahtan, implanta dans la région la doctrine musulmane kharedjite, dans la version plutôt modérée de l'ibadisme. Elu imam, il renforça par cette autorité spirituelle le pouvoir reçu de ses aïeux.

Les kharedjites, ce sont-ils ceux qui sont sortis : soit qu'il s'agisse des musulmans zélés qui,

conformément à l'ordre coranique (IX, 39), n'ont pas hésité à partir en campagne, soit qu'il faille entendre ceux qui, réprouvant l'attitude d'Ali s'en remettant à un arbitre pour trancher le différend califal, sont alors sortis des rangs des chélites. Quoi qu'il en soit, les kharedjites prennent en effet le contre-pied de la doctrine chélite : loin d'exiger que leur imam soit du sang du Prophète, ils entendent qu'il soit choisi parmi tous les musulmans sans exception, et que l'élection désigne ainsi le meilleur; ils se réservent d'ailleurs, en toute logique, de le déposer s'il dément. Le cas échéant, ils peuvent aussi se permettre une longue période d'hésitation, si nul candidat ne paraît suffisamment vertueux, ou entrer dans d'incessantes querelles intestines si plusieurs fractions élisent, selon leurs préférences, des imams différents, et combattent pour imposer leur choix.

Le kharedjisme engendre donc un puissant esprit d'entreprise, mais, dès qu'un chef indiscutable fait défaut, il favorise désunion, luttes de clans, anarchie. Oman défie le puissant Haroun el Rachid et résiste victorieusement aux Abbassides. Mais, au milieu du XIII^e siècle, il subit derechef une invasion persane et doit longtemps payer tribut, et au début du XVI^e siècle, il voit ses ports et ses forteresses envahis et saccagés par les Portugais; Albuquerque s'empare de Mascate en 1506 et de multiples révoltes ne réussissent pas à ébranler la domination étrangère. Les Ottomans, dont la marine opère à son tour dans le Golfe et ses abords, réussissent, en 1580, à s'installer pour quelques années à Mascate. Après la chute d'Ormuz en 1622, les Portugais font de Mascate leur place capitale dans la région. Mais d'énervantes invasions de la tribu qahthanide de Yarouba, secouant le joug portugais et reprennent Sohar en 1643, Matrah en 1648, enfin Mascate en 1650.

La navigation omanaise et le commerce qu'elle suscitait ont été ruinés par les Portugais, mais les Yaroubides en favorisèrent la renaissance. Succédant aux Portugais, les marins d'Oman s'installent à Zanzibar, exploitent sans ménagements les ressources de la côte africaine, y compris la traite des esclaves; ils ravissent aussi aux Persans, pour un temps s'archipel de Bahreïn, et jouent dans

la guerre de course et la piraterie, que les nations les plus diverses pratiquent alors dans le Golfe, un rôle considérable.

Mais, au début du XVIII^e siècle, les modalités kharedjites de dévolution de l'imamat suscitent de violentes luttes intestines. L'antique division des peuples arabes en Yéménis (Qahtan) du Sud et Qawis (Adnan) du Nord, sous la forme locale des clans hinaoui et ghafiri, accentue alors ces divisions, qui concernent donc en cette période non seulement les Omanais kharedjites, mais aussi les Qawassim, riverains du golfe de Ras-el-Khaimah, aux alentours de Bahreïn. Les Iranais ne manquent pas de tirer avantage de ces luttes confuses, mais acharnées et épuisantes, et, en 1737, ils s'emparent derechef de Mascate.

Les imams rivaux d'alors, Sultan et Seïf, s'efforcent, chacun à sa manière, de contenir l'invasion, mais, en 1743, ils meurent à quelques jours d'intervalle, et nul successeur n'est élu.

Sous la dynastie des Bou Saïd

C'est alors qu'entre en scène, par une glorieuse et victorieuse lutte contre l'envahisseur, la dynastie actuellement régnante.

Ahmed ben Saïd, marchand caravanier des Bou Saïd, devenu gouverneur de Sohar, défend avec succès la place contre les Persans, puis compose provisoirement avec eux et se trouve en mesure, en 1747, de les évacuer de Mascate. En 1749, il est élu imam. Mais, s'il réussit à asseoir son autorité, et même à l'étendre vers les rives du Golfe, ni lui-même ni ses successeurs ne peuvent stabiliser l'imamat; en 1793, un de ses descendants, Sultan, se soulève contre l'imam, son père, et assume le pouvoir à Mascate en se donnant le titre de sayyid.

Les fervents ibadites de la montagne d'Oman ne reconnaissent guère l'autorité de ce souverain sans qualification spirituelle, mais ne réussissent que très rarement à se doter d'un imam et, tandis qu'ils demeurent dans l'anarchie, le sayyid Sultan enlève pour quelques années Bender-Abbas aux Persans, instaure une ferme souveraineté sur Zanzibar, rend aux entreprises maritimes de Mascate et de Sohar toute leur ancienne vigueur. L'Etat de Mascate-et-Oman ne peut cependant éviter d'entrer, à l'aube du XIX^e siècle, dans la vie internationale régie par les puissances occidentales. Le gouvernement britannique persuade le sayyid Sultan que les desseins orientaux de Bonaparte menacent la sécurité de ses territoires, et le souverain s'engage à interdire l'entrée de ceux-ci à tout agent français; il passe à cette fin, en 1798, son premier traité avec la Grande-Bretagne. En 1800, il accepte de « suivre les avis » d'un représentant politique britannique.

Sous le sayyid Saïd ben Sultan, qui règne de 1807 à 1856, les relations entre Mascate et Londres s'affermissent encore; l'aide britannique est précieuse pour contenir, sur les confins désertiques, la poussée des Wahabites, qui tentent de s'implanter dans l'oasis de Bouraimi en jouant sur les rivalités locales. Le gouvernement de Londres, toutefois, ne peut persuader le sayyid de contrôler le trafic maritime en vue de mettre fin au commerce des esclaves; tout au contraire, l'enregistrement des boutres par des autorités françaises dans l'océan Indien permet à l'Oman de déjouer la surveillance britannique. Ce ne sera qu'en 1904 que, lors de l'établissement de l'Entente cordiale, la France reconnaîtra l'influence exclusive de la Grande-Bretagne sur Oman et Mascate et l'ensemble du Golfe, et acceptera de s'en remettre à un arbitrage pour le règlement de l'« affaire des boutres de Mascate ».

Entre-temps, si luttes de clans et drames familiaux dynastiques défilent à l'occasion la chro-

nique, le souci des Britanniques de se garder contre les entreprises allemandes et russes inspire, en 1891, la conclusion avec le souverain de Mascate, qui porte désormais le double titre de sultan sayyid, d'un traité obligeant celui-ci à ne consentir aucune cession de droits territoriaux à une autre puissance que la Grande-Bretagne. Zanzibar, précédemment détaché de Mascate par partage dynastique, devient à la même époque protectorat britannique.

Un ultime sursaut ibadite (1913-1959)

Si la position internationale du sultan se trouve ainsi consolidée par un appui britannique, dont les nuances protectrices demeurent plus discrètes que dans d'autres parages du Golfe, l'agitation « légitimiste » s'accroît, au début du XX^e siècle, chez les ibadites des montagnes d'Oman. Lors de l'accession au trône du sultan Teymour, en 1913, ils déclarent son pouvoir illégitime, et ils font choix d'un imam, Issa ibn Salih el Harithi, qui aussitôt se proclame indépendant et lance ses troupes à l'assaut de Mascate.

Une fois de plus, l'aide britannique permet au souverain de rétablir la situation sur la côte, mais l'agitation se poursuit dans la montagne dissidente. Un compromis intervient en 1920 sous les auspices de la diplomatie britannique : par le traité de Sib, il est confirmé que le sultan exercera sa souveraineté sur la côte, l'imam gardant à l'intérieur une juridiction distincte, dont il n'est pas précisé si elle est cependant soumise à la suzeraineté du sultan. Il s'agit, en somme, d'un partage de fait entretenant les loyautés tribales du moment. Toutefois, c'est au nom du peuple d'Oman que l'imam a conclu; il interprète largement le texte, entretient des forces locales « de police », lève des taxes, assure une administration sommaire.

Les choses se compliquent lorsque, en 1933, le sultan Saïd ben Teymour, qui est monté sur le trône l'année précédente, agré le principe de l'octroi de concessions pétrolières, ce à quoi se refuse, pour sa part, l'imam; elles se gâtent tout à fait lorsque, en 1935, les troupes du sultan, occupant les abords de l'oasis de Bouraimi, sont considérées par le nouvel imam, Ghaleb ibn Ali, comme empiétant sur son domaine.

L'imam proclame alors l'indépendance totale d'Oman, sollicite son admission à la Ligue arabe, entame les hostilités contre le sultan et ses alliés britanniques. L'insurrection est rapidement réprimée, mais reprend deux ans plus tard, à l'initiative surtout du cheikh-Taleb, frère de l'imam, et elle nécessite de nouvelles opérations auxquelles l'aviation britannique prend une part prépondérante. Nizwa, centre de la résistance imamite, est replacée en 1937 sous le contrôle du sultan, mais des éléments dissidents poursuivent le combat jusqu'en 1939. Tandis que l'imam se réfugie au Caire auprès de la Ligue arabe, plusieurs Etats arabes obtiennent, à partir de 1960, que « la question d'Oman » soit inscrite à l'agenda de l'Assemblée générale des Nations unies, mais cette procédure reste sans effets concrets.

L'agitation se manifeste derechef, cette fois dans le Dhofar, sous une forme violente et avec un caractère révolutionnaire entièrement différent. La faiblesse prolongée du pouvoir central et l'arriération de la société expliquent pour une large part ces mouvements insurrectionnels des confins, quelle que soit leur étiquette. On peut, en effet, considérer que ce n'est que le 24 juillet 1970, par la déposition du sultan Saïd et l'accession au pouvoir de son fils le sultan Qabous, que l'Etat de Mascate-et-Oman entre décidément dans l'ère moderne.

PIERRE RONDOT.

(PUBLICITE)

شركة الرهنم للتجارة والمقاولات
**Al Haythem Trading
& Contracting Co.**

REPRESENTANTS EXCLUSIFS :

BENFORD, bétonnières
POTAIN, grues
ESAB, équipement pour soudures
A.C.E., monte-charges et ascenseurs
A.B.G., rouleaux et compacteurs
S.T.V. VIBRATECHNIQUE vibreurs pour ciment
STEINWEG, découpeuses et pileuses
IRMER & ELSE, air compresseurs
WYSE POWER groupes électrogènes

TOUTS EQUIPEMENTS
ET ACCESSOIRES ELECTRIQUES

Adresse : P.O. Box 422 Mascate Oman

tél. 722348 Mascate et 702737 à Ruwi
Adr. télégr. Overseas, télex 323 MB

Deux Sociétés en pleine expansion et parfaitement agencées pour représenter vos intérêts dans tout le Sultanat d'Oman.

Ecrivez-nous (de préférence en anglais), vos propositions seront examinées avec beaucoup d'attention et dans les meilleurs délais.

مسقط (أوفرسيز)
MUSCAT (OVERSEAS)

DIVISION AUTOMOBILE

GM CHEVROLET
SPARTAN, peintures
PRESTOLITE, équipements électriques
WIX, filtres à air et à essence
WARGO, produits chimiques
MICHIGAN, roulements à billes

DIVISION AGRICOLE

HOLDER, machines agricoles
WOLF TOOLS, pour pelouses et jardins
CIBA GEIGY, engrais
GUINARD, pompes

DIVISION EQUIPEMENTS LOUDRS

J.C.B., pelles hydrauliques

DIVISION MARCHANDISES GENERALES

ARNOLDS, produits vétérinaires
A.M.F., filtres à eau

DIVISION INDUSTRIELLE

WORTHINGTON, air compresseur
ROLLS ROYCE, moteurs marins et turbines à gaz
VOLVO PENTA, groupes électrogènes

**Vous faites des Affaires
en Oman ?**

**Consultez la Banque Internationale
et profitez de son expérience locale !**

Si vous faites des affaires en Oman, la Bank of Credit and Commerce International connaît les marchés locaux et les conditions commerciales d'exportation. Elle est à votre disposition grâce à ses quatre succursales sur place.

Succursale principale : P.O. Box 840
Muttrah, Muscat
Sultanat d'Oman
Tél. : 317 BCCI MCT MB
Téléphone : 701007

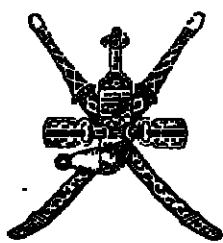
Autres succursales : Muttrah (Sook), Ruwi et Salalah
Vous pouvez également bénéficier de l'expérience de ses spécialistes dans les pays suivants :

Bangladesh - Iles Caïman - France - Egypte - Hong-Kong - Indonésie - Iran - Jordanie - Kénya - Koweït - Liban - Luxembourg - Ile Maurice - Maroc - Nigéria - Yémen du Nord - Seychelles - Soudan - Tunisie - Emirats Arabes Unis - Royaume-Uni - Allemagne de l'Ouest.



**BANK OF CREDIT
AND COMMERCE
INTERNATIONAL**
47, Avenue George V 75008 Paris
Tél. 610198 Tél. 723.58.96

LE DHOFAR : de la révolution



à la pacification

OUBLIE à l'extrémité du golfe Arabique, le sultanat de Mascate et Oman garde longtemps un certain mystère grâce à la jalouse protection de la Grande-Bretagne qui maintient le pays dans un système féodal archaïque. D'autre part, les ressources pétrolières découvertes dans son sous-sol vers les années 50 se trouvent largement éclipsées par celles des autres pays arabes de la Péninsule et ne font pas du sultanat un des riches pays exportateurs vers lesquels les yeux du Sud, après avoir accédé à l'indépendance en novembre 1957 et choisi le voie marxiste-léniniste, encourage fort activement une rébellion qui se développe depuis 1965 dans une province omanaise, le Dhofar, et que le détroit d'Ormuz,

à l'entrée du Golfe, prend une importance stratégique nouvelle sur la route du pétrole, l'on commence à s'inquiéter de ce qui se passe dans cette région.

L'aide apportée aux révolutionnaires par la Chine populaire puis par l'Union soviétique et une extension de la guérilla conduisant très vite les autorités britanniques restées auprès du sultan d'Oman à intervenir militairement avant d'être renforcées par des contingents iraniens et jordaniens. A l'origine local, le mouvement tente alors de s'intégrer dans le processus révolutionnaire régional qui conteste, çà et là, les forces conservatrices du Golfe. Près de douze ans après son déclenchement où en est aujourd'hui la révolution du Dhofar ?

Une révolution aux fondements historiques lointains

Les débuts de la rébellion dans le sultanat trouvent en partie leur explication dans l'antagonisme qui va opposer les Omanais de l'intérieur à ceux de la côte. Les deux cents tribus omanaises sont en effet divisées en Hinouzi, venus du Yémen et de la mer Rouge, et Ghafaris venus du Nedj et du Golfe. Appartenant à la secte islamique des Kharidjites ibadites qui ont rompu avec les partisans du calife Ali, ils vivent repliés dans les montagnes, autour d'un imam qu'ils élisent afin de se mettre à l'abri des expéditions menées par l'orthodoxie musulmane. Pendant dix siècles, les tribus omanaises, malgré les rivalités ancestrales qui les opposent, font du djebel Akhdar un bastion pratiquement inexpugnable face aux armées arabes des califes, aux Persans et aux Mongols. L'imam s'affirme véritablement au fil des siècles comme leur seul chef religieux et politique. Assurés de leur force, les Omanais s'enhardissent à descendre ensuite vers la côte où ils s'établissent après en avoir chassé les Portugais. Devenus excellents navigateurs, ils créent un riche empire commercial en Afrique noire et qui s'étend jusqu'à l'Inde, occupant en particulier l'île de Zanzibar. Mais, à la fin du dix-huitième siècle, Saïd Sultan, ancêtre de l'actuelle dynastie, s'installe en force à Mascate, contrôle le détroit d'Ormuz, prend pied sur la Balouchistan et renforce ses colonies africaines. De son côté, l'imam de Fustat, qui reste le chef religieux, conserve les terres de l'intérieur. En 1783, la mort de Saïd Sultan consacre la séparation des pouvoirs spirituels, jalosés à l'imam, et temporels, dévolus au sultan, qui s'installe à Mascate. La Grande-Bretagne, soucieuse de maintenir intactes ses liaisons avec son Empire, exerce son influence sur le sultan par les signatures de plusieurs traités successifs établissant un protectorat de fait de la Couronne.

En 1915, un premier conflit oppose l'imam ibadite de Nizwa et ses tribus au sultan au profit duquel les troupes anglo-indiennes doivent intervenir. Les deux parties signent en 1920, sous les auspices de l'autorité britannique, le traité de Sib garantissant une certaine autonomie à l'imam. Les missions de prospection conduites dans les « régions hostiles » et la découverte d'indices pétroliers en 1955 dans le Dhofar et surtout dans le Nord, à Nalh et à Fahud, amènent l'imam Ghaleb ben Ali à proclamer l'indépendance de l'imamat d'Oman en juin 1956. Une courte campagne militaire des troupes britanniques permet au sultan Saïd ben Teymour d'occuper le djebel Akhdar et de mettre en résidence surveillée l'imam. En 1957, nullement découragé et bénéficiant de l'aide de l'Arabie Saoudite, ce dernier, qui a su convaincre entre temps l'Egypte devenue républicaine et la Ligue arabe, entreprend une nouvelle expédition. Celle-ci échoue une fois de plus grâce à l'intervention terrestre et aérienne britannique : le 13 août 1957 la ville de Nizwa se rend tandis que l'imam trouve refuge en Arabie Saoudite. Durant quelques années à partir de ce pays les fidèles de l'imam Ghaleb regroupés en un « Conseil du commandement de la révolution de l'Etat d'Oman » tentent de maintenir la dissidence dans le djebel Akhdar.

Ces quelques tentatives malheureuses, manifestations d'antagonismes locaux, auront pourtant notablement contribué à faire connaître au monde le sultanat. En dehors de la Ligue arabe, qui suit avec attention les développements de la situation, l'Union soviétique manifeste pour la première fois son intérêt puisqu'elle porte en 1957 « la question d'Oman » devant les instances de l'ONU, accompagnée dans son initiative par l'Egypte. Mais surtout l'idée chez certains Omanais est désormais née d'une opposition armée à caractère politique qui les délivrerait de l'oppression administrative du sultan et de la tutelle britannique ; seulement la doctrine va changer, les méthodes vont évoluer et les zones d'opérations se déplacer.

Entouré de ses conseillers britanniques, le vieux sultan Saïd ben Teymour, sur le trône depuis 1932, enferme son peuple par une série d'interdits destinés à le mettre à l'abri des influences nocives du monde moderne. Son pouvoir ne s'exerce en fait que sur la côte, l'intérieur échappant en grande partie à son administration et ne bénéficiant d'aucun apport sur le plan social ou économique. En 1965, dans le Yémen voisin, le Mouvement des nationalistes arabes (M.N.A.), fondé par Georges Habbache et quelques amis, est à l'origine de la création du « Front national de libération du Sud-Yémen » qui lutte pour l'indépendance. En 1964, suivant le même processus, naît le Front de libération du Dhofar

(F.L.D.). Rassemblant adhérents du M.N.A., déserteurs et fidèles de l'imam, le F.L.D., soutenu par l'Egypte, puis l'Irak et l'Arabie Saoudite, engage ses premières opérations en juin 1965. Mais c'est seulement en 1967, avec la victoire du Front national sud-yéménite, que la rébellion entre véritablement dans sa phase active.

D'inspiration nassérienne et nationaliste au départ, le Front va suivre l'évolution interne du M.N.A. qui le rapproche du marxisme-léninisme. Le deuxième congrès de Hamrina, en septembre 1968, accentue cette orientation : le Front populaire de libération du golfe Arabique occupé (F.P.L.G.A.O.) succède au F.L.D. et veut désormais que l'action révolutionnaire en la radicalisant soit étendue à tous les pays du Golfe. Fortement influencés par la Chine populaire qui, à travers le Sud-Yémen, fournit armes et matériels, les révolutionnaires du Dhofar coordonnent leurs activités avec celles du Front national démocratique pour la libération d'Oman et du golfe Arabique (F.N.D.L.O.G.A.) implanté dans le djebel Akhdar, soutenu par l'Irak et entraîné par les Palestiniens. Les régions contrôlées par le Front sont organisées : des milices sont levées, la population, encadrée, est soumise à des campagnes d'explication politique, et l'économie de subsistance est réorganisée au niveau du village. En juin 1970, une révolution de palais à Mascate, préparée par la Grande-Bretagne, oblige le sultan Saïd ben Teymour à abdiquer en faveur de son fils Qabus. Celui-ci, formé aux méthodes modernes et soucieux de faire sortir son pays de son isolement, s'emploie d'abord à rassurer les investisseurs étrangers et à attirer les nombreux et riches Omanais exilés. Puis il offre l'amnistie aux révolutionnaires de façon à briser l'isolement du F.P.L.G.A.O., entreprise dans laquelle il réussit en partie : le Front marque un net recul et les opérations menées dans le djebel Akhdar anéantissent la guérilla qui s'y était développée.

Un troisième congrès à Rakhuyout en

juin 1971, suivi du quatrième congrès d'Allah en décembre de la même année, réunit toutes les forces révolutionnaires de l'Est et de l'Ouest au sein du Front populaire de libération d'Oman et du golfe Arabique (F.P.L.O.G.A.). C'est à cette époque qu'une délégation soviétique se rend au Dhofar. A l'intérieur « des zones libérées », les révolutionnaires, qui reçoivent leurs directives d'une direction collégiale, organisée en quatre commissions : politique, militaire, économique et administrative, poursuivent l'organisation politico-administrative des populations. A l'extérieur des comités de soutien et des bureaux de liaison installés dans les capitales arabes, en Europe et jusqu'aux Etats-Unis font connaître à l'opinion le combat mené par le

Front. Le sultan Qabus se trouve désormais face à une révolution de mieux en mieux structurée et qui étend son influence jusque dans des villes comme Mascate et Matrah. Il lance alors une double offensive : militaire au Dhofar pour couper l'aide sud-yéménite, diplomatique en recherchant appuis et alliances. Sur le terrain, c'est un relatif succès avec l'échec de la contre-offensive du Front menée en juillet 1972 contre Marbat. Sur le plan extérieur, la Ligue arabe accepte Oman en son sein en 1971, et l'Arabie Saoudite, longtemps réticente, signe des accords avec le sultan. Mais surtout l'appel du sultan sera entendu par l'Irak et la Jordanie qui viennent prendre une part active à la pacification du Dhofar.

Pacification et aides extérieures

En 1971, les effectifs de l'Armée populaire de libération, branche militaire du Front, comptent huit mille hommes (1) regroupés en brigades légères disposant d'un armement d'origine russe ou chinoise qui ont la charge de tenir les trois « fronts » : occidental, central et oriental. En face, l'armée du sultan, encadrée par des Britanniques, aligne trois mille hommes, en majorité d'origine baloutche, mais dispose d'aviation et d'artillerie. L'Irak, répondant à son souci de rester présent militairement dans le Golfe — il occupe déjà depuis novembre 1971 les îles d'Abou-Moussa et Tomb — envoie en novembre 1973 un premier contingent de troupe suivant l'accord signé le 2 mars 1974 à Téhéran par le sultan Qabus, afin de rétablir la libre circulation sur la route stratégique Salalah-Thimrit. Les succès enregistrés et la construction de la « ligne Damawand », complétant la « ligne Hornebeam », barrages destinés à isoler le Dhofar du Yémen, provoquent une deuxième intervention irannienne, chiffrée à trois mille hommes, suréquipée, à partir de novembre 1974. La base aérienne de Salalah renforcée de moyens aériens et anti-aériens iraniens et britanniques,

devient le point d'appui de cette offensive généralisée.

L'intervention armée du chah dans un pays arabe soulève la réprobation des autres pays arabes, particulièrement celle de l'Arabie Saoudite qui est inquiète de la formidable montée en puissance opérée par l'Irak dans la zone du Golfe. Le Sud-Yémen et l'Irak, jusqu'en 1975, réagissent avec encore plus de vigueur et le colonel Kadhafi menace d'intervenir directement à son tour. Un congrès extraordinaire du Front, réuni en juillet 1974, examine les nouvelles conditions qui résultent de cette situation. Il transforme le F.P.L.O.G.A. en Front populaire pour la libération d'Oman (F.P.L.O.) et situe désormais la lutte sur deux plans : une action militaire à base de guérilla rurale puis urbaine, une action politique en direction des autres pays du Golfe, susceptible de créer un courant révolutionnaire favorable. Le F.P.L.O. prend pour cadre de sa lutte uniquement le territoire omanais, laissant liberté de manœuvre aux mouvements révolutionnaires d'Irak, de Bahreïn, du Koweït et des émirats pour définir leur propre méthode d'action en fonction de leurs objectifs particuliers.

L'arrivée effective de contingents jordaniens, qui fait suite à un début de coopération amorcé en 1972 et à la visite du roi Hussein à Salalah en juillet 1974, et le renforcement de l'aviation du sultan par le prêt de trente et un avions Hawker Hunter mettent le F.P.L.O. dans une situation d'autant plus difficile que les barrages aux frontières se révèlent efficaces. Privé du soutien du Yémen du Sud, le Front doit disposer les groupes armés qu'il entretient dans le Dhofar. Dans le même temps, l'armée omanaise instruite par des spécialistes britanniques et jordaniens se développe, pour atteindre quinze mille hommes, et s'équipe de matériels modernes. La pacification du Dhofar, selon les autorités omanaises se poursuit dans de bonnes conditions malgré quelques violents affrontements qui gardent toutefois un caractère sporadique et limité. La fourniture de missiles anti-aériens du type Sam-7, particulièrement efficaces, la volonté des révolutionnaires et les résultats socio-économiques perceptibles dans les populations soumises à leur influence ne peuvent aujourd'hui pourtant freiner les progrès des forces du sultan Qabus. Après le retrait jordaniens au milieu de l'année 1975, le corps expéditionnaire iranien s'est renforcé aux côtés de quelques cinq cents officiers britanniques qui servent sous contrat. Le 11 décembre 1975, un porte-parole militaire annonce à Mascate que « la victoire est complète après une opération réussie d'encerclement ». Le sultan Qabus déclare le 11 décembre 1975 pour marquer cette date, le F.P.L.O., sans constater que depuis un an l'offensive gouvernementale a gagné du terrain, affirme poursuivre ses activités et garder la liaison avec ses bases arrière du Yémen.

Les chances d'une révolution

Aujourd'hui, la révolution se trouve de nouveau isolée dans le Dhofar, ce qui accentue le caractère provincial originel de la lutte entreprise. Pour des raisons de politique extérieure et à la suite d'accords tacites entre les pays du Golfe, l'aide des pays arabes progressistes lui fait toujours défaut, si ce n'est encore celle désormais mesurée du Sud-Yémen. Un désintérêt spontané de l'Union soviétique pour Oman au profit d'une Somalie plus accueillante, les efforts déployés par le roi Khaled pour normaliser ses relations avec le régime progressiste d'Aden et l'action politique d'envergure engagée dans le Golfe par le chah, sont autant de facteurs déterminants qui peuvent hâter la révolution d'un pays qui son histoire, ancienne et son originalité rendent attachant. Mais le développement d'une opposition de gauche à Bahreïn et au Koweït, encore contrariée par le pouvoir en place, la formation d'une classe ouvrière dans les exploitations pétrolières du Golfe et la montée d'un prolétariat en Iran, peuvent à terme, provoquer des bouleversements sensibles dans la région : une conférence des organisations progressistes de Bahreïn, du Koweït et d'Oman s'est tenue en juin 1976 à l'annonce du projet de « pacte de sécurité du Golfe ».

La révolution du Dhofar pourrait reprendre, dans ce vaste ensemble, la place qu'elle revendiquait au lendemain de sa naissance, dans la mesure où la pacification n'aurait pas atteint à temps ses objectifs.

PIERRE RONDOT.

(1) Chiffre donné par le F.P.L.O.G.A., probablement très surestimé.



MUSTAFA JAWAD TRADING CO.

Négociants - Importateurs - Exportateurs - Agents

Audio-visuel : agents exclusifs de Philips

Parfumerie : Christian Dior, Patou, etc.

Cadeaux : Christofle, Daum, Dupont

Créateurs de Taj, fameux restaurant indien

Nous désirons créer un département complet de produits alimentaires. Toutes propositions pour des produits français d'alimentation seront les bienvenues.

MUSTAFA JAWAD TRADING CO.

P.O. Box Mascate, Oman

Téléph. : 772168 et 773196 - Adr. télég. Noorulamal - Télex : MB 3291.

Pratiquez-vous aussi bien que lui l'art de la négociation?

Apreté, finesse, habileté, goût et sens du secret, patience, maîtrise de soi, connaissance parfaite des dossiers : il aura fallu qu'éclate la récente crise du pétrole pour que soient révélés au monde occidental supérieurs les extraordinaires talents de négociateurs des Arabes.

Vous le savez, le Moyen-Orient peut représenter un immense marché pour vos produits, vos services, vos techniques. Comment donc l'aborder, le pénétrer, le conquérir ? Comment convaincre des hommes qui ont derrière eux une longue tradition de marchandage.

Faites appel à la Société Générale. La Société Générale connaît bien les pays arabes, leurs hommes, leurs coutumes.

Présente dans la plupart des régions du Moyen-Orient, elle se trouve

particulièrement bien implantée dans les pays du Golfe.

En France, les spécialistes de ces secteurs vous informent sur les différents marchés, préparent vos contacts et rédigent les clauses financières de vos contrats.

Au Moyen-Orient, les spécialistes des agences ou des filiales de la Société Générale vous accueilleront, vous introduiront auprès des acheteurs, vous assisteront dans vos négociations et contribueront à vos succès.

Et si vous envisagez une implantation, la Société Générale vous trouvera les partenaires les plus sûrs et mettra au point, avec vous, les structures financières les plus satisfaisantes.

Commercialement ou financièrement, partout où c'est important pour vous, la Société Générale peut vous aider.

© SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

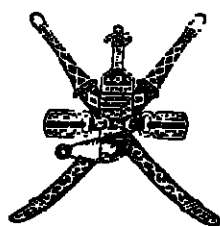
La banque française et internationale.

Membre du FIMM, European Trade Institute.

صكنا من الامل

DIPLOMATIE :

A la recherche de nouvelles alliances



La politique extérieure du sultanat est commandée par la situation géographique du nouvel Etat situé à l'angle oriental de l'Arabie, séparé de cette dernière par le grand désert du Rub-el-Khali (le quart vide) et la très ancienne vocation maritime des habitants. Le port de Sohar a été la porte de l'Inde pendant plus d'un millénaire, et il convient de rappeler que les Khadifs Omanais ont exploité pendant dix siècles (traite des esclaves) la côte orientale de l'Afrique et qu'en 1856 Zanzibar est devenu une province semi-autonome du sultanat. Enfin, il a eu un pied sur le sous-continent indien grâce à l'enclos de Gwadar située dans le baloutchistan pakistanais.

Sur la péninsule elle-même, au siècle dernier, le Khadifisme (libéralisme) professé par les Omanais a attiré la vague wahabite et les « Ikhwan » (les Frères) du Grand Abdel Aziz Ben Saoud ne pénétrèrent pas en Oman. Cependant les rivalités et les luttes furent incessantes à la fin du siècle, près des oasis, là où les sédentaires doivent se défendre contre les razzias des bedouins. Entre 1949 et 1951 les tensions se multiplièrent autour de Bouraimi, enjeu d'intérêts pétroliers rivaux, ceux de l'I.P.C. (Grande-Bretagne) et de l'Arabie (Etats-Unis). Le Royaume-Uni devait finalement faire respecter la souveraineté Omanaise sur ce territoire contesté, et, pendant encore huit ans, le gouvernement saoudien, piqué au vif par ce revers, devait soutenir en sous-main les prétentions de l'Iman Ghaleb, qui dès cette époque avait partie liée avec les dissidents du Dhofar.

Le sultan Qabus, en juillet 1970, lors de son accession au trône, se devait donc de normaliser le plus rapidement possible les relations avec son puissant voisin septentrional, qui, après la disparition de Nasser, allait devenir l'arbitre du jeu politique au Proche-Orient. Cette même année, le sultan se rendait en visite à Riyad et scellait la réconciliation avec le roi Fayçal, qui décidait alors de faciliter l'admission du

dans le communiqué commun publié nouvel Etat à la fois à l'ONU et à la Ligue arabe. L'échange d'ambassadeurs entre les deux capitales ne devait cependant pas faire disparaître une certaine tension, car un élément nouveau obligeait la diplomatie Omanaise à modifier ses alliances. En effet, depuis l'accession à l'indépendance, en 1967, de la R.D.Y. (République démocratique du Yémen), le régime d'Aden avait adopté le « socialisme scientifique » et apporté un soutien idéologique et logistique aux insurgés du Dhofar regroupés au sein d'un « Front de libération d'Oman » d'inspiration marxiste-léniniste. Or le gouvernement du sultan estimait, en 1972 et 1973, qu'il n'avait pas reçu des pays arabes voisins et amis tout l'appui qu'il était en droit d'attendre pour « réduire cette dissidence ».

L'appui de Téhéran

Riyad faisant la sourde oreille, Mascate se trouva alors obligé de faire appel à l'aide de Téhéran. L'intervention armée iranienne, fin 1973, fut très mal prise par la plupart des pays arabes, en premier lieu l'Arabie Saoudite. Cette dernière s'estime en effet la seule capable d'assurer la stabilité de la péninsule et son « homogénéisation » par touches successives, et, à cet effet, elle a conclu, en mars 1976, un accord avec le gouvernement sud-yéménite prévoyant l'établissement de relations diplomatiques et une aide financière ultérieure avec toutefois un engagement ferme de la part d'Aden de prendre ses distances à l'égard de l'U.R.S.S. et de Cuba, ce qui implique ipso facto la cessation progressive du soutien accordé aux rebelles du Dhofar. Il s'agissait aux yeux de Riyad de pratiquer une politique d'apaisement global par des voies détournées et sans l'appui extérieur iranien.

C'est dans ce contexte que s'est déroulée, les 29 et 30 mars dernier, la visite officielle du roi Khalid d'Arabie à Mascate, qui a eu pour effet de resserrer les liens entre les deux monarchies et d'apporter une

caution formelle à la diplomatie du Sultan. Le monarque saoudien ne paraît pas avoir voulu gêner le sultan dans ses relations avec Téhéran (avec lequel, d'ailleurs, Riyad entretient des relations cordiales), mais, à l'issue de la visite, on peut noter que les deux pays « ont exprimé leur souci de préserver la sécurité et la stabilité de la région ».

La lutte contre le « communisme athée »

Cette visite du roi Khalid constitue donc une étape importante dans la vie politique du sultanat, lequel fonde des espoirs sur le fait que Riyad, reconnaissant l'importance stratégique de son territoire et son rôle dans la lutte contre le « communisme athée », ne lui ménagera pas son appui et diplomatique et financier.

Cette action extérieure tenace et dynamique s'étend à d'autres Etats de la région. Avec l'Etat des Emirats arabes unis, que préside l'émir d'Abou Dhabi, cheikh Zayed ben Sultan El Nahyane, les relations de bon voisinage sont étroites. Une route stratégique relie les villes principales et un accord de coopération économique atteste la volonté des deux souverains de s'aider mutuellement.

Avec la République arabe du Yémen (du nord), il convenait de consacrer une amitié ancienne, dictée par la géographie et l'histoire, encore que les deux pays n'aient point de frontière commune. Aussi le colonel Ibrahim El Hamdi, président de la République nord-yéménite, s'est-il rendu à Salalah (capitale du Dhofar) du 18 au 22 avril dernier avec un lustre particulier. Il a pu s'exprimer ainsi de vive voix de la fin de la rébellion et apprécier l'effort de développement que le pouvoir central déploie sur place.

En nouant des relations diplomatiques en février dernier avec Bagdad, le gouvernement de Mascate a ainsi voulu s'assurer de la neutralité du gouvernement baasiste, qui, fidèle à sa doctrine, avait fourni un soutien aux dissidents du Dhofar entre 1971 et 1973, à une époque où le mouvement s'était intitulé fort symboliquement « Front de libération d'Oman et du Golfe occupé », ce qui correspondait bien à une conception régionaliste progressiste tout à fait conforme aux vœux de Bagdad dans ce domaine. On peut donc en déduire que, en acceptant le principe d'un échange d'ambassadeurs, les dirigeants baasistes ont sanctionné la fin de la rébellion et reconnu le nouvel équilibre des forces.

Le sultan Qabus et le roi Hussein entretenaient depuis un certain temps des relations personnelles étroites. Il était naturel que le souverain hashémite vienne officiellement dans le sultanat (juillet 1975 - août 1976) et autorise certaines unités « élite » jordaniennes (aviation, troupes d'intervention) à participer aux combats du Dhofar en 1975, aux côtés des forces Omanaises. Cette coopération militaire a été accompagnée d'une appréciable aide culturelle puisque six cents instituteurs jordaniens sont détachés dans des établissements d'enseignement.

La médiation égyptienne

Enfin, en 1976, la diplomatie Omanaise a effectué une ouverture réussie en direction du Caire. Le vice-président de la République arabe d'Egypte, le général Hosni Moubarak, était à Mascate le 6 juillet, le président Sadate y séjournera de son côté le 4 août.

Il s'agissait dans les deux cas de reconnaître à l'Egypte un rôle de médiateur, discret et efficace dans le conflit qui oppose Mascate au Sud-Yémen. Le Caire dispose auprès du gouvernement d'Aden d'un poids certain et peut jouer un rôle utile, simultanément avec l'Arabie Saoudite, en vue de normaliser le moment venu les relations entre les deux pays voisins que séparent l'idéologie et le régime social.

Le sultanat occupant une position-clé à l'entrée du golfe Persique et dans une région sensible à l'océan indien, il était normal que, en accord avec les Etats riverains et amis de la zone, les dirigeants adoptent une position claire en matière de défense face à toute éventualité d'immixtion de forces étrangères. C'est dans cet esprit, qu'il a été décidé que la Grande-Bretagne évacuerait, au mars prochain, sa base militaire dans l'île de Massirah. Simultanément, la marine américaine aura également quitté la base de Bahrein, ce qui laissera aux Etats riverains du Golfe la possibilité d'assurer eux-mêmes leur sécurité et de régler les modalités de la navigation dans cette région devenue le « syndicat pétrolier » du monde occidental.

Ainsi donc, six ans après l'accession au trône du sultan Qabus ben Teymour, la politique extérieure du souverain cherche surtout à consolider le régime par une action régionale stabilisante, à nouer des relations cordiales avec les autres pays arabes modérés et à dégager le sultanat de toute rivalité des grandes puissances dans l'océan indien. A ce jour, ces trois objectifs ont été pourchassés de manière et par voie de conséquence, l'isolement du Sud-Yémen n'en est que plus perceptible.

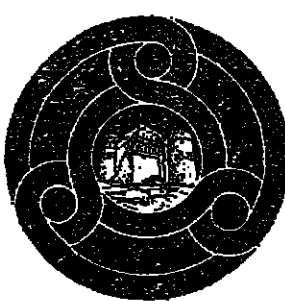
NOEL JEANDET.

elf الف عجمان aquitaine

بمناسبة العيد الوطني السادس يسعدنا ان نتقدم باقصر التهاني واصدق التبريكات الى مقام حضرة صاحب الجلالة السلطان قابوس بن سعيد المعظم وإلى حكومته الرشيدة وافراد شعبه الكريم

Présent en Oman depuis près de 3 ans, ELF Aquitaine a déjà mis en évidence au large de la presqu'île de Mussandam une structure intéressante qui va être appréciée prochainement par un nouveau forage.

A terre, en association avec le groupe japonais Sumitomo, ELF Aquitaine prospecte depuis mai 1975 une région située à l'ouest du pays.



UNION BANK OF OMAN

(O.S.C.)

Succursale principale : P.O. Box 4565, Ruwi,

Mascate

(Sultanat d'Oman)

Telex : 3434 MB Mascate

Tél. : 702444, Adresse télégr. Etihadbank

CAPITAL AUTORISÉ : R.O. 2.000.000

SOCIÉTÉ OMANAISE DONT LES ACTIONS SONT DÉTENUES PAR DE HAUTES PERSONNALITÉS, BANQUIERS ET HOMMES D'AFFAIRES DU SULTANAT D'OMAN, DU KOWEIT ET D'AUTRES ÉTATS ARABES.

Correspondants dans le monde entier

L'UNION BANK OF OMAN invite toutes les personnes intéressées à entrer en relations d'affaires au Sultanat d'Oman à nous confier leurs propositions.

fairtrade



Produits d'alimentation

Aliments surgelés
Conserves en tous genres
Produits laitiers.

Électro-ménager — domestique et commercial

Réfrigérateurs, congélateurs
Cuisinières
Ustensiles de cuisine, robots
climatiseurs

Tout l'équipement de bureau

Machines de bureau
Machines comptables
Mobiliers complets pour bureau

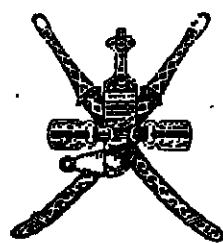
Nous aimerions représenter des produits français de haute qualité dans le cadre des matériels et produits mentionnés.

FAIRTRADE

P.O. Box 1436 Muttrah
Mascate, Sultanat d'Oman
tél. 701767 - 702018
tél. 332 MB. Adr. tél. : FAIRTRADE

(Ecrire en anglais si possible.)

ENSEIGNEMENT



Une ère de changement et de progrès

On peut dire que sous le règne du sultan Saïd ben Teymour (1938-1970), l'enseignement était à peu près inexistant dans le sultanat d'Oman. Coupé du monde extérieur, ce pays, riche en ressources humaines et économiques, vivait replié sur lui-même et fermé à toutes les formes de la civilisation moderne. Les jeunes gens qui désiraient poursuivre leurs études

étaient obligés de s'expatrier clandestinement, et ce sont eux qui, rentrés dans leur pays après la déposition du vieux sultan, devaient fournir les premiers cadres de l'administration naissante.

Dès sa prise de pouvoir, en juillet 1970, le nouveau sultan Qabus ben Saïd annonça qu'une ère de changement et de progrès social s'ouvrirait et qu'un vaste

programme de développement allait être entrepris, notamment en matière d'enseignement. Six ans après cette déclaration, on constate que des progrès considérables ont été effectivement réalisés dans ce domaine capital pour l'évolution du pays.

Les statistiques sont éloquentes : alors qu'en 1970 il n'y avait que 3 écoles en Oman, avec 900 élèves, on en compte 207, avec 68 000 élèves, en 1976 ; alors qu'en 1970 l'enseignement ne comportait qu'un seul niveau élémentaire, en 1976, il comporte trois niveaux : primaire, préparatoire et secondaire ; alors qu'en 1970 aucune fille ne fréquentait l'école, 14 000 filles la fréquentent en 1976.

Le système scolaire adopté en Oman est un système à trois niveaux, s'étendant sur onze années d'études : primaire (six années), préparatoire (deux années) et secondaire (trois années). Les deux derniers niveaux ayant été mis progressivement en place, année par année, de 1972 à 1976, le système est complet depuis la rentrée scolaire de cette année.

Du point de vue de l'enseignement, le sultanat est divisé en sept

régions et, à la tête de chacune d'elles, se trouve un directeur qui relève du ministère de l'éducation.

Pour l'année 1975, les statistiques officielles fournissent les chiffres suivants : dans le niveau primaire, 183 écoles et 48 576 élèves ; dans le niveau préparatoire, 11 écoles et 571 élèves ; dans le niveau secondaire, 2 écoles et 82 élèves. Ces statistiques font aussi apparaître qu'un nombre relativement important d'élèves (1 535) font leurs études dans les écoles des pays arabes limitrophes : Émirats arabes unis (764), Bahreïn (370), Arabie Saoudite (238) et Qatar (223).

L'enseignement professionnel n'a pas été négligé, et un institut technique omanais a été créé pour former des techniciens en mécanique, électricité, automobile, menuiserie, etc. La durée des études y est de deux années après l'école primaire, et le nombre des élèves était de 86 en 1975.

Soucieux de développer l'enseignement technique dans d'autres domaines, le ministère de l'éducation vient de décider la création de trois nouveaux instituts qui ouvriront leurs portes en 1978 : un institut agricole à Nizwa, un institut d'éducation fondamentale pour les garçons à Sohar et un

institut d'éducation fondamentale pour les filles à Mascate.

Les enseignants en Oman étaient au nombre de 2 115 en 1975. En l'absence d'un nombre suffisant d'Omanais, il a été fait appel à des étrangers : plus de la moitié des enseignants sont des Égyptiens (1 168), viennent ensuite les Jordanais (488) ; n'arrivant qu'au troisième rang, les Omanais (354). Pour remédier à cette situation, le ministère de l'éducation a ouvert, à la rentrée de cette année, un institut de formation pour les maîtres, qui compte soixante élèves originaires des différentes provinces du sultanat.

De même, dans le domaine des méthodes (manuels et programmes), l'enseignement omanais est en grande partie tributaire des méthodes étrangères, le plus souvent égyptiennes. Le ministère vient de décider l'omaniisation des méthodes d'enseignement et il a confié cette tâche à une commission qui travaillera sous l'égide d'un groupe d'experts de l'UNESCO.

Il n'existe pas encore d'enseignement du niveau supérieur dans le sultanat d'Oman, le gouvernement ayant sagement décidé de consacrer ses efforts, en priorité, au développement des trois premiers niveaux. Les étudiants poursuivent donc leurs études supérieures dans les universités des autres pays arabes ou des pays étrangers. Les statistiques de 1975 indiquent que 433 Omanais étudiaient dans les collèges ou les instituts de pays étrangers, comme l'Égypte (147), le Royaume-Uni (71), le Bahreïn (61), l'Arabie Saoudite (29), l'Irak (23), le Liban (15), les États-Unis (15).

Il est probable qu'une université sera un jour fondée à Mascate ; mais, actuellement, le ministère de l'éducation envisage plutôt de participer à la création d'une université du Golfe, dont les facultés ou instituts seraient répartis dans les capitales des différents pays de cette région. Dans la conjoncture actuelle, la préférence des autorités omanaises pour ce projet réaliste semble fort raisonnable.

Une des préoccupations majeures du ministère omanais de

l'éducation est la lutte contre l'analphabétisme par l'enseignement des adultes. À partir de 1973, il a ouvert des centres d'enseignement à l'intention des adultes, hommes et femmes. En 1976, ces centres étaient au nombre de 114, et ils étaient fréquentés par 3 828 élèves adultes. Le ministère a aussi créé, en 1974, 25 centres d'enseignement ménager, qui touchent 1 918 adultes, dans toutes les provinces du sultanat.

De même, en liaison avec les autres administrations, le ministère de l'éducation a mis au point des projets d'enseignement pour les fonctionnaires et les employés qui travaillent dans des organismes officiels ou des sociétés, comme, par exemple, la ferme expérimentale de Roumala, l'aéroport de Sib, l'hôpital de Khoulia et la société pétrolière P.D.O.

Actuellement, le nouveau ministère de l'éducation travaille à la préparation du premier plan quinquennal qui doit régir le développement de l'enseignement omanais jusqu'en 1981. Il estime que l'enseignement, qui a connu durant six ans une croissance constante et rapide en quantité, a besoin d'une petite pause pour se développer en qualité. Il souhaite qu'une part importante du budget de l'éducation soit consacrée, dans les années à venir, à l'amélioration de la qualité de l'enseignement, aussi bien dans le domaine des constructions et des manuels scolaires que dans celui du logement et du salaire des enseignants.

En conclusion, les autorités omanaises sont conscientes de la tâche qui reste à accomplir pour permettre à l'enseignement de jouer le rôle important qui lui revient dans le développement du pays. Mais, dans un État où, pratiquement, tout était à faire en même temps et dans tous les domaines à la fois : santé, enseignement, administration, communications, etc., les résultats déjà obtenus sont fort appréciables dans l'immédiat, et très encourageants pour l'avenir.

GERARD TROUPEAU,

Professeur à l'Institut national des langues orientales

D'importantes personnalités omanaises viennent de créer en association avec la Société Générale (Paris) AL BANK AL AHLI AL OMANI SAO

Khalfan Bin Nasser Building, P.O. Box 31 34, Ruwi, Sultanat d'Oman.
téléc : 3450 M.B. téléphone : 701.044

Au service du développement de l'économie omanaise, AL BANK AL AHLI AL OMANI a pour vocation toutes les opérations commerciales et financières.

شركة الحارثي

الوكلاء الوحيدون : سيارات بيجو سيارات رينو سيارات ألف
دهانات فالتين معدات ورش فاكوم شاحنات حارثي ماتيك
سيارات ايتال ديمر آ.إ.إ. للاثبات للاثبات معدات ثقيلة فالتين أليس
استشارات عقارية

شرف أخلص التهامي ، وأطيب التحيات للشعب الغاني وإلى مقام صاحب الجلالة
السلطان قابوس بن سعيد المعظم ...
بمناسبة العيد الوطني السادس

AL HARTHY CORPORATION

CONCESSIONNAIRES EXCLUSIFS POUR LE SULTANAT D'OMAN

Automobiles « PEUGEOT »

Automobiles « RENAULT »

Lubrifiants « ELF »

Peintures « VALENTINE »

Outils « FACOM »

Équipement électronique

« FIAT - ALLIS »

« CIME » - « ITALDUMPERS »

« R.F. COMMUNICATIONS »

Camions lourds « HARTHYMATIC »

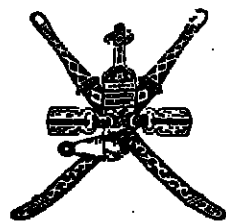
DÉVELOPPEMENT IMMOBILIER AU CENTRE DE LA VILLE POUR HABITATIONS, BUREAUX ET INDUSTRIES

FÉLICITE SA MAJESTÉ LE SULTAN QABOUS ET LE PEUPLE D'OMAN
à l'occasion de la Fête nationale

P.O. BOX 4248 RUWI SULTANAT D'OMAN — TELEX N° 417 MASCATE — Ad. Télég. « HARTHCOR » MASCATE — TELEPHONE : 702456 - 701457

شركة الحارثي

CULTURE



La présence de la France

La nomination d'un ambassadeur résident, l'ouverture de notre ambassade à Mascate, en 1974, et la création, dès l'année suivante, d'un poste d'attaché culturel confié à un volontaire du service national chargé de mission ont permis d'intensifier les relations culturelles et techniques entre le sultanat d'Oman et la France. Leur histoire est donc encore très récente. C'est pour-quoi, il n'est possible d'établir aujourd'hui qu'un bilan encore limité. Cependant, les grandes lignes des actions déjà déployées permettent d'escompter un avenir fructueux.

Dans le domaine de la coopération culturelle, plusieurs réalisations sont d'ores et déjà en bonne voie.

C'est ainsi que pour répondre à une demande formulée, dès 1974, par le gouvernement omanais, un centre audio-visuel pour l'enseignement du français a ouvert ses portes, à Mascate, en septembre 1975. Adoptant une pédagogie moderne fondée sur l'utilisation des méthodes actives et intensives du CREDIF, cet établissement a accueilli, au cours de l'année scolaire 1975-1976, une soixantaine d'élèves recrutés pour la plupart, selon le vœu du ministère de l'éducation, parmi les "nationaux" des divers départements

ministériels de Mascate. Pour la première fois, la possibilité était offerte aux Omanais d'apprendre sur place notre langue.

Le succès encourageant de la formule permet de bien augurer de son futur développement : la proposition d'ouverture du centre sur le système scolaire faite par l'ambassade a recueilli l'accord de principe des autorités omanaises ; l'étude du français serait ainsi introduite sous forme d'option dans l'enseignement secondaire (où seul l'anglais était jusqu'alors enseigné).

Marquée d'une volonté et d'un souci évidents de bonne coopération entre les deux pays, cette opération est conduite d'un commun accord entre les deux gouvernements. La charge de l'installation et du fonctionnement du centre a été partagée entre les parties : le gouvernement omanais a offert le local, l'équipement du centre et pris en charge le logement des professeurs, ainsi que l'équipement en matériel pédagogique et technique ; la France, pour sa part, a fait don d'un laboratoire de langues (douze cabines installées dès l'ouverture) et accepté de détacher trois puis quatre professeurs, tous volontaires du service national actif (V.S.N.A.) et qualifiés pour l'en-

seignement par méthode audio-visuelle.

Les résultats de la première année de fonctionnement ont récompensé les espoirs mis de part et d'autre dans la création du centre ; compte tenu de la nouveauté de la présence culturelle française dans un pays où elle était ignorée jusqu'ici, l'accueil fait par les élèves et le dévouement des enseignants ont été des facteurs de succès tout au long de la difficile période de mise en place et de rodage des activités du centre.

En outre, des actions de diffusion culturelle plus limitées ont été entreprises. Ainsi une petite bibliothèque — environ mille volumes — ouverte à tous, a été organisée auprès du centre audio-visuel ; elle fonctionne depuis octobre 1975 ; ses résultats sont pour l'instant modestes, mais elle sera peut-être la base d'une construction postérieure plus ambitieuse. Un fonds de cinématèque et un embryon de discothèque ont été créés ; des émissions en langue anglaise fournies par la radio française sont utilisées dans le cadre des nouvelles émissions quotidiennes en anglais diffusées par Radio-Oman. Dans ces divers domaines, le caractère récent de la présence culturelle française a constitué une limite naturelle appelée certainement à s'estomper dans l'avenir.

Parallèlement, l'ouverture en octobre 1975 d'une petite école française à Mascate a permis aux familles françaises et francophones installées en Oman de résoudre en partie les difficultés posées par la scolarisation de leurs jeunes enfants. Fonctionnant en liaison avec le Centre national de télé-enseignement, cet établissement est animé par deux instituteurs français ; il assure l'enseignement primaire et — pour certaines matières, — une partie du cycle secondaire. La participation des parents d'élèves et des entreprises françaises implantées sur place (Dumes T.P., Banque de Paris et des Pays-Bas) en assure le financement. L'aide matérielle spontanée du gouvernement omanais a permis d'alléger le coût de l'opération.

Enfin, quelques bourses d'étu-

des accordées par des entreprises françaises présentes sur place (Compagnie française des pétroles, Dumes T.P., Elf) permettent à de jeunes Omanais (francophones ou non) soit d'acquiescer une pratique de notre langue, soit, pour les plus avancés, de poursuivre leurs études supérieures en France. Cette action — déjà ancienne puisqu'elle existait avant l'installation d'une ambassade permanente à Mascate — sera sans doute renforcée et diversifiée au fur et à mesure que le centre audio-visuel formera des étudiants aptes à suivre avec profit l'enseignement de nos universités et à s'intégrer à la vie française.

Des échanges d'étudiants auront lieu prochainement afin de permettre une meilleure connaissance réciproque des deux pays. D'ores et déjà, des personnalités universitaires françaises ainsi qu'un groupe d'élèves de l'Ecole nationale d'administration se sont rendus en Oman. De son côté, le sultanat a participé à plusieurs manifestations organisées en France (foires de Paris et de Rennes, expositions photographiques).

La coopération technique

C'est le domaine de l'hydrogéologie qui a fourni le premier exemple de coopération technique entre l'Oman et la France. La situation géographique particulière de l'Oman dans la péninsule arabe, son relief et sa tradition agricole ont depuis longtemps posé le problème de la maîtrise des ressources en eau. Un organe dépendant du ministère de l'agriculture, le Centre des ressources en eau, a été mis en place à Mascate en 1974 avec l'aide de la FAO et du Programme des Nations unies pour le développement (P.N.U.D.). A la demande et sur financement du gouvernement omanais, quatre jeunes hydrologues et géologues français ont été détachés auprès de cet organisme en février 1975. La mission de trois d'entre eux s'est achevée en avril dernier. Le quatrième a accepté de rester à l'issue de son service national et travaille aujourd'hui à titre privé auprès de l'administration omanaise.

A la demande du gouvernement du sultanat, la coopération dans le domaine médical a commencé



en octobre 1975. Deux médecins internes des hôpitaux effectuent actuellement leur service national auprès du ministère de la santé (où ils sont ainsi les premiers représentants de la médecine française dans un pays jusqu'à présent fermé à ce domaine). L'un et l'autre ont été affectés dans des hôpitaux et des centres de soins des provinces du pays. Cette opération, dont le financement est assuré intégralement par le budget français de coopération, sera vraisemblablement intensifiée, comme le ministère de la santé omanais en a exprimé le vœu. Jusqu'à présent, l'administration et la population locales ont très favorablement accueilli nos jeunes médecins, dont la qualité et l'adaptabilité aux conditions de vie sur place ont permis de mener à bien cette première tentative de présence médicale française en Oman.

Deux experts français de haut niveau occupent au titre de la coopération multilatérale des postes de responsabilité à l'intérieur de l'administration omanaise, l'un dans le domaine du développement économique, l'autre dans celui de l'éducation. Au titre de

la coopération bilatérale, l'ensemble du personnel français de coopération est jusqu'à présent constitué uniquement de volontaires du service national actif affectés par la direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques du ministère des affaires étrangères. En 1975, onze volontaires effectuaient leur service en Oman.

La volonté des autorités omanaises, conscientes de leurs besoins et de l'aide que la France est susceptible d'apporter au développement de leur pays, a été à l'origine du développement de nos activités de coopération culturelle et technique depuis plus de deux ans. Le bilan peut paraître encore mince. Il ne faut cependant pas oublier que si l'Oman est un pays chargé d'histoire, le vingtième siècle n'a commencé pour lui qu'il y a six ans à peine. Ce renouveau d'un vieux pays explique et souligne en même temps la fragilité des résultats. La France, quant à elle, est désireuse de s'associer aux efforts de développement du sultanat, dans le respect de la volonté et de la souveraineté du jeune Etat.

PATRICK BOURDOIS.

VOL DIRECT PARIS-BAHREIN-MASCATE TOUS LES LUNDIS.

UTA
Le spécialiste longues distances

MASCATE

UTA. LA ROUTE DIRECTE VERS LES ETATS DU GOLFE.

de l'exploitation des gisements à la coopération industrielle...

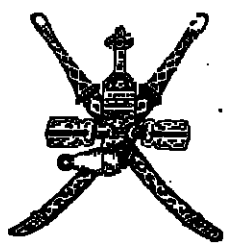
Exploiter des gisements, transporter et raffiner du pétrole, commercialiser des produits. Voilà depuis cinquante ans l'affaire de la Compagnie Française des Pétroles.

Aujourd'hui, le Groupe TOTAL apporte autre chose aux pays qui accueillent ses activités : une coopération technique diversifiée au service de leur développement économique.

Huitième producteur de pétrole, neuvième marque mondiale, producteur de gaz et d'uranium, le Groupe TOTAL ne se borne plus à ses activités traditionnelles. Sous forme d'études, d'équipements ou de services, il est en mesure d'apporter maintenant aux pays producteurs son expérience et ses techniques pour la recherche et la mise en production des nouveaux champs de gaz et de pétrole, le développement de leur industrie pétrolière à tous les stades, la maîtrise de l'énergie solaire ou la mise en valeur des terres arides.

TOTAL
COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES
5, rue Michel-Ange — 75781 PARIS Cedex 16

ÉCONOMIE



A la recherche de nouvelles ressources pétrolières

AVEC une production journalière de 370 000 barils de pétrole brut, le sultanat d'Oman doit faire sourdre ses richesses voisines saoudiennes ou koweïtiennes. D'autant que la faible minime des gisements et les difficultés du transport jusqu'au port de Mina-al-Fahal en rendent l'exploitation plus onéreuse que dans la majorité des pays du Golfe. Actuellement, ce sont pourtant les recettes obtenues grâce à l'exploitation de ce pétrole qui financent les tentatives de développement économique du pays.

Aussi le premier plan quinquennal omanais (1976-1980) s'inscrit-il d'un déclin de la production pétrolière annoncée pour 1978. A peine plus optimiste que les experts des compagnies, qui prévoient de produire 80,2 millions de barils en 1980, les planificateurs envisagent l'exploitation à cette époque de 122 millions de barils (contre 135 millions en 1978), à défaut de nouvelles découvertes pouvant être mises rapidement en exploitation.

Pendant longtemps, les compagnies pétrolières n'ont guère attaché d'importance à ce territoire. Si la première concession fut accordée dès 1928, les véritables recherches ne commencèrent qu'au début des années 50. Et elles furent si vaines que Petroleum Development (Oman) — une branche de l'Iraq Petroleum Company — déclara, la Shell et la société indépendante de M. Guibekian restant les seules à poursuivre leurs efforts (la Compe-

gnie française des pétroles, après avoir quitté ce groupe, le rejoindra quelques années plus tard).

Bien leur en prit, puisque, de 1962 à 1964, furent découverts les gisements d'Ybail, Nafth et Fahud. Le premier baril était exporté en août 1967 et, dès 1971, les exportations se montaient à 121 millions de barils, pour baisser les deux années suivantes. Mais la découverte de nouveaux gisements (Al Huwaleah, Ghabe, Cami Alan et Sali Nihayda) permettait à la production de reprendre et de s'accroître.

En 1973, lorsque l'Arabie Saoudite envoya à Oman un de ses conseillers pétroliers, le docteur Yousef Nimatah, le sultan et son ministre pétrole de l'époque, M. Salim Maki, ne sont pas convaincus de la nécessité de prendre une participation dans P.D.O. A l'époque, cela se faisait dans tous les Etats du Golfe, mais le souverain trouvait que cela coûtait trop cher.

Les réserves du sultanat

Le jeune Saoudien, formé à Boston aux Etats-Unis et ancien employé de la Banque de l'Indochine à Riyad, mettra un an à étudier les réserves du sultanat, le rythme possible de la production, le coût de la prise de participation, et il poussera d'autant plus facilement le gouvernement omanais à prendre 25 % du capital de P.D.O. qu'il lui fournira les 80 mil-

lions de dollars nécessaires à l'opération, tout droit venus d'Arabie Saoudite. Est-ce pour cela que l'on entend parfois à Mascate que l'Oman se comporte comme le fils déshérité d'un père riche ? L'augmentation exceptionnelle du prix du pétrole fin 1973 permettra même au sultan Qabous de prendre finalement une participation de 60 % dans la société pétrolière.

Oman ne rejoindra pourtant pas l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). « Nous n'avons pas d'experts capables de nous représenter », explique le ministre des affaires étrangères, M. Qals Zawawi. « Mais nous suivons scrupuleusement les mesures prises par l'Organisation ». Dans les milieux pétroliers, on souligne cependant que cette non-appartenance laisse « plus de souplesse » au pays.

En ce qui concerne les réserves pétrolières, M. Zawawi est d'ailleurs plus optimiste que le plan. « Celui-ci, dit-il, est très conservateur. Il ne fait pas état d'éventuelles découvertes. Or, il y a de nombreux indices ». De son côté, M. Yousef Nimatah précise : « Certes, le déclin est prévu à partir de 1978. Mais, depuis mon arrivée, on parle tous les ans de déclin. Mais 1977 sera une très bonne année. Elle devrait rapporter à l'Etat près de 2 milliards de dollars. Et l'on ignore ce que l'on va trouver dans le sud ». La guerre du Dhofar avait en effet ralenti la prospection dans la province méridionale du sultanat. P.D.O. va d'ailleurs mettre en exploitation, avant 1978, un gisement situé à l'est du Dhofar, déjà connu, mais dont l'huile lourde n'apparaissait pas rentable avant l'augmentation des prix de 1973. Ce puits devrait fournir 30 000 barils par jour.

Plusieurs compagnies prospectent sur le territoire omanais. El-Aqila, sur un permis « off shore », au large de Massandam (dans le détroit d'Hormuz), a mis en évidence un gaz condensant. Un premier forage dans les eaux omanaises devrait être entrepris fin 1976. « Huile ou gaz humide, on ne sait pas de tout ce

qu'on peut trouver », dit le responsable local de la société française. Et, parce que les coûts d'une telle recherche sont élevés, il semble qu'il soit désastreux de trouver un partenaire (« Nous souhaitons partager les risques techniques et politiques »). Mais, preuve de l'optimisme de la société, elle a transféré le 23 septembre 1976 son contrat de concession en contrat de participation, ce qui devrait lui permettre, en cas d'exploitation, de disposer, les premières années, de près de 62 % de la production de ce gisement.

Allié à la compagnie japonaise Sumitomo, Elf travaille aussi sur un permis rendu par P.D.O. à la frontière de l'Arabie Saoudite. Sun Oil, au large de l'île de Massarah, a aussi trouvé des indices. Les sociétés américaines Cullinane et allemande Wintershall ont, elles aussi, des concessions. Et la concurrence qui a opposé les compagnies pour l'attribution des permis laisse penser qu'elles sont plus intéressées par ce territoire qu'elles ne voudraient le paraître.

Autre motif de satisfaction : les ventes directes du pays augmentent et sont passées de 5,8 millions de barils en 1974 à 14,2 millions en 1975.

La diversification des sources de revenus

L'avenir n'est donc peut-être pas aussi sombre que le montre le plan. Même si le représentant d'une compagnie pétrolière affirme : « Les Omanais croient trop au pétrole ».

Et puis, les autorités peuvent placer quelques espoirs dans la découverte d'autres richesses minières. On a déjà trouvé, en quantité exploitable, du minerai de cuivre dans les mines d'El-Es-Est, Arjah et El-Rayda. En exploitant prochainement les 18 millions de tonnes de minerai (avec une teneur de cuivre de 2,1 %), l'Oman Mining Company (un groupe dont l'Etat détient 51 % des parts, les autres étant partagées entre une société canadienne et une américaine) va ainsi renouer avec un passé vieux de deux mille ans. L'exportation du cuivre avait alors fait la richesse du pays.

Amiante, nickel, argent, pourraient aussi être découverts si l'on en croit des traces. Manganèse et charbon aussi, mais ils nécessiteront pour leur exploitation le développement d'infrastructures routières et peut-être portuaires. Enfin, un calcaire d'excellente qualité va être utilisé prochainement dans une cimenterie.

Ainsi, bien que moins favorisés que ses voisins du Golfe en pétrole, Oman pourrait être un des rares pays du Proche-Orient à posséder des richesses minières autres. La diversification des sources de revenus ne peut être qu'un facteur favorable au développement. — B. D.

Devenir le « grenier du Golfe » ?

QUICONQUE vient de survoler les dunes saoudiennes proches de Dubaï perçoit un changement en arrivant au-dessus de la Bahrah, cette longue plaine qui longe la côte de la frontière des Emirats du Nord à Mascate. Qui se rend au Dhofar — la province sud-ouest du sultanat — à la même impression. Le port a succédé au gris-beige, l'Oman a de l'eau.

Au nord, elle vient de la montagne par un ingénieur système de canaux souterrains, le faladji, de plus en plus cher à entretenir cependant. Au sud, elle provient de la mousson, qui pendant quelques mois (juillet à septembre) arrose les cultures. Il n'y a rien d'étonnant à ce que les Omanais soient aussi fiers de leurs deux cents espèces de dattes que les Français de leurs cinq cents fromages, et que certains experts parlent de faire du sultanat le « grenier du Golfe ». Mais en est-on bien loin.

Le déclin des activités traditionnelles — agriculture et pêche dans une mer réputée particulièrement poissonneuse — a commencé, semble-t-il, dès le début des années 50. La fuite des bras, dans un pays alors désolé, a provoqué une forte baisse de la production. S'il est impossible d'avoir des statistiques précises dans le secteur agricole, une étude anglaise de 1964 estimait le poisson pêché à 100 000 tonnes. Ce chiffre est aujourd'hui tombé à 15 000 tonnes. A l'époque, la production permettait à la population de se nourrir. En 1976, le pays aura importé pour plus de 30 millions de rials (1) de produits alimentaires. Et un tiers des terres cultivables hors oasis sont encore laissées à l'abandon.

Malgré cela, l'effort gouvernemental depuis cinq ans a été faible. Priorité était don-

née aux infrastructures. De 1973 à 1975, l'Etat a déboursé moins de 10 millions de rials (2,2 % de l'ensemble des dépenses de développement) pour les deux secteurs réunis. La mise en place de quelques fermes pilotes, la distribution de crédits à l'agriculture (150 000 rials) n'ont pas permis d'enrayer le phénomène de déclin. L'appel de la ville avec ses emplois salariés où les autres pays du Golfe où les salaires sont supérieurs à Oman, a accentué la migration du monde agricole. Les enfants qui gardaient les troupeaux sont désormais scolarisés. Enfin, au Dhofar, les bombardements intensifs des pilotes britanniques ont décimé les troupeaux de chèvres ou de chameaux et brûlé les terres.

Quant aux pêcheurs, la substitution du moteur à la rame n'a pas réussi à les faire repasser à un métier moins rémunérateur et plus dur qu'un emploi administratif (2).

Cela peut-il changer ? La production de dattes, de limettes (citrons verts), de tangerines ou de cédrats peut-elle s'accroître sensiblement, et le pêche repêché ? L'industrialisation de celle-ci devrait lui permettre rapidement de retrouver sa capacité passée. Un contrat signé entre l'Etat omanais et deux sociétés japonaises a autorisé celles-ci à pêcher en eaux profondes avec cinq chalutiers dont les rendements varient de 30 à 50 tonnes par jour. Les marins japonais se sont engagés à former les pêcheurs locaux et à rendre au gouvernement 40 % de leur production. L'attribution par le plan de 1976 à 1980 de 14,4 millions de rials à ce secteur économique doit contribuer à la construction de chalutiers roides dans les ports de Mascate et de Salalah, et à l'équipement d'une flotte moderne. Il n'y aura plus guère de place pour la pêche artisanale.

L'irrigation des terres

En revanche, malgré l'optimisme de se heurter à de nombreux problèmes. Dans les cinq années à venir, la production agricole doit s'accroître de 164 % (de 50,5 à 133,4 millions de rials) et le produit du bétail de 181 %. Le gouvernement compte consacrer pour ce faire 20 millions de rials pour l'irrigation des terres et la mise en place de fermes pilotes. Mais, déjà, dans la Bahrah, le pompage de l'eau a accru dangereusement le degré de salinité des terres. Quant à l'échec relatif de la ferme modèle de Salalah, il est évident. Destinée à la production de viande, elle n'empêche pas les importations de viande somaliennes ou d'Afrique de l'Est en raison de sa faible production.

D'autre part, les terres supplémentaires cultivables ne

représentent guère plus de 3 000 hectares. Enfin, pour que vivent les troupeaux, les autorités devront surveiller le prix de la luzerne, la demande des Emirats du Nord a été si forte que les prix ont quadruplé devenant prohibitifs pour de nombreuses familles omanaises. Le sultanat a donc peu de chances de devenir le « grenier du Golfe », comme l'espèrent certains. Mais si l'agriculture et la pêche permettaient de nourrir le sultanat en 1980, déjà le plan apparaîtrait comme un succès.

B. D.

(1) 1 rial = 15 francs.
(2) Le revenu brut annuel d'un pêcheur est estimé à 800 rials. Dans l'administration, le salaire minimum est de 60 rials par mois auxquels s'ajoutent des avantages en nature et la possibilité d'avoir d'autres activités.

Un grand marché s'ouvre à l'exportation française.

OMAN

عمان

Gulf Air, la Compagnie Aérienne Nationale des Etats du Golfe, relie Paris (Roissy-CDG) à Muscat deux fois par semaine : mercredi et dimanche. Vols quotidiens au départ de Londres.

Gulf Air, quand les voyages d'affaires deviennent détente.

Réservation passager : (1) 776.41.52.
Fret : (1) 864.11.11.
Renseignements : (1) 261.53.16 et 17.

GULF AIR

9, boulevard de la Madeleine, 75001 Paris, tel.: (1) 263.53.16 et 17, telex 211639.

البنك الوطني العماني المحدود (ش.م.ع)
NATIONAL BANK OF OMAN LTD. (S.A.O.)



PREMIERE BANQUE OMANAISE

Siège social à MASQAT - 13 succursales dans le Sultanat d'OMAN

- | | |
|-----------------------|-------------------------|
| 1. Corporate, Muttrah | 2. Muscat City |
| 3. Muttrah Market | 4. Ruwi |
| 5. Greater Muttrah | 6. Govt. Sect., Muttrah |
| 7. Salalah | 8. Hafa, (Salalah) |
| 9. Soor | 10. Sohar |
| 11. Nizwa | 12. Buraimi |
| 13. Ibri | |

البنك الوطني .. منكم واليكم

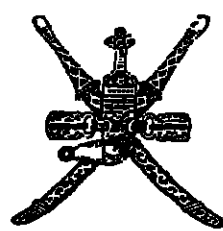
N B O - VOTRE BANQUE

Siège Social :
P.O. Box 3751
Ruwi - Muscat
Sultanat d'Oman

Télex : MB 281
phone : 701777
701295

صندوق البريد

ECONOMIE



Le sultanat entre dans une période d'austérité

(Suite de la page 9.)

Quelques entreprises étrangères ont profité abondamment du manque d'expérience du pays. Les exemples ne manquent pas. « Il y a eu un véritable pillage », affirme un expert étranger. Une fourniture d'équipements réalisée par une des plus grandes sociétés européennes a, selon l'contre-expertise d'un organisme international, été payée cinq fois la valeur réelle du produit et des services. « Aussi les 5 ou 10 % prélevés par les « armées » locales ne lui paraissent pas exorbitants. « S'ils n'existaient pas, explique-t-il, le pillage ne serait pas de 95 % mais de 100 % ».

« L'hôpital de Ruwi a bien été payé trois fois son prix », estime un autre Européen, et l'on parle encore des travaux achetés à prix d'or pour la construction d'un gazoduc.

Des erreurs dans les choix

A côté de ces « scandales », il y a eu des erreurs dans les choix (sans parler de la vingtaine de millions de rials dépensés pour la construction du palais du sultan ou de l'achat par celui-ci d'un certain nombre de Cadillac). « La volonté d'agir était si grande que l'on n'avait pas le temps d'attendre que des études soient faites », dit un important commerçant

pour justifier certaines erreurs. Pourtant une étude approfondie des ressources hydrauliques de la région de la capitale, dit-on aujourd'hui à Mascate, aurait évité de construire une usine de dessalement d'eau qui a coûté au moins 70 millions de rials — de source officielle — et qui connaît de multiples problèmes de fonctionnement. Une expertise préliminaire française ne parlait-elle pas de la possibilité d'obtenir un débit de 300 litres d'eau à la seconde à quelques dizaines de kilomètres de la ville, et un spécialiste anglais n'avance-t-il pas le chiffre de 500 litres à la seconde, soit infiniment plus que l'usine ?

Le grand stade de la police, la télévision en couleurs, par exemple, ne s'imposaient peut-être pas non plus au dire de certains. Enfin, le budget de la défense a pesé lourdement sur l'économie omanaise ces dernières années. La guerre du Dhofar — cette province montagneuse au sud-ouest du sultanat où le Front populaire de libération d'Oman (F.P.L.O.) est en rébellion contre le pouvoir central depuis 1965 — et la volonté de former une armée (encore largement dépendante des Britanniques et des baloutches) ont amené le gouvernement à donner à ce poste une large part du budget (42 % en 1975 comme en 1976, avec respectivement 203 et 275 millions de rials). L'intervention

iranienne et la fin du conflit climée par tous les officiels n'ont pourtant pas entraîné une réduction des dépenses militaires, d'autant qu'Oman doit encore payer quelque 180 millions de dollars à la British Aircraft Corporation pour l'achat d'avions Jaguar et de missiles Rapier.

L'accroissement des importations

Les dépenses excessives ou parfois inutiles, l'accroissement des importations de 7,5 millions de rials en 1970 à 231 millions en 1975, le déficit de la balance des paiements qui en est résulté depuis 1972, ont provoqué en 1974 une importante crise financière. Le gouvernement fut alors obligé d'emprunter 100 millions de dollars à court terme auprès des filiales locales de banques étrangères. Des prêts et des dons d'Abou Dhabi et de l'Arabie Saoudite ont ensuite permis au sultanat de résoudre la crise. En 1976, Oman devait encore faire appel au marché financier pour obtenir 150 millions de rials, et si quelques fournisseurs de l'Etat attendent six mois pour être payés, la situation financière n'en est pas moins beaucoup plus saine, selon l'avis de nombreux banquiers.

Mais à l'ère de la consommation et de la dépense à tout prix a succédé une période d'austérité et de moralisation de la vie économique.

La limitation des dépenses militaires

L'intervention pour certains projets des fonds de développement du Koweït et d'Abou Dhabi a eu pour conséquence le recours à des appels d'offre internationaux pour la passation de contrats. Le premier a été lancé en juin pour la construction d'un gazoduc.

D'autre part, avec l'aide d'experts étrangers, Oman vient de se doter d'un plan quinquennal de développement (1976-1980). Décret signé par le sultan Qabous, ce plan aura force de loi.

Le déclin des ressources pétro-

lières à partir de 1978 a rendu les planificateurs particulièrement pessimistes puisqu'ils prévoient un taux de croissance de l'ordre de 2,5 % par an. Les recettes de l'Etat doivent, il est vrai, tomber de 650 à 484 millions de rials dans la période couverte par le programme. Aussi le conseil de développement — organe planificateur dont le secrétaire général est égyptien — a-t-il réduit considérablement les ambitions du pays. Le ralentissement des dépenses d'infrastructures, l'abandon des grands projets, la limitation des dépenses militaires qui devraient représenter moins de 25 % du budget en 1980, marquent un plan qui prévoit aussi de consacrer la priorité aux petits projets agricoles et industriels, une meilleure répartition géographique des investissements, la création d'une banque de développement et une plus grande rigueur financière. Enfin, un grand espoir est placé dans le secteur privé.

Mais l'austérité ne plaît guère aux grandes sociétés internationales. Ventes dans ce pays lorsque l'argent y était facile à gagner, et ce d'autant plus qu'il n'y a d'impôt ni sur les sociétés ni sur les revenus des personnes physiques, pratiquement pas de droits de douane et aucune limite au rapatriement des capitaux, certaines d'entre elles sont déjà reparties. Et les banquiers avouent cyniquement que « dans la conjoncture actuelle, il n'est pas question de financer autre chose que du court terme ».

Plus optimistes que le plan, de nombreux ministres envisagent des nouvelles découvertes de pétrole. Ainsi, M. Zawawi, ministre des affaires étrangères, mais aussi vice-président du conseil de développement, rappelle que « le plan est fondé sur une estimation basse de la richesse du sous-sol », et il ajoute : « Nous pouvons trouver du pétrole. Il y a de nombreux indices ». Pour M. Zawawi, « la situation financière est très saine et la dette extérieure limitée. Mais, dit-il, nous n'avons pas voulu donner une idée fautive de notre pays. La volonté des investisseurs étrangers de travailler en Oman doit dépendre de leur propre vue de notre avenir ».

BRUNO DETHOMAS.

Groupe de sociétés GETCO vous obtiendrez des résultats

En faisant appel à

GETCO

Divisions

1	Commerce Général	Nous nous chargeons de distribuer les plus grandes sociétés internationales du monde. Entreposage et distribution en profondeur de tous matériaux de construction.
2	Oman Aluminium	Fabricants des portes-fenêtres basculantes et coulissantes. Crèvel ainsi que des revêtements et doublages de toits en rouleaux. Stocks de tous produits en aluminium pour le bâtiment.
3	Division Grands Travaux	Entreprise de travaux publics. Oléoducs et gazoducs, forage et réalisation à toute échelle.
4	Société Automobile et d'Ingénierie GETCO	Distribution et service entretien d'usines et d'équipement. Grues, camions de levage à fourche, vibreurs compacts, rouleaux, etc. Distributeurs General Motors des voitures Oldsmobile et des camions Isuzu.
5	Société Nationale des Boissons	Fabricants et distributeurs d'une importante gamme de boissons non alcoolisées de marques internationales. Usine d'emballage et d'emballage de grande dimension.
6	Société Maritime d'Oman	Agents maritimes et affrèteurs offrant un service de dimension mondiale. Navires également disponibles pour l'affrètement entre Mascate, Salalah et tous autres ports.

GETCO

GRUPE DE SOCIETES GETCO
P.O. Box 84, Mascate,
Sultanat d'Oman
Téléphone : Matruh 702.133
Quatre lignes
Téléc : MB 278
Adresse télégraph : GETCO

MOHSIN HAIDER DARWISH GROUP OF COMPANIES

(Importateurs, grossistes, agents de marques)
P.O. BOX 3880 - RUWI SULTANAT D'OMAN
Téléphone : 70 1071 - 70 1072 - 70 1183
Cable : « AREEJ » MASCATE - Telex : MB 3230 LUJAINA

DARWISH & BROTHERS:

Concessionnaires exclusifs pour :

British Leyland International - Grande-Bretagne (automobiles, camions, autobus, équipements) - Land Rover - Range Rover - Rover - Austin - Morris - Jaguar - Triumph ;
BMC Corporation - Grande-Bretagne (tracteurs Leyland) ;
Aveling-Barford Ltd. - Grande-Bretagne (matériels pour construction et travaux publics) ;
Michelin - France (pneumatiques) ;
Chloride International Ltd. - Grande-Bretagne (batteries automobiles) ;
Kismet Limited - Grande-Bretagne (équipement pour garages) ;
Royal-Imperial International Ltd. - Allemagne Fédérale (machines à écrire, photocopieurs, calculateurs) ;
Colgate-Palmolive Ltd. - Grande-Bretagne (cosmétiques) ;
Pirelli General Cable Works Ltd. - Grande-Bretagne (câbles) ;
Ferodo Limited - Grande-Bretagne (accessoires automobiles) ;
Doulton Industrial Products - Grande-Bretagne (céramique, filtres à eau) ;
Valor Heating Limited - Grande-Bretagne (poêles à gaz et kérosène) ;
Smiths Industries Limited - Grande-Bretagne (bougies pour moteurs) ;
Herbert Lomas Limited - Grande-Bretagne (ambulances Range-Rover et Land-Rover) ;
Golden City Polyes Board Co. - Hong-Kong (sièges conditionnés pour voitures) ;
Ingersoll-Rand International - U.S.A. (machinerie lourde) ;
CMP Glands Ltd. - Grande-Bretagne (câbles à crémailière) ;
Goodenough Pumps Ltd. - Grande-Bretagne (pompes) ;
Scottorn Trailers Limited - Grande-Bretagne (remorques, citernes) ;
Chapre Trading - Danemark (bagages, maroquinerie) ;
G & M Power Plant Co., Ltd. - Grande-Bretagne (groupes électrogènes) ;
Crypton Triangle Ltd. - Grande-Bretagne (contrôle et chargeurs de batteries) ;
Winget Limited - Grande-Bretagne (bétonnières, bennes) ;
C. Melchers & Co. - Allemagne Fédérale (crics hydrauliques) ;

Lar Automotive Limited - Grande-Bretagne (crics hydrauliques) ;
Sidchrome Pty - Australie (outillage) ;
FLM Panelcraft Ltd - Grande-Bretagne (Range-Rovers 4 portes).

ALDARWISH TRADING COMPANY

Concessionnaires exclusifs pour :

Philco - Italie (réfrigérateurs, congélateurs, climatiseurs) ;
Pioneer Electronic Corporation - Japon (équipement Hi-Fi) ;
Sony Corporation - Japon (magnétophones, radios, amplificateurs, etc.) ;
Terramar - Allemagne Fédérale (AEG électroménager) ;
MK Electric Limited - Grande-Bretagne (équipement électrique) ;
Egarte Limited - Grande-Bretagne (TUYAUX et conduites) ;
Link SI Ltd. - Grande-Bretagne (échauffages tubulaires démontables) ;
Outboard Marine - Belgique (moteurs hors-board « Johnson ») ;
Hosoda Trading Co. - Japon (ventilateurs KDK) ;
Wilkins & Mitchell Co. - Grande-Bretagne (machines à laver « Servis ») ;
Sunroc International Division - U.S.A. (distributeurs d'eau fraîche) ;
GEC Limited - Grande-Bretagne (lampes et matériel d'éclairage) ;
Garrard Engg Exports Ltd - Grande-Bretagne (électrophones) ;
Armstrong Shanks Limited - Grande-Bretagne (équipement sanitaire) ;
Antar Industries Inc. - U.S.A. (climatiseurs) ;
H.D. Sheldon Inc. - U.S.A. (réfrigérateurs à kérosène).

ALDARWISH GAS PLANTS

Concessionnaires exclusifs pour :

British Oxygen Co Ltd. - Grande-Bretagne (gaz liquéfiés, matériel pour soudure à l'arc, équipement médical) ;
Japan Engg & Consultants Inc. - Japon (cylindres à gaz et accessoires).

MEZOOON DEPARTMENT STORES:

Importateurs des meilleures marques mondiales de meubles, tapis, moquettes, vaisselle, coutellerie, rideaux, confection pour enfants, lampes et abat-jour, tissus.

COMPAGNIES ASSOCIÉES

CROWN DARWISH ENGG
Entreprise d'électricité
P.O. Box 3729, Ruwi
Tél. : 70 1733

DARWISH AST
Entreprise de construction
P.O. Box 223, Mascate
Tél. : 70 2377
Téléc : MB 3238 DARAST

H.G. HUCKLE & PARTNERS
Architectes et urbanistes
P.O. Box 3880, Ruwi
Tél. : 70 1918
Téléc : MB 3230 LUJAINA

ÉDUCATION : les premiers crédits de la réforme Haby

● **L'Assemblée nationale a adopté, mercredi 17 novembre, les crédits des services du premier ministre**, dont ceux de la direction française, au médiateur, aux journaux officiels, au secrétaire général, à la défense nationale, à l'ordre économique et social. Sont intervenus dans la discussion : M^{me} Madrelle (P.S.), M^{me} de la Motte (C.F.), les rapporteurs spéciaux, M. Rufenacht, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur, et le médiateur a décidé de supprimer, à compter du 10 janvier 1977, son secrétariat de Grenoble et de supprimer son conseil d'administration d'ensemble de ses services. En ce qui concerne les journaux officiels, M. Rufenacht a déclaré qu'il souhaitait décréter bientôt à majorer le prix des abonnements et de la vente au numéro devrait permettre de couvrir le déficit de ces publications.

Mais nous considérons que ce dialogue, pour aboutir du façon française, ne doit pas se faire dans le silence. C'est pourquoi nous appelons les gauchistes d'opposition qui partagent notre déception politique, notamment M^{me} Charbonnel et Ramon, et les socialistes à rejoindre nos rangs pour leurs efforts avec ceux du Front progressiste. »

« Les Français et les autres » ont mis en recul de la majorité et la progression de dans les prescriptions jusqu'à la par des « la droite », et « Les Françaises et les autres » savent qu'une autre est possible, celle de la gauche, celle du programme commun de

ment, « dont les bûis initiaux sont loin d'être approchés ». M. DELHAÏE (U.D.R., Aube) exprime des réserves sur l'embrèse en classe à deux ans. La séance se termine par l'intervention de M. DUTARD (P.C., Dordogne) consacrée à l'enseignement préélémentaire.

Elle est levée à 1 h. 30, la suite de la discussion étant renvoyée à mardi matin. R.N.

mentale, « dont les buts initiaux sont loin d'être approchés ».

M. LEBALLEAU (U.D.R., Asnières) exprime ses réserves sur l'entrée en classe à deux ans. La séance se termine par l'intervention de M. DUTARD (P.C., Dordogne) consacrée à l'enseignement préélémentaire.

Elle est levée à 1 h 30, la suite de la discussion étant renvoyée à la séance du 12 mai.

mentale, « dont les buts initiaux sont loin d'être approchés ».

M. LEBALLEAU (U.D.R., Asnières) exprime ses réserves sur l'entrée en classe à deux ans. La séance se termine par l'intervention de M. DUTARD (P.C., Dordogne) consacrée à l'enseignement préélémentaire.

Elle est levée à 1 h 30, la suite de la discussion étant renvoyée à la séance du 12 mai.

POLITIQUE

Le Sénat est inquiet de l'incertitude des modes de financement de l'aide au logement

Le Sénat a commencé, mercredi 17 novembre, l'examen du projet de loi de l'aide au logement.

Il a d'abord repoussé, par 189 voix contre 21, une motion communiste opposant l'exception d'irrecevabilité à la discussion du projet. Défenseur de cette motion, M. LÉONARD a affirmé que la réforme proposée ne respectait pas le principe de l'égalité de tous les citoyens devant la loi, puisque l'aide accordée aux locataires dépendrait de la bonne volonté des propriétaires, qui devront passer une convention avec la puissance publique.

M. FOURCADE, ministre de l'équipement, avait auparavant présenté son projet. Après avoir critiqué le système actuel, d'une efficacité sociale estimée à 10 p. 100, il a exposé les objectifs de la réforme : il s'agit de développer les possibilités d'accéder à la propriété de telle sorte que le « droit à la propriété » vienne progressivement compléter le « droit de propriété ». Les nouveaux mécanismes permettraient à un ménage ayant deux enfants, et dont les parents paient chacun le S.M.I.C., d'accéder à la propriété. Il s'agit ensuite, dit-il, de réduire pour les locataires les incertitudes devant le logement. Grâce à la réforme il sera réellement possible, affirme le ministre, à une famille dont le revenu ne dépasse pas le S.M.I.C. d'entrer dans un logement social.

Deux autres objectifs sont visés : réhabiliter l'habitat ancien dans des conditions socialement satisfaisantes, et améliorer la qualité des logements neufs. L'aide à la pierre sera réduite au profit d'une aide au logement personnelle. Celle-ci s'appliquera dès le départ aux logements neufs, puis sera étendue au parc existant. Le niveau de l'aide personnelle évoluera selon une procédure annuelle de révision des barèmes. Pour aller plus loin, jusqu'à l'indépendance, le ministre répond : « L'indépendance, après la douloureuse période d'inflation que nous venons de traverser, semble être devenue, aux yeux de certains, une poncife. Mais serait-elle bien adaptée ? C'est une question dont nous devons débattre. »

M. PAREYSSIE (Un. cent.), rapporteur de la commission des affaires économiques, souligne qu'il est difficile d'indiquer à quel rythme l'aide à la personne va se développer, tant que l'aide à la pierre se réduira. En effet, les mesures essentielles de la réforme, notamment celles

réforme n'entraîne une hausse généralisée des loyers. Il voudrait une méthode qui permette d'éviter la disparition totale de l'aide personnelle au passage du seuil prévu.

Mme BRIGITTE GROS (non inscrit) se déclare favorable à l'instauration de l'aide personnelle. Ses critiques portent sur le choix des chiffres retenus, notamment pour le calcul de l'indépendance sur les prix. Il y a aussi trop d'incertitudes pour que

l'on puisse adhérer pleinement à l'ensemble de la réforme. M. CHATELAIN (P.C.) reproche au gouvernement de réduire l'effort de l'Etat en faveur des logements sociaux, et M. LÉFORT (P.C.) dénonce la politique qui a consisté à aggraver les conditions de gestion des organismes H.L.M. M. AUBRY (P.C.) n'admet pas que l'on transforme les locataires les plus pauvres en « assistés », et que l'on soumette la construction sociale aux aléas du marché.

M. BOYER-ANDRIVET (Ind.) souligne le revers d'une politique d'accès à la propriété : elle sera un frein à la mobilité des ménages. M. SCHEMITT (app. U.D.R.) estime que l'apport personnel de 20 % nécessaire pour bénéficier des nouveaux mécanismes d'accès à la propriété risque d'être un obstacle difficile à surmonter. M. DE CUTTOLI (non inscrit) demande l'extension de la loi aux citoyens domiciliés hors des frontières : il faut qu'ils puissent édifier en métropole la maison de leur retraite.

Répondant aux orateurs, M. BARROT a notamment apporté les précisions suivantes : « Les textes préparés sur la base de 1976 seront évidemment actualisés en 1977. Un exemple : pour un ménage candidat à l'accession H.L.M. en région parisienne, avec un revenu de 3 000 F 1976, l'apport personnel de 20 % sera de 25 %, charges comprises, au lieu de 32 % actuellement. Une famille de trois enfants dans un cinq pièces pourra même en avoir de deux en moins qu'une pièce. En accession, la mensualité diminuera à chaque naissance. Quant aux Français établis hors de France, le ministre a indiqué la prise d'un engagement en leur faveur. »

De son côté, M. FOURCADE déclare : « L'allocation de logement représente 5 millions 800 000 francs. L'aide à la pierre 11 millions 200 000 francs. Vers 1980, l'A.P.L. et ce qui restera de l'allocation de logement feront les deux tiers de l'aide totale. Vers 1985, les 4 milliards ou 4 milliards et demi retrévis à l'aide à la pierre vont pour 3 milliards à l'A.P.L., le reste à des aides nouvelles. La répartition des barèmes ? Pour que notre objectif social et économique soit atteint dans le laps de temps que nous visons, il faut que le pouvoir d'achat reste stable. Cependant, le futur prêt unique d'accession à la propriété ne sera pas indexé : chacun est en mesure de le faire. »

Quant au secteur locatif, l'essentiel des mensualités tenant remboursement des charges financières, il n'y a pas lieu non plus d'indexer. Les principes d'indexation automatique ont été proposés ne sont pas compatibles avec la lutte contre l'inflation. La révision annuelle, après consultation des organismes de gestion des caisses, n'aura pas de caractère. Le système d'indexation automatique n'a pas porté chance à la monnaie. Bref ! »

À la fin de la séance, les sénateurs ont adopté sans la modifier la proposition de loi tendant à interdire l'usage des castagnettes et des déviateurs. Ce texte prend donc force de loi.

LE DÉBAT AU SEIN DE LA MAJORITÉ

Le secrétaire général de l'U.D.R. estime que l'image de marque de sa formation est à « rectifier »

Le bureau exécutif de l'U.D.R. s'est réuni jeudi 18 novembre pour examiner à la fois les résultats des élections législatives partielles et les développements de la situation politique générale.

Le nouveau député de la Corrèze a été accueilli comme il se devait par ses collègues lors de son retour au Parlement, mercredi 17. L'ovation qu'il a reçue a été moins chaleureuse sur les bancs de ses alliés que sur ceux de ses amis. Toutefois, même parmi ces derniers, un certain nombre se posent toujours des questions sur ses intentions, sur son programme et sur l'orientation politique qu'il compte donner au futur rassemblement. Certains redoutent et beaucoup de l'extérieur encouragent — la coloration de droite que pourrait prendre la nouvelle formation.

Après l'appui précipité que le Parti des forces nouvelles a accordé à M. Chirac (le Monde - du 16 novembre), une personnalité appartenant elle aussi à l'extrême droite, M. J.-L. Tixier-Vignancour salue une résurrection du bonapartisme dans les projets de l'ancien premier ministre. Enfin, selon un sondage de la SOFRES, pour l'émission « C'est à dire », d'Antenne 2, l'U.D.R. est une formation de droite pour 58 % des personnes inter-

rogées, alors que les républicains indépendants ne le sont que pour 38 % d'entre eux. Pour M. Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., c'est là une « image à rectifier ». M. Chirac se dit lui aussi résolu à présenter des propositions de caractère social de nature telle que les jugements à l'égard du nouveau rassemblement en seront modifiés et surtout que son audience en sera accrue.

L'influence qu'acquiert l'ancien premier ministre préoccupe suffisamment le chef de l'Etat pour que les relations entre le groupe U.D.R. et le gouvernement aient été l'objet unique des conversations autour de la table de l'Élysée, mercredi, entre M. Giscard d'Estaing et les ministres U.D.R. Le président de la République, ne souhaitant pas envenimer les relations avec les gaullistes, a dû désavouer les initiatives de M. Poniatowski et accepter de repousser à plus tard les projets de loi que l'U.D.R. considérerait comme des provocations. Mais certains ministres U.D.R. ont souligné que le mouvement lancé par M. Chirac échappait à leur contrôle et surtout à celui du chef de l'Etat. Cependant, en décidant d'attendre l'échéance du 5 décembre, le gouvernement valorise encore l'initiative de l'ancien premier ministre.

ANDRÉ PASSERON.

M. Giscard d'Estaing invite les ministres U.D.R. à être plus proches des députés

M. Giscard d'Estaing avait convié à déjeuner à l'Élysée, mercredi 17 novembre, les membres du gouvernement appartenant à l'U.D.R., comme il l'avait fait précédemment pour ceux appartenant aux autres formations politiques. Seul M. Galley, ministre de la coopération, était absent. À l'issue du repas auquel assistaient donc MM. Guichard, Bourges, Boulin, Ansquer, Bord, Rufenacht, Poncelet et Stirn. M. Barre s'est contenté de déclarer : « Nous avons parlé de choses intéressantes. J'aurais dit que je serais économe de mes propos. J'en suis même avare. »

À la fin du repas, M. Giscard d'Estaing a jugé que la création d'un rassemblement des « non-gaullistes » présentée par M. Poniatowski n'était pas une formule très adéquate, mais il a souligné aussi que le rassemblement prôné par l'U.D.R. ne se fasse pas au détriment des autres formations de la majorité. Plusieurs ministres ayant fait remarquer que le gouvernement pouvait ne pas entièrement « contrôler » le mouvement U.D.R. et le futur rassemblement, M. Stirn a suggéré que le président de la République

pourrait lui-même s'engager publiquement afin de ne pas laisser à M. Chirac le monopole des initiatives.

M. MENDES FRANCE : M. Giscard d'Estaing est conditionné par sa majorité.

M. P. Mendes France, ancien président du conseil, qui était mardi 16 novembre l'invité d'Europe 1, à l'occasion de la réédition de son livre *Choisir* dans la collection « Livre de poche », a notamment déclaré à propos de M. Giscard d'Estaing : « Je le crois de bonne foi, je crois aussi qu'il se sent continuellement conditionné par toute une conception globale de la politique, de son entourage, de sa majorité, de son entourage, de sa majorité... »

M. Yves Guéna : nous visons la victoire de la majorité

À la fin de l'émission « C'est à dire », d'Antenne 2, M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., qui en était le « grand témoin », a rappelé l'attitude de son mouvement sur les problèmes européens en disant : « Nous voulons être sûrs que

l'élection de l'Assemblée parlementaire européenne au suffrage universel est compatible avec la Constitution française, et nous savons gré au président de la République d'avoir consulté le Conseil constitutionnel sur ce point. Si nous sommes assurés de façon solennelle qu'il n'y aura pas d'augmentation des pouvoirs de cette assemblée, alors nous pourrions envisager de voter « oui ».

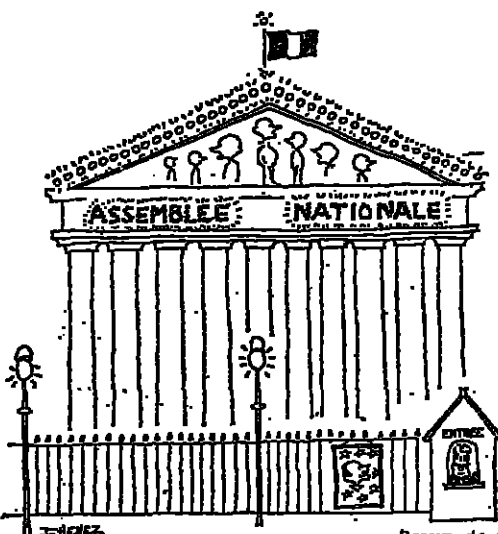
Il est vrai que le traité de Rome prévoit qu'une assemblée parlementaire sera à un certain moment élue au suffrage universel, mais cela depuis vingt ans. Pourquoi lancer ce pari dans la mare à un moment où il y a mieux à faire ?

M. Guéna a conclu sur ce point : « Coopération européenne, oui ; défection de souveraineté, non. » Le secrétaire général de l'U.D.R. a encore indiqué : « L'U.D.R. ne pratique pas la politique du « cactus » ou du « qui mait » ». Si en dépit de la politique d'indépendance nationale, nous pourrions reprendre notre soutien au gouvernement, mais nous n'en sommes pas là. »

À propos du comportement actuel des gaullistes et de l'attitude de M. Chirac, M. Guéna a indiqué : « Notre démarque est claire. Nous visons la victoire de la majorité aux prochaines élections. Sinon ce serait un calcul misérable et vain. (...) Nous avons deux adversaires : le parti communiste, qui est un « non-gaulliste », et le parti socialiste, qui met en avant les notions d'unité, de renouveau, de stabilité qui ne sont en réalité que des supercheries. Je crois que la gauche commence à pénétrer. »

Évoquant le rassemblement qui sera lancé le 5 décembre, M. Guéna a déclaré : « Dans ce rassemblement, la première place revient à Jacques Chirac. Je l'y aiderai et ensuite je le secondrai. Il n'y aura pas de « couacs ». M. Jacques Chaban-Delmas est avec nous et y restera. Il est évident pour tout le monde que le mouvement gaulliste existe et continuera à exister. De Gaulle a réussi à surmonter le clivage entre la droite et la gauche. Il faut prendre un nouveau départ. » Répondant à une question sur le regroupement des « non-gaullistes » de la majorité, M. Guéna a dit : « Il y a chez les éléments centristes de la majorité une tendance à essayer de se regrouper et une certaine tendance à ne pas y réussir. Si l'on nous annonce un nouveau rassemblement, nous l'attendrons avec sérénité. »

Ovation pour le nouveau député de la Corrèze



L'entrée de M. Chirac à l'Assemblée nationale avait été minutieusement réglée, mercredi 17 novembre vers 15 h 20 : alors que M. Barre venait de répondre à une question de M. Dubedout (P.S.), le nouveau député de la Corrèze a pénétré dans l'hémicycle, accompagné de M. Tiberi, républicain U.D.R. du 5^e arrondissement de Paris, de M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., et de M. Claude Labbé, président du groupe parlementaire.

M. TIXIER VIGNANCOUR : le frisson bonapartiste.

M. Tixier-Vignancour, ancien président de l'Alliance républicaine pour les libertés et le progrès (extrême droite), a déclaré mercredi à Nice qu'il voyait en M. Chirac « l'homme de demain, grand rassembleur de toutes les forces de la patrie », et a ajouté : « J'ai cru discerner, dimanche soir, dans une circonstance exceptionnelle, le frisson bonapartiste, celui qu'on sentait, par exemple, de Gaulle et le maréchal. »

Le futur maire de Paris

LES RADICAUX « PARTICIPERONT À L'ACTION DE M. D'ORNANO »

La fédération de Paris du parti radical que préside M. Didier Bariani a pris acte, mercredi 17 novembre, de la désignation de M. Michel d'Ornano comme chef de file de la majorité lors des élections municipales de Paris. Dans une déclaration publiée jeudi, les radicaux de Paris ont déclaré qu'ils participent à la « grande journée régionale d'action » pour la défense du pouvoir d'achat, la garantie de l'emploi, l'amélioration des conditions de vie, ainsi que pour le développement du potentiel économique de la Lorraine.

La fédération départementale du parti communiste a déclaré : « Alors que la misère et l'insécurité règnent dans la majorité des foyers lorrains, le président de la République ne vient pas présenter des solutions à la crise mais justifier les mesures d'austérité préconisées par le plan Barre et cautionner les quatorze mille à vingt mille suppressions d'emplois annoncées dans la sidérurgie. » Le 26 novembre, le chef de l'Etat sera en Alsace.

M. Pierre Messmer, qui a annoncé son intention de disputer la présidence du conseil régional de Lorraine à M. Jean-Jacques Servan-Schreiber (le Monde du 3 novembre), en janvier prochain, a publié une déclaration dans laquelle il estime que l'action du député républicain à la tête de cette assemblée « s'immisce dans les affaires qui ne sont pas de la compétence régionale, celle qu'on appelle les fonctions de l'administration et est extrêmement personnelle. »

M. QUENTIER DÉPUTÉ U.D.R. DE L'OISE EST MORT

M. René Quentier, député U.D.R. de la quatrième circonscription de l'Oise, est décédé jeudi matin 18 novembre d'un malaise cardiaque, à Paris.

(Né le 20 juin 1903 à Chamblay (Oise), M. René Quentier, ancien international de football, a été élu député de l'Oise en 1958, dans sa commune natale. Conseiller général du canton de Neuilly-en-Thelle depuis 1965, il n'avait pas sollicité le renouvellement de son mandat lors des élections cantonales de mars 1974. M. René Quentier, qui était maire de Chamblay depuis 1959, représentait à l'Assemblée nationale la quatrième circonscription de l'Oise (Senlis, Creil) depuis 1958. Inscrit au groupe U.D.R., il était à la commission de la défense nationale.

C'est son suppléant, M. Arthur Delahaye, maire U.D.R. de Senlis depuis 1964, qui remplacera M. René Quentier à l'Assemblée nationale. M. Delahaye, expert-comptable, né à Senlis le 20 juin 1922, était entré au conseil municipal de Senlis en mars 1971.

Le futur maire de Paris LES RADICAUX « PARTICIPERONT À L'ACTION DE M. D'ORNANO »

La fédération de Paris du parti radical que préside M. Didier Bariani a pris acte, mercredi 17 novembre, de la désignation de M. Michel d'Ornano comme chef de file de la majorité lors des élections municipales de Paris. Dans une déclaration publiée jeudi, les radicaux de Paris ont déclaré qu'ils participent à la « grande journée régionale d'action » pour la défense du pouvoir d'achat, la garantie de l'emploi, l'amélioration des conditions de vie, ainsi que pour le développement du potentiel économique de la Lorraine.

La fédération départementale du parti communiste a déclaré : « Alors que la misère et l'insécurité règnent dans la majorité des foyers lorrains, le président de la République ne vient pas présenter des solutions à la crise mais justifier les mesures d'austérité préconisées par le plan Barre et cautionner les quatorze mille à vingt mille suppressions d'emplois annoncées dans la sidérurgie. » Le 26 novembre, le chef de l'Etat sera en Alsace.

Pour l'arrivée de M. Giscard d'Estaing

LA GAUCHE ORGANISE EN LORRAINE UNE « JOURNÉE RÉGIONALE D'ACTION »

À l'occasion du voyage en Lorraine de M. Giscard d'Estaing, le 26 novembre prochain, les partis de gauche ont décidé d'organiser une « grande journée régionale d'action » pour la défense du pouvoir d'achat, la garantie de l'emploi, l'amélioration des conditions de vie, ainsi que pour le développement du potentiel économique de la Lorraine.

La fédération départementale du parti communiste a déclaré : « Alors que la misère et l'insécurité règnent dans la majorité des foyers lorrains, le président de la République ne vient pas présenter des solutions à la crise mais justifier les mesures d'austérité préconisées par le plan Barre et cautionner les quatorze mille à vingt mille suppressions d'emplois annoncées dans la sidérurgie. » Le 26 novembre, le chef de l'Etat sera en Alsace.

Pour l'arrivée de M. Giscard d'Estaing

LA GAUCHE ORGANISE EN LORRAINE UNE « JOURNÉE RÉGIONALE D'ACTION »

À l'occasion du voyage en Lorraine de M. Giscard d'Estaing, le 26 novembre prochain, les partis de gauche ont décidé d'organiser une « grande journée régionale d'action » pour la défense du pouvoir d'achat, la garantie de l'emploi, l'amélioration des conditions de vie, ainsi que pour le développement du potentiel économique de la Lorraine.

La fédération départementale du parti communiste a déclaré : « Alors que la misère et l'insécurité règnent dans la majorité des foyers lorrains, le président de la République ne vient pas présenter des solutions à la crise mais justifier les mesures d'austérité préconisées par le plan Barre et cautionner les quatorze mille à vingt mille suppressions d'emplois annoncées dans la sidérurgie. » Le 26 novembre, le chef de l'Etat sera en Alsace.

Pour l'arrivée de M. Giscard d'Estaing

LA GAUCHE ORGANISE EN LORRAINE UNE « JOURNÉE RÉGIONALE D'ACTION »

À l'occasion du voyage en Lorraine de M. Giscard d'Estaing, le 26 novembre prochain, les partis de gauche ont décidé d'organiser une « grande journée régionale d'action » pour la défense du pouvoir d'achat, la garantie de l'emploi, l'amélioration des conditions de vie, ainsi que pour le développement du potentiel économique de la Lorraine.

La fédération départementale du parti communiste a déclaré : « Alors que la misère et l'insécurité règnent dans la majorité des foyers lorrains, le président de la République ne vient pas présenter des solutions à la crise mais justifier les mesures d'austérité préconisées par le plan Barre et cautionner les quatorze mille à vingt mille suppressions d'emplois annoncées dans la sidérurgie. » Le 26 novembre, le chef de l'Etat sera en Alsace.

Pour l'arrivée de M. Giscard d'Estaing

LA GAUCHE ORGANISE EN LORRAINE UNE « JOURNÉE RÉGIONALE D'ACTION »

À l'occasion du voyage en Lorraine de M. Giscard d'Estaing, le 26 novembre prochain, les partis de gauche ont décidé d'organiser une « grande journée régionale d'action » pour la défense du pouvoir d'achat, la garantie de l'emploi, l'amélioration des conditions de vie, ainsi que pour le développement du potentiel économique de la Lorraine.

La fédération départementale du parti communiste a déclaré : « Alors que la misère et l'insécurité règnent dans la majorité des foyers lorrains, le président de la République ne vient pas présenter des solutions à la crise mais justifier les mesures d'austérité préconisées par le plan Barre et cautionner les quatorze mille à vingt mille suppressions d'emplois annoncées dans la sidérurgie. » Le 26 novembre, le chef de l'Etat sera en Alsace.

POLITIQUE

Le communiqué du conseil des ministres

Le Conseil des ministres s'est réuni le mercredi 17 novembre 1976 au Palais de l'Élysée. Au terme de ses travaux le communiqué suivant a été publié :

UN COLLECTIF DE CONSTITUTION

Le conseil a adopté la troisième partie du projet de loi de finances rectificative pour 1976. Le président de la République a souligné que ce texte est un acte de responsabilité qui assure la continuité des dépenses dont le principe avait été arrêté avant le lancement du programme gouvernemental de lutte contre l'inflation.

Les charges nettes nouvelles s'élèveront à 7 553 millions de francs. Elles correspondent à un montant brut de dépenses supplémentaires de 13 187 millions de francs, partiellement compensées par 5 634 millions de francs d'annulations de crédits et 2 233 millions de francs de recettes supplémentaires.

Les principales ouvertures de crédits proposées concernent les interventions sociales (3 322 millions de francs), les rémunérations des enseignants des lycées publics et privés (2 948 millions de francs), les entreprises nationales (3 924 millions de francs).

Le projet de loi de finances rectificative comporte également quelques mesures législatives, portant notamment sur l'application d'un taux réduit de T.V.A. aux produits agricoles d'origine humaine, l'application aux zones d'intervention foncière du régime fiscal des zones à urbaniser en priorité, l'extension du régime fiscal des emprunts à l'étranger à une nouvelle forme de crédits utilisés sur le marché international ainsi qu'une répartition différente de la contribution patronale à l'effort de construction et au financement du Fonds national d'aide au logement.

STATIONS RADIOÉLECTRIQUES PRIVÉES

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi qui modifie des dispositions du code de P.T.T. relatives aux stations radio-électriques privées et aux appareils radio-électriques constituant des stations. Ce projet prévoit que certaines infractions, jusqu'ici passibles de pénalités correctionnelles, pourront désormais, sauf en cas de récidive, du régime des contraventions.

M. BARRE EN ÉGYPTÉ

Le premier ministre a rendu compte de la visite officielle qu'il vient

d'effectuer en République arabe d'Égypte. Il a souligné la large convergence de vues entre les gouvernements des deux pays sur les principaux problèmes internationaux. L'accord a été mis en particulier sur la conviction des deux gouvernements de la nécessité de parvenir, en ce qui concerne le conflit du Proche-Orient, à un règlement à bref délai. La France et l'Égypte se sont déclarées prêtes à apporter leur appui à tout effort permettant de maintenir l'unité, l'indépendance et l'intégrité du Liban.

Sur le plan économique, les conversations du premier ministre se sont traduites par de nouveaux développements de la coopération entre les deux pays. Ont été signés, en présence du premier ministre, trois accords portant sur :

— La participation de l'industrie française à la réalisation du métro du Caire ;

— La coopération franco-égyptienne pour l'équipement de la radio et de la télévision et notamment en ce qui concerne la production et la diffusion selon le procédé SECAM ;

— La réalisation par l'industrie française d'un tunnel sous le canal de Suez.

Le principe de la négociation dans les prochaines semaines d'un nouveau protocole d'entente concernant des relations économiques franco-égyptiennes a également été arrêté.

SITUATION INTERNATIONALE

Le ministre des affaires étrangères a rendu compte au conseil des ministres de la session du Conseil des Communautés des 15 et 16 novembre 1976. Cette réunion a été principalement consacrée à l'examen de la contribution que la communauté doit apporter aux travaux de la conférence sur la coopération économique internationale.

au moment où celle-ci aborde la phase finale de ses travaux. Les ministres des affaires étrangères ont d'autre part participé, en marge du conseil, la réunion du Conseil européen qui doit se tenir à La Haye les 23 et 24 novembre prochains.

Le ministre des affaires étrangères a également fait une communication sur l'évolution de la situation au Liban qui paraît marquée par un progrès sensible vers un retour à la paix et vers un fonctionnement normal des institutions légales.

« Au cours du conseil », a précisé le porte-parole de l'Élysée, « il y a eu un long échange de vues sur l'Europe, auquel ont participé le premier ministre, les ministres d'État, le ministre des affaires étrangères et le ministre de l'Économie. Ces échanges ont permis de préciser la position de la France en vue des prochaines conférences européennes ».

LES ENTRETIENS FRANCO-BRITANNIQUES

Le président de la République a évoqué les entretiens franco-britanniques qui se sont déroulés à Rambouillet, les 11 et 12 novembre. C'était la première fois, a rappelé le président, que ces entretiens avaient lieu dans le cadre des consultations régulières dont le principe avait été adopté au mois de juin à Londres.

En se tenant dans un climat ouvert et amical des conversations qui ont permis d'échanger des vues sur les problèmes de l'Europe, le président a souligné que cette première rencontre avait confirmé l'utilité de cette méthode de consultation.

Les deux gouvernements avaient ainsi l'occasion d'examiner les principaux problèmes d'actualité, et de comparer leurs positions respectives. La compréhension mutuelle qui en résulte contribuait très utilement à éclairer les décisions qu'ils étaient amenés à prendre chacun par son compte.

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

Paris

IMPÔTS LOCAUX : + 14 % EN 1977

Les députés communistes de Paris ont déposé, mercredi 17 novembre, l'interrogatoire de l'État sur la fiscalité en matière de fiscalité et d'aide de l'État, par rapport aux autres villes françaises. M. Henri Fassin, député communiste du dix-neuvième arrondissement, a notamment déclaré : « La Ville doit toujours inscrire à sa charge, au budget spécial, la part de la taxe d'habitation, la contribution de la Ville à la multiplication des taxes de 3,30 francs par habitant. Paris, dans les mêmes conditions, verse 7 650 000 francs. Or le contingent versé a été, en 1976, de 264 millions de francs. La capitale a été pénalisée de 196,3 millions ».

Le budget 1977 de la Ville de Paris (le budget du futur maire) s'établit comme suit : dépenses de fonctionnement, 7 milliards de francs (soit une augmentation de 10 % par rapport à 1976) ; investissements, 1 milliard. Les impôts augmenteront de 13 % à 14 %.

Il est à noter que c'est la première fois que les députés communistes évoquent au cours d'une conférence de presse le budget de la capitale. « Nous ne pouvons passer outre les mesures d'austérité décidées contre Paris qu'en l'absence », a confié M. Fassin. Ce réajustement ne conduira-t-il pas logiquement les sept députés communistes de Paris à se présenter aux prochaines élections municipales ? « Non, favorable au cumul des mandats, le parti communiste accepte pourtant une exception à ce principe à Paris, où M. Louis Barre est député du 19^e et conseiller de Paris ».

LES PROJETS D'AIR FRANCE

(Suite de la première page.)

Pourquoi le coût du siège-départ offert par Air France s'est-il augmenté de 1 % entre 1975 et 1976 ? Il baissait de 10 % pour K.L.M. et de 11 % pour Swissair ?

On incrimine une mauvaise rotation des appareils. Les Boeing-747 français volent chaque jour en moyenne pendant neuf heures trente et une, tandis que leurs homologues allemands fonctionnent pendant dix heures trente-huit. Le matériel est hétérogène (sept modèles d'avions et sept modèles de réacteurs) et vétuste. Les Caravelles, dévoreuses de carburant, coûtent 20 millions de francs supplémentaires par an. Les dépenses de personnel sont plus élevées que dans n'importe quelle autre compagnie européenne. Le rapport note que « la productivité globale du personnel au sol n'est pas suffisamment satisfaisante » et que « le coût salarial par agent du personnel navigant est supérieur de 30 % à celui de Lufthansa ou de Swissair ».

Enfin, l'État oblige la compagnie nationale à maintenir en service les Caravelles, la force à s'installer à Roissy-en-France, lui impose des tarifs préférentiels pour la Corse, l'invite à participer à la formation du personnel navigant. Au total, c'est à 262 millions de francs qu'Air France évalue le manque à gagner imputable à son principal actionnaire.

Dans sa deuxième partie, l'étude aborde « les éléments de la stratégie ». A la différence de Lufthansa, Air France ne peut pas se contenter d'avoir un point de vue strictement économique. Elle ne peut pas multiplier les licenciements. Elle achète de préférence à l'industrie aéronautique française. Elle a pour mission de démocratiser le voyage aérien. Cinquième exportateur de France, elle doit ramener un maximum de devises. Aussi les dirigeants d'Air France maintiennent-ils le gouvernement devant ses responsabilités : « Il est de l'intérêt commun que l'État n'impose à Air France aucune contrainte excédant celles qui supportent normalement les autres compagnies (...), sans qu'il ait été tirées par un contrat préalable des compensations équitables ».

En matière de politique du personnel, il conviendrait tout d'abord de continuer la négociation sur les rémunérations, de réduire les inégalités, d'éviter les licenciements, de comprimer les effectifs. En matière de politique commerciale, priorité sera donnée au trafic d'affaires. La filiale Air Charter International pourrait se développer jusqu'à contrôler 45 à 50 % du trafic à la demande vers l'étranger. Vers 1983, la flotte sera devenue plus homogène et complètera seulement quatre types d'appareils : Boeing-747, Airbus, Mercure-300 et un nouvel appareil de cent places à déterminer. Le « plan opérationnel » pour les

années 1977, 1978 et 1979, tel qu'il est exposé dans la troisième partie de l'étude, retient deux hypothèses de croissance du trafic passagers : 6 % et 8,5 % — correspondant aux prévisions internationales. En fonction de ces hypothèses, des améliorations seront apportées au réseau et de nouveaux appareils entreront en service... si le gouvernement autorise l'achat d'avions étrangers comme les Boeing-737 et 727.

Le plan triennal prévoit aussi de limiter la progression des hauts salaires du personnel navigant. Il recherche une meilleure utilisation des équipages. Quant à l'exploitation de Concorde, elle ne pourra se poursuivre « que dans le cadre d'un contrat avec l'État lui assurant la couverture des déficits ».

Les résultats de cette gestion plus rigoureuse risquent cependant d'être décevants : « Les actions de progrès permettant d'amorcer un redressement relatif de la situation, mais ne conduisant pas à l'équilibre durant la période triennale 1977-1979 », écrivent les auteurs du rapport. D'autre part, il faudra continuer à investir. Or, « l'entretien courant de la compagnie est largement négatif ». L'État devra donc apporter 1 ou 1,6 milliard de francs sur les 4,50 milliards de francs (hypothèse basse) ou les 6,5 milliards de francs (hypothèse haute) nécessaires.

Ces « éléments » paraissent avoir « beaucoup déçu » le personnel d'Air France ainsi que M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'Équipement, et M. Marcel Cavallé, secrétaire d'État aux transports, qui attendaient de ces propositions plus précises. Le comité central d'entreprise, réuni le 16 novembre, a critiqué la faible expansion annoncée, la productivité accrue réclamée au personnel ainsi que le refus de celui-ci de la responsabilité du maintien actuel. Le moton conclut : « En aucun cas, ne peuvent être acceptées des mesures au statut du personnel, ni des entraves à l'amélioration des conditions de vie et de travail des salariés de l'entreprise ».

Comment expliquer la timidité du plan de redressement alors que M. Giraudet a déjà mené à bien, à la R.A.T.P., l'élaboration d'un plan d'entreprise ? Arrivé à la tête d'Air France en novembre 1975, il s'est trouvé placé « entre l'ancien et le nouveau ». Le nouveau, c'est l'État, qui assure à Air France ses décisions politiques. L'ancien, c'est le personnel, qui a la volonté et les moyens de défendre ses droits acquis. M. Giraudet semble avoir voulu procéder de façon souple et progressive : le document publié ces jours-ci est donc une sorte d'essai destiné à amorcer le dialogue qui devrait aboutir dans un an à la publication, cette fois-ci, d'un véritable plan d'entreprise.

ALAIN FAUJAS.

SPORTS

VICTORIEUSE DE L'IRLANDE PAR 2 A 0

L'équipe de France préserve ses chances de qualification pour la Coupe du monde de football

A défaut de constituer dès à présent une grande équipe nationale, les footballeurs français ont déjà trouvé et conçu un public, mercredi 17 novembre au Parc des Princes. Mis en appétit et en confiance par les tribulations de cette équipe à Sofia et par les performances des Stéphanois en Coupe d'Europe, les spectateurs ont pourtant dû rester sur leur faim toute la première mi-temps de ce France-Irlande, deuxième rencontre en poule de qualification à la Coupe du monde 1978. Une décevante équipe irlandaise avait alors la plus transmutée du monde monopolisé le ballon et anéanti les jeunes Français manquant encore un peu de maturité.

Mais, dès la reprise, ce fut le coup de théâtre. Les Irlandais recommençaient le petit jeu de passes latérales, mais Johnny Gilles, leur capitaine, tardait un peu à dégrager un ballon. Didier Six le contraindait. Michel Platini, qui ne marchait pas encore quand l'irlandais signa son premier contrat de professionnel, s'en empara prestement et allait ouvrir le score. La jeunesse s'imposait. Celui que l'on surnomme long-temps le « général » de Leeds pour sa valeur de stratège venait de se faire bêtement piéger par deux franco-lireurs embusqués aux avant-postes, le jour historique où il égalait le record des sélections (quarante-sept) pour son pays.

Il fallait pourtant plus que cette escarmouche pour dérouter cette légion de footballeurs irlandais opérant tous en Angleterre et mobilisés sous la bannière celtique pour cette croisade aux accents gaéliques.

Heureusement pour les Français, Michel Hidalgo, le sélectionneur national, avait profité de la mi-temps pour apporter quelques relâches et équilibrer sa défense. Ainsi, Dominique Bathenay avait en charge la jeune Lynn Brady, qui avait trop souvent échappé à Raymond Kérouz.

Dès lors, cette défense allait retrouver sa maîtrise en deuxième mi-temps en utilisant, par exemple, avec bonheur à onze reprises le piège du hors-jeu, à la manière d'un coupe-jeu, pour maintenir les Irlandais à l'écart. Mais, dans ce va-et-vient incessant d'attaquants en fin de carrière, les Français se créaient les meilleures occasions de but. A peine quatre minutes après Michel Platini, Martinus Trésor battait à son tour Mick Kearns, mais l'arbitre yougoslave, M. Maksimovic, décevait dans cette action un contrôle préalable de la main et refusait le but. Cinq minutes plus tard, c'était au tour de l'irlandais Frank Stapleton de se voir annuler pour un hors-jeu l'essai d'un but encore plus indiscutable.

Des deux villages de ces Irlandais, lequel fallait-il le plus admirer : celui, peu conforme à leur tempérament, des joueurs d'échecs de la première mi-temps ou celui de cas « desperados » au grand cœur brillant leurs dernières forces dans une bataille mal engagée ? Au moins permirent-ils aux Français de montrer leur vrai visage : non pas celui d'une formation sûre et maîtrisée d'elle-même, mais celui d'une équipe en devenir, courageuse et talentueuse, mais gâchée encore par maladresse ou précipitation.

critipation un trop grand nombre d'occasions.

Ainsi fallait-il attendre les trois dernières minutes pour voir Dominique Bathenay assurer le succès français, ce que Lacombe (74^e minute), Rouyer (70^e minute) et Six (80^e et 87^e minutes) auraient dû réussir auparavant. Avec une victoire contre l'Irlande et un match nul contre la Bulgarie, l'équipe de France a néanmoins pris un bon départ dans la Coupe du monde 1978. Il lui reste deux saisons pour confirmer ces promesses et parvenir peut-être à la maturation sous le soleil argentin.

GERARD ALBOUY.

CLASSEMENT DU GROUPE V	
1. France, 2 m, 3 pts ; 2. Bulgarie, 1 m, 1 pt ; 3. Irlande, 1 m, 0 pt.	
Matchs à jouer. — 30 mars 1977 : Irlande-France ; 15 juin 1977 : Bulgarie-Irlande ; 12 octobre 1977 : Irlande-Bulgarie ; 18 novembre 1977 : France-Bulgarie.	

AUTRES RÉSULTATS

Traité b. Angleterre 2-0
R.D.A. et Turquie 1-1
Portugal b. Danemark 1-0
Slovaquie b. Pays de Galles 1-0

BASKET-BALL

L'équipe de Villeurbanne a été battue par 82 à 83 le 17 novembre, à Vienne, en match aller de la Coupe d'Europe des clubs vainqueurs de coupe par l'A.S.C. Trent.

Faits et projets

Transports

CONCORDE A DALLAS ? — La compagnie américaine Braniff International envisagerait un accord avec la British Airways pour l'exploitation de Concorde entre Dallas et Washington.

MARIAGE CONCLU ENTRE LA TRANSAT ET LES MGS-SACRÉS MARITIMES. — Les conseils d'administration de la Compagnie générale transatlantique et de la Compagnie des messageries maritimes, réunis le 16 novembre, ont adopté le principe de la fusion de ces deux compagnies. La fusion des deux

sociétés d'économie mixte, se traduira par la création d'un holding et devrait intervenir d'ici à trois mois.

Qualité de la vie

DIOXINE DANS LES RUES DE MILAN. — Des traces de dioxine, substance nocive qui s'était échappée le 10 juillet dernier de l'usine Icmo-Sa, à Seveso (Italie), ont été découvertes 20 kilomètres plus au sud, dans les rues de Milan, où des prélèvements de bœufs avaient été faits. Dans ces bœufs apportés par les inondations du mois d'octobre, la teneur de la dioxine est quatre fois inférieure aux normes retenues pour la sécurité.

DISSOLUTION DU CONSEIL MUNICIPAL DE SAINT-MALO

Le conseil des ministres a décidé de dissoudre le conseil municipal de la commune de Saint-Malo. Le porte-parole de l'Élysée a déclaré à ce sujet : « A la suite de sa condamnation en application de l'article 173 du code pénal, le maire de Saint-Malo a été démis de ses fonctions (le Monde du 9 octobre). Les actes à l'origine de cette condamnation n'ont été rendus publics que par des déclarations du conseil municipal. Il est donc naturel que la responsabilité encourue par le maire soit également relevée à l'encontre du conseil municipal. Une délégation spéciale sera nommée dans les deux prochains jours par le préfet d'Ille-et-Vilaine. Elle assurera l'administration de la ville de Saint-Malo jusqu'à ce que le conseil électoral municipal ait désigné une nouvelle municipalité, les 13 et 20 mars prochains ».

L'ancien maire de Saint-Malo, M. Marcel PLANCHET (Centre démocrate), a exprimé sa stupéfaction après la décision du conseil des ministres de dissoudre le conseil municipal.

« Ce sont toujours, a-t-il déclaré, les gens bien placés qui cherchent à condamner quelqu'un car ils trouvent gênant pour la politique qu'ils veulent mener dans le pays ». M. Planchet a ajouté qu'il souhaitait que le conseil municipal dispose d'un recours au Conseil d'État.

De son côté, M. Louis Perrault, premier adjoint au maire de Saint-Malo, qui assurait les fonctions de maire à la demande du préfet d'Ille-et-Vilaine, s'est montré surpris de la décision du gouvernement. « Le conseil municipal n'a aucune responsabilité dans cette affaire », a-t-il déclaré, tout en estimant que l'affaire n'est pas une affaire montée ».

L'équipe municipale a annoncé lundi son intention de se présenter en mars prochain au scrutin des électeurs.

« Le groupe des réformateurs, centristes et démocrates sociaux de l'Assemblée nationale a examiné mercredi 17 novembre le rapport de M. Olivier Guichard sur la réforme des collectivités locales. Il a publié à ce sujet une déclaration dans laquelle il demande qu'un large débat s'instaure entre les représentants élus des collectivités locales et le gouvernement avant que le Parlement ne soit saisi d'un projet » et repousse à toute forme autoritaire de regroupement, qui entraverait à un grand nombre de maires leurs responsabilités de gestion et les relèguerait au seul rôle d'officiers d'état civil ».

Marianne et Gavroche répondent à M. le Président de la République dans

la gazette

libérale... et avancée

Nouveau mensuel 32 p. 5 F

1500 000 000

Le Monde

une semaine avec

L'AQUITAINE

Culture...cultures

● **Bordeaux c'est loin, dit-on à Pau. La culture en Aquitaine ? Chaque ville, chacune dans son coin, essaie d'inventer sa propre culture.**

EN Aquitaine, il est difficile de naviguer d'après la carte de la décentralisation culturelle. Les phares sont rares, de portée limitée, on les repère seulement en arrivant tout près. Quelques balises éblouissantes rassurent au passage celui qui aurait pu se croire perdu dans les eaux profondes de l'indifférence satanique. Les réponses se ressemblent : « Non, il ne se passe pas grand-chose par ici. Il y a bien un groupe de jeunes qui avaient essayé, mais... Il y a bien un festival, mais nous n'y allons jamais... Si, tout de même, les films nous passent presque en même temps qu'à Paris, juste après. Avec-vous visité le musée ? »

Le voyageur se demande s'il ne serait pas bon de regagner le grand port. « Bordeaux, c'est loin, dit-on à Pau. Entre eux

et nous les liens sont fragiles. Le désert des Landes nous sépare. Nous avons notre université, notre centre socio-culturel... Périgueux accueille les tournées de la Compagnie dramatique d'Aquitaine, mais aussi celles du C.T.L. (veau de Limoges), du CROCO (de La Rochelle). A Agen, Toulouse est proche, et l'on se sent plus proche de Toulouse. Ainsi, capitale administrative de cette vaste et diverse région ne semble guère exercer l'attraction d'un pôle culturel. Et pourtant la ville de Bordeaux, une des premières à avoir signé une charte culturelle, consacre près de 15 % de son budget à la culture.

Le théâtre à Bordeaux, c'est la C.D.A. — la Compagnie dramatique d'Aquitaine, — qui entame sa dixième saison

en présentant « Marie-Madeleine ». Adaptation du texte de P.X. Kroetz, la pièce est créée pour la première fois en France, dans la mise en scène de Raymond Paquet, directeur de la C.D.A. Dommage... l'histoire banale, grave et dure racontée par un observateur lucide, du désespoir chez les petits-bourgeois est devenue une sorte de comédie naturaliste. Sur la voie du néoréalisme, les acteurs se sont égarés, et les spectateurs — rares — ont boudé. Il fallait vraiment froid sous les voûtes de l'entrepôt Lainé.

Ainsi la troupe de Raymond Paquet — cinq comédiens permanents, d'autres temporaires — crée trois ou quatre spectacles par an. Elle présentera pour Noël « Cabaret rétro... » ou la Dernière Claqueuse. Après, le Barbillard de Séville, puis une soirée Obaldia. Ces créations partiront en tournée dans la région. Cette année, la compagnie prévoit de rester plus longtemps dans chaque ville visitée. D'autre part, la C.D.A. accueille une dizaine de spectacles dont quatre présentés par Chaillot-Théâtre national, ceci aux termes d'un accord portant sur trois années (« expérience » tentée depuis la signature de la charte culturelle municipale). La ville de Bordeaux accorde environ 700 000 F à la compagnie, le secrétariat d'Etat à la culture 200 000 F, quelques fonds de différentes provenances viennent en sus.

Les critiques à l'égard de la C.D.A. sont nombreuses et d'origines diverses, elles ne sont pas nouvelles. Mais la perspective de la création d'un Centre dramatique national, à l'issue du contrat avec Chaillot, éveille d'autres passions. Face à ce projet, une sorte d'unanimité se crée, « régionale » si l'on peut dire.

Heiderlin arriva à Bordeaux le 28 janvier 1982 pour être précepteur chez un riche négociant en vins, le docteur Ch. Meyer, consul de Hambourg.

MATHILDE LA BARDONNIE.
(Lire la suite page 23.)

Des corsaires sur le gazon

● **C'est peut-être l'esprit des corsaires de jadis qui fait de ces paisibles mangeurs de piperades les meilleurs animateurs de la fête du rugby.**

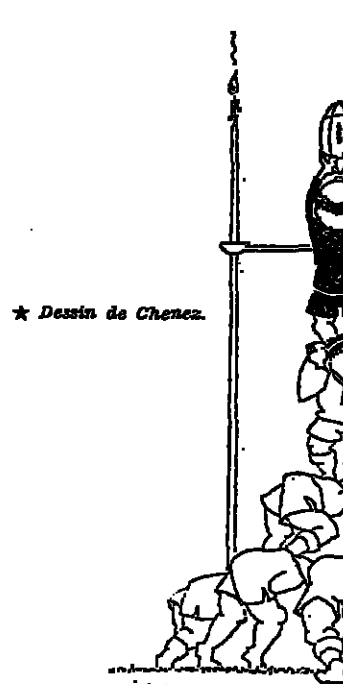
APRÈS un long séjour à Londres, un Africain rentre dans son pays de savane. Sous l'arbre à palabres, le village est rassemblé pour entendre son récit : « Raconte... » Long silence sur le sable chaud. Puis : « Ces Européens, ce qui fait leur force, ce sont les rites agraires... Le samedi, ils s'assemblent en cercle autour d'un espace herbeux. Trente d'entre eux entrent en courant, vêtus de costumes de couleurs vives. Les suit un homme vêtu de noir. Soudain, cet homme siffle : et il se met à pleurer ! »

Nul sifflet n'avait encore retenti ce samedi-là à Bellocq, village niché près de Salles, au carrefour des Landes, du Béarn et du Pays basque, bien que le grand homme du cru, maître de surcroît, M. Georges Domercq, fût l'un de ces « hommes vêtus de noir », et le meilleur du monde : mais il pleuvait déjà. Il pleuvait si fort qu'il ne put m'emmener à la chasse à la palombe, chasse immobile et sans fusil, celle qui pourtant comme toutes les chasses, qui fait l'enchantement de ces hommes très doux voués au sport violent qu'est le rugby.

Comment ces gâteaux assis et mangeurs de confits et de cépes peuvent-ils se préparer ainsi aux galopades et empouilles du jeu à XV ? Comment ces sèches bavardes et gastronomiques forment-elles les ouvriers fantasques, les attelés volages, les « flankers » aux volutes conquérantes ? Il y a là une énigme plus hermétique que celle que s'efforçait de déchiffrer l'Africain des savanes, inondé d'averses britanniques.

Bellocq est une ancienne bastide, une forteresse protestante démantelée après la

révocation de l'édit de Nantes. Survivent un château effondré, mais gaillard encore comme un marqueur d'essai dans l'en-but adverse ; un tracé de rues millitaires, et un temple écarté, dédaigneux de faire face à l'église triomphante que blasonnent des vaches très landaises ; et Georges Domercq, maître protestant, qui a survécu



* Dessin de Cheneas.

sans suivre l'exemple du roi Henri, par la simple vertu de la protestation. Et Dieu sait s'il faut protester, dans ce monde-là, contre toutes les Saint-Barthélemy qu'infirmité au jeu, au plaisir, à la fête, les règles, les gendarmes et les lourds gestionnaires de l'Etat-

rugby, ce permanent concile des Trentes.

Domercq, c'est un duet au teint clair, au cheveu clair, au regard clair. Pas plus de ventre que Rimbaud à dix-sept ans. Un visage qui rit gravement, comme celui des gens qui aiment le plaisir. Une épouse catholique qui ne juge pas utile de le couvrir d'un regard romain ; et une fille qui, à douze ans, s'offre pour ses lectures du soir l'Eloge de la folie. L'agriculture (vigne, mais) est son métier ; la mairie, sa fonction ; le rugby (amateur, c'est-à-dire celui des arbitres), sa passion. Avec naturellement la reconnaissance d'une hiérarchie entre la fonction — acceptée — et la passion vécue.

Bordeaux University

● **Le plus grand campus d'Europe aux portes, mais bien loin encore, de la capitale régionale.**

LORSQUE M. Jacques Chaban-Delmas décida, il y a une vingtaine d'années, la création d'un « campus » à l'américaine en périphérie de Bordeaux, l'incertitude et l'étonnement saisirent tout à la fois les édiles, les universitaires et plus largement la bourgeoisie locale. Des siècles de tradition étaient bousculés, les enfants de l'élite bordelaise n'allaient plus mettre leurs pas dans les traces de leurs ancêtres, place de la Victoire pour les futurs médecins et pharmaciens, place Pey-Berland pour les futurs avocats et magistrats, cours Pasteur pour les futurs professeurs de sciences ou de lettres...

Pourtant, chacun reconnaissait qu'il était temps de faire quelque chose. La vieille université éclatait sous la pression démographique. Le cours magistral étant encore l'activité principale dans l'enseignement supérieur, les amphithéâtres débordaient : l'athlétique, vaste salle municipale, et plusieurs cinémas de la ville servaient de trop-plein. Les responsables universitaires se tournèrent ensuite vers un terrain de quelques hectares, à l'emplacement des anciens abattoirs, cours de la Marne. On fit des plans, et une première pierre fut posée. Mais le maître de Bordeaux voyait grand. Un espace

fut trouvé à Talence, commune suburbaine : planté de pins, à la limite du vignoble, il était encore territoire de chasse et lieu de cueillette de champignons quand les bulldozers attaquèrent.

Le reste suivit. Après les sciences, les lettres et le droit plantèrent leurs bâtiments dans la plaine. L'éducation nationale, à l'époque grande bâtisseuse, construisit résidences d'étudiants et restaurants. De Talence, le « domaine universitaire » s'étendit sur Pessac, puis sur Cenon. Aujourd'hui, c'est dit-on, le campus le plus vaste d'Europe : 280 hectares, 18 kilomètres de routes intérieures (autant d'égoûts et de câbles pour le réseau de lampadaires), 386 150 mètres carrés de constructions au sol (dont 275 000 mètres carrés pour l'enseignement, soit quatre fois et demi les locaux existant auparavant), trois restaurants universitaires distribuant un million huit cent mille repas par an, six villages offrant quatre mille chambres d'étudiants, un bureau de poste... Une ville, donc, abritant près de vingt-cinq mille étudiants et plusieurs milliers d'enseignants, de chercheurs, de personnels universitaires divers.

Sans compter qu'autour du domaine sont venus s'installer peu à peu d'autres établissements d'enseignement, notamment l'école d'architecture, l'école nationale de travaux agricoles (ENTITA), l'école supérieure de commerce et d'administration des entreprises (ESCAE), l'institut régional de formation de travailleurs sociaux, l'école internationale d'administration dépendant de l'Agence de coopération culturelle et technique des pays francophones, ainsi que trois lycées possédant des sections post-baccalauréat.

Une ville ? Voire... Une fausse ville plutôt. Un espace occupé par vagues successives, sans idée directrice, sans logique, sans plan apparent. Une ville, pourtant, avec des problèmes analogues à ceux de toutes les communes. L'eau, par exemple : les scientifiques, à eux seuls, utilisent dans leurs laboratoires plus d'eau que toute la ville de Talence (38 000 habitants). Il a donc fallu, dès la construction, procéder à un forage spécial ; puis, le campus lui-même a été doté d'un réseau autonome d'alimentation avec son château d'eau.

L'étendue du domaine n'est pas sans causer des soucis au gestionnaire du campus, le président de l'université Bordeaux-III.

YVES AGNÈS.
(Lire la suite page 22.)

François Billetdoux : ondes courtes

● **Chargé de mission à la présidence de Radio-France, François Billetdoux explique l'insuffisance et l'inadaptation des « messages » que Paris adresse à la province.**

MEME en France, où l'indignation s'épuise très vite en colloques ou en démarches administratives, on se scandaliserait si « le législateur » décidait, par exemple, d'interdire les chemins vicinaux, d'imposer sur les principales autoroutes la circulation dans un seul sens, de conférer à un groupe de spécialistes la propriété de fait du train à grande vitesse (T.G.V.) Paris-Lyon en l'autorisant à sélectionner à son gré les voyageurs et les marchandises, ou encore de réglementer l'usage du téléphone arabe.

En gros — (très « en gros ») — c'est pourtant ce qu'il se passe en ce qui concerne les « autres » moyens de communication, représentés par les techniques dites nouvelles : spécialement celles qui transportent la parole et l'image vivantes, bien qu'elles ne contiennent qu'une part très minime des différents médias en usage. Ce qui vaudrait qu'on s'interroge « au fond ». Mais sur quoi ?

Lors de la récente Biennale internationale de l'information, le constat d'une sur-abondance et d'un « bombardement » intensif d'informations, lié au développement de l'audio-visuel, a fait l'objet des craintes exprimées par le professeur Jacques Léauté, directeur de l'Institut de criminologie de Paris, comme de Jean Fourastié, philosophe concret, pourrait-on dire, et

donc la formation de base — il importe de le noter ! — est celle d'ingénieur.

En posant, l'un le problème du « défaut de communication » — soit de l'absence d'un système d'échanges — et l'autre, celui du « besoin de réflexion et de méditation » — c'est-à-dire en somme d'un certain silence — n'auraient-ils pas ainsi défini le champ de l'interrogation à poursuivre, entre deux formes de vide ou d'appel ?

Lorsqu'à son tour, Jean Caseneuve, président de TF 1, demande si « l'information est un spectacle », est-il possible de répondre non ? Non. Dans

ses formes quantitativement les plus répandues, elle n'est rien d'autre. Il faut se demander : à quel sert-elle ?

Il serait instructif à cet égard de mettre bout à bout les éléments télévisés du fameux feuilleton : « Les petits pas de M. Kissinger ». Quant au succès de Roger Gicquel au petit écran, il ne dépend pas de son métier d'informateur soucieux d'exactitude : ni de la nature, ni du choix des informations, ni de leur illustration, mais de son « art » à les recevoir et à les retransmettre en tant qu'homme sensible aux nouvelles du jour.

Il est possible qu'au-delà du système de marketing prodigé pour les sondages d'opinion le « gaspillage » actuel des informations ait un sens profond et d'une certaine façon formateur jusque dans son désordre même. Qu'il oblige à la débrouillardise et qu'il provoque à la longue un désir de clarté.

FRANÇOIS BILLEDOUX.
(Lire la suite page 22.)

Le jour où il fut élu, à la tête d'une équipe de copains qui s'étaient mis en tête de déferler un vieux maître inamovible, il arbitrait à Toulouse. Agen, Aurillac, en sélections de finale. A Bellocq, on l'attendait vers 8 heures. Tout était prêt pour l'accueillir, flonflons, rosé frais et guirlandes. Mais les avant-bras auvergnats avaient du mal à le voir. Ils forçaient les Agenais à jouer les prolongations et, restant son train et son arrivée au pouvoir, Georges Domercq regagna sa forteresse huguenote, enfin prise, à l'aube et tout seul.

Le rugby puise-t-il ici de force d'être une retombée lointaine et réussie des guerres de religion ? Béarnais huguenots contre Basques catholiques ? Gens d'Albret avides de prendre des revanches de bûchers et de dragonnades sur les gendarmes de Bigorre ou de Chalosse ? Ils nous brûlaient, hein ? Nous, on les plaquait, et aux jambes ! Est-ce donc ce qui rend si pugnaces ces Basco-Béarnais des Landes ? « Eh non ! fait Domercq. De mon temps, quand j'étais attelé à Puyô, nous ne pouvions guère jouer, nous les protestants. Ce n'est pas qu'on nous écartait du terrain, comme nos pères anciens combattants l'étaient du monument aux morts, le 11 novembre : mais nous avions l'office de l'après-midi, nous, alors que nos copains catholiques pouvaient se contenter de la messe de 8 heures... »

JEAN LACOUTURE.
(Lire la suite page 23.)

Ecrivains en Aquitaine

LA TERRE AVEC LA MOTTE

Jean-Marco THEOLLEYRE a parcouru l'Aquitaine sur la trace de trois grands écrivains, les trois « M » : Mauriac, Montesquieu, Montaigne. Il a aussi rencontré leurs héritiers : ces auteurs modernes qui partagent le même amour de la terre. « Il faut nous prendre avec la motte », lui ont-ils dit.
(Lire page 24.)

Région Aquitaine:

Le temps de vivre...

ETABLISSEMENT PUBLIC REGIONAL - COMITE D'EXPANSION AQUITAINE

PAGE 23

Banque de Paris et des Pays-Bas

dans le Sud-Ouest
au service des entreprises
et des particuliers

Bordeaux

succursale :
50, cours du Chapeau-Rouge
44.80.05

Toulouse

succursale :
24, rue de Metz
52.64.92
agence Saint-Georges :
6, rue Saint-Jérôme
23.37.07

Bordeaux University

(Suite de la page 21.)

« Je dois gérer 180 hectares de parties communes avec un effectif de huit personnes et 1 million de francs annuels », nous indique M. Robert Escarpit. Déjà, la dégradation ramonce : quatre mille arbres (sur les vingt mille du campus) sont morts cette année faute de soins.

Fallait-il faire ce campus ? Oui, répond en substance le doyen Jacques Valade, bras droit de M. Chaban-Delemas (il est son suppléant à l'Assemblée nationale et son adjoint à la mairie), en se référant aux impératifs de l'époque et à l'impossibilité de trouver une implantation correcte à Bordeaux. Oui, répond aussi M. Lavie, directeur du Centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS), qui fait remarquer que les étudiants trouvent sur place tout ce qui leur est nécessaire, à proximité de leur « lieu de travail ». En particulier, des installations sportives de premier ordre (stade, tennis, frontons, terrains d'évolution, piscine de 50 mètres...), des cafétérias, une « maison des activités culturelles » avec des clubs, gérée par le CROUS, un groupe théâtral, des concerts, etc.

Mais ces arguments, non sans valeur, se heurtent à la réalité de la vie étudiante, à la façon dont est vécu « l'enfermement » sur le campus. Les lycéens bordelais de classe terminale parlent de la « faa » comme d'un « ghetto » qu'ils redoutent. « En deux années sur le campus, je ne me suis fait aucun ami », déclare cet étudiant en sciences économiques, plutôt jovial et prompt à s'extasier. « Un bon nombre d'étudiants » ont complètement délaissé après trois années passées au campus confirme un « ancien », aujourd'hui professeur de philosophie dans les Landes. L'absence de rapports marque la personnalité. Le doyen Valade reconnaît lui-même qu'un tel ensemble ne possède pas les éléments nécessaires à la vie personnelle : les bistrot, les théâtres, les cinémas.

Qu'en est-il, en effet, de « l'animation » du domaine ? Un faible pourcentage seulement des étudiants font du sport, la maison des activités culturelles touche peu de monde, les cafétérias des restaurants ne sont pas des lieux de rencontre appréciés. Un indice des besoins : les « hommes » organisés fréquemment par les élèves de l'ESCAE, de l'autre côté de la route de Bayonne, font toujours le plein.

Il aurait peut-être fallu, comme le souhaitait M. Escarpit, « faire rentrer la ville dans le campus puisqu'on ne pouvait faire rentrer le campus dans la ville » : construire un centre commercial, avec des magasins, des stations-service, des cinémas... Au contraire, c'est à la périphérie du domaine que se sont installées progressivement petites, moyennes et grandes surfaces. Solution boiteuse, car les distances sont là : il y a 3 kilomètres de certains « villages » d'étudiants à l'hypermarché le plus proche. Aussi, bien que le domaine soit enclavé entre les constructions nouvelles

des communes où il se développait (1) il n'y a pas eu d'interpénétration.

Les étudiants, comme les riverains, le souhaitent-ils ? Certainement pas. Ici comme ailleurs. Les étudiants sont beaucoup plus attirés par le centre ville (où habitent au reste la majeure partie d'entre eux). La place de la Victoire, notamment, est devenue un lieu important de la vie étudiante. Et là, chacun reconnaît qu'il y a « un problème de transport ». Certains étudiants, avec virulence, font remarquer qu'il n'est pas facile pour un résident d'aller au cinéma le soir, car il faut attendre le dernier autobus à minuit. M. Valade, en gestionnaire, rétorque que la Communauté urbaine « entretient à grands frais une ligne d'autobus où il n'y a jamais personne », reconnaissant toutefois que « les horaires sont peut-être imparfaits ». Le président de Bordeaux III met en cause le « monopole » de la compagnie des bus qui « rétablit des lignes que lorsque c'est rentable ».

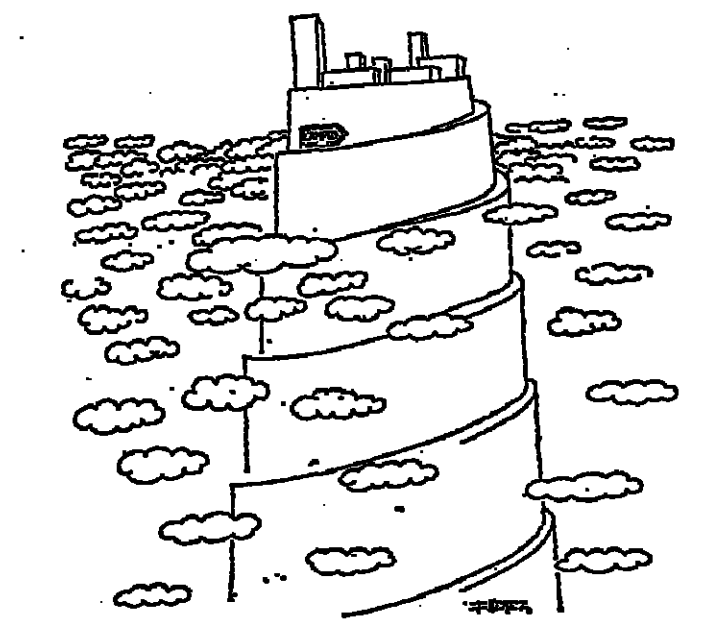
On voit mal comment sortir de ce cercle vicieux. Car se greffe là-dessus l'opinion assez répandue — mais fautive — selon laquelle « les » étudiants ont aujourd'hui une voiture. Les temps ont certes changé en vingt ans : ceux qui partent régulièrement en week-end dans leur famille ou dans les Pyrénées, avec leur voiture ou celle des amis, sont de plus en plus nombreux. Mais aux étrangers peu fortunés bloqués au campus toute l'année s'ajoute une masse encore importante d'étudiants français qui n'ont pas de moyen de transport personnel.

Cela ne contribue pas à faire du campus une cité vivante, mais accentue au contraire son

(1) Entre 1963 et 1975, les trois communes sont passées de 38 703 à 106 854 habitants.

isolement et son caractère artificiel. Le président Escarpit, qui n'est pas à court d'idées, propose que cette ville-campus soit transformée en commune, avec sa municipalité et... son commissariat de police. Cette « banalisation » permettrait par exemple une réglementation normale des votes de circulation du domaine — empruntées par les riverains — où les accidents sont nombreux, mais qui sont en dehors des lois communes, en vertu des fameuses « franchises universitaires ». Mais qui paierait les impôts ? Autre solution : disperser tous les premiers cycles dans les départements de la région, « faire exploser ce campus comme on a fait exploser l'université de Paris », et ainsi faire place au « mythe de la métropole d'équilibre ».

En pleine crise de l'institution universitaire, ces utopies pourraient faire sourire, si elles n'étaient un signe. Les rêves de 1960 ne sont pas ceux d'aujourd'hui. L'étendue, les difficultés d'accès, le manque de cohérence dans l'urbanisme sont autant de



(Dessin de CHENES.)

d'hui. L'étendue, les difficultés d'accès, le manque de cohérence dans l'urbanisme sont autant de

riges. Sans doute a-t-on raté quelque chose à Bordeaux-Talence.

YVES AGNÈS.

Ondes courtes

(Suite de la page 21.)

Il n'est pas sûr, néanmoins, que cette interprétation corresponde aux vœux du président de la République lorsqu'il parle de « pluralisme », dans un projet de loi déposé à l'Assemblée nationale, « dès lors qu'il s'agit de communications de masse ».

Depuis mai 1968 — périple à l'occasion de laquelle, selon Charles de Gaulle, « encore une fois la France a su se montrer exemplaire » — c'est en effet moins la réclamation populaire d'un droit à la parole qui s'est manifestée qu'une « demande croissante extrêmement diverse d'enseignements et de renseignements. Demande insatisfaite qui traduit un état de « sous-

information » et qui excède le domaine usuel des journalistes professionnels.

A Paris, elle a donné naissance dans quelques quartiers à des associations d'habitants qui tentent de participer à la vie quotidienne de leur arrondissement, recherchent et tentent de diffuser des informations « utiles ».

Ailleurs, depuis 1971, l'INSEE observe que les informations économiques et sociales ne circulent pas. A peine « descendent »-elles de Paris en province : même avantagées, elles n'atteignent pas le public qu'elles concernent. Une opération conduite par le CRIPE (Centre national d'informations pour le progrès économique), à Bor-

deaux, Lyon, Marseille et Nantes, ainsi que dans leur région, a permis de mettre au jour les blocages, mais aussi les attentes des responsables locaux et les différences d'un espace local à l'autre, dont le découpage géographique, institutionnel en communes, cantons et départements ne fait pas valoir la réalité vive.

D'autres exemples ne manquent pas de l'insuffisance ou de la déperdition et de l'inadaptation des messages.

Si l'on ajoute que l'information générale diffusée par les organismes nationaux aux heures de grande écoute ne répond pas aux préoccupations immédiates, mais encore augmente l'inégalité, car le plus souvent « les nouvelles de Paris » ne sont pas bonnes, on comprend qu'un sentiment, peu à peu, se revêt. Cependant, la remise en question des systèmes d'information en fonction des besoins et des moyens n'a été que partiellement engagée en France.

Récemment, le sénateur Henri Caillavet s'en prenait à l'une des erreurs de la réforme de l'O.R.T.F. en 1974 : il présentait le rattachement des stations régionales à une chaîne centrale comme « un péché » contre l'esprit. Four porter remède, il entend proposer à ses collègues la création d'un holding intéressant Radio-France et FR3, ainsi qu'une concentration des moyens entre dix ou douze stations régionales.

Par ailleurs, le rapport — intitulé « Vivre ensemble » — de la commission pour le développement des responsabilités locales, présidée par M. Olivier Guichard, propose notamment au président de la République — (après son refus en janvier 1976 des « radios locales » pour « une question d'équilibre des moyens d'information », en regard de la presse régionale) — la création de stations départementales.

Dans les deux cas, ce sont peut-être là des propositions de structures qui méritent intérêt, mais il n'est pas certain que ces schémas préconçus de type administratif répondent aux réalités de la demande sociale et surtout il n'est pas évident que ces solutions ponctuelles puissent s'inscrire dans une véritable politique des moyens de communication.

Heureusement que les ingénieurs continuent obstinément de rêver. Lorsque Louis-Joseph Libois, ingénieur général des Télécommunications, invite à « une approche globale du problème des télécommunications », il énonce une philosophie (1).

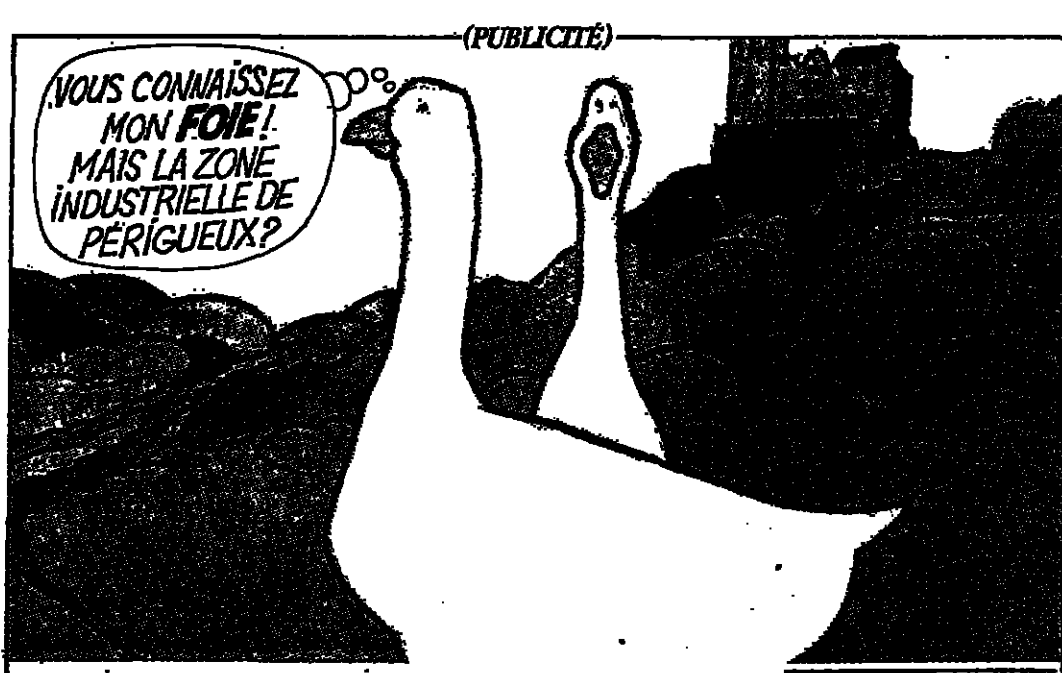
Il rappelle que Theodore N. Vail, le premier président de l'American Telephone and Telegraph Company, écrivait en 1907 : « Nous bâtissons un système téléphonique tel que toute personne puisse communiquer, rapidement, économiquement et convenablement avec toute autre personne en quelque point du monde qu'elle se trouve ».

Cette notion de « service universel » ne fut pas perçue immédiatement. Or « l'universalité du réseau téléphonique mondial est aujourd'hui un fait ». Elle impliquait dès l'origine l'idée de liberté.

Aujourd'hui, pour L.-J. Libois, c'est dans la perspective d'une politique d'ensemble de la communication que la question fondamentale devient : « Dans quel sens le développement des télécommunications doit-il être orienté pour favoriser tel ou tel modèle de société ? »

FRANÇOIS BILLETDOUX.

(1) Les Télécommunications : un système global, secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications, Paris, 1976.



La Zone Industrielle de Périgueux-Boulazac abrite déjà plus de vingt entreprises qui vont de l'impression des timbres postaux à la lingerie féminine en passant par le montage d'ordinateurs. Parfaitement équipée (rail, route, gaz), reliée à Paris 2 fois par jour par services réguliers avions et trains rapides.

La Zone Industrielle vous offre les services :
- d'entreprises de transports internationaux
- de grossistes
- de transitaires
- centres de formation professionnelle.

Pour tous renseignements complémentaires, adressez-vous à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Périgueux 23, rue du Pè-Wilson TEL. 03.31.17

Heureux
ceux qui sont allés se perdre
en province: IBM,BSN,TRW.
Ford,Siemens,Gan,Thomson...

Venez à Bordeaux.
(Ils y sont.)



COMMUNAUTÉ URBAINE DE BORDEAUX
SERVICE D'ACTION ECONOMIQUE - 20, COURS PASTEUR - 33076 BORDEAUX - TEL. 90.91.92

مركز العمل

Culture... ...cultures

(Suite de la page 21.)

Trois mois plus tard, il fut éperdument, traverse la France, sans bagages. On le retrouve en juillet à Nérac, dans un état de folie sans espoir. De ce bref séjour bordelais, il ne reste que deux lettres et un poème, « Souvenir », rien d'autre : l'énigme, le silence.

Du 12 au 19 novembre, le Groupe 33 présente une « création off » « Sigma », « Hôpital », « Bordeaux ». Cette « Chronique d'un déclinisme » est établie d'après des écrits, des documents, des témoignages, des analyses souvent divergentes, et laisse une grande part à l'improvisation. Le spectacle sera donné au Celler des Chartres, immense comparatif au bel hôtel du conseil municipal aujourd'hui une banque sur les allées de Tourny. Parler du travail de cette troupe de non-professionnels composée d'étudiants, d'enseignants, d'amateurs issus des milieux les plus divers, parler de cette association affiliée à la Ligue de l'enseignement c'est peut-être approcher, en contre-jour, la situation du théâtre à Bordeaux.

S'il se place en dehors du cadre Sigma, et dans le temps même de ces semaines de recherche, le Groupe 33 reste aussi en marge des tentatives de regroupement du jeune théâtre bordelais (ou plutôt aquitain). Comme les troupes professionnelles, cette troupe amateur assaie de proposer une alternative aux activités de la Compagnie dramatique d'Aquitaine.

Les clowns

A côté de la C.D.A., il y a les jeunes troupes, et elles ne sont pas toutes à Bordeaux. Ces petites troupes, de professionnels pour la plupart, poursuivent, avec des à-coups, leur travail, survivent en général en faisant des animations scolaires dans la banlieue de Bordeaux : le Théâtre en miettes à Talence et le Théâtre Job à Mérignac. À Mont-de-Marsan il reste seulement, du Théâtre de Feu, trois acteurs dirigés par J. Manuel Florensa (dans une salle de classe prêtée par la municipalité) qui répètent pour les cent cinquante abonnés à leurs spectacles, mais surtout qui expliquent aux enfants les marionnettes, les clowns, la danse, le jazz. Non loin de là, à Sabres, deux comédiens des « Taufers » se consacrent à l'artisanat. Il y a aussi le Théâtre Populaire Occitan, la Compagnie de l'Eschelle, à Pau. Et encore Théâtre Pluriel et Grand Théâtre.

Ces compagnies indépendantes ont en commun le souci d'assurer une animation, de développer l'idée d'une décentralisation meilleure, d'une action culturelle régionale. Elles se sont entendues pour créer l'association pour le jeune théâtre aquitain (A.J.T.A.), en liaison avec le Centre d'études et de recherches théâtrales de l'université de Bordeaux. Au mois de mars dernier, le Théâtre en miettes, aidé par le Centre d'information Sigma, organisait, sous un chapiteau, une semaine du jeune théâtre aquitain.

Le concours de Sigma à ces troupes semble devoir se poursuivre : il suffit d'examiner la liste des spectacles invités à son troisième « festival ». Roger Lafosse, fondateur et responsable de cette manifestation, a initié l'action culturelle élargie, ouverte à la permanence nécessaire à un travail en profondeur. Sigma, ce feu de Bengale annuel et éphémère, cette semaine de recherche et d'avant-garde — à ses débuts presque clandestine à Bordeaux — s'est transformée en institution.

L'association est installée dans l'entrepôt Lainé. Ses activités étaient maintenant sur sept semaines : la chorale, les expositions, la musique, y tiennent une grande place. Roger Lafosse, identifié amoureux des Pyrénées, a des incertitudes sur les rives, les capacités des spectateurs, évoque le fossé entre réaction et créativité, et se méfie de la planification socio-culturelle. Il croit au génie de l'artiste inconnu... et aux artistes anglo-saxons. Ce sont là des incertitudes, mais, en définitive, il gère un instrument d'accueil, attend l'organisateur en lieu de spectacle, d'enseignement, de rencontres.

Ainsi, le futur centre de musique électro-acoustique, l'unité de formation de création et de recherche vidéo, le centre de documentation pluridisciplinaire, rendront place à l'entrepôt Lainé, devenu, après les travaux, le cœur de la vie cul-

ture à Bordeaux. Pour le moment, les quatre utilisateurs (la C.D.A., Sigma, Art et jeunesse, et le Centre d'art plastique contemporain) cohabitent, poursuivent séparément leurs expériences.

Le guide

En attendant l'ouverture du centre Lainé rénové, le lieu symbolique de la culture à Bordeaux reste le Grand Théâtre. Un guide fait visiter ce monument prestigieux, et le mercredi après-midi des animations pour les enfants des écoles y sont organisées. Le Grand Théâtre donne ses propres représentations lyriques et chorégraphiques, mais accueille aussi les tournées Karsenty-Herbert, des conférences, les concerts des Jeunes musiciens, ceux du Centre national de musique de chambre d'Aquitaine et de la Société de musique de chambre : « Au total, quatre cents manifestations différentes chaque année », explique M. Gérard Boireau, directeur du Grand Théâtre.

L'harmonisation de la programmation lyrique entre le Grand Théâtre et le Théâtre du Capitole de Toulouse, prévue par la charte culturelle, semble n'avoir que des conséquences positives pour Bordeaux, où l'on attend avec impatience les trois coproductions prévues cette année. Toulouse a longtemps été regardée avec envie, sinon jalousie. On a mis en place l'Orchestre de Bordeaux-Aquitaine. Maintenant, les Bordelais se rejoignent des échanges entre les deux villes.

Le Grand Théâtre reçoit plus de 12 millions de francs de la ville. Ses activités trouvent leur prolongement avec le Mal de Bordeaux, dix-sept jours organisés autour de grands noms de la musique. On parle d'élargissement du Mal, de participation accrue des formations musicales locales. M. Gérard Boireau, qui était jusqu'à présent commissaire général du Mal de Bordeaux, semble avoir des difficultés avec les organisateurs, qui souhaitent que ce Mal musical devienne le Mal d'Aquitaine. Car, de son côté, le professeur Kalline, président du Groupe de recherche et d'action musicales, qui organise à la faculté de Bordeaux de nombreux concerts de grande qualité, a des idées sur les possibilités d'animation musicale dans la région. Son expérience rejoint les objectifs de l'Association pour la diffusion et l'animation musicale en Aquitaine (ADAMA). Issue d'un projet de la direction de la musique au secrétariat d'Etat à la culture, cette association a essaimé dans chacun des cinq départements de la région. Ainsi, c'est peut-être dans le domaine de la musique que se dessine l'ébauche d'une politique vraiment régionale. Cette tendance se confirmera quand sera construit le conservatoire national de région prévu à Bordeaux.

La chorale

Disseminées dans la région et sans liens entre elles, les associations musicales sont, en effet, nombreuses. Dans chaque ville, de Bayonne à Bergerac, le conservatoire recrute beaucoup d'élèves. A Saint-Jean-de-Luz, l'académie Ravel organise chaque année en septembre une série de concerts. A Pau, M. Guy Maneveau, responsable à l'université de l'enseignement de la musique contemporaine, dirige une chorale de soixante membres.

Si le nombre des chorales, amateurs pour la plupart, est grand, on peut parler d'un foisonnement des associations en tous genres. Prise en charge par les notables ou, le plus souvent, par les œuvres de l'enseignement, la vie associative est dans chacun des départements, intense. L'établissement public régional a confié à l'Association pour le développement de l'action culturelle en Aquitaine le soin de recenser toutes ces petites sociétés, tous ces centres socio-éducatifs ou d'éducation populaire. Les résultats connus pour le Lot-et-Garonne étonnent : troupes de théâtre, groupes folkloriques, clubs de troisième âge, comités de festivals divers, ciné-clubs, école «citaine», amis des musées, bibliothèques, etc., existent, soutenus par leurs adhérents.

On laisse à la charte culturelle la vertu magique d'élider toutes ces activités, et de couvrir les municipalités de la nécessité d'un concours plus important. Pour le moment, les équipements culturels sont au nombre de trois en Aquitaine. Il n'y a pas de maisons de la culture, mais un centre d'action culturelle à Biarritz, et deux centres culturels, ceux de Villeneuve-sur-Lot et de Saint-Médard-en-Jalles.

MATHILDE LA BARDONNIE.

Des corsaires sur le gazon

(Suite de la page 21.)

Il ne dit pas, Domercq, parce qu'il ne le croit pas et admet trop son ami et compatriote Roger Martine, dit « Bisbon », que si ce maître à jouer du rugby français (qui avec Jean Prat a fait de Lourdes l'équipe bienheureuse) n'est pas resté à ses côtés dans la modeste équipe de Fuyot, c'est parce qu'il n'était pas de corvée de temple à l'heure du coup de sifflet.

Maître Domercq : c'est ainsi qu'on devait appeler son grand-père le meunier, fils et petit-fils de meuniers. On lui rendra le titre, pour la façon qu'il a d'orchestrer et puis de commenter le jeu, avec cette fougue révéuse et précise que pouvaient mettre les troubadours du pays de Born à évoquer les grâces des dames landaises d'avant le temps des pins. « Qu'est-ce qu'un bon arbitre ? C'est celui qu'on ne voit pas. L'inconnu sur la pelouse. Et quand on rentre aux vestiaires, personne ne sait qu'il était là. C'est pourquoi je me méfie des compliments d'après-match. Quand on vient me féliciter, c'est presque toujours que j'ai été mauvais... »

Sa carrière, il la résume en deux occurrences où, pourtant, il ne passa précisément pas inaperçu : le match modeste, le match absolu qui opposa, en 1972, à Twickenham, les All

A la sortie de Saint-Vincent-de-Tyrosse, un chemin se détache de la route de Bordeaux, pointant vers Magescq. Les pins sont très hauts, jaillissant de la fougère, des châtaigniers, de l'humide taillis, des aiguilles qui tapissent le sol, une fresque d'or striée d'écorce brune, comme font les lances dans le tableau de Velasquez. Un homme marche là, parlant d'une voix très égale, avec cet accent d'ici qui ne bouscule pas dans la bouche la roquette des vignes du Langue-doc, mais les galets bien polis de la côte des Basques. Il s'appelle André Alvarez Trapp, arpenteur dans le sol sablonneux, l'œil bleu, le cheveu couleur de foin, le teint flamand : un petit-fils de ces Espagnols qui ont eu affaire (ou à faire ?) du côté de Bruges et du comté d'Esmond.

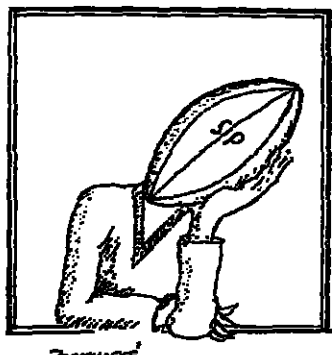
Le meilleur arrière de l'histoire du rugby français, qui en a connu pas mal pourtant de Paul Aubert à Vannier, de Villepreux à Aguirre — est aujourd'hui l'animateur des cinq équipes que compte Saint-Vincent-de-Tyrosse, où il joue avant de rejoindre l'« Aviron » de Bayonne, sa ville natale. Cinq équipes à Tyrosse pour trois mille cinq cents citoyens ? Qu'est-ce qui fait donc d'un gros village basco-landais comme celui-ci cet incroyable nid à rugbymen ?

En moins d'un demi-siècle sont sortis de là une douzaine des plus grands joueurs de ce pays, d'Alvarez à Dizabo, de Junquas à Rupert et aux frères Camberabero, de Jean-Pierre Lux à Duberland. A certaines époques, on aurait pu opposer sans ridicule cette équipe de village au quinze national. S'il y avait la même proportion d'anciens internationaux dans l'ensemble de la France qu'à Tyrosse, dit-on ici, on en compterait plus de cent mille. Il y en a sept cents.

Pourquoi ? André Alvarez ne le sait pas lui-même. Sables et pins, mais et volailles, une petite usine, des mœurs tranquilles, un horizon à peine embué de vapeurs marines, où trouver plus de raisons d'équilibre innocent de sérénité passive ? Un climat pour bouillottes et joueurs de croquet, pour bergers amoureux et tisseurs indolents. Et pour-

tant, il y a Dizabo et Rupert, et ces centaines de jeunes gens aux muscles forts, cette équipe assez dédaigneuse des honneurs pour offrir à un autre village, ardechois celui-là, des vedettes comme les Camberabero qui firent de La Voulte, en 1970, le XV champion de France.

Ce paradoxe, ces honneurs frôlés, ses éclatants souvenirs de joueurs, ce n'est pas cela qui passionne Alvarez-le-méditatif. Ce qui le fait parler d'abondance, dans le matin ensoleillé où nous marchons depuis des kilomètres sous les grands pins d'entre Tyrosse et Magescq, c'est une idée qu'il a depuis vingt ans et qui pourrait bouleverser le rugby de ce pays, lui rendre son odeur de fête, sa santé, sa gaieté : la transformation de la sanction du mal en sanction du bien. Niaiserie ? « Ecoutez, j'ai pris pas mal de coups dans ce jeu — et hors du jeu... Mais je crois qu'il n'y a qu'un courage difficile, c'est celui qui consiste à accepter de passer pour un



* Dessin de Bonaffé.

imbécile. Je l'ai, ce courage, et j'accepte qu'on me traite de bête pour ça. Après tout, pris de la moitié des grands clubs français s'y sont déclarés favorables. Alors ?

« Est-ce si bête de prétendre voir le vainqueur dans celui qui joue selon l'esprit du jeu, et que ses adversaires reconnaissent pour tel ? Est-ce si bête de compter aux côtés des points

que valent des coups heureux, une faute de l'adversaire, une poussée hasardeuse, les mérites que l'on peut évaluer aussi : ceux de la correction, de l'esprit d'entreprise, de l'élégance du geste et du comportement général ? Et pour cela, je crois que l'on peut faire appel aux intelligences.

« A la fin de chaque match, les joueurs jugeraient leurs adversaires. Vous me direz qu'entre Narbonne et Béziers, entre Brive et Agen, entre Dax et Mont-de-Marsan, les rivalités sont si fortes qu'elles faussent les jugements. C'est vrai pour quelques équipes. Mais sur les quelques deux mille joueurs qui jouent un rugby de haut niveau, la majorité garde l'esprit assez libre pour admettre, à la fin d'un match, que Bagnères, ou Oloron, ou Bègles, a joué ce jour-là selon l'esprit du jeu — vainqueur ou non. Mon idée n'est pas d'instituer un prix de vertu, mais de proposer un correctif au système qui ne sanctionne que le mal — celui qui est vu... Sais-je si mal ? Pourquoi ne veut-on pas essayer ? »

C'est dans un esprit voisin — celui du rugby aquitain — que deux journalistes bordelais de Sud-Ouest ont créé le « challenge Guy Boniface », destiné à promouvoir le goût du jeu, dont Jean-Claude Skrela fut le dernier lauréat. Le choix du nom du plus jeune des « Bons », tué sur la route le soir de Noël 1967, est éloquent : il est celui d'un joueur qui, avec son frère André, donna du rugby une telle image que la presse britannique les appela « les gais cavaliers ». Ce choix rappelle aussi le rôle que les « pairs » fraternelles ont joué et jouent dans ce rugby de pins, de fougères, de vignes et de mails — des Behotéguy aux Frats, des Boniface aux Albaladejo, des Barrau aux Camberabero.

« Frères de la côte » ? Au temps de la guerre de course, pas mal des écumeurs de la Barbade venaient de ces plages violentes d'entre Socca et Capbreton. Et après tout, c'est peut-être l'esprit des corsaires de jadis qui fait, de ces paisibles Aquitains, mangeurs de piperades, les meilleurs animateurs de la fête à trente et un.

JEAN LACOUTURE.

Histoires

Racconté dans Midi-Libre, ce paragraphe final du compte rendu d'un match joué à Saint-Gaudens : « Quant à l'arbitre, nous n'en dirons rien sinon qu'il ferait mieux de surveiller sa femme le dimanche après-midi plutôt que de tenir un sifflet. »

Au cours d'un stage de perfectionnement d'arbitre, à Soustons, le vieux sautoir Etchebarne interroge un candidat sous le contrôle des dirigeants de la Fédération : « Dans le cas où un spectateur tire un coup de fusil contre vous, quelle est votre réaction ? » Le président de la Fédération intervient : « Etchebarne, ne posez pas de questions stupides... Mais, monsieur le président, cela m'est effectivement arrivé ! »

Le Bordeaux Etudiants Club, la célèbre B.E.C., jouait à Toulouse. Au moment du départ — examen, samedi trop bien fêté — des joueurs manquent. On prend quand même le train. Quand les Bordelais entrent sur le terrain, les dirigeants adverses s'écrient : « Mais vous n'êtes que trois ! ». Et le capitaine bordelais très digne : « A quinze, nous nous gênons. » (Empruntées à notre excellent confrère Georges Pastre.)

Blacks aux Barbarians, un match dont il fit une fête comme un grand chef fait une grande partition, et puis certain demi-finaliste tyonnais où lui, Georges Domercq, l'invisible, l'impalpable génie du jeu, donna quatre points immérités au géant de Béziers contre le fragile Racing : « Quand il se relève, Michel Tuffery ne glisse, doucement pour ne pas me faire trop mal, mais parce que c'était vrai : Georges, tu as fait une c...rie : j'avais touché le premier ! J'étais si abattu, dans le train du retour, que les joueurs du Racing venaient me consoler. J'avais trahi la confiance des jeunes gens qui me faisaient crédit... J'y pense souvent encore, et j'en rêve la nuit. »

Maître Domercq n'a pas d'épous, mais il a des amis. Surtout il réunit maître l'assainissement de Belloq n'est pas terminé : il faudra essayer de tenir. Mais pour ce qui est du jeu, il arbâtre d'arbitre. Il dit, tout en reprenant un peu de salmis de palombe : « A quarante-cinq ans, on est moins souvent en forme... Il y a des jeunes arbitres qui montent : Hourquet, par exemple. Très bon. Il aime le jeu ! Et comme le goût du risque revient aussi aux joueurs — voyez des équipes comme Lourdes, avec cet Alain Caussade, épatant, comme Brive, comme Dax, comme Bayonne, surtout depuis que Danger et les siens l'ont occupé — on peut faire confiance à ce rugby d'ici, qui ne se mesure pas en points, ni en victoires, ni en mensuralités, ni en élections dans les comités de dirigeants, mais en jotes que l'on se donne... »

(PUBLICITÉ)

Région Aquitaine:

Nous savons prendre le temps de vivre. Et vous ?

Un vignoble qui est sans doute le plus célèbre du monde ;
une gastronomie dont la réputation n'est plus à faire ;
des itinéraires touristiques et historiques ;
des villes au passé prestigieux ;
des manifestations folkloriques ;
une animation culturelle permanente ;
les plaisirs de la chasse, de la pêche et du ski,
le thermalisme, voici quelques unes des richesses de l'Aquitaine.
Il y en a beaucoup d'autres,
qui se découvrent au fil des jours
dans cette région où l'on sait encore vivre.

Aquitaine, le pays de qualité.

SAINT-JEAN-DE-LUZ

Quartier Urdazuri

Résidence ESKUALDUNA

500 mètres du port - Bon standing
Studios à partir de 90.000 francs
et 2, 3, 4 pièces

PRIX FERMES ET DÉFINITIFS

Documentation et renseignements sur simple demande :

IMMOBILIA, 20, rue Gambetta
64500 Saint-Jean-de-Luz
Tél. : 26-10-88

Courtois Immobilier
17, boulevard Maiesherbes (8°)
Tél. : 266-27-87/265-21-39

BAYONNE

CARTE D'IDENTITE
REGIONALE

VILLE STUDIEUSE

Nom : BAYONNE

Née : au V^e Siècle

Domicile : AQUITAINE

Taille : 14.711 scolaires

Signes particuliers :

Bayonne présente toute la gamme des enseignants primaires et secondaires et se dote depuis quelques années d'éléments d'enseignement supérieur.
- Primaire : 16 maternelles, 35 écoles primaires.
- Secondaire : 3 C.E.S. 2 C.E.T. 2 établissements du second cycle construits récemment : Lycée d'Etat Mixte, 1400 élèves (Math-Sup, Lettres Supérieures, préparation à H.E.C.)
Lycée Technique. Ouverture en 1977 (1.500 élèves).
1 Institut d'Etudes Juridiques et Economiques (Capacité, 2 années Licence Droit et Sciences Economiques)
1 I.U.T. bilingue franco-espagnol (commerce extérieur et gestion, entreprise)
1 Institut franco-espagnol de formation.

D^r Grenet

Aquitaine pays de qualité

Fait en Novembre 1976 par la
VILLE DE BAYONNE

La littérature

dans ses détours

La terre avec la motte

EN Lorraine, quand on a dit : Barrès. En Provence, lorsque l'on a fait son choix entre Giono, qui y resta, et Pagnol, marseillais « monté vite » à Paris. Tandis que là, entre Dordogne et Adour, de la Gascogne aux Landes, bien sûr, on cite d'emblée « les trois M. » comme les appels Albert Thibaudet : Montaigne, Montesquieu, Mauriac. Mais déjà à peine nommés ceux-là, combien d'autres ! Des anciens, des classiques, des modernes. On est chez Fénelon et chez Bloy, chez Ausone et chez Philippe Sollers, chez Brantôme et chez Francis Jammes, chez La Boétie et chez Jean Cayrol. C'est la terre de Pierre Emmanuel, natif de Gan, d'Armel Guerne, qui, du côté d'Agde, reste un grand traducteur de Rilke et de Zola, de Raymond Guérin, d'André Lafon, de Jacques Rivière, de Jean de la Ville de Mirmont, des plus célèbres comme des plus injustement oubliés.

Il n'est pu se sauver les uns les autres — le plus souvent — on signore — rarement. Mauriac a repéré Cayrol très tôt, tout de suite après les *Poèmes de la nuit* et du *brouillard*. Le sabir était bien dans sa manière : « Il est né à Bordeaux comme moi. Il a beau supprimer les points et les virgules, je reconnais cette plainte. J'ai été ce garçon qui remonte la rue Vital-Carles dans l'odeur du trottoir mouillé. » Ils ont eu chacun, peu ou prou, rural ou citadin, « la maison, véritable merveille écologique, un peu grande, posée sur le côté, un jardin assez vaste, plein de portes, de fenêtres basses, d'escaliers latéraux comme un château de roman ». Il a pu arriver qu'elle soit emportée depuis par l'immobilier. Mais il en resta, au besoin, à acheter. Et toute la région sait que Cayrol vient d'acquiescer la sienne, au côté de Castillon-la-Bataille, côté Montaigne.

A Saint-Michel-de-Montaigne, on visite toujours la tour du philosophe, ses vestiges du vrai château. A La Brède, les choses sont restées, ou presque, dans l'état où Stendhal les vit le 7 avril 1838. Malagar, volets blancs et clos, biot dans les arbres, qui chaque automne redevient les couleurs des Saint-ternes, conserve sa charmillie, sa génoise, le « *lourd chapeau d'ardoise* » posé par le grand-père et, dans ses salons, le Barrès de Jacques-Bulle Blanche et le Mauriac.

Laissons ces grands domaines, ces grandes fortunes, ces châteaux et ces curiers. Et Montaigne et La Brède, et Malagar et Caplan, où demeure, avec le charme suranné du château de Caillavet passé aujourd'hui en d'autres mains, le souvenir d'Anatole France.

Terre des lettres, cela éclate. Pourquoi ? Question stupide. Les méchantes langues diront, disent : « Eh oui, chez nous on écrit : que faire d'autre ? » Est-ce vraiment pour cette seule raison qu'un premier concours de la nouvelle de l'Académie Goncourt, le journal *Sud-Ouest* fut, de loin, le quotidien régional qui reçut le plus grand nombre de manuscrits : quatre cent

quatre-vingts. Dans les campagnes, notaires et nobles auraient-ils ici plus de loisirs qu'ailleurs on plus d'ennuis ? Il y a quand même un « grand prix littéraire de la ville de Bordeaux ». Lyon n'en a point, Lille non plus, ni Marseille. Voilà comment on peuple les académies et l'on garnit les palmarès des grands prix. Pélémé : Tristan Derème, Pierre Emmanuel, Jean Blanzat, Jean Orlieu, Pierre Daninos et encore Mauriac et encore Cayrol. Tous les genres se côtoient, l'érudit et le plaisant, la tradition et l'avant-garde, l'audace et la prudence. Et l'Université n'est pas en reste, où officient Jacques Ellul, Robert Escarpit, hommes de lettres autant que professeurs.

Rue Esprit-des-Lois

Et l'on a une ville qui baptise une de ses rues du nom d'une œuvre. Elle est bien là et pas dissimulée, la rue Esprit-des-Lois. Il faut dire que ce titre va si bien à Bordeaux. Cela sent déjà son académie, ses académies. Elles sont là, bien vivantes, bien vaillantes. La doyenne c'est celle de Bordeaux : quarante membres, comme la grande et, comme elle, assez fière de ne jamais, depuis quelques années, être au complet. Elle fut fondée en 1712 par lettres patentes de Louis XIV. Elle se porte bien, aussi bien que son secrétaire perpétuel, le colonel et conseiller municipal Robert Dufour, qui se moque de ses quatre-vingt-sept ans. Aussi bien que Gaston Duthuron, l'un de ses anciens présidents, historien, lauréat, lui aussi, du Grand Prix littéraire et resté dans l'amitié de François Mauriac.

Gaston Duthuron a sa retraite à Saint-Morillon. Plus précisément au château de Bel-Air, une de ces « folles » dont l'Aquitaine est ici piquée, pure comme la miniature d'un Trianon. On est à moins de 10 kilomètres de la Brède. On ne sait plus si ce sont les pins qui repoussent la vigne ou la vigne qui condense à laisser le champ libre à la forêt.

Une seule réplique réduite de l'un des chevaux de Marty, Gaston Duthuron est ici à ses travaux — une biographie intérieure de Mauriac à paraître chez Grasset, — et à son Académie. Il dit : « Il faut nous prendre, sur cette terre, avec la motte. Vous avez vu à Saint-Symphorien, le chalet du « *Mystère Frontenac* » ? Mauriac avait là, entre Saint-Macaire et Saint-Symphorien, toutes ses racines. Nous avons tous nos racines. »

Il murmure comme si, d'un coup, il pensait à tous ceux de sa terre : « C'est égal, ils ont tous eu leur vie, leur vision du

monde. Ils ont tous pris des positions. Ils ont tous pulsé leur être. »

Mauriac, toujours Mauriac. Il y a d'autres façons d'en parler. Jean Forton, par exemple, le voit tout autrement. Il est discret, Jean Forton. Il faut le trouver dans sa « *Librairie Montaigne* » où il vend aux étudiants en droit des Dallos et des cours : lycéens, Bacheliers. Il est autant que Mauriac et aussi écrivain. Il est vrai que depuis les *Sables mouvants* en 1956 il n'a rien publié. Mais il reste le romancier de l'*Epique du jeu*, de l'*Herbe haute*, de *Canis-mérie*. Des colères rentrées, des mépris attendris. Il a écrit quelque part : « On me dit renfermé. Il est vrai que j'éprouve de la répugnance à me livrer. Mais je suis et dans toute tentation que la silence m'apparaît préférable. »

Il la connaît bien sa ville et ses écrivains. Il complète la liste. Et y ajoute les maîtres de Jean Vanhille, la pittoresque et la trogne d'André Berry dont il faut relire les *Esprits de Garonne*. Il sait que François Couperin, lui aussi, est du coin. Pour les comprendre tous, il faut comprendre Bordeaux et l'Aquitaine, Bordeaux dans son isolement, dans son amertume, convaincue d'avoir été mise à l'écart depuis le sort fatal des Girondins. « Il y a deux cents ans que cela dure, dit Jean Forton, sans que le reste de la France en ait conscience. » Mauriac lui échoua les oreilles. Oh oui, il a toujours beaucoup de lecteurs, beaucoup d'admirateurs. Mais Raymond Guérin, celui de *Parmi tant d'autres jeux*, de *l'Apprenti*, des *Pouilles*, de *Quand vient la fin*, n'était-il pas d'un autre souffle ? Et on l'ignore. Comme on ignore Louis Emié. Ceux-là furent des isolés.

Mais ne le sont-ils pas tous, se pourléchant d'ailleurs de leur isolement ? Jean Forton aussi est un isolé. Le hasard a voulu qu'il ne quitte pas Bordeaux. Car il a bien essayé lui aussi de partir pour Paris. Mais il fallait vivre, et Paulhan, à la N.R.F., ne pouvait lui offrir la situation qui permet de subsister quand on est marié. Il a souffert d'être coupé de Paris. Tout bien réfléchi, il ne regrette rien. « En définitive, la vie que je mène ici permet mieux la réflexion. On n'y est pas pris par le dernier bateau en coupe. Car on peut se perdre nerveusement, n'est-ce pas ? »

Lui aussi citera volontiers des écrivains des Landes, du Pays basque, du Béarn et fort peu de tout ce qui est au nord de la Garonne.

« C'est que nous nous sentons loin de la Dordogne alors que Bordeaux, Bayonne, c'est un tout. »

Peut-on parler de vie littéraire ? Il réagit en chat échaudé : « Il y a seulement des gens qui écrivent pour s'exprimer, pour échapper à une solitude. Mais il n'y a pas d'écrivains, pas de revues. »

Pour sa part, en 1956, il en avait fondé une : la *Boîte à clous*. Il y publia Sabatier, Obaldia, Seghers, Lanoix, « *Mais à Bordeaux, c'était l'apathie totale. Alors, j'ai écrit, après trois numéros, j'ai arrêté. Depuis, il n'y a rien eu de sérieux. »*

Avant il y avait eu les *Caniers du Sud*. Temps lointain Forton est sans joie. Qui lit ? Les étudiants ? En dehors de leurs manuels, des trois ou quatre livres, que les professeurs recommandent, Aron, Marx, *Démocratie française* de Gluck, ils n'achètent rien. « Ils n'ont aucune curiosité. »

L'Académie de Bordeaux ? Elle a eu son rôle au XVIII^e siècle. Elle a été supplantée depuis par les universités. L'édifice ? Elle s'est pas à Bordeaux sauf pour des publications locales, des études d'histoire régionale, d'érudition pure ou de curiosité.

Qui Joyce ?

Et pourtant, Bordeaux est là, fascinante, secrète. Mais qui sera le Joyce de Bordeaux, qui fera pour elle ce que l'Irlandais fit pour Dublin ? Nous voilà revenus à Montaigne, à Montesquieu.

« Montesquieu, oui, celui-là, c'est le notable bordelais très connu de sa terre, très bordelais. Ça peut horripiler, mais comme il y met son génie... Et Montaigne, c'est un peu la même chose. Il avait plusieurs maisons de rapport, et de bon rapport, à Bordeaux. Les archives le disent clairement. Ces gens vivaient comme on vit encore aujourd'hui à Bordeaux chez certains, avec une mentalité : l'aisance à la saison, les copes, les alouettes, une mentalité culinaire. Ajoutez-y l'amour des vieux livres. On a beaucoup écrit autrefois, des ouvrages locaux, très recherchés. On est ici très penché sur soi-même. On aime raconter sa ville, se faire reprendre par un autre, le reprendre à son tour. Les érudits locaux font, et leurs livres, même sans valeur littéraire, sont toujours recherchés par les bourgeois des Charentes. C'est comme la science des vins : c'est aussi devenu une littérature très réelle. »

Dans la bouche de cet homme, assis là, maître d'un espace d'à peine 50 mètres carrés, tellement amoureux de littérature qu'il ne changerait de métier pour rien au monde, quel plus beau mot de la fin ?

JEAN-MARC THEOLLEIRE.

Les curiosités

d'un gourmet

Tartruffes

EST-CE une racine, un champignon, une callosité de la terre comme pensait Plin, ou comme l'assurait Juvénal, la fille du tonnerre comme croyaient certains, ou du diable comme d'autres les Espagnols ? Est-ce une maladie savoureuse de la terre comme Baudelaire le faisait dire à la Fanfarlo ? Est-ce, selon la légende périgourdine, une pomme de terre changée en trésor par une fée bienveillante ? Est-ce simplement ce que disent les chimistes, un agrégé de silice, d'alumine, de fer, de manganèse, de sodium, de potassium, d'holie essentielle, de soufre et d'eau ? Est-ce... Mais qu'importe ! Et qu'importe aussi les variantes, la truffe blanche d'Atrique que seuls connaissent les Romains, qui en étaient friande (les Italiens estiment encore fort la truffe jaunâtre du Piémont, qui veut du reste plus cher à Paris que les nôtres — vous en trouverez à la *Via Veneto*, 13, rue Quinquin-Saunier, avec l'escalope de veau ou les pasticcias), la truffe de Bourgogne et de Champagne (*tuber uncinatum*), etc. Seule compte pour le gourmet la truffe du Périgord (*tuber melanosporum*).

Surtout, il faut bien le dire, cette truffe-là se fait rare ! Dans une précieuse « Enquête sur la truffe en Dordogne en 1935 », M. René Larivière estime la production, cette année-là, à 40 tonnes. Il est vrai qu'alors l'intérêt économique de la truffe était mal perçu, encore que faisant l'objet d'un commerce d'appoint. Le kilo vaut quatre à cinq fois le prix d'un kilo de viande, qui est déjà un luxe. Cinquante ans plus tard, en abordant la Belle Epoque, la production a triplé : le Périgord fournit 120 000 kilos de truffes. En 1900 l'on atteignait 2 000 tonnes, présentement d'autres chiffres (qui me paraissent exagérés). Mais en 1975 nous retombons à quelque 100 000 kilos.

On comprend que la trufficulture pousse un cri d'alarme. Que des hommes comme Sylvain Floirat ou son successeur à la présidence de l'Association nationale des trufficulteurs, M. Charles Parro, accentuent les recherches tendant à établir comment naît la truffe. Quel chène est le meilleur truffier, etc.

EN attendant, une législation aberrante autorise les conservateurs de truffes du Périgord à vendre sous le nom de truffes d'Italie ou d'Espagne, pour peu qu'ils soient importés avant la fin de décembre et après une demande en règle. Comme les truffes d'Espagne sont en qualité le tiers de la française et, en prix, environ la moitié, on voit tout ce qu'y gagnent lesdits conservateurs. Et ce que perdent les acheteurs !

Tout cela vient de notre mauvaise habitude de vouloir manger des truffes toute l'année. Et de la plus mauvaise habitude encore des chefs, de mettre, partout, des racines de truffes, qui ne font qu'illusion, permettant d'augmenter le prix du plat sans l'améliorer, au contraire. Le vrai gourmand de truffes doit savoir que celles-ci sont mûres entre le 25 novembre et le 15 décembre, selon la saison et la température. Que les truffes fraîches sont évidemment incomparables (mangées crues à la croque au sel, comme on les sert chez Lamazère, c'est merveilleux !). Que les grandes marchés sont ceux de Gourdon, Sarlat, Cahors, l'Albanque (celui-ci est peut-être le plus important).

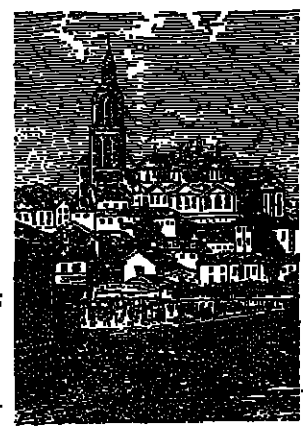
Mais si, de hasard, il veut faire quand même quelques conserves ménagères, il n'y a qu'une bonne formule, celle des grands-mères : la truffe conservée crue, dans la graisse d'olive. Denis prime le froid, mais la surpâtisserie implique un équipement considérable. Enfin, les conserves les font en boîtes ou en bocaux, demi-cuites et stérilisées, quelquefois dans l'alcool, comme les mauvaises chefs. Gardez-vous-en bien. La truffe peut être poreuse, et c'est alors un véritable baba à l'eau-de-vie que vous ingurgitez !

Mais en achetant vos truffes fraîches vous-même, faites aussi attention ! On ne vend truffes ou truffes, brochées de terre, qui cache des trous, des malformations, des « bobos » (quand la terre n'est pas mise express pour les cacher) ! Roger Lamazère (23, rue de Pontlieu) vend des truffes brochées et nettes. De grandes épiceries de luxe également.

LA REYNIERE.

La douceur de vivre : une spécialité de Périgueux à savourer sur place.

Périgueux ? Bien sûr, vous connaissez. Par les étiquettes de foies gras, de truffes et de confits. Mais vous, le traqueur d'authentique, le dénicheur de pittoresque, le grand consommateur de Nature avec un grand N... vous ignorez Périgueux. Molière ? Hors des sentiers battus. Pas à la mode. TROP au centre. Qu'importe... Domage. Car vous trouverez là, la seule spécialité que nous n'exportons pas : la douceur de vivre. Une douceur bien rare et bien précieuse par ces temps de béton. Chez nous, à Périgueux, la douceur de vivre est partout. Dans les places, dans les cours, dans le passé et même dans le présent d'une ville moyenne en plein essor. La douceur de vivre. Elle flâne, à l'ombre de la cathédrale de Saint-Front, dans ces vieilles ruelles sur le pavé desquelles on



dresse encore la table familiale : pour prendre l'air, les beaux soirs d'été. La douceur de vivre. Elle musarde au fil de l'île, l'attarde sous les frondaisons épaisses. Et s'arrête avec vous, sur la berge, pour déguster une friandise comme on n'en fera jamais plus. Et si vous avez l'âme studieuse elle sera toujours là, pour vous guider dans l'une des plus belles villes-musée de France. En sa compagnie, de l'histoire à la préhistoire, de Saint-Front à l'abbaye de Chancelade, de la rue du Planier au musée du Périgord, vous vivrez le plus émouvant (et le plus complet) des cours. Et si, par aventure, vous ne pouvez vraiment plus passer d'elle, il ne restait qu'une solution : devenir Périgourdin. Nous vous avions prévenu. Elle ne voyagera pas.

La douceur de vivre a une capitale : Périgueux.

صلى الله عليه وسلم

La Dordogne: terre de promesses.

Entreprises découvrez le nouveau visage du Périgord:

Avant propos
La Dordogne, c'est-à-dire le Périgord, ne cesse d'attirer des visiteurs de plus en plus nombreux. Beaucoup d'entre eux viennent s'y installer soit périodiquement, soit à titre définitif, attirés par les charmes variés de ses paysages: pays de contrastes et de l'harmonie, de la diversité et de l'unité, de la violence et de la mesure. Il y a de plus en Périgord un prestige qui ne laisse personne indifférent, que M. Jean Lassaigne appelle "la sagesse Périgourdine", inclination d'une vieille province, qui, au creux de ses falaises rocheuses, a vu naître la civilisation. Il se peut que, parmi ces visiteurs on en trouve qui, avec le maître de Moulin de Frons, rêvent de devenir maître de sol, maître chez soi; petite maison, grand cœur. Cette poésie donne aussi du charme au Périgord. Richesses touristiques, richesses archéologiques, sites et paysages, festivals et musées, loisirs sportifs, gastronomie ont de quoi captiver les visiteurs. Les châteaux pleins d'histoire et de poésie sont trop nombreux pour qu'on les compte; nombreux d'entre eux, de très belle allure, bordent la Dordogne et lui font une escorte royale. Les rivières l'Isle, l'Eau Vive, la Dronne, la Vézère, la Dordogne, sillons d'eau et de lumière, ouvrent dans nos collines et nos causses, d'un bout vers l'Océan après avoir traversé l'Aquitaine. Les prairies, abris, éléments de la Préhistoire, les vallées fertiles: églises en coupole, clochers, tours, multiplient les occasions et les bonheurs de visite. On aimerait que le pays s'attachât et si riche en créations artistiques et technologiques depuis la préhistoire soit un pays de vie active comme il l'est toujours. L'agriculture est en plein renouveau. Le monde rural périgourdin se dégage chaque jour davantage de la tradition. On assiste à un renouvellement inévitable des modes de production et des structures foncières. Ces changements, qui ont pour prolongement la diversité des hommes à travers leurs attitudes, comme à travers leurs pensées, constituent aujourd'hui les meilleurs gages de la pleine réalisation des espérances suscitées par l'esprit industriel. Ayons confiance dans l'avenir de ce beau et attachant pays. Ayons confiance dans la sagesse périgourdine.

Robert Lacoste
Président du Conseil Général de la Dordogne

Une main d'œuvre disponible.
Un réservoir de main d'œuvre jeune: 38 % des périgourdiens ont moins de 25 ans, et 40 % des demandes d'emploi émanent des moins de 20 ans. Une population jeune à laquelle le département offre une formation de plus en plus complète et appropriée aux besoins de l'essor économique et industriel: 40 établissements d'enseignement secondaire pour 22.000 élèves, un Institut d'Etudes Juridiques et Economiques à Périgueux, et un enseignement technique dispensé à près de 5.000 élèves, devant chaque année près de 1.500 diplômés.
Une main d'œuvre disponible pour l'industrie et le tertiaire à vocation commerciale. Si l'on compte encore 38 % des actifs, le secteur agricole voit sa population active diminuer libérant une main d'œuvre numériquement importante. Le secteur tertiaire, après avoir connu une forte croissance semble connaître une certaine saturation qui touche les services administratifs et publics, une voie d'avenir s'ouvrant cependant du côté tertiaire à l'intérêt national, telle l'imprimerie des timbres postaux récemment à Périgueux. 40 % des demandes d'emploi concernent aujourd'hui le secteur industriel.

Une bonne répartition des centres d'emploi et de la densité de population sur le territoire: pour des entreprises en milieu rural. La population est en effet peu urbaine (38,2 %) et sa répartition autour des centres d'activités secondaires sur tout le territoire.
Un contexte industriel existant historiquement.
Une industrie diversifiée à l'image des divers visages du Périgord. Des activités traditionnelles tirées de son passé et de ses richesses qui, sous l'influence du monde moderne, se sont renouvelées, se concentrent et se développent. Ainsi les secteurs du bâtiment et de la chaussure fleurissent de l'activité occupant 12.000 personnes. L'industrie alimentaire (expression d'une gastronomie fameuse), celle du bois et des textiles (tissage, teinture) ailles près de 15.000 emplois. Si l'on compte dans ce secteur traditionnel de l'activité régionale quelques grandes entreprises, la P.M.E. est dominante. Parallèlement se créent et se développent des entreprises nouvelles, des entreprises, témoins du dynamisme économique de la Dordogne: l'avec des industries chimiques, de mécanique de précision, des papeteries et électroniques qui occupent plus de 12.000 actifs. Comment ne pas citer la florissante in-

dustrie qui représente l'équipement touristique de la région, par lequel celle-ci exploite et entretient son merveilleux patrimoine, et qui est un facteur majeur de développement.
Dynamisme, donc, de l'industrie locale: depuis 1972: 1.300 emplois nouveaux chaque année.
Fortes compétences nationales puisque le chiffre d'affaires annuel de l'industrie croît de 15 % par an, mais force commerciale qui est aussi internationale, comme en témoigne l'essor du Club des Exportateurs de la Dordogne.
Un tissu industriel couvrant le territoire et qui ne se concentre pas uniquement autour de ce grand centre d'attraction qu'est Périgueux, mais aussi dans les vallées de l'Isle, de la Dordogne, ainsi que dans les régions de Serlet, Bergerac, Tarn-et-Garonne, Trivers et Nantais: zones à travers lesquelles 200 hectares d'espaces industriels sont aménagés.
Une activité qui est dispersée, qui se développe et s'intensifie grâce à l'effort de perfectionnement des moyens de communication.

Des communications en amélioration constante.
Elles sont la condition d'un développement équilibré, permettant tout d'abord géographiques. Le département a depuis longtemps consacré ses efforts à cette nécessité d'améliorer les moyens de communication entre les zones.
14.000 km de routes à grande circulation quadrillant le département desservant les grands axes à partir de Périgueux: Bordeaux-Angoulême-Limoges-Brive, ainsi que les liaisons Bergerac-Sartre, Ribérac-Sartre. Depuis 1974 l'accent est mis sur les liaisons interurbaines entre les centres d'activité secondaires, mais aussi sur les liaisons transversales à vocation nationale afin de faciliter les échanges inter-départementaux.
Une desserte aérienne: trois aéroports de moyenne importance Bergerac, Périgueux et Combrailles (Tourisme), de petits aéroports de tourisme à Belges et Ribérac et des liaisons par lignes régulières à Paris.
Télécommunications: un équipement moderne et complet: depuis 1975 le réseau est automatisé et les appels sont payés à l'usage. Le département compte un téléphone pour 7 habitants.
Un effort est fait, pour une plus large utilisation du Télé et de la Télé-informatique, outils indispensables des entreprises modernes.



Tourisme vert a la carte!

Sur la route de Paris aux Pyrénées, à mi-chemin entre les deux Centres de la France, le Périgord enchante ses visiteurs par la multiplicité de ses richesses. De

des nombreux pays routes bien entretenues et pittoresques permettent de découvrir de merveilleux paysages d'une variété infinie, sillonnés de belles cités antiques et d'innombrables ruines et traces.

TERRE D'ELECTION DU TOURISME CULTUREL

Dans les sites remarquables du Périgord, les trésors du passé nous racontent la vie et l'art depuis 20.000 ans: grottes préhistoriques, villages troglodytiques, châteaux médiévaux ou Renaissance, vieilles cités d'art, bastilles, villages moyenâgeux, églises romanes.
Le Périgord est par excellence la terre d'élection du tourisme culturel et de ce fait attire des visiteurs du monde entier.

Festivals
Chaque année les plus célèbres les Festivals des Jeux du Théâtre de Saint-Julien et de Saint-Jean de la Forêt (17 quinzaine de juillet), gala de poésie et de variétés de Bergerac (les octobres) sans oublier les Journées de Périgueux début septembre.
Chaque année de nombreux châteaux (Bordeaux-Puyguilhem-Jumilhac le Grand et ébaves (St Amand de Coly, Coudon, St Cyrien, Beaumont, St-Jean de Cole, Chancelade) sont organisés des concours de qualité qui réunissent touristes et gens du terroir.

Musées
Les plus célèbres musées de la Dordogne sont bien évidemment consacrés à la Préhistoire (Musée National de Préhistoire). Les Eyzies, centre d'art préhistorique du Thot à Thonac. Mais il ne faut pas oublier d'aller visiter le Musée du Tabac à Bergerac et le Musée du Périgord à Périgueux.
CHATEAUX
En Périgord les châteaux sont légion, et il faut aller visiter les châteaux, ouverts à la visite, tous chargés d'histoire les uns que les autres. Il s'agit des châteaux de: Benardière (Champan), Beynac, Biron, Les Bories, Bourdilles, Castelnaud, Fages, Fagnon, Hautefort, L'Herm, Jallès, Jumilhac, Lanquais, Martillac, Montbazillac, Montignac, Puygignac, Puyferrât, Puyguilhem, Puymarin, Salgues, Verrières.

Mais c'est avant tout par un certain art de vivre, une bonne table et un cadre de vie de qualité que la Dordogne charme ses hôtes.
Pour mieux les accueillir, la Dordogne s'est équipée. Aujourd'hui elle dispose d'une gamme complète d'équipements de loisirs et d'accueil avec des formules originales.

Et souvenez-vous que les meilleurs produits de la Dordogne, qui en compte tant d'excellents, ce sont ses hommes et ses femmes.

André MAUROIS

Aquitaine, le pays de qualité.

ADRESSES UTILES

- Préfecture de la Dordogne, Allée de Tourny, rue Paul-Louis Courier, Périgueux
Tél. (53) 08.22.11
- Chambre de Commerce et d'Industrie de Périgueux
et
- Association pour l'Expansion Economique de la Dordogne
23, rue du Pt Wilson, Périgueux
Tél. (53) 08.31.17
- Chambre de Commerce et d'Industrie de Bergerac
18, rue du Maine de Biran, Bergerac
Tél. (57) 02.26
- Office Départemental de Tourisme de la Dordogne
16, rue du Pt Wilson, Périgueux
Tél. (53) 44.33
- Maison du Périgord
31, rue Louis le Grand, Paris
Tél. 742.05.15.

Une agriculture de qualité. Une industrie agro-alimentaire riche d'avenir

Qui ne connaît le «diamant noir du Périgord», ses foies gras, ou ses vins? Ces produits prestigieux ont rayonné sur ce terroir. Mais à côté de ces productions traditionnelles, fruits d'une agriculture de petites exploitations aux cultures très diversifiées, la Dordogne a, depuis une vingtaine d'années, totalement modifié son visage agricole. En respectant sa vocation d'agriculture de qualité, elle a mis en valeur ses terres incultes, édifié les techniques modernes et spécialisé ses productions.
Aujourd'hui, elle reste le pays par excellence de la truffe et du foie gras, du bon vin blanc des côtes du Bergeracois, mais elle est devenue aussi le premier département producteur de fraises et de noix, le second pour la production de tabac et un département d'élevage avec un gros cheptel bovin, ovin et caprin. Complètement de cette agriculture en expansion, l'industrie agro-alimentaire a pris un essor remarquable dans les années 60.

Elle emploie aujourd'hui près de 3.000 salariés (sans parler du personnel saisonnier) et occupe une place de premier plan tant par la variété, que par la qualité de ses fabrications: conserves de foies gras, de fruits et de légumes, salades, minoteries, distilleries, caves, coopératives, industrie de pépinière industrielle et confiserie. Parmi ces industries, figurent des entreprises très dynamiques exportatrices au niveau mondial (vins, foies gras, pâtisseries industrielles, fromages).
Cependant, une grande partie de la production agricole ne subit aucune transformation avant de quitter le département. Il reste un potentiel considérable dans ce secteur pour la création de petites unités de production en milieu rural, près de la terre qui fournit ces produits et des organismes qui les stockent (fruits, légumes, céréales...), pour continuer la chaîne du producteur au consommateur et développer cette industrie de qualité qui, déjà, fait la renommée du Périgord.

Les conditions d'attribution de ces divers aides ont été considérablement assouplies récemment par le classement de l'ensemble du Département en Zone de Réhabilitation Rurale, ainsi que par les mesures de déconcentration décidées par le Gouvernement.
Les Comités Consultatifs, l'Association départementale pour l'Expansion Economique, ainsi que les Services administratifs départementaux, apportent en outre, sous l'impulsion du Comité départemental pour la promotion de l'emploi, leur concours aux entreprises qui s'installent ou se développent en Dordogne pour les aider dans la réalisation de leur projet.

LA DORDOGNE FAVORISE VOTRE DEVELOPPEMENT

Les entreprises qui s'installent ou se développent en Dordogne peuvent bénéficier selon la nature du programme d'investissement, l'activité de l'entreprise et le lieu de l'opération envisagée, des aides suivantes:

- Prime de Développement Régional
- Aides fiscales
- Prime d'orientation agricole
- Prime de localisation de certaines activités tertiaires
- Prime de localisation d'activités de recherche
- Prime d'installation artisanale en milieu rural
- Aides au développement et à la formation de la main-d'œuvre
- Intervention du Fonds d'aide à la décentralisation pour réduire le prix de vente des produits industriels
- Indemnité de décentralisation pour les entreprises venant de la région parisienne
- Aide spéciale rurale pour les entreprises créant des emplois dans certaines zones à faible densité démographique
- Aide des collectivités locales pour le financement des investissements immobiliers
- Aide de l'Etablissement Public Régional pour la construction d'usines-réalis
- Prêts bonifiés de la Société de Développement Régional «Espace»

PAYS DU BIEN VIVRE

Terrains de contrastes, la Dordogne offre au visiteur une prodigieuse variété de sites et de paysages où l'homme a toujours su intégrer harmonieusement les demeures qu'il bâtit.
Ses villages du passé sont d'une richesse inégalable: gisements et cités préhistoriques, châteaux, abbayes, bastilles.
Mais c'est avant tout par un certain art de vivre, une bonne table et un cadre de vie de qualité que la Dordogne charme ses hôtes.

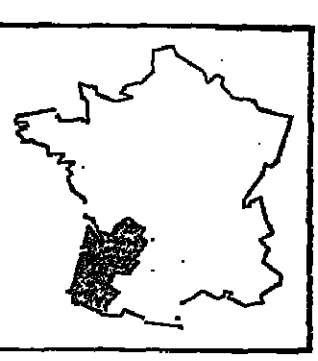
Des produits prestigieux.



1er département producteur de fraises
2ème département producteur de noix
La Dordogne c'est aussi:
- les vins de Monbazillac, Bergerac, Pechumant...
- les œufs, les volailles et les truffes du Périgord
- le plus gros producteur de bois de noyer
- des conserves réputées répondant hors des frontières le label Périgord (foies gras, fruits et légumes)

Prehistoire EN PERIGORD

Depuis 200.000 ans, de l'achéulien au protohistorique, les fouilles des villages de la Vézère, de la Dordogne et de Lot ont permis de retracer la vie de l'homme, de la Préhistoire à l'histoire.
De l'homme à l'homme, les arts de la préhistoire ont permis de créer plusieurs centaines de grottes de fresques, d'objets en os, en pierre, en bronze, en fer, en cuivre, en argent, en or.
Les musées des Eyzies et de Périgueux contiennent les plus belles collections préhistoriques existantes.
Venez découvrir ces sites exceptionnels.



Dordogne

Les encombrements de la préhistoire

Le Périgord est connu grâce à la préhistoire et à la gastronomie, mais peut-on situer exactement la Dordogne ? Le département recouvre à peu près celui de l'ancienne province de la Périgord, d'où l'utilisation des deux appellations Dordogne et Périgord pour la même région. Il appartient au Sud-Ouest de la France, à l'Aquitaine, et est pris entre le Limousin au nord, l'Angoumois à l'ouest, le Bordelais au sud-ouest, l'Agénais au sud et les premiers contreforts du Massif Central à l'est.

Périgueux, son chef-lieu, se trouve à environ 600 kilomètres au sud de Paris et à 120 kilomètres au nord-est de Bordeaux. La Dordogne est un des plus vastes départements français. Il couvre 925 kilomètres carrés, soit 1,7 % du territoire national. Il a la forme d'un vaste plateau incliné au nord-est (478 mètres à la forêt de Viadour) au sud-ouest (35 mètres à Bergerac), des hautes terres granitiques du Limousin aux terrains sédimentaires du Bassin aquitain.

Néerlandais d'abord

Attirés par les sites préhistoriques (grottes ornées de Lascaux, fermées au public malheureusement, Font de Gaume...), par les richesses architecturales et historiques (châteaux de Hautefort, Beynac, Bourdellies, Puyferrât, églises et abbayes Cadouin, Brantôme, Chancelade, etc.), par la nature et le calme, de nombreux touristes viennent visiter le Périgord. Des estimations permettent d'avancer qu'il passe annuellement environ cinq cent mille visiteurs dans le Sarladais, certaines personnes avancent même le chiffre de un million pour l'ensemble de la Dordogne.

Bien que ces touristes soient pour la plupart de passage, cet afflux est économiquement parlant une très bonne chose car la dépense touristique (directe et indirecte) peut être évaluée à environ 200 millions de francs. Les commerçants et de nombreux artisans s'en réjouissent. Malheureusement ce succès ne va pas sans poser des problèmes d'ordres divers : équipement d'accueil et de loisirs insuffisants, perturbation du marché de l'emploi, cohabitation avec le monde agricole.

Pour accueillir tous ces touristes, le département offre environ soixante mille places en hébergements classiques : résidences secondaires, hôtels, campings et gîtes. Malgré tout, il faut souligner l'essor de ce dernier mode d'hébergement, grâce à l'impulsion de l'Office départemental du tourisme. La Dordogne qui ne comptait que soixante gîtes il y a dix ans en loutre près de sept cents actuellement (gîtes ruraux et

gîtes communaux). Cet accueil reste nettement insuffisant quand on sait qu'en plus ce flux touristique est essentiellement concentré sur la période estivale. Les visiteurs de plus en plus nombreuses, d'origine étrangère, d'origine anglaise et allemande, surtout au printemps et à l'automne, permettent d'allonger la saison. Il existe un certain nombre d'équipements de loisirs : plans d'eau (Carrac-de-Gurçon, Saint-Estèphe, la Jemaye, Trémolat), des piscines dans les principaux centres, des pistes équestres et des centres équestres, des sentiers pédestres, des promenades en roulotte, etc.

Il n'en reste pas moins que ces équipements sont insuffisants pour accueillir les touristes à prolonger leur séjour, en particulier au niveau des plans d'eau, car les loisirs liés à l'eau semblent être les plus recherchés en période estivale.

Ce flux touristique saisonnier n'est pas sans poser aussi des problèmes d'emplois en bouleversant localement le marché du travail. Le travail saisonnier ne permet d'occuper que temporairement des actifs qui se retrouvent inscrits à l'Agence départementale pour l'emploi en dehors de la saison. Les problèmes ne sont pas ressentis partout avec la même acuité. Le Sarladais drainant la majorité des touristes est sans doute la zone la plus sensible. En effet, en plus des inconvénients déjà vus, vient se greffer la concurrence pour l'utilisation des terres entre les agriculteurs et les acquéreurs de résidences secondaires (Parisiens et habitants du nord de la France mais aussi de nombreux étrangers, Néerlandais dans le Sarladais, Anglais dans le Ribéracais et le Bergeracois).

Hors circuits

Les acheteurs de résidences secondaires proposent des prix nettement supérieurs aux valeurs agricoles et, de ce fait, entraînent aux exploitants locaux des parcelles et même quelquefois des exploitations qui leur seraient très utiles, surtout dans cette région où les bonnes terres sont assez rares. Les agriculteurs étant pour la plupart restés en dehors du circuit touristique considèrent plus développant leur activité comme une gêne que comme un avantage.

Pour essayer d'apporter des réponses à des problèmes, quelques suggestions viennent à l'idée. Il serait nécessaire d'encourager les touristes à mieux se répartir dans le temps mais aussi géographiquement sur l'ensemble du Périgord en équipant les autres régions moins connues

que le Sarladais pour l'accueil et les loisirs. Pour conserver le caractère rural du tourisme périgourdin, il semble souhaitable que ces équipements soient diffusés et que le tourisme s'intègre à la vie locale et c'est pour ces raisons que les gîtes et le camping à la ferme semblent les mieux adaptés.

L'eau trop loin

Dans les secteurs les plus sensibles, les terres agricoles devraient être réservées obligatoirement aux exploitants locaux. De plus certains agriculteurs pourraient peut-être orienter leur production en fonction de ce nouveau marché, car, sur les cinq cent mille touristes qui passent en Dordogne, la grande majorité se restaurent sur place et, pour l'instant, les restaurateurs et commerçants locaux vont se ravitailler sur les marchés hors du département (Lot-et-Garonne surtout). Enfin, il semblerait souhaitable de contrôler de très près la publicité afin que l'on ne soit pas conduit un jour à ne plus pouvoir offrir le produit varié : nature, calme, monde rural authentique.

La faiblesse démographique du département, sa basse densité, son manque d'industries sont autant de handicaps pour l'aménagement du territoire.

Ainsi les communes, à la taille souvent trop petite, n'ont que de très modestes moyens financiers pour réaliser les équipements à leur charge : voirie, assainissement, bâtiments communaux, etc. Le budget départemental ne porte que sur 378 000 personnes, aussi le conseil général a-t-il des difficultés pour faire face aux besoins importants du département. Les pouvoirs publics se heurtent à des prix de revient supérieurs à la moyenne et de ce fait réalisent moins de travaux.

Il s'ensuit un certain sous-équipement du département. Le taux de desserte en eau potable n'est que de 52 % au 1^{er} janvier 1976, certaines communes n'ont encore pas l'eau et les 18 % restants à desservir sont les plus difficiles (déclivement, pentes...). La Dordogne connaît de sérieux problèmes au niveau des rejets des effluents. L'assainissement des bourgs n'est pas que très limité : par contre, le problème de la collecte et du traitement des ordures ménagères est en passe d'être résolu dans la majorité des centres les plus importants.

Cet ensemble de problèmes auquel est confrontée l'économie périgourdine n'échappe pas aux pouvoirs publics qui viennent, ces dernières années, de prendre plusieurs décisions importantes. Depuis le mois de septembre, le département de la



Dordogne est classé en zone de rénovation rurale, cette dernière mesure vient s'ajouter au classement de six cantons en zones pouvant bénéficier d'aides spéciales rurales, à un contrat de pays (Montpérat), à un plan d'aménagement rural (PAR du Vertallacois) et à un périmètre d'action forestière (PAF de la Bessède).

Le Périgord, qui offre un cadre de vie assez exceptionnel, qui a des atouts non négligeables comme des productions

spéciales de qualité, un patrimoine préhistorique et historique de première valeur, ne doit pas se voir de sa substance humaine et en particulier de ses enfants. Car, à la limite, on pourrait avoir un très beau cadre de vie mais pour qui ? Même pas pour les touristes car ce ne pense pas que ceux-ci viennent dans un désert humain sans services et sans nature entretenue par l'activité agricole.

BERNARD CONSTANT.

L'homme

du jour

UNE sonnerie de clairon balbutiante s'élève au coin gauche de la place. M. Yves Guéna, par on ne sait quel artifice, semble se redresser encore alors qu'il se tenait déjà droit comme un i dans sa redingote bleue foncée. Des mains d'un agent de police ganté de blanc, il prend une gerbe qu'il va, avec le préfet et le délégué militaire départemental, déposer au cimetière de Périgueux (monument de la Résistance où ont lieu les cérémonies commémoratives). Il sera encore quelques mains, adresse quelques mots, récupère son parapluie lévisé à la garde d'un conseiller municipal qui s'installe au volant de la DS noire, car il fait aussi fonction de chauffeur et de secrétaire.

En quelques tours de roues, M. Guéna se rend à la mairie où à un autre rendez-vous. On l'attend, car tout le monde sait que M. le député-maire est à l'heure. Ce Breton d'origine, âgé de cinquante-quatre ans, qui ne se veut pas « parachuté » reconnaît le quart d'heure de retard chez Périgourdins. Les doc-

Le secrétaire dans sa mairie

siers sont prêts. Les interventions sont brèves, les décisions ne se font pas attendre, et M. le secrétaire général de l'U.D.R. ramène dans sa voiture pour regagner Paris par l'avion ou par le Capitole.

Il rejoint son nouveau domicile de l'avenue Victor-Hugo, près de la place du Général-de-Gaulle. Un général dont il fut proche dès le 19 juin 1940. Des responsabilités nationales prennent le relais. M. Guéna n'aura pas cette fois-ci le loisir de se reposer dans son château de Chantecave à une trentaine de kilomètres de Périgueux, en bordure de la forêt de la Double.

Un château qui appartient aux descendants de la famille de Le Bourdonnaye, la famille de sa femme.

Quand il y séjourne, M. Yves Guéna travaille dans un bureau installé dans la tour du quinzième siècle. Par la fenêtre, il peut jeter un coup d'œil sur une campagne magnifique.

Lorsqu'il se rend à une manifestation, et notamment à des comices agricoles, il s'efforce

aussi d'aller jeter un coup d'œil à un élevage de chevaux. L'équitation est sa grande passion. Cette visite se fait souvent avec Utopie, son chien. On est au pays de Montaigne. C'est aux grilles de la cour d'honneur du château, après chaque élection, qu'est planté depuis novembre 1982 un tronc de pin décoré, surmonté du bouquet. La population locale est conviée à la fête avec des personnalités. Un buffet campagnard est servi. Le portail est aussi ouvert à la population le diman-

che matin, mais c'est surtout à la permanence de l'U.D.R., à Périgueux, que M. Guéna reçoit tous ceux qui ont une question à lui soumettre, à moins qu'il n'ait été questionné dans les rues du centre ou sur les pittoresques marchés de la ville.

Enfin, il est encore un endroit où l'on peut rencontrer de façon non officielle M. Guéna. C'est un restaurant de quartier qui s'appelle... Le Petit Châf.

JACQUES MAHAUS.

ELECTIONS PRESIDENTIELLES

(premier tour)

NOM	1965
de Gaulle	40,07 %
Mitterrand	39,13 %
Lecaune	11,79 %
Fompidon	30,76 %
Pohier	25,03 %
Duclos	25,83 %
Defferre	4,97 %

1974

Mitterrand	47,87 %
Chaban-Delmas	25,15 %
Giscard d'Estaing	25,65 %

LES PARLEMENTAIRES

— Deux sénateurs : MM. Marcel Bruguère (P.S.), Robert Lacoste (P.S.).

— Quatre députés : MM. Yves Guéna (U.D.R.), Raoul Jazy (P.S.), Alain Bonnet (radical de gauche), Lucien Datar (P.C.).

LE CONSEIL GENERAL est présidé par M. Robert Lacoste, sénateur socialiste.

Petit Guide des Vins de Bordeaux

IV L'élégance des blancs secs : Graves, Entre-Deux-Mers, et Côtes de Blaye.



Qu'il soit le plus riche, le plus étonnant, de plus nerveux qu'un vin blanc sec de Bordeaux ? Il n'est en effet que de déguster un Graves sec sur un saumon à l'oselle, un Côtes de Blaye sur une fraicheur d'anguille persillade ou un Entre-Deux-Mers sur des légumes pour comprendre l'extraordinaire finesse dont les blancs secs de Bordeaux jouissent chez leurs nombreux amateurs, en France comme à l'étranger.

D'autres vins blancs secs sont produits en Gironde. Citons entre autres les fameux Côtes de Bourg et les non moins célèbres Graves de Vayres.

Les Graves. Une région aux sols rudes. Vous vous souvenez sans doute, lorsque nous avons découvert ensemble les Graves rouges, des caractéristiques inhabituelles des sols d'où ils tirent leur nom : une épaisseur, variant de quelques centimètres à 3 mètres, de cailloux roulés et polis où le cep plonge très bas ses racines, vers le sous-sol calcaire.

Dans l'Ouest et le Sud immédiat de Bordeaux, ces sols sont encore plus particuliers puisque constitués, en un harmonieux compromis, de terrains de graves pures et de terrains de graves argileuses. La terre d'élection des Graves blancs secs est là. Si les Graves en effet possèdent race et nervosité, s'ils affirment leurs caractères avec une telle vigueur, c'est d'abord à ces particularités géologiques qu'ils le doivent.

Un caractère exceptionnel. L'élégance et la race ; on ne peut mieux qualifier les Graves secs. Nerveux, infiniment distingués et d'une extrême finesse, ne manquant pas de corps cependant, ils sont immédiatement reconnaissables. Sans verdir aucune fois fruités, sans rudesse ni degré alcoolique excessif mais délicatement bouquetés, ils se boivent frais, tranquillement, laissant la tête légère et la langue agile.

Cet hiver, essayez donc un Graves sec sur des huîtres, des moules de Boulogne ou de Bouzigues crues, des paltes ou des crabs, un poisson fin en sauce : non seulement c'est étonnant, c'est divin !

Les Graves blancs secs ne comptent que 8 crus classés. Précisons que certains châteaux sont classés à la fois pour leurs vins rouges et leurs vins blancs.

L'Entre-Deux-Mers. Géographiquement, ce nom d'Entre-Deux-Mers s'applique à toute la partie du département de la Gironde comprise entre Dordogne et Gironde, depuis la pointe du Bec d'Ambès jusqu'aux frontières des départements de la Dordogne et du Lot-et-Garonne. Ici, le vignoble blanc règne en maître, dans une région riante de coteaux peu élevés aux vallées encaissées. Les vins qu'il produit sont appréciés dans le monde entier. Signifions une appellation contrôlée particulière sée dans la région : "Blanc-Bouquet".

Très recherchés, les vins d'Entre-Deux-Mers sont eux aussi de parfaits et charmants compagnons des fruits de mer et des poissons. A une grande finesse, ils allient souplesse, corps, fruité et ils laissent en bouche une inégalable sensation de fraîcheur.

Les Côtes de Blaye. La région des Côtes de Blaye est depuis toujours vouée aux vins blancs secs. Elle constitue toute la zone frontalière à la limite des départements de la Gironde à l'est, de la Charente-Maritime au nord. Les Côtes de Blaye, depuis bien longtemps, ont un enchevêtrement complexe : par exemple, vous les servez avec la mouche (moules grillées sur lit de brasse d'anguilles de pin), les palourdes farcies, les huîtres d'Arzac, les oursins, les crevettes sautées au beurre, etc.

L'Entre-Deux-Mers et une grande route bordelaise : "L'Alice à la Robinson". Si vous avez de la chance de trouver des aloses de Gironde chez votre marchand (vers avril-mai), voici une recette qui fait depuis toujours les délices des pêcheurs girondins.

Au moment de servir, vous aurez pris soin d'enlever la grande arête en incisant le dos du poisson, tout du long. Elle se détache facilement si la cuisson est à point.

Donnez le choix entre une sauce vinaigrée à l'estragon, ou un beurre blanc fondue et poivré. Voilà, c'est tout. Mais avec un Entre-Deux-Mers bien frais, c'est un régal.

Important, veuillez noter que, sauf exception, les blancs secs de Bordeaux se boivent jeunes. Pour en savoir plus. Nous n'avons pu vous donner ici qu'un aperçu très succinct sur ce quatorze groupes de vins de Bordeaux. Nous vous suggérons de le garder précieusement : d'autres pages vont suivre dans ce même journal cette semaine (où ce petit guide pourra vous être fort utile). Cependant, si vous désirez obtenir de plus amples informations sur le sujet, le C.I.V.B., Conseil Interprofessionnel des Vins de Bordeaux se fera un plaisir de vous faire parvenir dans les plus brefs délais les diverses plaquettes et documents récemment édités concernant les Blancs secs de Bordeaux. Il vous suffit d'écrire à l'adresse suivante : C.I.V.B., 1 Cours du 30 Juillet, 33075 Bordeaux Cédex, Tél. (56) 44.37.82.

Les Vins de Bordeaux &

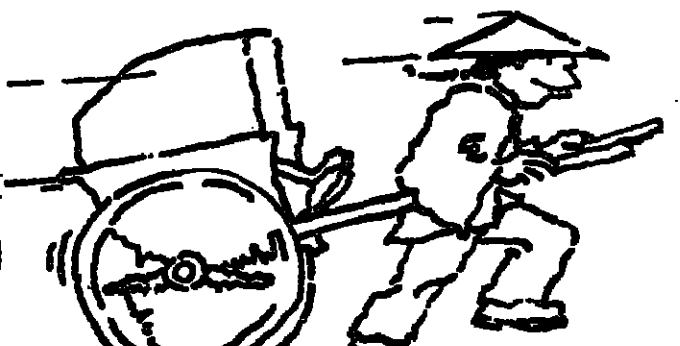
Conseil Interprofessionnel des Vins de Bordeaux.

Les plus beaux voyages du monde.

Carnaval à Rio & Amazonie. 12 jours 8.900 F	NEIGE Sud Nordique en Norvège. 8 jours 1.950 F
Découverte Pays Incas. Pérou. Bolivie. 15 jours 8.500 F	Le Groenland à traîneaux à chiens. 12 jours 7.570 F
Féerie des Mers du Sud. Moorea. Papeete. Bora-Bora. 17 jours 12.045 F	Tignes. 7 jours 1.240 F
Les Iles : "Seychelles". 10 jours 3.450 F "Réunion-Maurice". 16j : 4.800 F "Île de Goé". 10 jours 3.990 F	VOS WEEK-ENDS ALondres 3 jours 1.075 F A Pompador (Club équestre). 2 jours 350 F
CROISIÈRES Aux Caraïbes. 9 jours 5.300 F	LA CHASSE/LA PÊCHE "Surf Casting" en Mauritanie. 9 jours 3.700 F

Au départ de Bordeaux en vol direct.
**NOUVEL AN
SPECIAL DJERBA**
9 jours 1.755 F

Havas Voyages Bordeaux
54 cours du Chapeau Rouge
Tél. 52.67.91 - 52.67.82



Le Monde

DES LIVRES

La nouvelle : un genre dédaigné

L'ENTREPRISE romanesque est souvent présumée, voire immodérée : vouloir tout enfermer dans un livre, tout embrasser, tout recouvrir... En regard, quelle modestie dans la nouvelle, quelle sobriété dans cet art du langage qui est, en même temps, un art du silence. Mais les Français, qui boudent leurs moralistes — qui lit Clément ? — n'aiment guère leurs nou-

vellistes. L'art du bref est, ici, dédaigné, déconsidéré. Il faut faire l'effort, pour s'attirer la faveur du public. La morale des entraîneurs d'athlétisme, c'est de faire monter les coureurs sur une distance supérieure. De même en littérature...

Et pourtant, la nouvelle est complaisante, pour qui entend varier ses plaisirs. On peut la placer entre un match de football et une heure de rêverie ou de méditation. Le roman s'y prête moins. La mauvaise réputation des nouvelles n'a pas découragé les éditeurs, cette saison, puisqu'ils viennent d'en publier six recueils, qui sont analysés page 28. Nous avons demandé aux auteurs les raisons qui les avaient amenés à choisir ce genre littéraire. — F. B.

POURQUOI EN ÉCRIVENT-ILS ?

ANDRÉ PIEYRE DE MANDIARGUES

Au mot « nouvelle », qui en français a souvent une signification diminutive, je préfère celui de « conte », qui rattache à une époque qui m'est particulièrement chère, celle du romantisme. Parlons donc plutôt de récit bref, de narration courte. Je crois avoir souvent dit que l'on commence généralement à écrire pour se procurer à soi-même ou pour tenter de procurer à des lecteurs une émotion comparable à celle que l'on doit à certaines lectures exaltantes. Dans mon cas, quand j'ai commencé à écrire de petits récits, proches du poème en prose, je sais que je suivais à la trace plusieurs écrivains, allemands et français, du merveilleux du dix-neuvième siècle : Hoffmann, Arnim, Nerval, Mérimée, Balzac, Flaubert, entre beaucoup d'autres.

Malgré son écriture souvent trop hâtive, Balzac m'a passionné et me passionne toujours, avec une sorte de prédominance absolue, et je sais que je n'en finirai pas si je commençais à citer les titres de ceux de ses récits qui m'enchantaient. Sur le plan de l'outrance, (rappelons seulement le conte El Verdugo), je me plais à le rapprocher de Mishima. Et l'une des meilleures raisons que j'ai de préférer le récit bref au long roman est que le premier rend acceptables au lecteur des outrances de sujet et des recherches de langage chargé qu'il supporterait difficilement, me semble-t-il, dans le cas du second.

CORINNA BILLE

Je n'écris pas uniquement des nouvelles. Il y a eu deux romans : Theoda, paru aux Portes de France et à La Guilde du Livre, Lausanne. Et le Sabot de Vénus paru aux éditions Rencontre et au Livre du mois, Lausanne. Un autre roman, Ciel-de-Mer, doit paraître plus tard, et je termine en ce moment un quatrième roman, la Carte du Tendre. Mis il est vrai que j'écris plus facilement et plus volontiers la nouvelle. Parce que je la domine très vite. Elle peut s'écrire d'un trait. (Je suis impatiente, concise). Le choc, l'élément de surprise, y jouent un grand rôle. Et j'ai toujours aimé l'étrange, l'insoluble.

PIERRE BOULLE

Parce qu'il s'agit d'un genre indéfinissable qui se situe quelque part entre le récit et le poème en prose, et que les Anglo-Saxons, en particulier Joseph Conrad et Edgar Poe, ont porté à la perfection. Pour moi, la nouvelle commence en général mes histoires par la fin. Je sais toujours où je vais, ce qui n'empêche pas les surprises en cours de route. Pourquoi le public préfère-t-il les gros romans ? Je l'ignore mais constate qu'il s'agit d'un phénomène général. Seuls les Japonais se montrent encore friands de nouvelles. Puissent les lecteurs et les éditeurs français suivre leur exemple !

CATHERINE D'ETCHEA

« Parce qu'elle raconte une histoire, — mais une histoire qui ne peut pas être séparée des mots avec lesquels elle est dite ; parce qu'elle exige un rythme, un équilibre, une unité, une structure ; parce qu'elle impose le langage précis, concret, vivant, exact ; parce que ce qu'elle dit coïncide avec la manière dont elle le dit ; parce qu'elle est alerte, sans pages parasites, sans temps morts ; qu'elle n'exprime ni directement ni consciemment les constantes de l'écriture ; qu'elle n'explique et n'explique jamais, laissant le lecteur libre de la traduire dans le langage de son propre vécu ; parce qu'elle offre tout ce qu'elle contient comme un tout saisissable globalement ; parce que dans le contexte le plus banal, l'incongru, le paradoxal, l'ironie, me sautent aux yeux ou me prennent à la gorge et me mettent en branle mon imagination ; parce que je n'ai pas l'habitude, que j'écris de la poésie, que j'aime les histoires, que je n'ai pas la littérature ennuyeuse que l'adulte voisine avec l'humour, qu'il y a beaucoup de formes d'intelligence mais un seul cœur, que je ne me prends pas au sérieux : voilà pourquoi j'écris... que des nouvelles.

JUDE STEPHAN

La nouvelle ? « Ce que l'existence comporte de problématique et de fondamental », dit Lukacs. Avec presque rien, c'est suggérer tout. En réaction contre le montage-montage et la temporalité fourre-tout du vieux roman (genre qui survit sous nos yeux à sa propre mort), et à la différence du récit qui est l'aboutissement logique du nouveau roman, la nouvelle reste l'unique refuge laissé à la prose pour cerner l'insolite, la surprise, le captivant, aussi bien au niveau des relations les plus naturelles (Tchekhov) qu'extrêmes (Sade) que des événements les plus fantastiques (Kafka).

GABRIELLE WITKOP

Pour traiter de l'individu suspendu dans le vide et qui, la tête en bas, dialogue désespérément avec lui-même, la nouvelle m'offre son rythme d'épave, les difficultés de la concision m'assurent une bonne possibilité de contrôle sur ce que j'écris. Si, comme Proust, l'on choisit la voie de la prolifération, il n'empêche que le principe fondamental reste le même : celui de l'exactitude. On reconnaît la poésie à ce qu'elle ne défile pas. Je n'ai pas appris l'art de la nouvelle dans les livres, mais sur des récits impossibles, dans les kinkies, en des lieux bizarres et malsains, partout où survivre signifie voir et penser juste. Quant au reste, c'est en mon âme que je l'ai découvert.

(Lire page 28 la présentation de ces différents recueils.)

Cent vingt ans de « correspondances de guerre »

De la création des mythes à la difficile vérité

★ LE CORRESPONDANT DE GUERRE de Philip Knightley, trad. de l'anglais par Jacques Mall et Jacqueline Lagrange, Flammarion, 384 p., 25 F.

VOICI une somme effrayante, un travail extraordinaire, pour tâcher de prouver à quel point le mensonge, délibéré, par omission ou inconscient, domine le compte rendu des guerres par les journalistes. En fait, l'ouvrage de Philip Knightley va encore plus loin dans ses accusations, en prouvant qu'il est pratiquement impossible de décrire le cours réel d'un conflit. Selon lui, le correspondant de guerre devient même souvent, par aveuglement ou par complicité, un créateur de mythes — mythes faux destinés à enflammer une opinion publique dans la justesse de la cause nationale et dans la haine de l'ennemi.

L'auteur a examiné impitoyablement chaque conflit important, de

puis la guerre de Crimée jusqu'à la guerre du Vietnam. C'est au moment de la guerre de Crimée que naquirent les correspondants de guerre — le plus célèbre étant un certain Russell. Il décrit en termes très durs l'état lamentable du corps expéditionnaire anglais, et la stupidité, alors baptisée héroïque, de la fameuse charge de la brigade légère. En fait, pour un correspondant de guerre, écrire avec réalisme et exactitude est l'exception qui ne se retrouve plus guère dans le reste de l'ouvrage. Cela tient à ce qu'à cette époque les armées, les services publics, les gouvernements, n'avaient pas encore une connaissance du nouveau phénomène que représentait la présence des correspondants de guerre dans les campagnes militaires.

LUCIEN BODARD.

(Lire la suite page 28.)

roman

Roman? Qui, par l'articulation savante des péripéties, le souffle haletant, claquant, d'une écriture nette et crépitante. Mais l'histoire est vraie. R. Dadoun / Le Nouvel Observateur

Raymond Jean

La fontaine obscure

Une histoire d'amour et de sorcellerie en Provence au XVII^e siècle.

228 pages 39F

SEUIL

DU BON USAGE DES « BEST-SELLERS »

Et si l'instinct maternel n'existait pas ?

de résumée et égoïste : à quel bon avoir appris le grec pour se retrouver épouse idéale et, comme a tiré un journal local, « la simplicité même » ! Parce que, aussi, quoiqu'elle n'ait pas de lourd à dire, elle rêve d'essayer, à la façon d'Emma Bovary, « une destinée nouvelle ».

L'interruption de ses ébats conjugaux par un des gosses de la maison n'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. A la sortie d'un supermarché où les ménagères de son espèce lui sont subitement apparues comme d'habitude Danaides, elle « déserte » avec sa 2 CV, en direction du Grand-du-Roi.

Où, ce n'est pas le dévergondage irréversible ! La femme se contente de jouer à la cigale, de se déguiser en minette, d'accepter les compliments du garçon d'hôtel et la cour platonique d'un étudiant de xère. Elle renoue avec le souvenir de son enfance, et d'un oncle vif, puis qu'elle ne s'arrête à sa condition. Au bout de trois jours, elle retournera vers ses lessives comme vers le paradis et une loi « naturelle », au même titre que les règles, les larmes et la résignation muette. Elle prédit que le traditionnel amour conjugal survivra aux actuelles tentatives pour s'en passer, et les ridiculiser.

Mais le peu de conscience qu'elle a puis promet de troubler de nouveau, et plus sérieusement, son acceptation comme « normales » des corvées de pluche. Elle a aperçu quelle commodité cachait la fable masculine de l'« inépuisable courage féminin ». Elle s'est posé la question : « Que peut-on espérer de nouveau à quarante-cinq ans quand on est une femme ? » Elle a découvert ce qu'il y avait de truqué dans l'alternance, réputée fatale, entre être trop coquette ou pas assez, respectée ou abusée, adorée ou trahie, vide ou submergée. D'un coup de tête est née une amorce de révolte qui, tel l'embryon, ne se laissera plus oublier.

Sous des dehors aussi anodins et « réactionnaires » — la politique y est mise dans le même sac, au cinéma, que le sexe et la violence, — le premier roman de Françoise Dorin, connue et fêtée au théâtre pour sa résistance ironique aux idées dans le vent, se révèle très en pointe, et même subversif. Ce n'est plus seulement la prédestination des femmes à faire la vaisselle qui est remise en cause, mais leur cœur de mère. D'adorable tyrant qu'il était chez Frédérique Hébrard, l'enfant devient ouvertement l'obstacle à la liberté et au bonheur !

La narratrice n'a pourtant rien d'une pétroleuse ni d'une aventurière

Par
Bertrand
Poirot-Delpéch

des sens. Avec moins de chance que l'autre puisque, au lieu d'un maestro siamois, elle a épousé un échotier volage, elle partage le même attachement aux délicatesses d'autrui. Elle est choquée par le nudisme et la libertinage des amis de son mari.

Lorsqu'elle rencontre au jardin d'acclimatation un père divorcé et qu'elle en tombe amoureuse, elle se comporte sans plus d'effronterie que sa grand-mère. Si l'expression des sentiments se ressent des bandes dessinées — « sa tête éclate de bonheur, pshitt... », « ils s'embrassent, schlooh ! », — leur progression reste celle des romans de Paul Bourget. On se presse la main dans les voitures, on se dit des grossesses, longtemps avant de se mettre au lit, rongissant, faulx. Les scènes de volupté sont d'ailleurs étouffées, traitées en récit après coup, comme naguère au cinéma. L'héroïne et l'auteur s'avouent « nuyés » en ces matières. Entendez : attardés.

LEUR agacement devant les enfants, dont le culte allait de pair jusqu'ici avec de telles pudeurs, n'en est que plus frappant.

Dès les premières pages, le petit Jérôme fait figure de géniteur. Sa maman ne trouve personne pour s'en débarrasser les jours de congé. Elle lui impute ses échecs comme décoratrice. Quand il tombe d'un portique et s'ouvre la jambe, elle est moins émue que son futur amant. Au cours de la cure où se nouera son idylle, elle envisagera que l'enfant, comme celui d'un mari c'est un mari, défende « sa » place jusque dans son lit, et oppose à son bonheur un véritable « bouclier ». Si elle renonce finalement à divorcer, c'est moins par amour du petit, dont son mari menace d'obtenir la garde, que par dépit qu'une autre s'en occupe.

L'héroïne n'est pas seule à éprouver cette espèce de « ras-le-bol » de la maternité. Sa sœur, mère de famille nombreuse à l'ancienne mode, ressent à la fois comme une injustice et une fausseté le fait que ses enfants la quittent pour des destinations stériles, à ses yeux, on catastrophe. Son employeur devient alcoolique et se suicidera par suite des dépressions et de la mort accidentelle de sa fille.

ELLE s'exprime par la narratrice ou par des comparses, la « morale » du livre cherche essentiellement à ébranler le « mythe » de l'accomplissement par la procréation.

Le bonheur des mères ne serait certain que quand les enfants dorment, à bonne distance de leur chambre. Elles auraient toujours peur, quand elles les font jouer, qu'ils s'ennuient autant qu'elles. La libération des femmes passe par le droit de ne plus s'en occuper. Il est « égoïste », « anormal », voire « pitoyable », de renoncer à l'amour à cause d'un gosse !

Sans aller jusqu'à professer, comme un des personnages, que les « gâtés

c'est chiant comme la mort, et c'est la pire comédie d'en avoir ! », l'héroïne se demande si l'existence de l'enfant, tel qu'il est, n'est pas une invention intéressée des générations précédentes, plus qu'une loi viscérale. Cela donne des vergetures, ne vous prolonge pas mieux qu'une belle réussite professionnelle, et n'a jamais consolidé les couples en décomposition. L'amour maternel passe, comme l'autre.

Beaucoup de femmes s'entêtent à accoucher sans vraie envie, parce qu'on les a intoxiquées de mère en fille. On leur a caché que les enfants « ne paient jamais, ni mal, ni très tard », forts de ce qu'ils n'ont pas demandé à naître et de la culpabilité où nous maintient cette drôle de décision prise à leur place, sans toujours y penser...

Il y a seulement vingt ans, un tel remuement aurait fait scandale. Des siècles de sacralisation du cœur maternel s'y trouvent bafoués, l'air de rien, au nom de ce que l'enfant empêche de faire carrière dans le design, de partir en week-end, de garder la peau lisse, et qu'il « paie mal » !

Le voilà le secret du dépeuplement dont s'alarment certains natalistes. Le voilà la philosophie à laquelle l'Europe devra peut-être disparaître, ou la race blanche de connaître le sort des Feux-Rouges.

Et ce n'est pas un quartieron de féministes enragées qui gêne le doute, ni un sale collectiviste, ni un contempteur sournois des valeurs occidentales. C'est un produit et un partisan de ces valeurs, qui tient par ailleurs aux fraîcheurs du cœur, aux échanges de monchoirs brodés, comme aux menus amusements. C'est l'auteur de Boulevard le plus lié, fond et forme, à l'héroïne, et de ce fait, la plus courue. C'est maintenant une des romancières les plus vendues de l'année et jugées de bon aloi.

Que notre société voie malmenier ses derniers tabous par ses propres défenseurs donne la mesure de ses contradictions, ou plutôt, comment dire ? de son étiologie.

★ UN MARI, C'EST UN MARI, de Frédérique Hébrard, Flammarion, 224 p., 20 F. — VA VOUS MAMAN, PAPA, TRAVAILLE ! de Françoise Dorin, R. Laffont, 286 p., 20 F.

LITTÉRATURE ET CRITIQUE

La nouvelle : un genre dédaigné

**ANDRÉ PIEYRE
DE MANDIARGUES**
*Ces belles histoires
d'amour et de mort*

« Le petit garçon sournois dans lequel Soluste Tatin était retourné avait rejoint sa main sur la main de Cornélie qui tenait le couteau, et puis avec un sourire à elle adressé pour lui montrer qu'il entrât dans son mémorandum ou dans sa plaisanterie, il avait mis l'autre main dessus et il avait appuyé de toute sa force on de tout le poids de son corps, ce qui avait enfoncé la langue dans la bouche, comme dans une statue de bronze. »

* **SOUS LA LAME**, d'André Pieyre de Mandiargues, Ed. Gallimard, coll. « Le chemin », 157 pages, 22 F.

UN homme fuit parce qu'une soudaine envie lui a pris d'écraser la coupe de poing le visage de la bien-aimée. Et puis, la nuit, le jour, dans deux villes anciennes, en pleine Italie fasciste. Dans un cloître transformé en bordel, l'obsédé dévoile, sans la toucher, une prostituée curieusement harnachée. La surprenante déambulation se poursuit à travers le fantasme d'un supplice et la grisaille d'un vin lourd. Préface à la mort ou sa conjuration ?

**CATHERINE
D'ETCHEA**

La féture

« Monsieur le consul, dit Mme l'ambassadrice de sa voix claire et posée, bien timbrée, monsieur le consul, vous êtes vraiment trop aimable, mais si vous ne m'avez pas dit, je crois bien que je n'en sortirai jamais. »

* **PERSONNES PUBLIQUES, VIES PRIVES**, de Catherine d'Etchéa, la Table ronde, 202 p., 42 F.

AVEC ce second recueil de nouvelles qui fait suite à *Des demeures et des gens*, sélectionné en 1975 pour la Bourne Goncourt et choisi comme « livre de l'été », Catherine d'Etchéa affirme un art singulier, redoutable de l'histoire courte.

**CLAIRE
GALLOIS**

**JEREMIE
LA NUIT**

Une femme, un homme, un enfant, la plus belle et la plus cruelle des histoires d'amour.

« Une partie de cathédrale, avec soudain le bruit d'un tonnerre insaisissable qui est d'un écrivain. »

« Les trois ans de sa vie, il n'a rien fait de plus important que de se faire des amis. »

« Un roman humain et sensible, singulier et vibrant. »

« La vraie littérature, finit toujours par guérir. »

BUCHET / CHASTEL

**GABRIELLE
WITTKOP**
*ou le festin
de l'araignée*

« Odette est assoupie dans la chambre orange, les mains posées sur ses seins aux arêtes de sautoir. Elle dort, car tout est facile, depuis la condescendance rassurante, bienveillante jusqu'au prétexte des colifours essayés, l'impossible échange de vêtements incompatibles et, ultime subterfuge, celui du subterfuge. »

« Une jeune fille rêve d'une rencontre attirante sur un banc du métro. Elle part dans le petit matin pour rejoindre son rêve et trouve une mort mystérieuse sur le quai d'une station. »

Ces étranges histoires d'amour et de mort, dites avec la plus minutieuse précision, vous entraînent dans un monde où la mort est partout. Elles vous introduisent dans un ailleurs trouble, énigmatique, où le fantasme sexuel apparaît comme l'anti-chambre de la mort.

Ces étranges histoires d'amour et de mort, dites avec la plus minutieuse précision, vous entraînent dans un monde où la mort est partout. Elles vous introduisent dans un ailleurs trouble, énigmatique, où le fantasme sexuel apparaît comme l'anti-chambre de la mort. Contes de la cruauté froide, dédiés à Mishima. Un insaisissable humour, par contraste, les rehausse. Ils génèrent un malaise, un transport. En dépit de leur réalisme, ils font quitter ce monde-ci. On est dans le domaine de l'art, dévotement, rituel, magique.

J. P.

**GABRIELLE
WITTKOP**
*ou le festin
de l'araignée*

« Odette est assoupie dans la chambre orange, les mains posées sur ses seins aux arêtes de sautoir. Elle dort, car tout est facile, depuis la condescendance rassurante, bienveillante jusqu'au prétexte des colifours essayés, l'impossible échange de vêtements incompatibles et, ultime subterfuge, celui du subterfuge. »

* **LES HOLOCAUSTES**, de Gabrielle Wittkop, Henri Veyrier, les Signatures, 120 pages, 32 F.

UNE écriture somptueuse et raffinée, soyeuse et cruelle, les six récits de Gabrielle Wittkop, dont on avait apprécié le *Véritable* et le *Mort*, plongent dans un arrière-monde à la Goya ou à la Jérôme Bosch. Figures de gargouilles comme on voit dans les bas-reliefs des églises médiévales, monstres hurlant, grossièrement esquissés ou violemment enluminés, figés dans

leur accomplissement et carnés d'ombre, grotesques de Carnaval dont la ronde atroce s'achève en meurtre.

Un drogat hollandais s'abîme dans une île d'Indonésie. Une amante intrépidement possède et anéantit les petites maîtresses de son amant-trère. Deux éphèbes poursuivent dans un quartier de Paris une quête impossible et suicidaire.

Et surtout les monstres. Monstres de cette fondation madrilène, enfante par quel génie maniaque et méthodique de l'anomalie « l'usage pervers d'un fabuleux accouplement » et qu'un ordonnateur de pompes malsaines entraîne dans une orgie démoniaque et obscène. Monstres du Pire, tapis en quel labyrinthe d'un palais des expositions désolées, femmes à l'œil blanc et aux petites d'araignée dont les victimes sont des enfants. Et, pour conclure, qui fut peut-être la tante de la narratrice, cette femme-ventre aux membres grêles, dans le décor cosmétique du Paris des années folles dont le destin s'achève dans l'embrasement l'ameur du Bazar, de la charité, somptueux holocauste comme le final d'un feu d'artifice tragique et dérisoire, rive ultime sur les décombres de nos fantasmes et de nos perversions.

Gabrielle Wittkop : un curieux coup de patte pour un festin de l'araignée.

P. M.

JUDE STEPHAN
*ou l'art
de surprendre*

« Les hommes m'ont raillé, ils m'ont ruzé, enfants de la mer, ils m'ont poussé dans la mer, des cabotins (en général, je trouve que c'est des cons). Mon père était épique, il boitait de la guerre, il s'essayait sur une chaise de dimanche, à califourchon. Sur la fin de ma vie courte, je n'ai jamais plus que chier, tranquille, sifflant. »

* **LA CREVASSE**, de Jude Stephan, Gallimard, « le Chemin », 190 p., 25 F.

CHACUN de ces dix nouvelles est une surprise. Jude Stephan possède l'art de déjouer, de détonner. Si l'on avait une comparaison sportive, on dirait qu'il aime prendre son lecteur à contre-pied, qu'il a une tactique de revers ou du contre, du job comme du smash, qu'il n'attend rien tant que la balle coupée ou amortie et le joueur classique s'attendait à un coup droit.

Ce parti pris d'étonnement qui ne relève pas d'un système, mais d'un esprit (voir ses déclarations plus haut) s'applique aux titres eux-mêmes.

Une journée sans femme n'est pas l'histoire d'une femme en l'absence de partenaire, mais au contraire celle d'un homme qui au cours d'une même journée se livre à un véritable royaume sexuel.

Les *Fourmis*, ne sont pas des

fourmis, mais les pensées grouillant dans la tête d'un homme jeune attendant sa femme-enfant, sa femme-cabot, sa femme-caprice à la terrasse d'un café. Les *Monstres* sont ceux, fantasmes, abjects, des joueurs d'une équipe de football dont l'auteur décrit avec une minutie attentive et appliquée la partie. Et cette partie dont les auteurs s'appellent Orphée, Koranyi, Rimbaud, Abbeville, ou Gudmundsson devient quelque saga éternelle, quelque épopée olympienne à la poursuite de la Tolson d'or (il est difficile d'écrire sur le sport, et Jude Stephan en renouvelle heureusement la manière).

La *Crevasse* qui donne son titre au volume n'est pas un incident de route, mais la fin de parcours d'un vieil homme qu'obsède l'absence de sa fille.

Et *Portrait de jeune épouse* recrée en ses méandres une histoire d'inceste.

Mais la singularité ne s'arrête ni au titre ni au thème. Elle est dans la manière qui pour chaque nouvelle s'adapte au sujet traité : tantôt musardée, tantôt insolente, tantôt provocante, tantôt indigne, tantôt obscure, tantôt tragique, comme dans *Le Retour à Smyrne*, byzantine, allusive, ouvragée ou, comme dans *Le Nettoyage de tranchées*, approximative, incohérente, hasardeuse et naïve.

L'unité, ici, n'est pas dans le style, mais dans une vision sarcastique, cruelle, humoristique, funèbre et intimiste de la vie, qui lui donne son « ton ».

P. M.

CORINNA BILLE
D'étranges pensées

« Je demeurais triste et songeur. Les êtres me demandaient tous de les laisser, et moi je m'obstinais à les poursuivre. Serait-ce alors toute la vie ? Et si non, quel était le but ? Et si oui, quel était le but ? Et si non, quel était le but ? Et si oui, quel était le but ? »

* **LA FRAISE NOIRE**, de Corinna Bille, préface de Dominique Aury, Gallimard, 210 p., 33 F.

CORINNA BILLE, écrivain suisse, qui reçoit l'an dernier la bourse Goncourt de la nouvelle pour son recueil *La Demoiselle sauvage* (1), fait ressortir un des traits du genre : l'attention qu'il porte aux faits divers, aux événements mineurs, aux visages obscurs. Dans *La Fraise noire*, on ne trouve pas de héros, mais des hommes et des femmes ordinaires. Quel de plus commun qu'une vieille femme, couchée dans son lit, avec la fièvre ? Et pourtant sous le gris, la besogne des jours, l'auteur laisse entrevoir d'étranges pensées, d'étranges aventures, ne serait-ce que celle-ci : « ce bruit d'eau », qu'entend la vieille femme « depuis qu'elle devient sourde. Ce bruit de

fleuve, ce bruit de sang, le bruit du temps. »

Et qui ne se sentait proche de cette autre malade, recluse elle aussi dans sa chambre, jeune encore, mais saisie d'angoisse à la pensée d'être « éloignée des vivants, presque repoussée par eux » ? Corinna Bille n'insiste pas, mais dans chaque portrait qu'elle esquisse, la vie, la mort, se sont donnés rendez-vous.

Quelle cruauté dans ces nouvelles dans le croquis de ce « géant roux », ivrogne solitaire et suicidaire, qui rêve « d'aller » avec une femme ! Mais l'auteur ne charge pas — au contraire — la peinture de la détresse. C'est une sympathie profonde pour les autres qui l'incite à écrire, de sa manière discrète, avec une simplicité un peu tremblée. Elle essaie de comprendre ces gens du Valais, qu'elle côtoie chaque jour, dans leurs rapports avec eux-mêmes, avec leur entourage et avec la montagne. La nature, chez les paysans de Corinna Bille, est à la fois objet de crainte et de désir. Les désirs, du moins, parlent son langage. Ils s'y projettent et s'y déversent. Ainsi la jeune femme malade boit-elle une gorgée de ciel, tandis que l'ivrogne envie, douloureusement, les chanteurs qui « bouffent la lune ».

FRANÇOIS BOTT.

(1) Voir « Le Monde des livres » du 15 août 1975.

PIERRE BOULLE

Attention ! Danger

« Le vieillard qui m'a raconté ces histoires se donne pour un prêtre, mais il n'est le maître d'aucune confession reconnue. »

* **HISTOIRES PERPESSES**, de Pierre Boule, Flammarion, 232 p., 34 F.

EN douceur, en tapinois, avec un minimum de mots choisis parmi les plus discrets, les plus feutrés, Pierre Boule distille ses poisons. On y goûte sans se méfier, l'humour crasse sous la dent. Un bout de phrase intrigant invite à poursuivre... et le tour est joué, nous voilà prisonniers du maléfice. Des prisonniers consentants, subjugués, qui savent que le venin jusqu'à la dernière goutte, jusqu'à la dernière page.

GABRIELLE ROLIN.

VIENT DE PARAÎTRE

Histoire littéraire
ANDRÉ LE REVEREND : *Lysney, sermo*. — Préface de Jean Guiraud. Auteur d'une thèse de doctorat de lettres consacrée à Lysney, André Le Reverend, doyen de la faculté des lettres et sciences humaines du Centre universitaire d'Avignon, étudie dans ce volume, à partir des œuvres du maréchal mais aussi de très nombreux documents inédits, l'histoire de l'écriture, de la pensée et du langage chez Lysney. (Ed. Ophrys, 400 p., 68 F.)

CHRISTIAN JAMBERT : *Apologie de Platon*. — Une suite de méditations sur l'actualité de la démarche platonicienne, par l'un des auteurs de l'Atég. (Grasset, coll. « Théoriciens », 234 p., 32 F.)

RECTIFICATIF
Deux coquilles ont dénaturé le sens de deux passages de l'article intitulé « Et après », publié dans la page d'études religieuses du « Monde des livres » du 12 novembre 1976. La citation de l'Apocalypse n'était évidemment pas : « Oui, je vais revenir. Attendez, mais : « Oui, je vais revenir. Amen. » Dans le passage suivant, il convenait de lire : « Soulever la nuque » au lieu de « Soulever la messe ».

Francis Vanoye
**expression
communication**
« Un excellent ouvrage d'initiation aux problèmes de communication. Éléments théoriques et exercices pratiques s'y entremêlent judicieusement. »
(Entreprises et Formation continue)
ARMAND COLIN

FRANÇOIS GEORGE : *San Saverio*. — Deux volumineuses études de géographie et de philosophie de Jean-Paul Sartre le replacent dans sa situation historique. (Christian Bourgois, 430 p., 75 F.)

PIERRE GOLENDORF : *Sage et fou*. — Trente-huit mois dans les prisons de Fidel Castro. Un géographe français membre du P.C.E. rallie à la révolution cubaine, démentant, arrêté, emprisonné, il raconte son « goûd » tropical, éblouissant, coll. « Ligne de mire », 320 p., 24 F.

Editions du CNRS
Catalogue gratuit sur demande
15 rue de la Harpe, 75005 Paris
Tél. 01 42 22 22 22 - C.C.T. 927-53 Paris

A QUOI REVENT VOS ENFANTS ?
Ray Bradbury
LA BROUSSE
Illustration de Jean-Marie Gauthier 35F
Jacqueline Held
DIKIDI et la sagesse Antifables
Illustration de plusieurs illustrateurs 35F
Jérôme Peignot
au Pied de la lettre
Illustration de Robert Constantin 33F
Henriette Bichonnier
BOUCLE D'OR et les trois ours
Illustration de Danielle Bour 29,95F
Monique Bermond
POUCHI POUCHA et le gros loup du bois
Illustration de Yvette Pitaut 28,50F
Jean-pierre delarge, éditeur

الكتاب الأول

POÉSIE

PRESTIGE DU BAROQUE

Hubert Juin et « les Guerriers du Chalco »

★ LES GUERRIERS DU CHALCO, d'Hubert Juin, Pierre Belfond, 190 pages, 39 F.

HUBERT JUIN passe, à juste titre, pour l'un de nos critiques les plus cultivés, capable d'embrasser en quelques pages les œuvres les plus diverses et les plus difficiles, qu'elles appartiennent à l'œuvre-garde française ou au classicisme russe, à la Grèce d'aujourd'hui ou au Pérou de naguère. Il nous reste pourtant à découvrir en lui de manière sérieuse aussi bien le romancier que le poète. Ce dernier vient de donner, avec

« les Guerriers du Chalco », son chef-d'œuvre et l'un des livres les plus pressants de ces dernières années. L'intéressé poétique d'Hubert Juin n'a pas été logique, ni toujours heureux. Il s'est souvent fourvoyé du côté du poème engagé, partagé qu'il

était entre son penchant pour le lyrisme éloquent et la nécessité de témoigner sa solidarité avec les opprimés. Admettant aussi bien d'Angon que de Saint-John Perse, il a mis longtemps à se défaire de leur influence, qui demeure encore évidente dans quelques passages du présent recueil. C'est à partir de *Fidélisme à Lézard* et de *Changisme Poème*, parus tous deux en 1972, qu'il semble à une indépendance indiscutable. L'amour du baroque et de la précision y est pour beaucoup.

Le pari le plus essentiel d'Hubert Juin est celui de la rhétorique conjugée à la liberté : il faut parler haut, pour le plaisir de parler, et permettre à la musique d'échapper chaque phrase, chaque image, chaque allusion, chaque énoncé qu'elle puisse paraître. Car — et c'est, en quelque sorte, le deuxième principe — le sens vient se greffer sur le discours, mais n'en est pas le moteur principal, sauf dans de rares fragments. Il s'agit de profiter, de chanter, et non point d'expliquer ni un sujet ni même une humeur précise. La rhétorique doit d'abord exercer, sur le poète comme sur le lecteur, ses charmes, au sens fort du terme : une magie se répand, se perpétue, raconte quelques thèmes, les avale, les consume, parfois les vide au profit de la seule virtuosité, toute contre le mystère, s'y complait, poétique par faiblesse ou par trouvailles verbales.

Les surréalistes appelaient *jeu automatique* la dictée de l'inconscient, dans un état à mi-chemin entre le rêve et le réveil. Il y a le même choix chez Hubert Juin, à ceci près qu'il écrit à une époque où le verbe est démodé : il s'agit de le rendre à son pouvoir souverain de sa plume. Quelque part au fond de sa conscience, c'est le critique qui doit le pousser : si l'exercice balancé du verbe n'est pas équilibré, toute poésie risque d'être condamnée à la simple et pauvre analyse scientifique de ses éléments constitutifs.

Volontiers oculés, au profit de la rhétorique baroque, les thèmes n'en sont pas moins décelables. Tel vers évoque l'émancipation ardemment, les saisons, les travaux des champs ou les peines méfies qui un à un disparaissent. Tel page parle de la tristesse d'être, de l'amour qui fait, de l'extorisme qui préserve toute chose. Ailleurs, on présente l'événement — celui du titre, qui renvoie à l'histoire du Mexique et à la littérature latino-américaine — à suffire à déclencher symboles, collisions d'images, raccourcis maladroits. La peine des hommes n'est l'actualité ne sont oubliées : le poème les magnifie et ensuit les déforme. L'empressement de Rikiss et le Paris contemporain surgissent, comme d'un poème, Niémis, entre autres. C'est que l'œuvre du discours a besoin ici et là d'un sujet pour reprendre son équilibre.

Les temps calmes doivent, dans cette épopée de l'irréel, apparaître comme des moments de plénitude et de communion possible, avant le nouveau saut dans le tourbillon des vocables en folie.

ALAIN BOSQUET.

« LE LIVRE DE LA NUIT »

Le livre de la Nuit, je l'ai ouvert malgré les tentatives : il chantait entre le vin et les vœux, dans l'ombre et l'éclat des os, le pain, les vœux. La chance qu'elle dans les feuilles, les friches, la lingerie de l'automne bléant au bord de l'eau, et brist.

L'osier glisse brist.

La courbe du vent enchevêtre le vent aux trois arêtes.

Les feuilles s'élèvent le corps et le chœur. La liturgie des vœux convoque la maison. L'osier, à vous qui vous le vent. D'ailleurs le vent — que je l'oublie ! De vœux et de pompe, est ce paysage. D'osier, l'âme. Deux arêtes, et un autre encore, en vœux de vœux. Tu es une rose le dénouement des feuilles, avec le vent, et moi qui parle dans le vent.

Le Lien des de vœux, l'enclos des vœux, la chair vœux des feuilles : l'âme.

Les Guerriers du Chalco, son chef-d'œuvre et l'un des livres les plus pressants de ces dernières années.

L'intéressé poétique d'Hubert Juin n'a pas été logique, ni toujours heureux. Il s'est souvent fourvoyé du côté du poème engagé, partagé qu'il

Invité de Bernard PIVOT à APOSTROPHES le Vendredi 19 Novembre, sur Antenne 2

Emmanuel MAFFRE-BAUGÉ

présentera son livre « Vendanges amères » (éditions RAMSAY)

ECHOS ET NOUVELLES

Rédaction

— LE RECET DE R.-G. NÔRE-COURT, « Roman décalé, 1973-1974 » est publié de nouveau par les éditions Lattès (Bibliothèque de la Pléiade, 7, quai Malaquais, 75006 Paris) en un volume relié (280 pages, 50 F.). Épuisé depuis de nombreuses années, l'édition, dont l'édition originale remonte à 1949, ne continuait pas moins à être très recherchée. Il compte, en effet, parmi les plus médités livres relatant les années d'occupation dans quelques grandes villes de France et figure parmi les ouvrages de référence à la bibliographie des études plus générales consacrées à cette époque. La réédition d'aujourd'hui comporte, comme l'édition de 1949, la préface de Jean de La Varende et tous les documents qui la complétaient.

— HAN RYNER a toujours des lecteurs. Peut-il en avoir encore davantage ? C'est l'opinion de Pierre Belfond, qui vient de

rééditer « le Cinquième Évangile », l'une des œuvres les plus connues du philosophe-compositeur-moraliste-poète que fut Ryner, auteur d'une bonne cinquantaine d'ouvrages, admiré par Romain Rolland, comme il l'est encore par Jean Rostand.

Histoire

— JACQUES HILLAIRET, l'auteur érudite des « Évolutions du vieux Paris » et du « Dictionnaire historique des rues de Paris », signe aux Éditions de Minuit un ouvrage plus mince : « Les Mazarinettes » (128 pages, 25 F.). Les mazarinettes, qui sont les nœuds de Mazarin, étaient sept. Au temps de la Fronde on les appelait les « vœux pendants », ou encore « les princesses croisées ». Jacques Hillairêt les avait déjà rencontrées en explorant le Louvre, l'hôtel de Lamoignon, l'hôtel de la Rochefoucauld. Il a eu envie de les raconter.

ET VOUS APPRIVOISEREZ LES MOTS !

Les mots sont vivants, parce que le français est une « langue vivante ». Ils ont une histoire, ils naissent, se multiplient, changent parfois de sens ou de mode d'emploi, plus que jamais, il est indispensable de bien les connaître pour en faire bon usage, pour comprendre et se faire comprendre.

un dictionnaire novateur, unique.

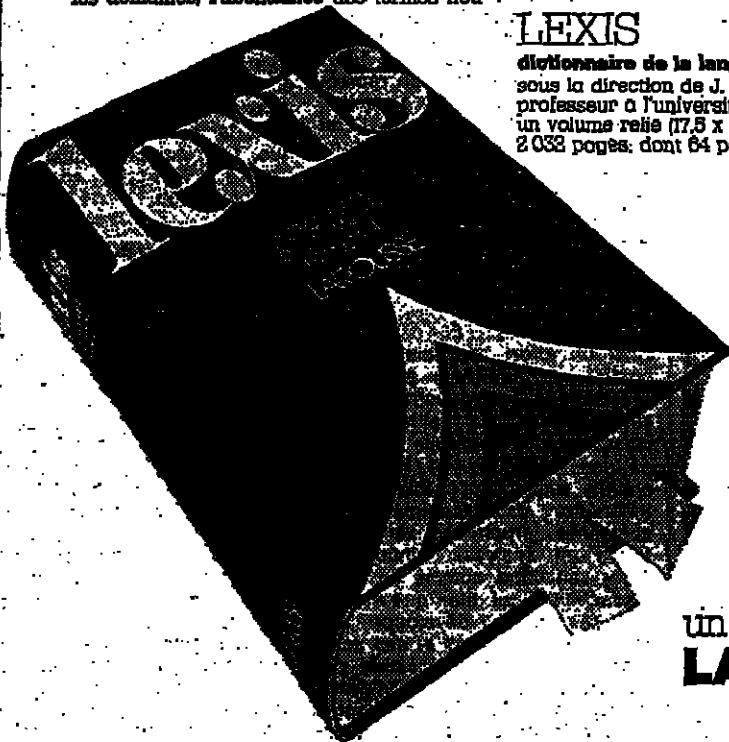
- par sa richesse en mots (plus de 70 000 mots des vocabulaires courant, classique et littéraire, scientifique et technique) et en renseignements sur les mots ;
- par la clarté de classement du vocabulaire et par la concision méthodique des articles ;
- par l'actualité de son information dans tous les domaines, l'abondance des termes nou-

veaux, la représentativité bien réelle des citations contemporaines, qui en font l'outil de travail indispensable aujourd'hui ;

- par l'introduction, pour la première fois dans un dictionnaire, d'une grammaire complète présentée sous forme de tableaux synthétiques et comparatifs.

LEXIS

dictionnaire de la langue française sous la direction de J. Dubois, professeur à l'université de Paris X. un volume relié (17,5 x 23 cm), 2 032 pages, dont 64 pages de grammaire.



un dictionnaire LAROUSSE

Henri Mendras

sociétés paysannes

Quel avenir pour les paysans ? Il est temps que l'homme, cessant d'être le conquérant de l'univers, redevenne le jardinier de la planète.

ARMAND COLIN

EMMANUEL LÉVYNE

PETITE ANTHOLOGIE DE LA MYSTIQUE JUIVE — Une clé pour pénétrer dans l'univers de la Kabbale juive. France : 12 F.

LA KABBALAH DU ALEPH (La Lettre de la Création)

— Une première initiation à la Kabbale hébraïque, avec en supplément :

L'AUTEUR ET LES SOURCES DE SA PENSÉE (Zohar, Radbaz, Suarez, Berdisev, Chasov, Dostoevski)

France : 27 F.

Les deux ouvrages franco : 37 F

Commandes à : TSEDEK, 17, rue Bleue, 75006 PARIS C.C.P. 33.550.77 S La Source.

belfond

MAURICE ROCHE MÉMOIRE

roman

Cette suite de griffes sans forme et sans lien a été, par erreur sans doute, baptisée "roman". La tendance à confondre les corbeilles à papier et les rayons de librairies tendrait-elle à s'accroître ? (Minute)

collection "L'Échappée" dirigée par Jean-Pierre Barou

belfond

Les métiers d'art n'iront pas au musée ! Des livres pratiques pour comprendre et faire, revivre les métiers d'art en péril.

Redécouvrir les métiers d'art Collection dirigée par Sophie LANNES Préface de LE ROY LADURIE



André Latreille

l'ère napoléonienne

Héros romantique avant la lettre, Napoléon Bonaparte a fortement marqué l'histoire européenne par sa personnalité autant que par ses conquêtes.

ARMAND COLIN

LA PENSÉE UNIVERSELLE NOUVELEDEITEUR PARIS RIVE GAUCHE RECHERCHE D'URGENCE POUR CREATION ET LANCEMENT DE NOUVELLES COLLECTIONS

MANUSCRITS ÉCRITS DE ROMANS, POÉSIE, ESSAI, THÉÂTRE, LES AUTEURS ET LES ÉCRIVAINS L'OBJET D'UN LANCEMENT PAR PENSÉE RADIO ET TÉLÉVISION, CONDITIONS D'ENTON PRÉCIS PAR CONTRAT. NOTRE CONTRAT HABITUEL EST DÉFINI PAR L'ARTICLE 48 DE LA LOI DU 11 MARS 1957, SUR LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE.

ADRESSER MANUSCRITS ET C.V. A M. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA PENSÉE UNIVERSELLE 306, QUAI AUX FLEURS 75004 PARIS TEL. 275 85 41

Le meilleur document de l'année

Marek Halter LE FOU ET LES ROIS

PRIX AUJOURD'HUI 1976

Éditions Lattès

ESSAIS

ALFRED GROSSER ET SON ORCHESTRE

Le nazisme remis en ordre

* DIX LEÇONS SUR LE NAZISME, étude collective sous la direction d'Alfred Grosser, Fayard, 250 p., 35 F.

Alfred Grosser n'a vraiment pas à s'excuser, en tout cas à se justifier comme il le fait. Il est vrai qu'on en est arrivé aujourd'hui à un curieux paradoxe : en même temps que la littérature la plus malsaine sur le nazisme, ou plus exactement sur ses seules horreurs, connaît un bon succès, la recherche historique, elle, éprouve comme une mauvaise conscience à l'idée de présenter « un livre de plus sur Hitler ». N'en serait-on pas lassé ? Ou dégoûté ?

Pourquoi donc ces scrupules ou cette timidité ? Car, de plus, ces dix leçons sur le nazisme constituent, dans leur simplicité même, une remarquable mise en ordre. A l'origine, l'idée avait été celle d'une œuvre exhaustive, d'une sorte de chronologie minutieuse, détaillée et raisonnée du national-socialisme allemand. Des dates, des faits, une iconographie abondante, quelque chose qui aurait servi de référence à tous, de ce qui est resté, vraisemblablement, ce que réussit si bien Jean Marais, au Club français du livre, avec ses « Almanachs » de la Révolution française et du Premier Empire. Des textes de liaison devaient donner à cet ensemble l'éclairage indispensable en même temps qu'ils expliqueraient les aspects majeurs du phénomène.

Le livre d'aujourd'hui réunit ces textes, seuls survivants d'un projet qui ne put être réalisé dans sa plaine ambition. Ainsi s'explique leur relative ancienneté — ils remontent aux années 1970-1972 — et la présence, parmi les auteurs, du général Paul Stehlin, mort en 1972. Celui-ci traite de Munich, le Munich de septembre 1938, que le temps écoulé fait apparaître de plus en plus tragique et décisive. Les autres, Max Gallo, Henri Burgelin, Joseph Royan, Jacques Nobécourt, Raoul Girardet, Rita Thalmann et, bien

sûr, l'omniprésent chef d'orchestre Alfred Grosser, à partir d'une date-clé, ramènent à l'essentiel des faits : le putsch de Munich de 1930 qui poussèrent le parti nazi au premier rang, la nomination très légale de Hitler au poste de chancelier en 1933, l'utilisation de la jeunesse par le régime, le comportement de l'Eglise devant cette dictature qui ne fut jamais condamnée explicitement par le Vatican, même dans l'encyclique de Pie XI *Mit brennender Sorge*, comme le fait ressortir Jacques Nobécourt. Et, l'aventure russe, commencée le 22 juin 1941, et qui allait mettre un terme au mythe de la guerre-éclair ; l'extermination des Juifs et des races dites « inférieures », affirmée le 20 janvier 1942 à la conférence de Wannsee. Ainsi le panorama est-il complet. Chacune des dix leçons se suffit à elle-même, en même temps qu'elle reste la partie d'un tout. Chacun de ces textes demeure assez simple pour pouvoir être lu par tous, en même temps qu'assez précis et rigoureux pour se tenir bien au-dessus de la simple vulgarisation, du moins dans son mauvais sens.

La fatalité allemande

Il est vrai, comme le relève Alfred Grosser, qu'en dépit des apparences la recherche sur le III^e Reich n'en est encore qu'à ses débuts. Qui dira, qui même pourra jamais dire, non seulement pourquoi Hitler, pourquoi cette épouvante répandue sur l'Europe, mais aussi pourquoi, à ce moment-là, et en ce pays-là ? L'idée de la « fatalité allemande » a déjà eu ses partisans. Grosser n'en fait point partie. Il la refuse, tout comme, nous indique-t-il, ceux qui ont concouru au livre. Cela peut-il suffire ? S'il est vrai que le « nazisme », la démarche « moutonnière » du peuple derrière Hitler, ne peut être tenu pour un particularisme allemand, la réponse sera-t-elle un jour donnée à la question des jeunes généra-

tions : comment cela s'est-il pu arriver ?

Elle tourmente les auteurs des Dix leçons. De nouveau, il faut dans plonger, avec eux, dans l'histoire et dans tout ce qui la compose — psychologie comprise — fouiller les mémoires, retrouver les âmes et les états d'âme de la nation vaincue de 1918, remettre en mémoire les réalités et les irrationalités de la République de Weimar qui ne pouvaient satisfaire personne.

Et du même coup tout le monde allait s'accorder de l'homme, Hitler, et de la doctrine d'une nouvelle Allemagne, faite pour vivre au moins mille ans sa pulsance et son orgueil. En douze années tout était dit. Et Alfred Grosser peut constater qu'en fin de compte il ne reste pas grand-chose du phénomène, en dépit des querelles devant de périodiques résurgences et d'un emploi, à tout propos et hors de propos, des mots « nazisme » et « fascisme ».

La dignité russe

Les Dix leçons ne sauraient être reçues pour autant comme des leçons rassurantes. Elles invitent à réfléchir autant qu'à comprendre. Elles refusent les schémas trop simples tout comme « les sensations agréables de l'innocence » que pourrait avoir tendance à donner tel ou tel. Il y a dans ce livre une phrase qui ne s'oublie pas. Raoul Girardet, qui analyse la campagne de Russie nazie et son échec, l'a tirée d'un rapport allemand du 24 octobre 1942, à la pleine époque des grands massacres de « sous-hommes » par les « Einsatzgruppen ». Son auteur, Otto Bräutigam, écrit : « L'Allemagne a en Russie lutté avec un courage et un esprit de sacrifice extraordinaires pour, en fait, la simple reconnaissance de sa dignité humaine ».

Le nazisme n'est-il pas mort de ce jour où fut celui des révoltes viscères ?

JEAN-MARC THÉOLLEIRE.

De la création des mythes à la difficile vérité

(Suite de la page 27.)

Par conséquent, ils n'avaient pas encore mis au point les techniques et les services nécessaires pour les digérer et même pour essayer de les transformer en utiles instruments de propagande.

Philip Knightley ne nie pas les extraordinaires fatigues, les tensions nerveuses, les dangers encourus, l'acharnement mis par les correspondants à accomplir leur métier. Il reconnaît même, pour beaucoup d'entre eux, le sens d'une certaine recherche de la vérité. Mais où est la vérité ? Y en a-t-il même une, nettement discernable ? En tout cas, tout s'oppose à ce qu'ils puissent la découvrir, sinon par bribes. Leur nature même, cette grisaille qui les drogue dans l'excitation belligérante. Dans les anciens temps, certains étaient aussi combattants et aimaient tuer. Beaucoup, jadis, se montraient plus des aventuriers que de véritables journalistes. Ernest Bennett écrivait, dans le « Westminster Magazine », en 1898, « l'étrange leur qui va de pair avec la joie ressentie à verser du sang ». De plus en plus, une âpre compétition poussait les correspondants à écrire des morceaux de bravoure avec ce qu'ils pouvaient imaginer de plus effrayant et de plus sensationnel. Il en résultait comme un endurcissement devant ce qu'ils devaient jeter en pâture. Mais, avec le télégraphe et le développement formidable de la presse, la compétition devenait de plus en plus acharnée entre eux.

Le poids des politiques

Lorsque les guerres, au lieu d'être de simples conquêtes coloniales, devinrent des conflits internationaux, la plupart manquèrent des connaissances et de la culture nécessaires. Ils firent preuve, le plus souvent, de leur incapacité à simplement appréhender ces faits confus, terribles, emmêlés, contradictoires, que constitue un bataille moderne, encore plus une guerre. Et à cela s'ajoutaient, même indirectement, les poids écrasants sur eux des politiques intérieures et ex-

térieures, des nationalismes déchaînés, des gouvernements, des états-majors. Ils ne discernaient que difficilement, sous les bruits et les fracas, toutes les causes troubles, toutes les habiletés perverses, toutes les imbécillités énormes, toutes les adresses et maldresses, tous les calculs compliqués qui constituent la trame cachée des événements qu'ils avaient à décrire. L'auteur analyse impitoyablement toutes ces données capitales, qui souvent échappaient aux journalistes sur le terrain.

Les mutins du journalisme

Que sont donc les correspondants de guerre ? Tout et rien. Méprisés et craints à la fois. Infinitement puissants, car par un seul article ils peuvent contribuer à déclencher un conflit — ce fut le cas de Hearst, le magnat américain fameux de la presse américaine qui, par une fausse nouvelle voulue, arriva à provoquer, à la fin du siècle dernier, la guerre de l'Amérique contre l'Espagne. Et puis ils ne sont pas grand-chose, des êtres tourmentés par ce problème : « Dois-je tout rapporter ou tenir ma langue ? », problème déjà énoncé par le fameux Russell lors de la guerre de Crimée. Tout rapporter, c'est souvent rapporter, contre l'intérêt de son propre pays, les imbécillités, les atrocités, les erreurs, les sottises, qui ont accompagné presque chaque guerre. C'est aussi occulter les généraux, les ministres, les chefs de gouvernement, les personnalités fameuses, les héros dans leurs bévues monstrueuses, ou leurs acharnements insensés. Philip Knightley est impitoyable dans ses réquisitoires contre ces grands personnages qui tirent les ficelles angéliques. Mais, pour les journalistes, dénoncer tout cela, n'est-ce pas, selon l'occupation officielle, « saper le moral des armées et des populations » ? Mais, d'autre part, ne doivent-ils pas tout dire ?

Philip Knightley admet que, pour l'honneur de la profession, quelques journalistes, à chaque conflit, ont essayé d'exprimer ce qu'ils jugeaient la vérité. Mais ne se trom-

pent-ils pas ? La plupart, en tout cas, sont pris en mal par les superstructures formidables mises en place par l'appareil officiel — la censure, d'autres censures, toutes sortes de menaces, la privation d'informations, de transports, les risques d'expulsion, les interventions des plus hautes instances. La première guerre mondiale, cette boucherie, n'a même pas été décrite par les journalistes, qui n'avaient le droit de s'approcher du front qu'en visites accompagnées et devaient amplifier les communiqués truqués. La seconde guerre mondiale, selon Knightley, fut, malgré le changement des temps, encore très mal « couverte ». Les journalistes « se soumettaient » pour la plupart. C'était difficile de se rebeller, car les mutins du journalisme n'étaient souvent pas suivis par leurs propres journaux. Le « Time » et le « New York Times » sont ici particulièrement mis en cause.

Cependant, depuis lors, une évolution s'est faite. Alors qu'au siècle dernier le « Time » célébrait « la fierté et la splendeur de la guerre », les guerres, surtout celles de décolonisation, sont devenues, pour les opinions publiques, de « sales guerres ». L'évolution est décrite pour la guerre d'Algérie (la seule guerre française faisant l'objet d'un chapitre, le livre portant essentiellement sur les correspondants anglais et américains) et pour la guerre du Vietnam. Mais, dans ces cas, c'est-à-dire que le changement a été provoqué par l'opinion publique ou est-ce que les correspondants qui ont suivi cela ? Comment savoir ?

Ce livre est accusateur pour les correspondants de guerre, mais encore plus pour les patrons de presse, les généralistes, les chefs de gouvernement. Les noms les plus illustres, même celui de Winston Churchill, en sortent ternis. L'auteur, cependant, révèle pour ce qu'il est le conflit des « bons » journalistes qui forment l'avant-garde de la vérité, se distinguant de la masse du troupeau suivant la vérité officielle et arrivant finalement, après d'âpres batailles, à la modifier, à modifier la politique de leur pays. Au Vietnam, par exemple.

Quant à moi, je crois que Philip Knightley a quand même poussé au noir la description du métier de correspondant de guerre. Métier qui est de rendre compte « correctement » sur l'instant même, ce qui est une tâche difficile, presque impossible. Nombreux sont pourtant ces journalistes, correspondants de guerre qui, même s'ils ne sont pas beaucoup trompés, ont fait infiniment d'efforts pour essayer de peindre le tableau le moins inexactement possible, même s'il est, en partie, inexistant.

LUCIEN BODARD.

LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES

150 modèles vivants
Écrits - Livres - Hauts - Profonds
Superposables - Justposables
100 combinaisons d'assemblages
Sélections de livres
Maquettes contemporaines et de style
Catalogue illustré gratuit

LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES

75041 PARIS 15, rue de Valenciennes
Téléphone 30.00.00 - 30.00.01 - 30.00.02
Tél. 30.00.03

Une recherche collective

L'ÉTAT EN CRISE

« Un lien de dialogue et de réflexion pour les divers courants de la gauche... »

Le sociologue marxiste Nicolas Poulantzas (1) définit en ces termes « Politiques » la nouvelle collection qu'il dirige

« LA CRISE DE L'ÉTAT, ouvrage collectif sous la direction de Nicolas Poulantzas. (1) PUF, coll. « Politiques », 332 pages, 45 F.

Le débat ne s'en ouvre pas moins. Que peuvent nous dire les vieux livres marxistes sur la faillite de « l'Etat socialiste » et sur la demande qui surgit partout en Europe de plus de liberté, de plus de démocratie ? L'assurance imperturbable des universitaires qui s'obstinent à relire Marx ou Lénine la vérité orthodoxe de la « dictature du prolétariat » ne fait qu'augmenter la séparation vertigineuse entre le réel et la théorie. La seule exception demeure, encore aujourd'hui, Gramsci. Et, justement, la Crise de l'Etat s'applique à relire les analyses de Gramsci sur l'Etat (l'infrastructure et superstructure), en les actualisant et en les élargissant aux formes complexes de l'Etat capitaliste moderne.

Pourquoi cette référence constante à Gramsci ? Parce qu'il entrevoyait, sans doute fugitivement, la vérité (il meurt en 1937) au-delà de la construction répressive du régime stalinien en pleine ascension et la terreur de l'Etat fasciste qui l'emprisonne. Dans les Cahiers, il essaya d'étudier ce monstre qu'est « l'Etat » et en quel consistait le contraire de la dictature terroriste, c'est-à-dire le « consensus » (démocratie dans l'hégémonie de la classe ouvrière).

La Crise de l'Etat constitue ainsi un effort appréciable pour étudier, de différents points de vue, l'échiquier de gauche. Son but est de donner une meilleure connaissance des appareils étatiques et des nouvelles formes de conflits sociaux et politiques : la théâtralité catastrophique des anciennes prophéties se transforme en analyses minutieuses. On y voit l'Etat comme un organisme vivant qui, bien que secoué par ses crises, développe toujours ses ressources et ses énergies — dans la crise instable des compromis — pour se transformer et réformer. Cet Etat parvient à « gérer la crise », par l'interven-

tion directe du capital et même de ses bouleversements économiques, de façon, comme le souligne Poulantzas, à les empêcher de devenir crise politique aiguë désagrégeant le bloc au pouvoir.

La « modernisation »

Mais il faut ajouter que l'Etat capitaliste, dans son adaptation aux réalités, agit essentiellement par la modernisation (Giscard pousse à la modernisation, dit-on ici) surtout dans le domaine idéologique, tout en imposant un lourd prix aux travailleurs sur le plan économique. Ce point aurait mérité d'être davantage étudié par les auteurs du livre, s'ils veulent que nous adhérons à leur conclusion selon laquelle « les transformations conduisent ainsi, mais seulement à un tournant autoritaire, mais vers la constitution d'une nouvelle forme d'Etat capitaliste... qui pourrait bel et bien signifier qu'une certaine forme de « démocratie politique » tout court a d'ores et déjà vécu sous le capitalisme ». Poulantzas écrit d'ailleurs à peu près que dans la crise est la mutation, que dans la mutation est la crise, et que, tous comptes faits, on peut avoir à la fois crise, adaptation et modernisation.

Connaître les vrais rouages

Le problème de l'Etat n'est pas suffisamment pensé à gauche. Quel Etat celle-ci prétend-elle instaurer demain ? Comment va-t-elle éventuellement se déplacer dans la forêt étatique ? L'Etat ne peut plus être naïvement imaginé comme un bloc monolithique qui, d'un coup, s'effondrerait à travers une révolution (« guerre de mouvement »), remplacé magiquement par un pouvoir autre. La « guerre de position », qui a lieu dans toutes les contradictions que ce livre éclaire, devrait obliger à une stratégie articulée, souple, capable de favoriser les initiatives des masses. Cette « forêt » comporte les problèmes

financiers, juridiques, internationaux, le rôle des fonctionnaires, l'administration, l'armée, les régions, la question de la nation. Le livre rend compte, pour la première fois en France, de cette multiplicité d'aspects et, par là même, concrètement, déplace l'enjeu de toute discussion théorique. Pas de pensée de l'Etat sans informations et enquêtes sur son fonctionnement quotidien. Et, bien entendu, pas de prise de pouvoir sans connaissance de ses vrais rouages.

Contrairement à certaines thèses dogmatiques qui font dépendre, pour l'Etat de la prise du pouvoir, ce livre montre bien que c'est tout de suite qu'il faut comprendre tout en menant un combat politique, comment ce pouvoir se fait. Gramsci écrivait déjà : « Un groupe social peut, et même doit, s'imposer comme dirigeant avant même la prise de pouvoir (et c'est là une des conditions fondamentales pour la conquête du pouvoir) : après la prise du pouvoir, même s'il l'a bien en main, son rôle dominant ne doit jamais pour autant lui faire perdre sa fonction dirigeante ».

La fond du problème réside donc en ceci qu'il ne suffit pas de changer le rapport des forces, mais qu'il faut aussi renouveler la pensée politique de l'Etat dans une perspective socialiste. Tâche urgente s'il en est, non seulement pour savoir dans quel Etat réel nous vivons, mais pour expliquer, sur ce point, les blocages du marxisme. Au-delà des échéances électorales, c'est une interrogation qui ne peut (comme ce livre le suggère) que s'approfondir pour nous.

M.-A. MACCHIOCCHI.

(1) Auteur de « Pouvoir politique et classes sociales » (Maspero, 1968), « Fascisme et dictature » (Maspero, 1970), « Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui » (Seuil, 1974), etc.

Ont collaboré à cet ouvrage : Suzanne de Brunhoff, Christine Bud-Glucksmann, Manuel Castells, Dominique Charvet, Michel Druon, Jean-Pierre Dullien, Richard Dulong, Joachim Hirsch, Alain Joxe, Jacques Sallou, Jean-Marie Vincent.

ÉTVDDES

NOVEMBRE 1976

Extrait du sommaire :

Claude LARRE
Chine :
Le pouvoir décapité
Francis GUIBAL
Sur Gramsci (1)
Jean COLLET
Godard à la télévision
Guy PETITDEMANGE
Sur Edmond Jabès
Et la REVUE DES LIVRES

ETVDDES
15, rue Mousieur, 75007 Paris
Le numéro - 160 pages - 12 F.
Abonnement 1 an : France 120 F.
Etranger 130 F.
C.G.P. ETVDDES Paris 155-55 N.
Documentation sur demande.

L'HOMME

Revue française d'anthropologie

Sommaire du numéro à paraître

Marvin HARRIS
Lévi-Strauss et la paléontologie.
Réponse à la conférence Gildersleeve de 1972

Claude LEVI-STRAUSS
Structuralisme et empirisme

Marie-Elisabeth HANDMAN-KIFARAS
Les noces à Pouri (Pérou)

Iphigénie ANASTASSIADOU
Travestissement en Thrace :
Le jour de Babo et les Caloyeri

Yvonne VERDIER
La femme-quinquidé et la levresse

Nicole REVEL-MACDONALD
En exemple de poésie lyrique
paléolithique : Kuffel et son St Baluk

Abonnements :

Mouton Editeur,
7, rue Dupuytren, 75006 Paris

Vente au numéro :

Librairie Nouvelle Faculté,
30, rue des Saints-Pères,
75007 - Paris

PIERRE LEFRANC

CHARLES DE GAULLE

raconté aux jeunes

Un grand album illustré par PAUL DURAND

« Un destin exceptionnel raconté avec fidélité et rigueur »

LE MONDE

« On ne pouvait mieux faire »

LE PARISIEN LIBRE

EDITIONS G.P.

مكتبة الامم

LES FEMMES ET LA SEXUALITÉ

DEUX ESSAIS SUR LE VIOL

La fin du silence

★ LE VIOL, de Susan Brownmiller. Traduit de l'américain par Anne Villeneuve. Préface de Benoîte Groult. Stock, 320 p., 48 F. (Sa librairie le 23 novembre).

★ LE VIOL, de Marie-Odile Fargier. Grasset, coll. « Le Temps des femmes », 224 p., 38 F.

APRÈS les luttes pour la contraception, puis pour l'avortement, on voit s'engager, ces derniers mois, une série d'actions contre le viol. Habituellement passée sous silence, la question soudain « fait du bruit » : des batailles juridiques en cours, une journée à la Mairie animée par de nombreux mouvements de femmes, une édition du magazine télévisé « Vendredi », sur FR 3, des masses de tracts, une foule d'articles, de la presse d'extrême gauche aux journaux dits « féminins », sont là, entre autres, pour en témoigner. A ce dossier déjà volumineux, deux livres aujourd'hui ajoutent quelque sept cent cinquante pages.

« Que se passe-t-il donc ? Que veulent-elles encore ? » disent certains, sans voir qu'une même démarche, pour les femmes, se poursuit : vers la libre disposition de leur corps. Selon « leur » désir : pour le plaisir et non pour le devoir ; pour agir par envie, et non sous la contrainte ; pour pouvoir solliciter ou refuser — bref, choisir, et non subir. En chemin, la question du viol devait être posée : c'est là qu'apparaît le plus brutalement la domination du sexe dit « fort ».

C'est simple. Mais, très vite, tout se complique. Les discussions naissent de façon apparemment inextricable les arguments juridiques et les préjugés, l'histoire et l'actualité, le psychologique et le social, le silence et les cris. Et pourtant, ce débat qui touche à tant de problèmes concerne directement chacune : quelle femme n'a jamais « eu peur » ? Et chacun : quel homme n'a jamais « eu envie » ?

Susan Brownmiller et Marie-Odile Fargier tentent d'y voir clair. L'une est journaliste aux Etats-Unis, l'autre travaille au Quotidien de Paris. Proches par leurs thèmes, leurs livres diffèrent par le ton. Publié l'année dernière *Agassi sur viol* (Contre notre volonté), de Susan Brownmiller, est réellement une « somme », une de ces mines de renseignements, de statistiques, de réflexions et de ferveur dont les militantes américaines ont le secret. Tout y est, et il sera désormais impossible de ne pas se référer à cette première étude d'ensemble consacrée au viol.

A cette recherche gigantesque, qui a ses lourdeurs, accentuées par la traduction et qui insiste sur les problèmes américains, s'oppose la vivacité de l'enquête menée en France par Marie-Odile Fargier, dont l'ouvrage inaugure chez Grasset une nouvelle collection « Le Temps des femmes » (dirigée par Danièle Granet, Catherine Lamour et Nina Sutton). Cela dit, les deux textes partagent les mêmes convictions, dénoncent les mêmes abus, et

soulignent les mêmes évidences. En voici quelques-unes.

Commençons par la loi — précise et sévère : le viol en France est un crime, donc révérend des assises, et passible, selon le code pénal, de cinq à vingt ans de prison. Si l'on examine l'application de la loi, on est loin du compte : en 1974, sur 1 638 plaintes pour viol transmises au parquet, 220 ont été jugées en assises, selon les chiffres cités par M.-O. Fargier. Les autres cas sont passés devant les tribunaux correctionnels, une fois transformés en simples délits d'outrage public à la pudeur, ou de coups et blessures.

Crime ou délit ?

En effet, on ne considère pas le viol comme les autres crimes. Sa définition légale est déjà singulièrement restrictive : l'intromission du pénis dans le vagin de la victime. L'agresseur sauvage ment une jeune fille avec un épil de mais, comme Popeye dans *Sanctuaire*, de William Faulkner, ce n'est pas, au terme de la loi, être un violeur. Contraindre une femme à la sodomie ou à des rapports buccaux ne constitue pas non plus, juridiquement, un viol.

Il y a plus : c'est le seul crime où il appartient à la victime de prouver la matérialité des faits. Si elle ne souffre pas d'une lésion organique grave, elle se retrouvera avec sa seule parole face à celle d'un homme qui — évidemment — nie. Et, dans la plupart des cas, la machine judiciaire se retournera contre elle : n'a-t-elle pas « provoqué » son agresseur ? Pourquoi a-t-elle été si imprudente, si confiante, ou si étourdie ? N'était-elle pas sciemment consentante ? Son passé, ses mœurs habituelles ne laissent-ils pas supposer que... La voilà tenue de se justifier, presque en position d'accusée.

La femme de Putiphar

Imaginez, disent les deux féministes, que quelqu'un se fasse voler ses économies. Il porte plainte, et il n'y a pas de preuves. Il a peut-être tout fait pour « s'exposer » à pareille mésaventure — qui songerait à lui poser les mêmes questions ? Formellement, la situation est identique. Mais toute une tradition soupçonne de mensonge celle qui crie au viol. Depuis l'anecdote biblique de la femme de Putiphar, la « fausse dénonciation » semble devenue la hantise des policiers et des juges.

Il n'y a en fait aucune raison pour que les fabulations soient plus nombreuses en ce domaine qu'en d'autres. Mais le très vieilles idées reçues fournissent un alibi à la méfiance générale : toutes les femmes désireraient être violées, elles n'attendraient que ça, ce serait leur « nature », etc. Les mêmes thèmes peuvent s'exprimer vulgairement (et la pornographie ne s'en prive pas) ou doctement : psychologues, analystes et sexologues font la théorie du masochisme féminin. Les hommes, sans doute, ne diront pas le contraire. C'est pourquoi il est heureux de voir Susan Brownmiller et Marie-Odile Fargier prendre la parole pour toutes celles qui se taisent parce qu'elles savent qu'on ne les croira pas, qu'on les recevra mal, avec des regards condescendants ou égrillards. Parce qu'elles ont peur, et honte. Parce qu'on leur a appris, surtout, à subir en silence.

Un silence tel qu'il est impossible de savoir combien de viols se commettent chaque année en France. Cinq fois, vingt fois plus qu'il n'y a de plaintes ? Personne ne peut le dire. Mais on aura déjà compris que la « vraie » question ne réside pas dans les chiffres et ne se résoudra pas devant les tribunaux. Elle est bien plus profondément ancrée dans notre culture. Il suffit de lire les documents saisissants rassemblés par S. Brownmiller sur les millions de sévices supportés par les femmes au cours des siècles dans le monde entier. Ils dessinent une face mal connue de l'histoire, où l'on voit une même force s'exercer à travers le temps, par-delà tous les climats politiques, idéologiques ou raciaux.

Ces seuls documents pourraient encore entretenir l'illusion : les horreurs de la guerre, les grands meurtres sadiques, se déroulent

toujours ailleurs, ou hier. Ils risquent de masquer ce qu'est la violence, ici et maintenant, entre les sexes. Or ces deux livres soulignent que les violeurs ne sont pas des psychopathes monstrueux, mais des « Monsieur Tout-le-monde », généralement mariés et pères de famille : que les violées ne sont pas des mythomanes masochistes, mais des « Madame Tout-le-monde », éventuellement mariées aux messieurs en question.

La violence que ces textes dénoncent existe donc partout — sans coups ni blessures, sans traces, sans bruit — chaque fois qu'un corps s'impose à un autre contre son désir. Là est le « vrai » problème.

Comment le résoudre, sinon en changeant tout ce qui organise ce viol permanent ? Tout ce qui conduit les hommes à vivre leur virilité comme une force d'agression et de domination, et les pousse à devenir « maîtres ». Tout ce qui persuade les femmes que leur destin est de se soumettre, et leur bonheur d'être « esclaves ». Tout, c'est-à-dire notre culture, le produit d'une certaine histoire.

Ces deux livres, après d'autres, participent à leur façon à ce changement. Si jamais il advient, autre chose pourrait naître entre hommes et femmes — ce qu'on appelle aujourd'hui, faite de mieux, la tendresse.

ROGER-POL DROIT.

UN PAMPHLET, DES INTERVIEWS

Les sexologues, la sorcière et les autres

★ DIRE NOS SEXUALITÉS, de Xavière Gauthier, éd. Gallimard, 320 p., 45 F.

HARDIE chasseresse de mythes, Xavière Gauthier a d'abord démonté le discours surréaliste sur la sexualité (1). Elle a renvoyé l'« amour-fou » selon « saint André Breton » au culte de la femme-objet. Depuis, animant la revue *Sorcières*, elle incite chaque mois des femmes à enlacer le récit de leurs réalités au poème de leurs fantasmes.

Aujourd'hui, elle nous livre trois ans d'enquête. Dire nos sexualités pose une question-choc : pourquoi des sexologues ? Ces psychanalystes du pauvre prétendent soulever les soupapes des infamies sexuelles. Et s'ils étaient les chirurgiens d'un nouveau lit de Procuste, élaguant comme pervers et déviant tout ce qui dépasse ?

L'auteur cite. En orientant ? Bien sûr ; mais les phrases demeurent indubitablement, les bons docteurs du « faire l'amour » ont établi le modèle : le seul. La sexualité normale ? C'est celle du couple hétérosexuel procréateur ; occidental, adulte (le désir de l'enfant est pervers, celui du vieillard lubrique), régi par cette morale judéo-chrétienne que les soci-

tés laïques ont intégrée. Et ceux qui sentent, désirant, fantasment, autrement ? Ceux pour qui les instruments de la procréation ne sont pas les seuls lieux du plaisir ? Eh bien ! les détenteurs du savoir érotique codifié les aideront à trouver la joie en règle.

Sans retenue

Certes, depuis Restif, Sade et Bataille, on ne nous apprend plus rien sur les déviations, la scatologie la plus extrême, le goût de la douleur infligée ou subie. Mais ces confessions de gens en apparence comme-vous, et pourtant inimaginables, prouvent à quel point tout modèle est inadéquat, toute règle transgressée, toute quantification du désir, du plaisir, impossibles.

Baudelaire l'a dit : « Maudit soit à jamais le rêveur inutile qui veut le premier dans sa stupidité s'éprenant d'un problème insoluble et stérile l'honnêteté. »

En réponse, Xavière Gauthier a fait parler trente-cinq hommes et vingt-cinq femmes sur leurs pratiques et leurs plaisirs. Elle l'avoue : presque tous sont étudiants, intellectuels, artistes. Beaucoup invoquent Sade, Freud, Lacan, Bataille, qui, visiblement, ont formé leurs fantasmes. Rien donc — c'est dit — d'une coupe dans « la vie sexuelle des Français ». L'auteur regrette

— et nous aussi — que la discrimination empêche de lier ce discours à la condition sociale et économique des parleurs : là se retrouve une des lacunes de la sexologie.

La jouissance

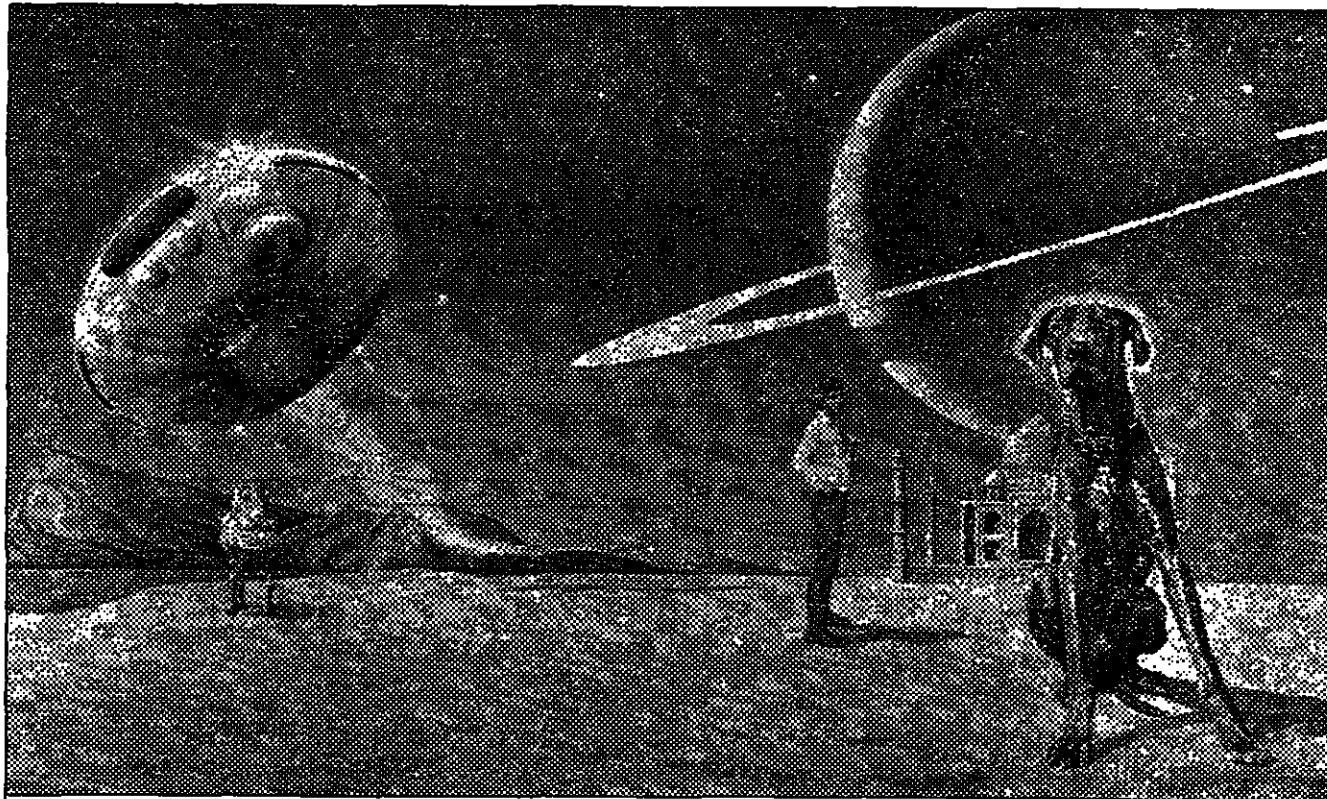
« comme il faut »

Peut-être Xavière Gauthier a-t-elle tort de ridiculiser Krafft-Ebing, précurseur indéfectible. Au dix-neuvième siècle — elle en convient d'ailleurs — son propos même était téméraire. Par contre, nos contemporains célèbres, que ce soit le Dr Gérard Zwarg, au langage copain-copain, ou le Dr Tordjmann, fier de comparaisons animales, s'érigent — tout en le niant — en législateurs et guides de la jouissance « comme il faut ».

C'est ce que, en 320 pages, un essai impitoyable et des entretiens sans retenue, nous démontre Xavière Gauthier. La sorcière, c'est celle qui ose attaquer le sacré.

DOMINIQUE DESANTI.

(1) *Surréalisme et sexualité* (« Idées », Gallimard).



SCIENCE-FICTION MAGAZINE

POUR LA PREMIÈRE FOIS EN FRANCE
LES GRANDS MAÎTRES DE LA SCIENCE-FICTION
ET DE L'ILLUSTRATION ENFIN RÉUNIS.

Des nouvelles inédites, des interviews d'auteurs, la présentation des grands films, les critiques littéraires, la science-fiction rétro, tous les grands genres sont présents dans Science-Fiction Magazine.

Avec en plus une nouvelle dimension, l'illustration grand format en couleur 56 x 40. Ce mois-ci dans le premier numéro : 3 nouvelles dont « Le Répit » d'Isaac Asimov, une interview de Philippe Druillet, l'histoire du truquage cinéma de la science-fiction, les illustrations géantes de Chris Foss, Bruce Pennington, etc.

SCIENCE-FICTION MAGAZINE

Une nouvelle vision du futur
Une publication des Editions de France chaque mois chez votre marchand de journaux.

Spécial lancement :
Pour son lancement, Science-Fiction Magazine vous fait profiter d'une offre exceptionnelle d'abonnement à prix réduit.
6 mois 25 F (étranger 30 F) au lieu de 48 F.
Pour bénéficier de cette offre, retourner ce bon rempli et accompagné de votre règlement aux :
EDITIONS DE FRANCE
18, rue Théodore Deck 75737 Paris Cedex 15.
Mode de règlement :
Chèque ☐ C.C.P. ☐ Mandat-lettre ☐

Nom _____
Prénom _____ Age _____
Adresse _____
Code Postal _____ Ville _____

Ménie Grégoire raconte sa vie

★ TELLE QUE JE SUIS, de Ménie Grégoire, Robert Laffont, collection « Vécu », 370 p., 42 F.

MÉNIE Grégoire est une « institution » : en dix ans, son émission de radio quotidienne sur la sexualité lui a valu un million de lettres et d'appels, et une popularité discutée. Comme elle se croit méconnue, ou mal comprise, elle a entrepris de raconter sa vie.

Sans tricherie, le livre aurait pu être intéressant. Il n'est que mièvre et insipide. Conflits œdipiens dans une famille bourgeoise de Vendée, sages études, mariage, dépression, « chirurgie de l'âme » (une psychanalyse), et le succès... dessinent un portrait officiel de la madone des micros.

Al. fil des pages, Ménie Grégoire se plaint qu'on lui ait donné un masque, tout en s'employant à le consolider. Et ce qu'elle laisse entrevoir de cet « enfer » qu'elle dit avoir choisi — l'enfer de l'inconscient et de la sexualité — est suffisamment propre et rassurant pour figurer entre deux pages de publicité.

R.-P. D.

PIERRE BARBERIS

CHATEAUBRIAND

... Comment un homme du passé découvre le fonctionnement du monde moderne.

du même auteur, dans la collection "THÈMES ET TEXTES" : RENÉ DE CHATEAUBRIAND un nouveau roman ; LE PÈRE GORIOT DE BALZAC écriture, structures, significations ; BALZAC une mythologie réaliste

PIERRE BARBERIS dirige avec GEORGES JEAN une collection réservée aux classes du secondaire "TEXTES POUR AUJOURD'HUI" (Paysage et littérature, Maupassant, A. Travers, Prévert, etc.)

Larousse
CHEZ TOUS LES LIBRAIRES

SIMENON

VENT DU NORD

VENT DU SUD

PRESSES DE LA CITE

Michel RAIMOND
LE ROMAN FRANÇAIS CONTEMPORAIN
TOUTE SIGNE DES TEMPS
PROUST, GIDE, BERNANOS, MAURIAC, CÉLINE
MALRAUX, ARAGON
Un volume (16 x 24), 288 pages 63,50 F

Jacques ROBICHEZ
LE THÉÂTRE DE GIRAUDOUX
Un volume (11 x 17,5), 296 pages 35,50 F

Jacques VIER
LE THÉÂTRE DE JEAN ANOUILH
Un volume (11 x 17,5), 140 pages 19,75 F

Jean MESNARD
LES PENSÉES DE PASCAL
Un volume (11 x 17,5), 400 pages 49,50 F

André TISSIER
LES FAUSSES CONFIDENCES DE MARIVAUX
Un volume (11 x 17,5), 424 pages 49,50 F

SEDES
Editions S.E.D.E.S.
88, Bd Saint Germain
75005 PARIS
Tél. 325 23 23

Un artisan parmi les autres, à qui, enfin, la parole a été donnée

ADELAÏDE BLASQUEZ

Gaston Lucas serrurier

chronique de l'anti-héros

"Un 'document', certes, mais bien plus beau qu'un roman"
LE NOUVEAU OBSERVATEUR

"Il y a un miracle Gaston Lucas, écoutez-le..."
PIERRE CHAUVIN "LE FIGARO"

"C'est la voix d'un anti-héros que l'histoire n'entend jamais mais qu'il faut écouter"
MAX GALLO "L'EXPRESS"

"Une réussite de l'amour et de l'écriture"
YVAN AUDOUARD "LE CANARD ENCHAÎNÉ"

COLLECTION TERRE HUMAINE
DIRIGÉE PAR JEAN MALAURIE
PLON

COLOMBIE

PAYS DE L'ELDORADO

Photographies de Felipe Ferré

PRÉFACE DE JACQUES SOUSTELLE

Textes des plus grands spécialistes de l'art et de la civilisation colombiennes

Format 32 x 26 cm, relié pleine toile, 170 p. de textes, 52 pl. en coul., 120 ill. en noir et blanc.
252 F

LA BIBLIOTHÈQUE DES ARTS
1, place de l'Odéon, Paris VI
633 18 18

A la recherche La grande dame



* Dessin de JULEM.

HAMLET le disait déjà : « Le Danemark est une prison. » On pourrait croire que ce sont là fantasmagories démodées et coquetterie de prince ouïst. Non. Le jeune homme en deuil avait raison. Aujourd'hui encore, le vieux royaume danois est gendarme d'angoisses et de doutes chez ses intellectuels. Certains, parmi les jeunes, surtout, s'en plaignent. Karen Blixen l'avait exprimé entre les lignes, et dans sa vie. Pourquoi ?

Il pleut sur Copenhague. Le ciel est bas. Dans la brume, la banlieue n'existe plus. Le port est invisible. La petite sirène est noyée de pluie, c'est tant mieux. Copenhague ressemble à Copenhague. Un gros bourg aux pavés luisants, aux places désertes entourées de maisons blanches à l'anglaise, rassurantes, avec, devant, les plus beaux arbres qui soient (comme dans le Vermont), et un nombre surprenant de clochers verts.

Attention à Copenhague, me dit-on, on y est avide de commérages, de petits scandales à disséquer et remâcher bien au chaud, dans ses salons feutrés, parsemés de vieux cuivres qui sont autant de miroirs déformants ! Attention au voyeurisme danois ! De vieilles femmes, encore, tricotent, assises devant leur fenêtre, un œil sur une sorte de « rétroviseur » intérieur qui leur permet de surveiller la rue. Les jeunes amoureux du temps passé en ont souvent fait les frais. Et ils ont appris à se cacher.

« Regarde, me dit un de mes amis, pas un fil dans les rues de Copenhague. C'est que le fil, ici, est à l'intérieur de chacun de nous ». Si vous vous risquez à traverser, en biais et hors du passage clouté, on vous tire par la manche en vous disant : « il ne faut pas ». Non pas « c'est dangereux » (d'ailleurs la rue est vide), mais « il ne faut pas ».

Puritanisme ambiant... Son poids collectif et individuel correspond dans l'esprit du plus grand nombre à une ascèse libératrice. Et pourtant, déspiritualisée par les temps et les mœurs modernes, cette austérité, cette autodiscipline doivent opprimer.

Les sophismes d'Erasmus

Alors, quittons le port baïte. Allons plus haut, le long de ce Sund gris, écumant, à la recherche de celle que tous ici appellent « la grande dame des lettres danoises » : Karen Blixen, alias Isak Dinesen. L'un de mes introducteurs à son monde sera Henrik Stangerup, l'un des plus en vue parmi les jeunes créateurs de son pays. Romancier déjà traduit ici (1), il termine le montage d'un film qu'il est allé tourner au Brésil et qui vaut, en chemin, qu'on s'y attarde un moment.

Il s'agit de l'adaptation d'une pièce de Holberg, le Molière danois, une comédie qui s'intitule *Erasmus Montanus* ou la Terre est plate. Adaptation qui ne doit pas manquer de sel quand on connaît Stangerup, et qu'il a révisé sous les tropiques, à Bahia, avec accents locaux, décors stylisés dans les tons pastels et costumes d'époque, façon Barry Landon.

« La pièce de Holberg, nous dit Stangerup, est la première qui mette en scène le danois de l'intellectuel moderne. Beaucoup plus que Hamlet ou Faust, symboles abstraits. » Erasmus Montanus (c'est ainsi que se fait appeler par pédanterie Rasmus Berg) retourne dans son village après un séjour à l'Université. Les bonnets carrés l'ont pété de latin et il est passé maître dans l'art du sophisme (« Une pierre ne peut voler. Ma mère est une pierre. »). Hélas ! le pauvre garçon est en porte à faux intégral dans la petite communauté. Ses duels oratoires avec le sacristain se soldent toujours par la victoire de ce dernier, dont le latin est compris, et pour cause, de tous les villageois. Et quand, de plus en plus égaré, Erasmus déclare que la Terre est ronde, alors là, c'est le comble ! Presque l'émeute. Le père de sa promise lui retire sa promesse s'il ne se rétracte pas. Après bien des péripéties, Erasmus trahira et finira par déclarer que « Oui, la Terre est plate » !

Le vrai héros, selon Stangerup, est le frère d'Erasmus, garçon de bon sens qui ne cessera d'expliquer que, ronde ou plate, l'important, en ce qui concerne la terre, c'est de la cultiver.

« Bref, conclut Stangerup, c'est

là une pièce universelle, et actuelle, d'actualité publique, à jouer à Harlem, en Angola ou en Chine. D'ailleurs, il faudra faire sortir Holberg du ghetto littéraire en commençant par le jouer à la Comédie-Française. » Ghetto littéraire, prison... Oui, bien sûr. La petite île, et ses voisins, ont engendré une grande littérature qui méritait d'être mieux connue en France. Pourquoi n'a-t-on jamais traduit autre chose d'Andersen que les Contes ? « Voyez ses récits de voyages en Turquie. C'était audacieux d'y aller à l'époque, et aussi, magnifiques, ses écrits sur l'Espagne... »

Quant à Karen Blixen, alias Isak Dinesen, elle est presque entièrement traduite en français, mais qui la lit ? « Et pourtant, dit Stangerup, les jeunes l'adorent ici. Elle sut échapper à la prison du Nord, et pourtant fut toujours demeurée ce qu'elle était, une aristocrate danoise. »

Qui était-elle, celle dont Anais Nin et Henry Miller se recommandaient fiévreusement la lecture. Celle dont Hemingway déclara quand il reçut le prix Nobel que c'est elle qui aurait dû l'avoir à sa place ?

D'abord Rungstedlund, la demeure familiale, où tout commence, où tout finit. Elle y naît en 1895, elle y meurt en 1962, Rungstedlund, face à la mer froide, enchaînée dans d'immenses arbres roux, ancien relais

de diligence construit au seizième siècle et qui, avant d'être la maison de l'écrivain, fut l'une des maisons de sa famille. On imagine comment la mère de Karen Blixen — maintien victorien et admirable visage sévère, régulier — dut reprendre en main une maison qu'avait désorganisée le suicide du père, gentilhomme au tempérament d'aventurier ayant un goût prononcé pour l'art de la guerre et qui ne dédaignait pas, à l'occasion, celui de la plume. Jusqu'au jour où il décida de tout quitter.

L'adolescence de Karen Blixen. Un univers pudique où les jeunes filles — elles sont trois sœurs — naviguent, à la belle saison, de château en château (Rosenhøj, chez les Rosenkrantz, Leersbæk, Frijsborg, Folehaven...). Mouselines blanches et chaperons guindés. Et l'hiver Rungstedlund, la pluie, la mer, la Suède de l'autre côté du Sund, les chevaux, le haut poêle en falence du grand salon...

L'émancipation africaine

Fortes personnalité, Karen Blixen eut vite envie de faire quelque chose. De 1903 à 1905, elle étudie à l'Académie royale des beaux-arts de la capitale. Le temps passe. Le Danemark est une prison dorée. On écrit des pièces qu'on monte sur les planches de la vérande. On organise des plaques-niques avec d'insipides cousins.

Rungstedlund, la demeure familiale

La maison familiale s'éleva aux rives du Sund, ce bras de mer qui sépare l'île de Seeland de la Suède, à mi-chemin entre la capitale danoise et Helsingør (Elseneur) où erre encore la silhouette drapée d'un manteau d'encens du prince shiwaespontan. Rungstedlund, haut lieu scandinave comme l'atteste une grosse pierre runique conservée en son rez-de-chaussée, fut habitée depuis toujours.

Quelques villas tranquilles, à l'ancre dans l'eau grise, une antique route longeant cette côte plate, bordée de hêtres et de chênes séculaires, Rungstedlund, une station, une étape sur la route du Nord. Christian II, pendant la Renaissance danoise, lui octroya des privilèges. Charles XII y vécut après qu'il eut débarqué de Suède. Cet ancien relais de poste, allongé, maison basse en carré, entour d'une vaste cour parallèle à la côte (et dont une aile brûla peu après qu'elle fut rachetée et réaménagée par Wilhelm Dinesen le père de l'écrivain, en 1878) abrita le célèbre poète danois Ewald, de 1773 à 1776. En 1958, le baron Blixen fit du domaine une fondation privée à vocation culturelle et une réserve ornithologique.

Ce qui trappe avant tout, c'est la chaleur de l'endroit. Les pièces de Rungstedlund sont égaies, relativement petites, accueillantes. Les planchers de bouleau vernissés y sont pour quelque chose. Les gros poêles à bois de style différent suivant les pièces (Louis XVI, Empire, romantique) aussi.

Aux murs de la salle à manger très anglaise, une série de gra-

Le sherry et les poneys

Le grand salon aux tumeurs volages de mousseline brodée, avec ses paravents français à chinoiserie et ses jolis sofas, respire le douceur. Le jour tombe. On m'y offrira du massage (« Lubeck, qui en est la capitale, n'est pas loin », dit le gouvernante) et du sherry. Au-delà, par les tentures de derrière, la pluie, un champ, des poneys dans les hautes herbes, la forêt.

La secrétaire de l'écrivain, Clara Svendsen, aimable personne, très britannique, me guidera silencieusement à travers la pièce humide jusqu'à l'énorme hérisse rouge qui protège à jamais la dame de Rungstedlund. Une tombe, très simple. Un nom, une date, comme sur celle de Pound à Venise.

Pour y parvenir la baronne Blixen a tracé elle-même le chemin. Un chemin qui écarte le puritanisme et les feuilles mortes, baigné de bancs portants, selon sa fantaisie ou les caprices des visiteurs, leurs noms. Un chemin qui, finalement, lui ressemble.

F. W.

صلى الله عليه وسلم

de Karen Blixen

des lettres danoises

par
Françoise WAGENER

A vingt-neuf ans, elle décide de se fiancer à l'un d'eux, le baron suédois Bror von Blixen Finecke. Il a deux frères, il est libre de choisir son état. Il est chasseur. Les jeunes gens décident d'aller vivre au Kenya. Ils s'y marient en janvier 1914 et s'installent dans une première plantation de café, puis dans une seconde, la célèbre « Ferme africaine », M'Booni, aux pieds du mont Ngong, à une heure de cheval de Nairobi.

Tout change. Les moussellines font place aux vestes kaki et aux bottes caennaises. La vraie vie commence. On peut imaginer qu'il fallait un certain courage pour se lancer dans pareille aventure, à l'époque. Pendant dix-sept ans, Karen Blixen va vivre l'Afrique, souffrir l'Afrique, comprendre l'Afrique. Un monde qui lui permettra de s'affranchir de tout préjugé. Un monde dur. La plantation est éternelle. Il y a la chasse. La responsabilité des centaines de Noirs qui vivent et travaillent sur la ferme. Karen Blixen est à la fois chef d'entreprise, médecin, chef comptable, chef trésorier et hôtesse de M'Booni. Et femme. Son mariage s'est vite défilé (le divorce sera prononcé plus tard, en 1925).

La maison est un havre de paix et de bon goût, où séjournent ses amis au retour de leurs longs et tumultueux safaris. Elle y vivra un grand sentiment pour la très délicatement beau Denys Finch Hatton, fils cadet du comte de Winchelsea. L'été 1931, contrainte par les difficultés économiques (conséquences de la crise de 1929), elle doit vendre la ferme, et, la mort dans l'âme (ce n'est pas un cliché : Denys s'est tué en avion deux mois plus tôt), elle repart pour l'Europe.

« La » maladie, l'évasion

La vie est finie. Il faut survivre. Le retour à Ringstedlund doit être dur. Un retour à l'enfance, auprès d'une mère vieillie, avec le poids du puritanisme et celui d'un double échec : échec de la ferme ; échec du mariage. Et il y a autre chose, dont on n'a que peu parlé, mais qu'il faut savoir pour comprendre Karen Blixen : elle était syphilétique. Elle avait attrapé « la » maladie (maladie des hommes, son père l'avait aussi) de son mari. On imagine quel calvaire ce dut être pour elle. Elle le cacha à sa propre mère, et revint se faire soigner au Danemark quelques mois après son mariage. Son entourage est formel : elle guérit. Mais, jamais, elle n'accepta cette guérison.

Toute son existence, dès lors, est commandée par ce monstrueux secret. D'où la distance très fascinante que Karen Blixen mit toujours, dans sa vie, comme dans son œuvre, entre le monde et elle. Elle n'eut pas d'enfants. Elle répugnait à toucher qui que ce soit. Elle opta pour un platonisme pale, que n'explique pas le seul désir d'ouvrir le carcan « moraliste ». Elle fut condamnée à faire de sa vie entière une sublimation.

Elle choisit donc d'écrire. S'évader : conter des histoires. Elle commence par publier, en anglais et sous le pseudonyme d'Isak Dinesen, les *Sept Contes gothiques* (1934) ; puis en danois, 1935). Étrange, anachronique beauté de

ces récits romantiques qui nous entraînent aux confins du fantastique. « Au ton », dit Ole Wivel, l'actuel directeur de Gyldendal, le Gallimard danois, elle n'a écrit que sur Dieu, l'amour et la mort. » Il a raison. Ce sera la même chose dans les *Contes d'hiver*, les *Nouveaux Contes d'hiver*, le *Dîner de Babette* ou la suite des *Contes gothiques*.

Son plus beau livre, pourtant, est la *Ferme africaine*, dépouillée de toute fiction. Elle y dit tout, tout ce qu'elle peut dire, de sa vie au Kenya. Comment elle soigne les enfants kikuyu ; comment elle reçoit le prince de Galles ; comment elle hait l'impérialisme. (En 1926, elle écrit à Lloyd George pour l'avertir de ce que la politique anglaise contient de dangers

seuls les jeunes auteurs. Un groupe de poètes fut lié à elle, qui fonda la revue *Heretica*. Parmi eux, Ole Wivel déjà nommé, qui avait vingt-cinq ans alors. « Elle était un fantôme », dit-il. Et il parle de son extraordinaire grâce, de la flamme de son regard, de son incapacité à vivre normalement. Elle s'opposait jusqu'à la fin. Elle n'avait pas peur de la mort. Peut-être parce qu'elle était morte depuis longtemps. Quand ? Depuis sa nuit de noces ? Quand le petit avion de Denys s'éleva, écrasé vers Mombassa ? Quand elle vendit sa ferme ?

La grande leçon de Karen Blixen, « notre oiseau rare », dit le professeur Billekov, est dans son attitude à la vie, cet amo-

UNE MINCEUR INIMITABLE



JOLIE silhouette de l'écrivain à la fin de sa vie ! On reconnaît là la posture de Hans Bendix, un des meilleurs caricaturistes et dessinateurs politiques de son pays. Karen Blixen dit un jour à un ami proche : « C'est le squelette

qui compte » (il se dit squelette on which it depends). Elle devait peser au plus 40 kilos. Les maladies africaines et l'ulcère à l'estomac l'avaient comme essentialisée, menant plus en valeur, encore, l'éclat de son être. C'est alors que Cecil Beaton fit d'elle une série de photos éblouissantes. Elle avait plus de soixante-dix ans.

Une autre photo même qu'on s'y arrête. Prise pendant le voyage que l'écrivain fit en Amérique, en 1959, chez Carson McCullers, dont elle admirait le roman, *Le cœur est un chasseur solitaire*. Ce fut un déjeuner auquel assistèrent Marilyn Monroe et Arthur Miller.

La photo est belle. Au milieu, la rugueuse de poitrine de la pauvre Carson, flanquée d'un côté de la superbe, de la pulpeuse Marilyn, de l'autre, du squelette Blixen. La baronne danoise, qui aimait les belles âmes, mais aussi les beaux corps, lève gracieusement sa coupe de champagne, comme pour dire : « Nous avons été ce que vous êtes ; vous serez ce que nous sommes... » Et, caprice du destin, de la star et du squelette, c'est la star qui disparaît la première. Un mois, exactement, avant Karen Blixen.

pour l'aventure. Elle y prouve sa croyance, non pas en l'égalité, qui n'existe qu'en théorie, mais en la solidarité. Elle dit la voie, qui n'est pas royale, de l'émancipation pour une femme de son temps. Elle est au-dessus de la mêlée. Elle la domine avec simplicité, avec grandeur. Et son livre, aujourd'hui encore, fait autorité en ce qui concerne le Kenya.

A Ringstedlund, dans son bureau, les aquarelles qu'elle fit des jeunes Noirs qu'elle aimait et, surtout, plus parlante que le reste, une photo encadrée : celle de Kamante, l'un de ses fidèles domestiques, vieillard — cheveux blancs et sourire généreux. Kamante, qui aurait pu comme Ismail, un autre serviteur, lui adresser ses lettres : « A la Honne Blixen... »

Le phare

Après la guerre, la baronne Blixen, qui avait acquis la maladie et l'âge séduisant, cette silhouette inimitable, joua un rôle important dans la vie littéraire de son pays. Elle devint une sorte de « phare » qui recevait, conseillait, encourage-

ralisme qui était lié à un retour très particulier au platonisme. Il y a un Dieu qui tire les ficelles. Nous sommes des marionnettes. Si nous essayons de comprendre, si nous acceptons ces ficelles et ce Dieu qui les tire, nous devenons libres. Il faut saisir l'idée qui est en chacun de nous, ce fonds divin qui nous est donné en partage... On voit la filiation avec son grand compatriote Kirkegaard. Karen Blixen nous dit qu'il faut aimer son destin.

(1) *L'homme qui peut être coupable*. Ed. du Seuil, 1975. Cf. *Le Monde des livres* du 24 octobre 1976.

BIBLIOGRAPHIE

En français

LA FERME AFRICAINE. — Traduit du danois par Yvonne Marnette. Gallimard, collection *La Méditerranée*. Réédité de nombreuses fois, le meilleur livre de Karen Blixen a été repris dans la collection « Du monde entier ».

SEPT CONTES GOTHIQUES. — Traduit du danois par Mlle Gleizal. Préface de Marcel Schneider. Stock, 1955.

LES DINERS DE BABETTE. — Réécrite, traduite du danois par Marthe Metzger. Gallimard, collection « Du monde entier », 1961.

CHRONIQUES SUR LA PRAIRIE. — Réécrite, traduite de l'anglais par Marthe Metzger. Gallimard, « Du monde entier », 1962.

CONTES D'HIVER. — Traduit de l'anglais par Marthe Metzger. Gallimard, « Du monde entier », 1976.

On prépare actuellement chez Gallimard la traduction des « Nouveaux Contes d'hiver », qui réunit trois « contes d'hiver », deux nouveaux « contes gothiques » et des récits tirés du roman « Albonocani », non publié. Un autre tome reprendra les écrits posthumes.

En anglais

MY SISTER, ISAK DINESEN, par Thomas Dinesen. — Les souvenirs du plus jeune frère de l'écrivain s'appuient sur bon nombre de lettres inédites, écrites pour la plupart en Afrique. (Michael Joseph, London, 1975.)

THE LIFE AND DESTINY OF ISAK DINESEN. — Un album de photographies remarquablement bien agencé et présenté par Frans Læssøe et Clara Svendsen. (Phoenix Books, University of Chicago Press, Chicago et Londres, 1976.)

belfond

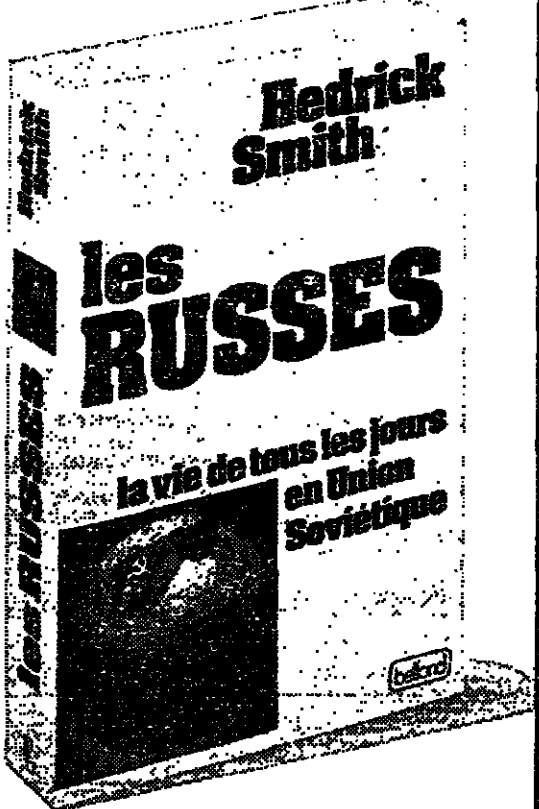
APRÈS

"LES RUSSES"

de HEDRICK SMITH

La vie de tous les jours en UNION SOVIÉTIQUE

depuis 6 mois sur les listes des "best-sellers"



Pierre Belfond présente :

"7 ANS À CUBA"

38 MOIS DANS LES PRISONS DE FIDEL CASTRO

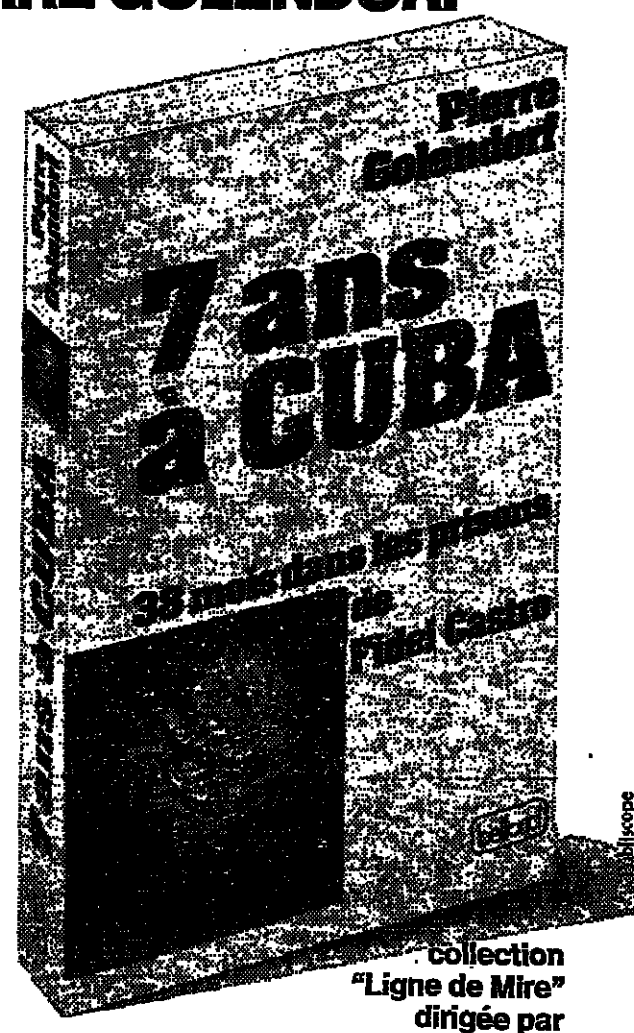
par PIERRE GOLENDORF

Photographe, membre du Parti Communiste français, installé à Cuba, marié à une Cubaine, Pierre Golendorf est arrêté en Septembre 1971 par la police de Fidel Castro.

Accusé, sans la moindre preuve, d'être un agent de la C.I.A., interrogé pendant six mois jour et nuit, Pierre Golendorf est jugé et condamné à dix ans de prison.

Libéré après plus de trois années d'internement, il raconte et la Révolution Cubaine, à laquelle il a conservé toute sa foi, et le "Goulag Tropical" qui l'a marqué dans son âme et dans sa chair.

Un témoignage véritablement exceptionnel.



Collection "Ligne de Mire" dirigée par André Bercoff.


belfond

Pour la première fois depuis la fin de la guerre d'Algérie, le témoignage d'un combattant "de l'autre bord".

commandant Azzedine

ON NOUS APPELAIT FELLAGHAS

Stock



EDITIONS DE MOSCOU

LIVRES D'ART

- Trésors de l'ancienne Russie
- Collection du Musée Pouchkine, Musée de Palekh...
- Architecture de la Russie du Nord, Moscou, Valogda, Erevan, Khiva...
- Peintres russes et soviétiques

ÉTUDE DE LA LANGUE RUSSE

Manuels :

- Pour le secondaire
- Cours audio-visuel en 3 années
- Pour adultes débutants
- Apprenons le russe (cours en 4 vol.)
- La russe à la portée de tous (cours en 6 vol. et disques)
- Domaine universitaire
- Linguistique - Histoire littéraire...

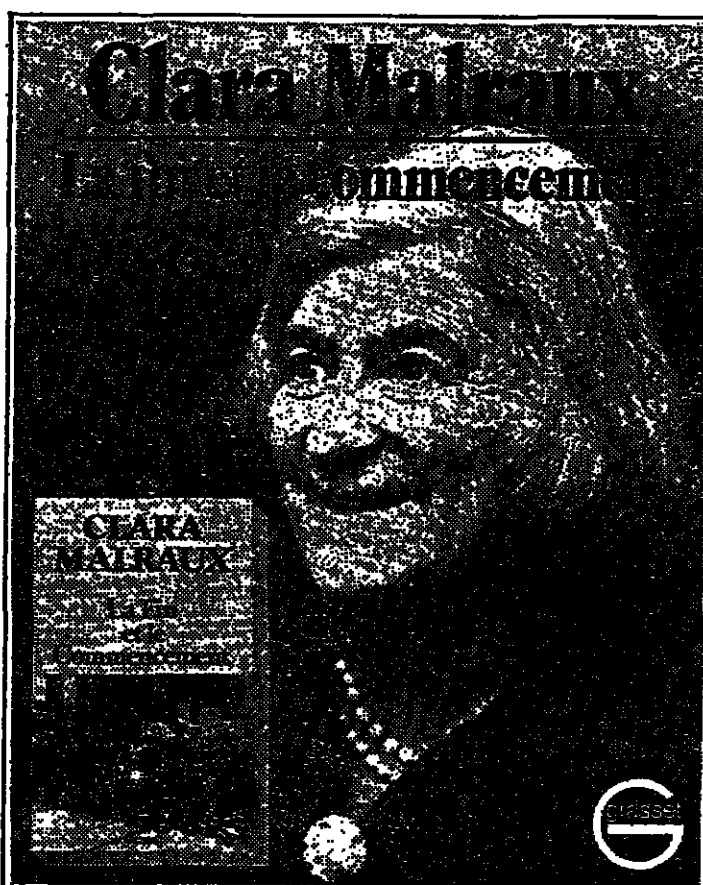
Dictionnaires généraux et techniques :

- En langue russe
- Orthographe, étymologie, polytechnique...
- Bilingues
- Russe-français, anglais, allemand, langues slaves...

Littérature classique et moderne :

dont une collection de poche et de textes faciles accentués

EN VENTE TOUTES LIBRAIRIES
CATALOGUE COMPLET SUR DEMANDE
Importateur : LIBRAIRIE DU GLOBE, 2, rue de Brest,
B.P. 75 - 75261 Paris Cedex 06.



Le Monde de l'éducation

numéro de novembre

LES ÉTUDIANTS SONT-ILS DE FUTURS CHOMEURS ?

Des études scientifiques réalisées par différentes universités permettent, pour la première fois, d'apporter des réponses précises à cette question. On constate qu'il est très excessif de dire que « l'université fabrique des chômeurs ». Le taux de chômage est nettement plus faible pour les anciens étudiants que pour l'ensemble des jeunes, et le fait d'avoir suivi des études supérieures constitue un atout important sur le plan professionnel. Cette plus grande sécurité se paie, il est vrai, par une relative « déqualification » : les premiers emplois occupés par les étudiants sont plutôt ceux de cadres moyens que ceux de cadres supérieurs.

Entretiens avec Bruno Bettelheim et le docteur Spock

Dans le même numéro

Le réveil des langues régionales : les lecteurs ont la parole. Algérie : l'école au service de l'industrialisation. Reportage dans une école maternelle de Moscou. La rentrée dans une école catholique. La réforme de l'école des arts et métiers. Le nouveau droit du congé-formation, par Jean-Jacques DUPEYROUX. Les métiers de la mécanique.

Le numéro : 5 F - Abonnements (11 numéros par an)
France : 50 F - Étranger : 68 F

« Le Monde de l'éducation », 5, rue des Italiens,
75427 PARIS CEDEX 09.

Témoignages

QUAND AZZEDINE ÉTAIT FELLAGHA

« Une page d'amour pour mon peuple »

* ON NOUS APPELAIT FELLAGHA, par le commandant Azzedine, Stock, 344 pages, 39 F.

Au maquis, il s'appelait Azzedine, celui qui chérissait la religion, un nom de guerre qui allait vite devenir célèbre dans le djebel algérien et dans les états-majors français. Né près de Bedjala (alors Bougie) dans une modeste famille kabyle, le petit Rahab Zerari, très tôt orphelin, vite exclu de l'école par un directeur « méchamment et raciste » auquel il portait encore une ténace rancune, a dû très tôt travailler pour aider son frère Saïd. Finalement, en poussant dans les rues de Bône sa brochette chargée de bidons de lait, livrés quotidiennement, qu'il jouerait quelques années plus tard un rôle de premier plan dans la lutte pour la libération de son pays ? Devenu soudain et monteur en tuyauterie à Alger, il rate lamentablement, en 1954, son premier attentat et doit monter au maquis de Palestro où il est accueilli avec méfiance. Déjà son tempérament se révèle : un impulsif, un fougueux, un meneur d'hommes né, aussi dur envers lui-même qu'il sait être humain et compréhensif envers ses hommes et parfois même ses adversaires. Courageux — il a été blessé treize fois — il est aussi servi par une chance insolente qui l'aide à se sortir des pires situations — capturé à deux reprises, il réussit à s'évader la première fois « en force » en libérant avec lui douze autres détenus ; la seconde fois « en souplesse » en feignant d'accepter de se transformer en propagandiste de « la paix des braves » proposée par de Gaulle pour, en fait, regagner le maquis, puis Tunis.

On comprend, dès lors, qu'il se soit vu confier, en 1956, le commandement de la meilleure unité de l'ALN, le commando Ali Khodja. Il devient ensuite responsable militaire de la wilaya 4, puis, en 1958, membre du Conseil national de la révolution algérienne. En 1960, il est nommé adjoint au chef d'état-major de l'ALN et, en 1961, il est chargé de prendre en main la zone autonome d'Alger à un moment où les « Deltas » de l'O.A.S. font régner la terreur dans les rues de la capitale.

Une galerie de portraits

Rappeler cet itinéraire, c'est dire tout l'intérêt que revêt le livre qu'il vient de publier aux éditions Stock. On nous appelle Azzedine. C'est le premier témoignage direct sur la vie dans les maquis, dans les prisons et les camps d'internement. L'auteur lève le voile sur des épisodes restés mystérieux, tel le retournement de la force « K » montée avec des Algériens par l'armée française pour lutter contre les maquisards. Il présente surtout une galerie de portraits, étonnante de vie et de réalisme : voici Mimmi, l'infirmière ; Zehor, la lycéenne devenue possesse de bombes, qui sera arrêtée et torturée ; Abdelkader, qui mourut pour défendre sa route artisanale ; « Hélicoptère », le djoudji agent de liaison, coiffé d'une casquette trop large pour lui. Voici aussi Amirouche et ses sanglants fantasmes ; son adjoint, « Hacène la Torture » ; « Rouget », qui finira par rallier l'armée française.

Azzedine aujourd'hui est marié au mannequin Yasmin. Il a trois enfants. Il mène une vie paisible, retirée. A quarante-deux ans, cet homme au front dégarni, au large sourire sous une moustache fournie, n'a rien perdu de sa combativité. Des millions de Français l'ont vu à la télévision discuter « en ancien combattant » avec le général Bigard. Plus récemment, il a accepté de dialoguer dans les studios de Radio-Monte-Carlo avec le capitaine Sergent, l'un des chefs de l'O.A.S. Ces faux pas, vivement reprochés à Alger, sont mal compris en France même. Dans son souci de convaincre et d'expliquer la légitimité de la révolution algérienne, Azzedine est sans doute trop loquace, mais il est aussi très précis. Ce livre est une œuvre de pacifisme et de réconciliation. Il est aussi une œuvre de mémoire. Il est aussi une œuvre de résistance. Il est aussi une œuvre de paix.

Dans *Pauvre maquis, maquis blanc*, ouvrage autobiographique, il analyse les mécanismes du racisme qui infligeait blessures et humiliations aux « bons maquisards ». « Je crois en toi, Homme » : telle est la conviction

chercher à cacher nos erreurs, sans rien déguiser. La révolution nous a été donnée par l'homme. Celui-ci n'est pas infatigable. Il peut commettre des fautes et, dans le combat, celles-ci s'accumulent.

écrire l'histoire de la révolution algérienne. Il dénonçait aussi les « écrits mercantiles qui avaient de dénaturer l'histoire ou qui voulaient s'enrichir à bon compte avec le sang des martyrs ».



(Dessin d'ORLIC.)

recevant à Paris dans un appartement meublé de quelques tapis, coussins et couvertures le prouvant.

« J'ai écrit ce livre pour les enfants algériens, parce que j'ai découvert qu'ils ne connaissent rien à la lutte de notre peuple. Je l'ai écrit aussi pour les peuples opprimés du monde entier, sans

rent parfois sanglantes. J'ai écrit aussi ce livre pour les Français afin qu'ils comprennent par où est passé notre peuple et qu'ils regardent d'un œil différent mes compatriotes qui ont dû s'exiler pour gagner leur vie.

— Dans un discours prononcé en 1970, le président Boumedienne estimait qu'il était trop tôt pour

Fanon, prophète de la décolonisation

* FRANTZ FANON, d'Édine Gendzier, Le Seuil, coll. « L'histoire immédiate », 286 p., 39 F.

FANON : un idéal ? Un mythe ? Un prophète de la décolonisation ? En tout cas une voix urgente qui s'élève comme un long cri à l'aube des libérations africaines. Elle suscite des passions dans les années 60 et prit une grande ampleur politique en Afrique et dans le tiers-monde.

Maître à penser des mouvements de libération et des opprimés, Fanon mourut très jeune, à trente-six ans. Les *Démarches de la terre* parut quelques mois après sa mort, avec une préface recueillie de sa main. Ce livre devint rapidement une sorte de bible pour les manifestes des étudiants et militants africains.

L'itinéraire de Fanon fut celui d'une quête active et inquiète, celle d'un homme à la recherche de son identité, de ses racines et de l'authenticité que le colonialisme tentait de nier et de bafouer.

Il quitta dès la Martinique, où il naquit en 1925, pour la France et surtout pour l'Algérie, où il exerça d'abord son métier de psychiatre à l'hôpital de Blida. Ce fut sa pratique quotidienne et ses contacts intimes avec les malades mentaux qui l'amènèrent à militer avec le F.L.N. et à s'engager totalement pour la révolution algérienne. Il les avait connus dans son enfance, car il était noir ; il les retrouva dans leurs manifestations tragiques en Algérie.

Dans *Pauvre maquis, maquis blanc*, ouvrage autobiographique, il analyse les mécanismes du racisme qui infligeait blessures et humiliations aux « bons maquisards ». « Je crois en toi, Homme » : telle est la conviction

d'une sincérité absolue, celle d'un homme qui, à partir de sa propre subjectivité, voudrait être compris de tous, sans en quelque sorte l'universaliser.

Expulsi d'Algérie pour activités subversives, il finit en Tunisie collaborant avec le F.L.N. Il écrivit à ce moment-là *Le V du révolutionnaire algérien* et *Peuple de notre cause* et de « notre révolution ». Cette identification au peuple algérien en lui-même n'est pas un renouement à sa terre natale : il croyait au tiers-monde et au soulèvement de tous les damnés de la terre, l'Algérie étant l'exemple à suivre. C'est un peu ce processus qu'Albert Memmi expose d'insister à la mémoire de Fanon (1). Son œuvre est plus agressive : « N'a dans un département français, écrit-il, (Fanon) le croyais français et blanc : gagnant la capitale pour y faire des études, il se découvre avec douleur noir et noir, dans une métropole. De rage, il décide qu'il ne sera ni français ni noir, mais algérien ».

Alors que Fanon croyait à la solidité des opprimés, ou du moins militait pour une prise de conscience dans ce sens, Memmi entend expliquer la pensée et l'action fanonienne par des anecdotes du genre « ses crises de mélancolie » (chez les manuscrits) : « Épisode d'une Fanon » : « Il recherchait (en venant en Algérie) sa poste venue payée », etc. Heureusement qu'Édine Gendzier nous donne aujourd'hui la biographie plus complète de la vie et de l'œuvre de Fanon, (2). Si nous savons que fut Fanon, nous savons peu de chose sur ce qui est resté de lui et de son œuvre. Quel qu'il en soit, Fanon vit au moment où l'Afrique avait besoin d'être secourue et de préparer « le soulèvement des damnés de la terre ». En ce sens, Fanon joue un rôle important politiquement, même si ses analyses théoriques et philosophiques manquaient parfois de rigueur.

TAHAR BEN JELLOUN.

— Est-ce que vous vous considérez comme un bourgeois ?
— Je suis un enfant du peuple. J'approuve aujourd'hui les options de mon gouvernement. Je suis en accord avec lui. Si je n'étais pas d'accord, j'aurais pris les armes. Lors que j'ai été nommé en 1961 responsable de la zone autonome d'Alger j'ai aussitôt donné carte blanche aux responsables syndicaux de l'U.C.F.A. J'ai été le premier à nationaliser les usines qui se trouvaient sous mon contrôle et à mettre en caudatation les deux fermes que nous possédions. Avec un tel passé, il est ridicule de dire que je suis hostile au socialisme. Ce n'est pas vrai.

— Vous préparez un nouveau livre ?
— Oui. Il s'appellera *Alger* n'a pas brûlé et racontera ce que fut l'action du F.L.N. dans la zone autonome d'Alger et la lutte contre l'O.A.S. Sa rédaction est déjà bien avancée.

ANIEL JUNQUA.

- 1) Aux origines du F.L.N., par Mohamed Harbi, Christian Bourgois éditeur, Paris 1974, 320 pages, 18 F.
- 2) La Préparation du 1^{er} novembre, collection « El Jardin », éditions de l'Étoile, Paris 1976, 94 pages.
- 3) Un Algérien nommé Boumedienne, par Ania Francos et Jean-Pierre Serral, Stock 1976, 416 pages, 48 F.

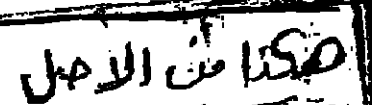
Pierre-Roger Gauthier

LOUIS XI

ROI MÉCONNU

Cet ouvrage monumental retrace les idées et les actions de Louis XI, roi de France, à la fin du 15^{ème} siècle.

A.C. NIZET - 5 bis, Pl. de la Sorbonne - Paris 6



BONNES FEUILLES

« Pseudo », le troisième roman d'Émile Ajar

Après « Gros-Cailin » paru en 1974, après « la Vie devant soi » qui obtint en 1975 le Prix Goncourt que l'auteur refusa, Émile Ajar va publier son troisième roman, « Pseudo », à paraître incessamment au Mercure de France, comme les précédents. Nous en donnons ici deux extraits, choisis par Ajar lui-même.

Hallucinations

CETTE nuit-là, j'ai eu de nouvelles hallucinations : je voyais la réalité, qui est le plus puissant des hallucinogènes. C'était intolérable. J'ai un copain à la clinique qui a de la veine, qui voit des serpents, des rats, des larves, des trucs sympas, quand il hallucine. Moi je vois la réalité. Je me suis levé, j'ai allumé l'espoir, pour faire un peu plus clair et moins vrai. Une allumette, je veux dire. N'avez-vous jamais, je n'ai pas allumé l'électricité, parce que ça reste tout le temps, mais l'allumette ça s'éteint très vite et on en prend aussitôt une autre, ça donne de l'espoir et ça sonne chaque fois. Il y a cinquante civilisations dans une boîte d'allumettes, ça vous donne cinquante fois plus d'espoir qu'une seule allumette. Dès la première allumette je n'ai plus halluciné et j'ai vu le Christ. A son côté le petit arabe juif, Mohammed de la Goutte-d'Or, la goutte d'or, la goutte d'or, la goutte d'or, vous savez, celle de la Vie devant soi, ouvrage raciste et antisémite, comme cela a été dit par ceux qui ne sont pas en mesure de reconnaître le racisme et l'antisémitisme parce que c'est leur élément respiratoire naturel, et on n'a pas conscience de sa respiration. Mohammed, que l'on appelle Momo pour la francophonie, se tenait à côté du Juif dit le Christ, celui qu'on a désigné comme amour et salut de l'humanité dans le but de persécuter les Juifs, pour les punir, parce qu'un Juif avait inventé la civilisation chrétienne et les chrétiens ne leur pardonnent pas, vu que ça leur impose des obligations. C'est un fait clinique que les chrétiens en veulent à mort aux Juifs de les avoir rendus chrétiens, avec tous les devoirs de leur charge dont ils ne veulent pas s'acquiescer.

Momo se tenait à côté du premier Juif élu et ils regardaient tous les deux l'espoir qui se consumait et allait me brûler les doigts comme d'habitude, mais qui durait cette fois un peu plus qu'une allumette ordinaire, parce qu'elle avait deux supports et c'était bon pour le moral de notre équipe.

« Tu ne crois pas qu'elle va lui brûler les doigts ? » demande Momo en regardant l'allumette. « Non, dit le Christ, avec un fort accent juif de Russie, où il ne mettait pourtant plus les pieds depuis qu'il y avait des cliniques psychiatriques. » « Non, je ne le crois pas. Elle ne va pas lui brûler les doigts, cette allumette. »

— Alors, tu penses qu'elle s'éteindra avant ?

Le Juif se tortillait sa barbe rousse. Il avait le nez crochu, pour plus d'antisémitisme.

« Ça ne fait rien. Il en reprendra une autre. — Est-ce que celle qu'il tient à la main va lui brûler les doigts, ou meurt ? demanda Momo. — Elle va lui brûler les doigts uniquement si elle s'éteint avant, dit le Christ, qui s'y connaissait en espoir et civilisations, et qui avait l'esprit talmudique. Et puis, ajouta-t-il, c'est pas tellement que ça s'éteint, ça s'use. »

Là, il s'est marré, parce que ça le faisait marrer de penser que les Juifs ont toujours été accusés de pratiquer l'usure.

« Moi, je crois que cette allumette va lui brûler les doigts avant de s'éteindre, dit Momo avec la légèreté des enfants, qui mettent du temps à s'en remettre. On parle quelque chose ? »

— Non, dit le Christ, fermement, car c'était un faible et durait encore. Je ne parle jamais. Ma religion me le défend.

— T'es sûr de perdre, dit Momo, qui était musulman et, comme tel, était aussi chrétien, bouddhiste et juif.

— J'en suis sûr, moi, d'être, dit le Christ, avec l'accent de Belleville qu'il fréquentait par misérabilisme. J'ai toujours perdu. Je suis né pour perdre. J'aime perdre, j'ai toujours été en perdant, c'est ma force. Je suis un faible, ça fait que je suis encore là. Plus je perds et plus je les travaille. Je les saps de l'intérieur, avec ma faiblesse. Ça

leur donne des abjections de conscience. Faut pas te bruler, Momo, parce que c'est une astuce bide, et après, on ne sait plus pourquoi on est vraiment coupable. Bien sûr que je vais perdre. Et alors ? Quand j'ai perdu la première fois, j'en ai eu pour deux mille ans et ça dure encore. »

Je ne quittais pas des yeux la lueur de l'allumette. Je tremblais et j'avais des sueurs froides. La réalité, il n'y a pas plus effrayant comme hallucination.

« Qu'est-ce que tu veux parler, déjà ? demanda le Christ. »

— Un canif, proposa rapidement Momo. Je te parle qu'elle va s'éteindre avant de lui brûler les doigts, cette allumette. Ça gaze ?

— Ça chambre à gaz, dit le Christ, car il aimait l'almanach Vermot et les mots pour rire.

L'allumette était sur le point de me brûler les doigts, avec crins, pollution, Beyrouth et bombes tous azimuts. Mais le Christ regarda l'allumette et elle devint brusquement deux et trois fois plus longue et pouvait durer encore un bout d'espoir.

« Tu me dois le canif ! dit le Christ, car pour un juif raciste et antisémite, il n'y a pas de petits bénéfices. »

— Ah non ! gueula Momo. Je ne marche pas : t'es encore fait un miracle !

— Héhé ! rit le Christ, qui se permettait de temps en temps, à cause de tous les sales coups que le sérieux lui avait faits depuis deux mille ans. Ça t'apprendra à parler avec moi. »

Il me regarda sévèrement.

« Et vous, ça vous apprendra à être sûr de quelque chose ! », me dit-il, et il a disparu, comme chaque fois qu'il y avait désespoir.

Ça m'a calmé un peu, je n'étais plus hallucinogène, je ne voyais plus la réalité, je voyais une table, une chaise, le quotidien familial, complètement pseudo, ça allait, quoi.

Je ne suis pas le shah d'Iran

ALYETTE avait passé une licence de lettres pour devenir vendeuse au Prisunic, et puis, sur mes conseils, elle est devenue reine d'Espagne et avait ainsi la Sécurité sociale. Je lui ai donné des cours d'histoire d'Espagne pendant trois mois, pour la préparer, parce que les hôpitaux psychiatriques sont encombrés et il y a sélection. J'étais alors plombier, maçon, colleur d'affiches, puisque le travail vous rend ce qu'il y a de plus pseudo et de moins perceptible. On donne satisfaction. Tout cela en attendant, car je suis sûr que le cerveau aura son 1788.

Grâce à mon expérience et à mes encouragements, Alyette est donc devenue d'abord reine d'Espagne et puis simple princesse : nous avions découvert que les reines d'Espagne étaient scotchées à un grand cérémonial, une étiquette et un protocole implacables. C'était trop con de se fourrer délibérément dans quelque chose d'aussi compliqué.

Quand la Sécurité sociale en avait marre ou que Tonton Macoute se frottait en rogne à cause de nos frins de clinique, Anne allait travailler comme mannequin de films, parce que c'était quand même encore du cinéma. J'ai fait vingt métiers, les uns plus inaperçus que les autres, je me faisais bien voir. On a eu une petite fille, mais on ne la montrait pas tellement : c'était une enfant parfaitement normale, et cela risquait de jeter sur mon pseudo-pseudo et sur ma princesse une ombre de suspicion. Je m'étais mis d'accord avec Tonton Macoute que j'avais seulement trois semaines de clinique par an, et pas un jour de plus. C'était avant le Danemark, avant ma grande crise d'authenticité. Je n'aurais donc que trois semaines par an pour m'entraîner, regarder autour de moi, apprendre et me préparer.

J'avais acheté un python et je l'observais attentivement pour mon premier ouvrage documentaire, Gros-Cailin, mais ce salaud-là se fourrait dans des coins impossibles et disparaissait à vue d'œil parce qu'il ne voulait pas donner naissance à une œuvre littéraire.

En dépit de notre accord quant à ces trois

semaines de clinique par an, j'ai pu resquiller dix jours supplémentaires, grâce à mon python, justement. A ce moment-là, je n'avais plus un rond. Anne ne trouvait pas de film à monter, à cause de la crise de l'imagination, et je n'avais aucune envie de me muer en plombier ou éboueur. J'en avais marre de mille ans de sacralisation du travail et chaque fois que je gagnais mon pain à la sueur de mon front, le pain gagnait m'inspirait un tel dégoût que je dégueulais et ne pouvais rien garder sur l'estomac.

Le moment vint enfin où Anne et moi nous nous retrouvâmes à Canicé dans une si belle déche que j'avais nettement l'impression que la réalité se marrait, se tenait le ventre à force de rire et nous montrait du doigt, comme quoi c'est toujours elle qui a le dernier mot.

On s'est regardé dans le blanc des yeux, Anne et moi. Il fallait bouffer, c'est la loi des espèces, et on n'avait pas un radis.

« Qu'est-ce qu'on va faire ? »

« Tu vas habiter chez tes parents. »

— Et toi ?

Je me frappais le front. Je ne sais comment m'étais venue cette idée. Je crois que c'est le génie de mon grand-père maternel qui se manifestait, et pourtant il n'avait jamais fait de tôle de sa vie, tellement il était fort.

« Bon Dieu, le python ! » gueula-je.

Le lendemain, je me promenais avec mon python en laisse dans les rues de Cahors, tranquillement. Gros-Cailin se faufilait sans chercher de crasses à personne, empruntait les passages cloutés, respectait les feux rouges, était parfaitement en règle, quoi. Mais il y avait là un fil qui passait qu'est-ce qu'il fait ? Il marche sur mon python, délibérément. Express ! Il a fait, ce salaud-là. Le pied dessus, dès qu'il a vu que c'était un python, par horreur des marginaux et des non-conformistes. J'objectai.

« Nom de Dieu ! Vous l'avez fait exprès ! »

Il parut étonné.

« Qu'est-ce que j'ai fait exprès ? »

— Vous avez marché sur mon python. »

Alors là, il faisait vraiment celui qui ne comprenait plus. C'est comédien, ces mecs-là, c'est pas croyable.

« Quel python ? »

— Comment, quel python ? Celui-là. »

Je montrai Gros-Cailin du doigt.

« Je me promène tranquillement avec mon python en laisse et vous lui marchez dessus, parce qu'il n'est pas de chez nous. »

Le fil regardait à mes pieds. Il était devenu tout rouge. « Il n'y a pas de python ici, dit-il avec une fausse assurance, car c'est traité. »

Gros-Cailin faisait semblant de se lécher la bosse que le fil lui avait faite.

« Et ça, qu'est-ce que c'est ? Ce n'est pas un python ? »

— Merde, dit le fil, car il avait du langage. Il n'y a pas de python à Cahors. On n'est pas en Afrique, ici. »

C'est ça, les Africains dehors, hein ? Dès que vous avez vu mon python, vous lui avez marché sur la queue, par racisme, vous lui avez marché sur la queue, par racisme. »

— Nom de Dieu, dit le fil simplement, car il ne faut pas croire, ils respectent leur patron. »

Et qu'est-ce qu'il fait, ce salaud-là ? Il sort un sifflet de sa poche, mais le sifflet n'a pas vu mon python non plus. Il l'a dit à haute et intelligible voix, pour faux témoignage :

« Il n'y a pas de python ici. »

Les sifflets ne parlent pas et c'était une provocation policière si grossière que je n'ai fait ni une ni deux. Je ne suis pas un violent, mais quand les sifflets se mettent à nier l'existence des pythons à Cahors, c'est un comportement tellement aberrant avec insinuation de démesure à votre égard, qu'il y a de quoi se foutre en rogne.

Et qu'est-ce qu'il fait, ce salaud-là, après le gnon qu'il a reçu ? Il sort un autre fil de sa poche, qui en sort un troisième, et en un clin d'œil ça s'est mis à grouiller de fils complètement dingues autour de moi qui se dévissaient et laissaient sortir d'autres fils de l'intérieur et ça s'est mis à grouiller et à se propager et à se répandre et à m'enserrer et à m'entreprendre et à grandir et à

se multiplier et je me suis senti à l'échelle mondiale et j'ai eu une telle peur que je me suis mis à hurler et à appeler Pinocchio à mon secours mais il n'y a pas de bon Dieu. Je me suis retrouvé au poste et c'est là que j'ai eu de la veine. Le commissaire Paternel me connaissait à cause de mes antécédents génétiques et il savait que j'étais de la plus vieille dynastie du règne.

« Ecoutez, Pahlavi, ça suffit vos trucs contestataires. Les provocations gachistes, on n'en veut pas ici. Cahors est une ville tranquille. Allez faire ça chez les dingues à Paris, Pahlavi. »

— C'est Pavlovitch, ce n'est pas Pahlavi, lui dis-je avec beaucoup de dignité. Pahlavi Raza, c'est le shah d'Iran. C'est pas moi. »

Il rosit.

« Je sais parfaitement qui est le shah d'Iran et qui ne l'est pas, dit le commissaire Paternel en roulant les r. Ne vous prenez pas, parce que les insultes à un chef d'Etat étranger, ça peut vous coûter cher, Pahlavi. »

— C'est Pavlovitch ! hurlais-je faiblement, car je ne suis pas tellement sûr moi-même à force d'être ici et là, de me faire tuer, de me faire torturer et de me faire fusiller. N'insistez pas ! C'est



* Dessin de Calix.

Pavlovitch, c'est pas Pahlavi ! Pahlavi, c'est le shah d'Iran et le shah d'Iran, c'est pas moi !

— J'ai jamais dit que vous étiez le shah d'Iran, bordel de merde ! brailla-t-il, c'est vous qui l'avez jeté sur le tapis !

— Je ne suis pas le shah d'Iran, et vos insultes et vos tapis persans, je les méprise ! Je ne suis pas le shah d'Iran, j'en suis sûr, c'est la même chose que je suis ! Pahlavi, c'est lui ! Je ne suis pas le shah d'Iran, j'ai rien fait, j'y suis pour rien ! JE NE SUIS PAS LE SHAH D'IRAN ! »

Ils m'ont accordé dix jours à la clinique, logé, blanchi, nourri, brulé, aux frais de la Sécurité sociale parce que c'était indéniable que je n'étais pas le shah d'Iran, avec sifflets qui parlent, fils qui se dévissent et python à l'appui.

Hélie — il faut changer de nom tout le temps si on ne veut pas se laisser constater — a pu s'arranger elle aussi pour me rejoindre, en se promenant dans les rues de Cahors vêtue en princesse, le regard perdu dans le lointain, une viole à la main. Son oncle connaissait un conseiller municipal de gauche et quand celui-ci a vu une princesse du Moyen Age qui se promenait dans les rues de Cahors une viole à la main et regardait l'avenir au fond des yeux, il a tout de suite compris qu'il s'agissait d'une haute personnalité politique qui annonçait le changement. Il lui a fait un fleur, car on ne sait jamais, et il a mis Agnès à la clinique avec beaucoup de discrétion.

* Les interviews sont de la rédaction.

HENRY MILLER

j'suis pas plus con qu'un autre

« Le tout dernier récit de Henry Miller écrit directement en français... Le charme d'un esprit imperturbablement jeune qui a décidé une fois pour toutes d'oublier son âge. »
Le Nouvel Observateur.

« Maladroit comme un mammoth, drôle comme un guignol, pétillant de malice et de naïveté, ce vieux corsaire de Big Sur a un art bien à lui de mettre les pieds dans le plat. »
Maurice Chavardès Hebdo T.C.

BUCHET/CHASTEL

Tahar Ben Jelloun

LA RECLUSION SOLITAIRE
roman

« Ce livre lyrique, tourmenté, mais toujours maîtrisé, pudique, n'accuse pas seulement le racisme. Il incrimine l'exclusion générale qui règne dans nos sociétés, et qui frappe le plus cruellement les immigrés. »
François Bott / LE MONDE

« Les Lettres Nouvelles »
dirigées par Maurice Nadeau

denoël

L'ORDINAIRE
du psychanalyste

Le n° 9 est paru

le N° : 24 F
Abt. 4 N° : 70 F

L'ORDINAIRE DU PSYCHANALYSTE
c/o Les Mains Libres, 2, rue du Père-Corentin, 75014 Paris

Je n'ai jamais parlé, ni agi, ni écrit que par amour.

Saint-Exupéry

La gloire fausse l'image de ceux qu'elle auréole. Pour retrouver sous la légende la vérité de Saint-Exupéry, il faut interroger le Petit Prince et le pilote de « Vol de nuit », le chevalier du désert de « Courrier Sud » et le héros de « Terre des hommes » : il faut lire tous les livres de l'aviateur-écrivain.

L'édition de ses Œuvres complètes illustrées témoigne une fois encore de cet amour des livres, qui fait de chaque collection du Club de l'Honnête Homme un événement tant bibliophile que littéraire.

Les Œuvres complètes de Saint-Exupéry
une nouvelle collection du Club de l'Honnête Homme.

Vous voulez me faire parvenir, gratuitement et sans engagement de ma part, une documentation détaillée sur vos éditions des Œuvres complètes des :

☐ Saint-Exupéry ☐ Fleisheit ☐ Barres ☐ Gahry (Théâtre) ☐ Napoléon
☐ Bédouin ☐ Colette (Éd. du Contoncel) ☐ Labiche ☐ Pergaud ☐ Napoléon par Napoléon

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____ Code postal : _____

Editions du Club de l'Honnête Homme, Lucie Fieschi éditeur, 32, rue Rousselet, 75007 Paris. Tél. 734.16.05 & 2717

ARTS ET SPECTACLES

DEUX DISPARITIONS

Man Ray, anarchiste de l'image

(Suite de la première page.)

Vient sa première rencontre déterminante : le photographe Stieglitz qui avait une galerie à New-York. C'est chez lui que Man Ray s'initie à la peinture et, paradoxalement, à la photographie. Il commence par copier. Mais le jeune homme, admirateur du maître d'Alain, c'est tout le contraire de l'anarchisme de Man Ray. Il doit d'abord se découvrir et son mariage avec une jeune Française l'y aidera, à travers la poésie de Rimbaud, Apollinaire, Lautréamont. Son esprit s'éveille aux mondes impensables, qu'il cherche d'instinct.

Le New-York de l'avant-première grande guerre est en ébullition artistique. On y ouvre le salon de l'Armory Show, où Man Ray expose de grandes toiles cubistes. C'est là qu'il fait une seconde rencontre déterminante. Marcel Duchamp est l'homme qu'il lui fallait, l'ami à l'ironie pointue qui fait et bon ménage avec son propre esprit destructeur. Duchamp expose l'Urinal, qui fait scandale. Puis vient un troisième larron, qui a quitté l'Europe en guerre : Picabia. Man Ray, Duchamp et Picabia sont les trois mousquetaires du mouvement dada à New-York, qui se répandaient en sarcasmes contre le sérieux de l'art.

Man Ray compose son autoportrait : deux sonnettes électriques et un bouton sur fond de tissu noir. Voici enfin une œuvre d'art sans idées plastiques, avec seulement une idée.

Tout le bouleversement de la notion d'œuvre d'art à laquelle Duchamp devait donner une substance théorique vient de ces moments de crise. Man Ray réalise, en 1918, son

premier Aérophage, peinture au pistolet qui a des sillons de photo. Ce qu'il voudrait, en fait, c'est brouiller les frontières entre peinture et photographie. L'art peut être anonyme. Il crée, d'ailleurs, en 1920, la Société anonyme des artistes avec Duchamp et Katherine Dreier.

L'année suivante, il est à Paris. C'était fatal, il rencontre les surréalistes (Breton, Eluard, Soupault, Aragon...) qui ennoblaient cette recrue de choix.

Mais le Paris des années 30 ne nourrit pas son artiste. Man Ray se fait photographe professionnel. Et à la déclaration de la guerre, en 1940, il se rend aux Etats-Unis, où il séjourne jusqu'en 1951, en Californie.

C'est à son retour dans le Paris de l'après-guerre qu'il développe et exploite le plus largement le filon surréaliste, en « guérillero » de l'art.

La photo, il la conçoit comme un jeu de mots. Il a trouvé une technique nouvelle, plutôt une antitechnique, qu'il appelle rayographie. Sur des feuilles de papier sensible il dépose des objets qui apparaissent en transparence sur l'image et brouillent les apparences. Les photographes professionnels utilisent du papier sensible pour obtenir des images nettes. Man Ray préfère les vieilles pellicules, les plus étonnantes, les plus plues et maculées par le temps. Plus il y a de taches, plus riche sera l'image, plus il y aura de chances de transcender la réalité. Tout Man Ray est là, dans le rapprochement inattendu du « parapluié et de la machine à coudre » dont parlait Lautréamont, l'un de ses maîtres à penser.

JACQUES MICHEL.

LA MORT D'AGNÈS CAPRI

Son grand talent de diseuse

Agnès Capri : un joli nom de théâtre qu'elle venait non de l'é à la coupe d'azur, mais de son signe du zodiaque, et aussi à l'enseigne du cabaret où elle inaugura son premier tour de chant poétique, rue Mollière. Nous l'avions connue à peu de temps avant la guerre. C'était une belle femme — à la silhouette élancée de sportive, très pile, très brune, avec des yeux vers de rigueur et une bouche pincée — à laquelle ressemblaient plus tard Maria Casarès.

Elle récitait déjà des poèmes d'Eluard — qui préfiguraient ceux de Prévert qu'elle chantait au lendemain de la guerre, quand elle semait insalubre dans ses membres « chez Agnès Capri » — d'une voix douce qui lui permettait, quand elle improvisait de faire passer des diodes très osées, grâce également à son grand talent de diseuse. On allait alors l'écouter après le théâtre et les vedettes du Boulevard, voire du Théâtre-Français voisin, venaient écouter au « Ca-

pricorne » ses cours de diction tout à fait originaux.

Il nous souvient ainsi d'avoir vu, un soir, un jeune comédien au visage romantique boire avec passion les paroles d'Agnès Capri. C'était, cent fois dans la salle, un dialogue plus intime, à l'heure où les nuits ont licence de ne plus en finir. Le jeune comédien était Jean-Louis Barrault... — O. M.

(Agnès Capri est morte le lundi 15 novembre, à Paris, des suites d'une douloureuse maladie (comme cela a été annoncé dans les dernières éditions du « Monde » du 18 novembre). Elle était âgée de soixante-neuf ans.

Agnès Capri, née Sophie-Rose Friedmann, avait été l'élève du cours Simon et de Charles Dullin avant de trouver sa vocation dans le tour de chant et la poésie au cabaret. Elle était ainsi établie au Capricorne, rue Mollière, en 1930, dirigeant bien sûr, elle-même le petit cabaret. Elle avait ouvert un cabaret, « Chez Agnès Capri », après la guerre, accueillant sur ses tables Jacques Prévert, Robert Deschamps, Michèle Labaye et faisant elle-même son tour de chant.)

INSTITUT

LA SÉANCE PUBLIQUE DE L'ACADÉMIE DES BEAUX-ARTS

L'art lyrique a été le thème central de la séance publique annuelle de l'Académie des beaux-arts, mercredi, sous la Coupole. Il est vrai, M. Emmanuel Bondeville le rappellera, qu'il est l'art total, dont le propre, selon Les Érythres, « est de tenir les esprits, les yeux et les oreilles dans un égal enchantement ». L'orchestre de l'Opéra, sous la direction de M. Robert Blot, en a fourni une agréable illustration.

M. Louis Legue, président de l'Académie, a d'abord prononcé l'éloge des disparus : Oscar Esplai, le maréchal Montgomery, Mariano Andru. Au cours de la péroraison, il a défini le rôle de la Compagnie : « Les arts et les artistes se passeront de nous si les époques étaient toutes prospères, si toute préoccupation matérielle éloignée on pouvait se

tourner vers la beauté, vers la passion, ou vers la rêverie, vers la liberté. Il n'en est pas toujours ainsi, et d'urgence en urgence, l'actualité présente oublie facilement le temps d'aimer, tout simplement ».

Après la proclamation des récompenses décernées au cours de l'année par M. Eugène Beau-douin, vice-président, le secrétaire perpétuel, M. Emmanuel Bondeville, a longuement évoqué, à travers trois siècles d'histoire, les « heures et malheurs de l'art lyrique français ». « Si l'Opéra est un théâtre de conservation, a conclu l'orateur, l'Opéra-Comique est un théâtre de création : si les espoirs mis dans l'Opéra-Studio n'ont pu être réalisés, faute de moyens, le rappel des œuvres créées à l'Opéra-Comique... dispense de tout éloge ».

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra, 20 h. : Elektra.
Comédie-Française, 20 h. 30 : Le Paradis sur la terre.
Petit-Opéra, 19 h. 30 : Le Paradis sur la terre.
Petit Théâtre, 20 h. 30 : Dialogues d'adultes.

Les salles municipales

Nouveau Carré, 14 h. 30 : Les Zygomatiques ; 20 h. : Parole de femme (salle Paillet) ; 20 h. 30 : Ballet folklorique roumain ; 21 h. : Drame ou la désurrection ; 21 h. 45 : Western Américain.
Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Zone ; 20 h. 30 : La Visite de la vieille dame.

Les autres salles

Atelier, 21 h. : Monsieur Champs.
Mouffette-Opéra, 21 h. : La Servante.
Centre culturel du XV, 21 h. : Nous l'aimons sur un ring de corail.
Centre culturel du XVI, 21 h. : Cri de terre.
Centre culturel médiéval, 20 h. 30 : La Jute des cerueurs.
Centre Mandapa, 20 h. 45 : Ressources oubliées de la voix.
Coupe-Chou, 20 h. 30 : Je m'imagine pas ma vie demain.
Edmond-Vill, 21 h. : Amphitryon 38.
Espace Cardin, 21 h. : La Genèse humaine.
Gymnase-Made-Bell, 21 h. : Une aspicine pour deux.
Huchette, 20 h. 45 : La Cantatrice chauve ; le Japon.
La Bruyère, 21 h. : Pour 100 briques.
Madeline, 20 h. 30 : Faut de vache.
Mathurins, 20 h. 45 : Les Mains sales.
Michel, 21 h. 10 : Happy Birthday.
Michodière, 20 h. 45 : Acapulco.
Madame.
Moderne, 21 h. : Qui est qui ?
Montparnasse, 20 h. 30 : Même heure, l'année prochaine.
Mouffette, 20 h. : La Mésange ; les Baux et Forêts ; 22 h. 15 : Le Jardin d'à côté !

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES

704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Jeudi 18 novembre

Le jazz

Centre américain, 21 h. : Jacques Higelin.
Théâtre Fontaine, 18 h. 30 : West African Commos.

La danse

(Voir Nouveau Carré)
Centre culturel du Marais, 21 h. : Fox Modern Américain.

Le music-hall

Antelme, 20 h. 30 : Les Frères Jacques.
Bobino, 20 h. 30 : Georges Brassens.
Comédie des Champs-Élysées, 20 h. 45 : Guy Béart.
Cœur des miracles, 20 h. 30 : Henri Tachan.
Olympia, 21 h. 30 : Michel Sardou.
Palais des sports, 20 h. 45 : Cirque de Moscou.
Pleyel, 20 h. 30 : Gen Rosso.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin, 20 h. 30 : Pulchérie.
C'est la vie ; 21 h. 30 : T'es comme toi ; 22 h. 30 : Radine Mons ; 0 h. 15 : Réves orientaux.
Au Vrai Chic parisien, 18 h. 30 :

Fais pas la sourde oreille, Ludwig ; 21 h. : J.-P. Sèvres ; 22 h. 15 : Pendant les travaux, la fête continue.
Les Blancs-Bouteaux, 20 h. 30 : J. Bois ; 22 h. : Les Jeunes ; 22 h. : Alain Nicheff.
Café d'Edgar, salle 1, 31 h. : Le Désert rose ; 22 h. 45 : La Frappe ; Salle 2, 22 h. 15 : Deux Salles amuseuses de tout soupçon.
Café de la Gare, 20 h. : Pierre, c'est l'heure ; 22 h. : A nos chers disparus.

An Coupe-Chou, 20 h. 30 : Je m'imagine pas ma vie demain ; 22 h. : Pourqu'il pas moi.
Cour des Miracles, 20 h. 30 : Henri Tachan ; 22 h. : La Plume.
Dis-Heures, 20 h. 15 : La démocratie est avancée ; 22 h. 15 : Tu crois que c'est mieux ailleurs.
Le Palais, 20 h. 30 : le Président.
Patis Chaud, 21 h. 15 : Parlez du pied gauche ; 22 h. 30 : J.-C. Montella.

Sélectio, I. 20 h. : Pinck et Matho ; 22 h. : La Pompe et la Cuve ; II, 21 h. : Les Hommes-Loups ; 22 h. 30 : Jeanne au bûcher ; 24 h. : Voyage à trois.
Le Splendid, 20 h. 45 : Prisonniers sur le secteur ; 22 h. 15 : Le Pot de terre contre le Pot de vin.
Théâtre Campagne-Première, 21 h. : Jeanne d'Arc et ses copines.
La Veuve Richard, 20 h. 30 : Madame Sergeant ; 22 h. 15 : la Revanche de Louis XI.
La Vieille Griffe, 20 h. 30 : Louis XIV et Jo Makis ; 22 h. 30 : Diamet Alloum - Cave ; 20 h. 30 : la Banquette ; 22 h. 30 : Yvan Lebeuf ; 22 h. 30 : Savez-vous que les arbres parlent ?

Opérettes et comédies musicales

Bouffes-Parisiens, 20 h. 45 : la Belle Éclaire.
Elysée-Montmartre, 20 h. 15 : Cinéma Lague.
Gaité-Montparnasse, 20 h. 30 : Tu es un chic type, Charlie Brown.
Marigny, 21 h. : Nini la Chance.

GAITÉ-MONTPARNASSE

ne manquez pas le grand spectacle de la saison !
Peut-être de Schiz
TU ES UN CHIC TYPE
CHARLIE BROWN
© U.F.S. Inc.
DERNIÈRES

THEATRE DE LA VILLE

20 h 30
places 16,50 F et 29 F
24-27 novembre
2-7 décembre
dimanche 28 à 14 h 30
l'échange
CLAUDEL
mise en scène
ANNE DEBEE
OVC
MARTINE CHEVALIER
GENEVIEVE PAGE
J.-C. DREYFUS - J.-C. DURAND
18 h 30
une heure sans entracte 12,50 F
du mardi 23 au samedi 27
bernard
lavilliers
auteur - compositeur - interprète
2, place du Châtelet
tél. 887.35.39

Les théâtres de banlieue

Boulogne, T.B.B., 20 h. 30 : la Boutique.
Versailles, Théâtre Montanier, 21 h. : la Veuve joyeuse.
Vincennes, Théâtre Daniel-Sorano, 21 h. : Ceux qui restent.

Festival d'automne

Bouffes du Nord, 20 h. 30 : Derwichs tourneurs de Damas.

Les concerts

Palais des congrès, 20 h. 30 : Orchestre de Paris, dir. M. Roztoprovtch, avec G. Vichnevskis (Violoncelle), Prokofiev, Rimsky-Korsakov, Chostakovitch.
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h. 30 : G. Fauré, piano (Chopin).
Théâtre Fontaine, 21 h. : Ch. Lilland piano (Mozart, Schubert, Chopin).
Musée Guimet, 21 h. : H. Bochi, piano (Bach, Debussy, Mozart, Schumann).

mort Shumann
mouloudji perchin
memphis Slim
trio de jazz
dave Baling
VENDREDI 19 NOVEMBRE 1976
jean Rigault
Teca e Ricard
NUIT ESSEC 76
TOUS RENSEIGNEMENTS : 020-43-09
A PARTIR DE 21 H.
entrée 50 F - étudiants 35 F.

ODEON
THEATRE NATIONAL
COMÉDIE-FRANÇAISE
présente pour
33 représentations
le chef-d'œuvre
d'Eugène IONESCO
LE ROI
SE MEURT
dans la mise en scène de
Jorge LAVELLI
à partir du 23 novembre
Tous les soirs à 20 h. 30 sauf
dim. et lundi, matinée dim. 16 h.
Renseignements et location :
75-70-32
7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

Concerts Barg
GRANDS CONCERTS PLEYEL
Lundi 22 NOVEMBRE
ORCHESTRE
SYMPHONIQUE
DE LA RADIO
DE FRANCFORT
Dirigé par
Erich KUPFER
Solistes
BRUNO LEONARDO
GELBER
(piano)
Lundi 29 NOVEMBRE
ORCHESTRE
DE CHAMBER
BERNARD THOMAS
Solistes
BRUNO LEONARDO
GELBER
(piano)
RECHERCHES-MOZART
SALLE D'ORANGE, 19 h. 30
LOCATION :
SALLE, DORANGE, 19 h. 30

MAISON DES ARTS
ET DE LA CULTURE ANDRÉ-MALRAUX
Place de l'Hôtel-de-Ville,
94000 CRETEIL (métro Créteil-Préfecture).
Vendredi 19 et samedi 20 novembre à 20 h. 30
dimanche 21 novembre à 16 h.
Uniques représentations dans la région parisienne
de la seule version intégrale donnée en Europe.
« LE LAC DES CYGNES »
par l'Opéra du Rhin - Musique de Tchaïkovsky
Chorégraphie de Peter Von Dyk
Prix des places : abonnés : 20 F.
Étudiants et Jeunes Travailleurs : 15 F.
Scolaires et Tiroisième Age : 10 F. - Non abonnés : 30 F. et 30 F.
Renseignements - Location : 899-94-58,
de 12 h. à 19 h.

Après sa tournée triomphale aux U.S.A.
... pour la première fois en France
L'ORCHESTRE NATIONAL DE VARIÉTÉS
D'ARMÉNIE
22 MUSICIENS - 8 CHANTEURS
3 GALAS EXCEPTIONNELS A PARIS
DIMANCHE : 21 NOVEMBRE 1976 à 20 h. 45 (Salle Pleyel)
SAMEDI : 27 NOVEMBRE 1976 à 20 h. 45 (Théâtre des Champs-Élysées)
DIMANCHE : 28 NOVEMBRE 1976 à 20 h. 45 (Salle Pleyel)
BILLETTS AUX GUICHETS DES SALLES

ROLAND HUBERT présente
en accord avec GUY LATRAVERSE
PALAIS DES CONGRÈS
PORTÉ MAILLOT
753.22.03 et 22.04
PRIX DES PLACES 25, 35 et 45 F.
ÉTUDIANTS 20 F.
LOCATION AU PALAIS DES CONGRÈS DE 12H30 à 19H ET PAR TÉLÉPHONE DE 14H30 à 19H : 753.27.74
DU VENDREDI 26 NOVEMBRE AU MERCREDI 8 DÉCEMBRE
ROBERT CHARLEBOIS

صلى الله عليه وسلم

ÉDUCATION

LA RENTRÉE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Difficultés financières dans plusieurs établissements

De nos correspondants

• MARSEILLE : démission du directeur de l'U.T.

Marseille. — Le directeur de l'Institut universitaire de technologie de Marseille, M. André Guillemont, vient d'adresser sa démission à Mme Saunier-Seïté, estimant dans l'impossibilité de faire assumer convenablement l'enseignement dans cet établissement par suite de la restriction des crédits.

Sur les enseignements prévus par les programmes nationaux, les enseignants en poste à l'U.T. peuvent assurer les sept mille heures de travaux pratiques et les trois mille heures de cours. Il faudrait seize mille heures de cours complémentaires : le secrétariat d'Etat n'a accordé des crédits que pour cinq mille heures correspondant aux enseignements effectués par des « personnalités extérieures » (cadres ou ingénieurs), le reste était fait, l'an dernier, par des enseignants d'autres établissements. Les responsables de l'U.T. ont estimé dans l'incapacité de trouver les « personnalités extérieures » nécessaires pour assurer les autres heures complémentaires, ou pour prendre en charge une partie des travaux pratiques (coût-ci payés 35 francs l'heure, attirant peu de candidats). — J. C.

• TOULOUSE : les problèmes du Mirail au conseil général

Toulouse. — M. Claude Chalin, recteur de l'académie de Toulouse, vient de recevoir la visite d'enseignants communistes conduits par M. Claude Liabré, vice-président du conseil général de la Haute-Garonne. La délégation s'est inquiétée auprès du recteur de la situation critique de l'unité d'enseignement et de recherche « sciences du comportement et de l'éducation » de Toulouse-Le Mirail, qui ne comptent que vingt-cinq enseignants pour deux mille trois cents étudiants. Il faudrait normalement quarante postes d'enseignants pour assurer les cinq mille heures de cours, conformément aux normes officielles d'encadrement. Les enseignants communistes ont aussi rappelé la non-validation pour les diplômes nationaux de vingt-deux unités de valeur touchant sept cents étudiants, les sanctions prises contre neuf enseignants.

Compte tenu de cette situation, les élus communistes ont décidé de faire inscrire les problèmes de Toulouse-Le Mirail à la prochaine session du conseil général. Mais l'administration conteste cette initiative, car elle estime que l'assemblée départementale n'a pas à prendre de décision en matière universitaire. — L. P.

AIX : l'université de Provence envisage de fermer pendant une semaine

Marseille. — Faute du versement d'urgence d'une subvention d'équilibre de 800 000 F, indispensable pour le budget de fonctionnement de l'année en cours, qu'elle a demandée depuis plusieurs mois au secrétariat d'Etat aux universités, l'université de Provence (Aix-Marseille I) pourrait fermer ses portes pour une semaine, le mercredi 29 novembre. La décision en a été prise à l'unanimité des soixante-quatre membres du conseil de l'université (y compris les personnalités extérieures), lundi 15 novembre, et elle a été annoncée à une assemblée générale des personnels réunie le mardi 16 novembre, à Aix-en-Provence.

Cette décision que le président de l'université, M. Claude Mesliand, a qualifiée de « très grave », a été approuvée implicitement par l'intersyndicale de l'université (qui réunit des représentants de l'UNEF et des organisations affiliées à la Fédération de l'éducation nationale, à la C.G.T. et à la C.F.D.T.). Celle-ci a organisé,

mardi, à l'issue de l'assemblée générale des personnels, une marche vers le rectorat et a convoqué à Aix et à Marseille, I, mardi 23 novembre, « pour préparer la suite de l'action ».

« Aujourd'hui, a déclaré M. Mesliand, la situation est dramatique. Les services généraux de l'université ont épuisé leur dotation. Nous ne pouvons payer le chauffage, l'éclairage, les déplacements, les salaires et le téléphone jusqu'à la fin de l'année. » Mme Alice Saunier-Seïté, secrétaire d'Etat aux universités, a décidé d'envoyer sur place un inspecteur général de l'administration chargé de l'informer dans les quarante-huit heures avant de faire une étude plus poussée à la fin de la semaine prochaine. Mais le secrétariat d'Etat ajoute que, les présidents étant « responsables de la continuité du service public », l'arrêt des activités de l'université, malgré le vote du conseil, doit être « considéré comme une grève ». —

LES ÉCARTS DE LANGAGE DE Mme SAUNIER-SEÏTÉ

Politesse et politique

Au cours du débat sur le budget de l'éducation, à l'Assemblée nationale, mercredi 17 novembre, M. Louis Mexandeau (P.S.) a tenu à opposer « la sérénité et l'habilité » du ministre de l'éducation, dans ses relations avec les organisations, au caractère « sulfureux et tonitruant » des interventions de Mme Alice Saunier-Seïté, secrétaire d'Etat aux universités.

Ce n'est pas la première fois que le député socialiste fait état publiquement du mauvais caractère de celle qu'il a déjà qualifiée de « Chirac en jupons » à la tribune de l'Assemblée, le 23 avril 1976. S'il ne s'est trouvé, mercredi, aucun député de la majorité pour prendre sa défense et si M. Haby lui-même n'a pas jugé utile de protester, c'est sans doute que le propos de M. Mexandeau ne leur paraissait point trop éloigné de la réalité.

Les « éclats » de Mme Saunier-Seïté, qui ne s'embarrasse pas de flurs de rhétorique pour dire son mépris aux interlocuteurs qui lui déplaisent, alimentent la chronique depuis sa nomination au secrétariat d'Etat en janvier 1975. Notre confrère Dominique Burg, du Quotidien de Paris, publiquement traitée de « déconnaissante et délirante » au cours d'une réunion de presse, le 13 juillet 1976, l'avait appris

à ses dépens. Les témoignages abondent d'universitaires ou de hauts fonctionnaires soumis à la véhémence du secrétaire d'Etat.

Il arrive qu'au gouvernement — dirigé par un universitaire connu pour son urbanité — on soit indisposé par tant de manifestations intempestives. L'Association des journalistes universitaires s'est, depuis de longs mois, alarmée de ses mauvaises relations avec un secrétaire d'Etat qui laissait entendre tout récemment qu'il n'est de bons journalistes que ceux qui soutiennent sa politique tandis que les autres sont « des cons avec lesquels elle n'a pas envie de s'entendre ».

Une politique ne peut pas être jugée sans tenir compte de la manière dont elle est présentée. Le comportement de Mme Saunier-Seïté en serait-il seulement un personnage pittoresque si elle n'était pas au gouvernement. La courtoisie interdit de lui renvoyer ses propos, mais l'intérêt des enseignants supérieurs serait d'avoir un porte-parole plus conforme aux traditions universitaires. Mme Alice Saunier-Seïté sa glorieuse de maître de l'ordre dans les universités. Ne pourrait-elle en mettre aussi dans son langage ?

BRUNO FRAPPAT.

Le Monde réalise chaque semaine
UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE
Révisée aux lecteurs résidents à l'étranger

Numéro spécimen sur demande
5, rue des Italiens, 75437 PARIS cedex 08

Un débat annulé dans un lycée de Versailles

LIBERTÉ PÉDAGOGIQUE...

Des professeurs du lycée technique Jules-Ferry de Versailles avaient invité le romancier Max Gallo, également historien de l'Espagne franquiste, enseignant lui-même à l'université de Nice) jusqu'en mai 1975, et de succéder à son titre de l'enseignement technique à venir traiter avec les élèves, mercredi 17 novembre, « des rapports entre la vérité historique et l'imagination romanesque ». Peu avant la date prévue pour le débat, le recteur de l'académie, M. Pierre Albarrade, lui a interdit de participer à ce débat.

« Il n'y a pas de refus systématique », précise-t-on au rectorat. « M. Albarrade a demandé un complément d'information. » Il voudrait savoir si l'intervention de M. Gallo entraînerait dans le cadre des « 10 % pédagogiques » ou dans celui du foyer social-démocratique du lycée. Le point est, en effet, d'importance et mérite un examen approfondi par le recteur en personne.

Le procédé ne serait-il « étonnant et un tantinet ridicule », comme le qualifie M. Max Gallo, si cette intervention était la première du genre. De quelle liberté dispose-t-on pour les enseignants et les chefs d'établissement s'ils sont exposés à voir la moindre initiative pédagogique entravée par le rectorat au nom de la précision des définitions administratives ?

SCIENCES

Selon une étude franco-américaine

LE RÉACTEUR SURRÉGÉNÉRATEUR SUPER-PHÉNIX EST CONFORME AUX NORMES NUCLÉAIRES EN VIGUEUR AUX ÉTATS-UNIS

La société américaine Bechtel, et la société française Technicatome filiale du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) viennent de rendre publique une étude selon laquelle le réacteur surrégénératif Super-Phénix répondrait aux spécifications de la réglementation américaine. Le résultat de deux ans d'études conjointes portant sur la possibilité de commercialiser la filière française « dans un contexte américain » vient d'être annoncé à Washington, à l'occasion d'une conférence internationale organisée par l'Atomic Industrial Forum et l'American Nuclear Society.

Les travaux ont porté sur la

MÉDECINE

POINT DE VUE

Un nouvel humanisme : le don d'organes

par le professeur
GEORGES HEUSE (*)

Le Sénat examinera vraisemblablement, ce 18 novembre en séance de nuit, le projet de loi du sénateur Henri Caillavet, visant à autoriser les prélèvements d'organes dès la constatation du décès, sauf opposition clairement exprimée de son vivant par le de

oulus.

Parmi les problèmes éthiques de notre temps, le don d'organes occupe une place exceptionnelle par sa générosité et son message d'espoir pour de grands handicapés physiques.

Dans notre civilisation de violence et d'égoïsme, les bonnes actions et les grands sentiments jouent un rôle de plus en plus réduit. Il convient donc de rechercher des causes humanitaires aux dimensions de l'homme du vingt et unième siècle, qui engagent l'individu sans consécration de niveau socio-économique et d'appartenance politique : on s'aperçoit très vite que ces causes sont peu nombreuses et que le seul don qui ne soit pas intégralitaire en puissance est le don anatomique.

Le don d'organes arrive à temps pour de très pures et très nobles actions nationales et internationales qui resserreront les liens entre les citoyens et entre les hommes. La fraternité deviendrait ainsi réellement organique.

La don d'une partie de soi pour

faire vivre ou faire voir un prochain dans la détresse n'est pas et ne saurait être combattu par les religions de charité : il importe donc que chrétiens juifs et musulmans acceptent massivement de légiver leurs organes et leurs tissus, comme il importe qu'ils apprennent à faire don de leur sang de leur vivant.

Les plus hautes instances de la chrétienté ont déjà donné plein accord et encouragement. La religion musulmane n'interdit plus le don des organes tels que les yeux et les reins ; seuls demeurent interdits les dons d'organes dits nobles, à savoir le cerveau, le cœur, le foie et les organes génitaux. Le chah d'Iran a donné l'exemple en légant ses yeux. La religion isra-

pays. Après la loi sur l'interruption de grossesse, une loi sur les dons d'organes rééquilibrerait l'éthique biologique.

Avec la Banque française des yeux, France-Transplant et la Fédération nationale des donneurs d'organes et tissus humains, ces institutions admirables trop peu connues du grand public, la France, si elle adoptait le projet de loi Caillavet, deviendrait pour le monde un Etat pilote.

Pour les mille huit cents malades français en attente d'un rein pour une transplantation, le vote de la loi Caillavet serait vital ; pour des milliers d'aveugles pouvant recouvrer la vue grâce à la kératoplastie, cette loi créerait un grand espoir. La France pourrait même envoyer des cornées dans les pays où le trachome est endémique et multiplie les aveugles ; cette fraternité bibe-

LA PROPOSITION DE LOI DE M. CAILLAVET

Article premier. — En vue de greffer d'organes, tout prélèvement peut être effectué dès la constatation du décès sur le cadavre de toute personne n'ayant pas fait connaître de son vivant son refus d'un tel prélèvement.

S'il s'agit d'un mineur ou d'un incapable, ce refus peut émaner de son représentant légal.

Art. 2. — Sans préjudice du remboursement de tous les frais qu'ils peuvent occasionner, les prélèvements visés à l'article précédent ne peuvent donner lieu à aucune contrepartie pécuniaire.

Art. 3. — Un décret en Conseil d'Etat, pris sur le rapport du ministre de la santé et du garde des sceaux, ministre de la justice, déterminera les modalités d'application de la présente loi et en particulier les conditions dans lesquelles devra être constatée la réalité de la mort, ainsi que celles dans lesquelles devra, à peine de nullité, avoir été porté à la connaissance du corps médical le refus de prélèvement prévu à l'article précédent.

Art. 4. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles de la présente loi.

Ille continue à se montrer réticente, mais en Israël des transplantations sont fréquemment pratiquées, et des grands rabbins y sont favorables.

La loi respecterait naturellement tous les refus individuels, mais on peut espérer que, avant la fin du siècle, toutes les religions éduquées les croyants à pratiquer le don d'eux-mêmes au nom de la fraternité humaine.

Une loi vitale

Les adolescents et les jeunes adultes soutiendront massivement le principe de ces dons de soi : certains sondages ont révélé que plus de 80 % des jeunes Français y montreraient des réactions favorables. Les instituteurs, les professeurs de l'enseignement secondaire et de l'enseignement supérieur, les syndicats, les associations professionnelles, devraient se joindre à une vaste action en faveur de la loi projetée.

La France est un pays tout désigné pour donner l'exemple aux autres

giques serait féconde pour l'amélioration des relations entre les peuples.

En 1963, le professeur R. Dierkens, de l'université de Gand, secrétaire général de l'Association mondiale de droit médical, avait proposé un règlement comparable au projet de loi Caillavet pour l'hôpital universitaire de Gand ; ce règlement a été adopté, en 1965, mais est toujours appliqué. Il sert de règlement pilote à d'autres hôpitaux universitaires belges.

Nous préparons une conférence mondiale sur les dons d'organes, où sera recommandée, en particulier, l'organisation d'une Journée mondiale consacrée aux dons d'organes sous les auspices des Nations unies. Puisque la loi Caillavet est votée, entra-t-elle et puisse ce nouvel humanisme, coup d'arrêt dans la montée des égocismes à courte vue, être étendu au monde !

(*) Secrétaire général de l'Institut international de biologie humaine et du programme thanatologique international à Paris.

AÉRONAUTIQUE

LA COMMISSION D'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE SE DONNE QUATRE MOIS POUR DÉPOSER SON RAPPORT

Sous la présidence de M. Roger Partrat, député réformateur de la Loire, la commission d'enquête parlementaire sur les fonds publics alloués à l'industrie aéronautique s'est réunie, mercredi 17 novembre, à l'Assemblée nationale, pour organiser ses travaux. A l'issue de cette première réunion, son rapporteur, M. Jacques Linnouy, député U.D.R. du Tarn, a indiqué que la commission disposait de quatre mois pour préparer un rapport dont l'Assemblée nationale décidera l'opportunité de la publication.

L'enquête des députés ne doit pas se limiter à l'examen de la société Dassault-Breguet, mais elle s'étendra à l'ensemble des marchés publics d'études, de fournitures et de travaux dont toutes les sociétés aéronautiques, privées ou nationales, bénéficient. Cette enquête portera en priorité sur toute aide, avance, annulation de dette, subvention d'équilibre, rugmentation de capital, consenties par l'Etat ou par des organismes publics ou para-publics.

DÉFENSE

● L'Union soviétique déploie de nouveaux missiles nucléaires face aux pays occidentaux, a dit, mercredi 17 novembre, le secrétaire américain à la défense devant le groupe de planification nucléaire de l'OTAN réuni à Londres. Cent soixante quinze de ces missiles, porteurs de plusieurs ogives nucléaires, sont déjà en place, a-t-il ajouté. — (Reuters).

Selon M. Ansquer

LES VOLS DE NUIT POURRAIENT ÊTRE INTERDITS A ROISSY

« J'espère que nous arriverons à interdire les vols de nuit à Roissy », a déclaré, lundi 15 novembre, M. Vincent Ansquer, ministre de la qualité de la vie, qui participait à Metz à une journée d'études de l'Association des maires de France. Le ministre a révélé que ses services n'étaient point parvenus à faire respecter en permanence certaines règles concernant les niveaux sonores.

APPRENEZ L'ANGLAIS

EN UN TEMPS RECORD

THE REGENCY

SCHOOL OF ENGLISH

— Le REGENCY est une école liée à un hôtel situé face à la mer.

— Ouvert toute l'année.

— Pas de limite d'âge.

— Classes de 9 élèves en moyenne, 7 heures d'études par jour.

— Ecole reconnue par le ministère de l'Éducation de Grande-Bretagne.

— Examen de Cambridge et Chambre de Commerce de Londres.

— Sauna, piscine couverte, discothèque.

— Cours spécial de Noël.

THE REGENCY, RAMSGATE KENT, G.B.

Tél. THANET 512-12

ou Mme BOUILLON

45, rue de la Persévérance

95 EAUBONNE - FRANCE

Tél. 959-26-33 au soir.

صلى الله عليه وسلم

OFFRES D'EMPLOI	La ligne 40,00	La ligne 12, 46,70
"Placards encadrés", 2 col. et + (la ligne colonne)	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne 29,00	La ligne 12, 33,69
"Placards encadrés", 2 col. et + (la ligne colonne)	34,00	39,70
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

REPRODUCTION INTERDITE

emploi régional

Les Hospices Civils de Lyon
recherchant pour leur
SERVICE INFORMATIQUE

REF. A
INGÉNIEUR D'APPLICATION
Formation grande école, universitaire ou équivalent, débutant ou 1 an d'expérience.

REF. B
INGÉNIEUR D'APPLICATION mi-temps
Même formation que A + statistiques.

REF. C
PROGRAMMEUR D'APPLICATION
1 à 3 ans d'expérience.

REF. D
PROGRAMMEUR SYSTÈME
1 à 3 ans d'expérience.

REF. E
PROGRAMMEUR D'APPLICATION mi-t.
1 à 3 ans d'expérience.

Système informatique :
2 Iris 60 512 K
150 terminaux sous STRATEGE.
Engagement sous contrat. Formation complétée.

Adr. lettre manuscrite (en précisant rémunération) :
curriculum vitae et photo,
HOSPICES CIVILS DE LYON
SERVICE INFORMATIQUE
61, boulevard Pinel,
B.P. 48, 69671 BRON CEDEX.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
de dimension internationale
recherche

PHARMACIEN
Directeur de Production
Diplômé I.P.I.

- Il sera responsable de l'atelier de production, 120 personnes (personnel féminin).
- Il devra participer à la croissance technologique de cet atelier et à son expansion constante.

Outre l'aspect technique, cette fonction implique un sens aigu des relations humaines.
Expérience des formes stériles souhaitable.
Anglais indispensable.
Quelques déplacements à l'étranger sont à envisager.

Ce poste, placé sous la responsabilité du Directeur de l'usine, est à pourvoir à l'usine située à 70 km Sud-Ouest Paris.

Adresser C.V. et prêt à n° 84.678, CONTEXTE Publ., 20, av. de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Nantes
recherche pour son
Centre de promotion du Commerce International

15 CHARGÉS DE MISSION

- 1 ingénieur technique du froid.
- 4 ingénieurs mécanique générale.
- 2 ingénieurs bâtiment.
- 2 cadres administratifs.
- 3 cadres commerciaux.
- 1 cadre technique bancaire.

● Pratique de la langue anglaise indispensable.
● Insertion à l'ANPE.

Pour, après formation, créer ou développer des services de relations avec l'étranger dans des Entreprises de la région.

NANTES - PAYS DE LOIRE

Adresser C.V. manuscrit accompagné de 2 photos à C.P.C.I., Chambre de Commerce et d'Industrie 18 - 44040 NANTES CEDEX.

Important Organisme de Construction et Gestion de Logements Sociaux (H.L.M.)
région NORD, recherche

CHEF DE SERVICE INFORMATIQUE

Niveau ingénieur informatique, 30 ans minimum, ayant une expérience de plusieurs années dans l'étude et la réalisation d'applications informatiques.

Connaissance COBOL souhaitable.

Il sera chargé :

- d'encadrer et d'animer une équipe de 8 à 10 personnes ;
- de participer à l'élaboration des applications et à leur mise en route.

Résidence Métropole Nord. Situation d'avenir.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous réf. 2.252 à 600, av. de la République 92022 LILLE. Discretion assurée.

Promoteur recherche
PHARMACIEN
pour création de pharmacie en station été-hiver.
Ecr. HAVAS Grenoble n° 12.476.

Impte Société 150 km de Paris
recherche pr serv. informatique

CHEF D'EXPLOITATION
sur ordinateur 3^e génération.
Qualités requises : méthode et logique, sens du commandement et des responsabilités.

Adr. C.V. détaillé et prétentions à n° 330 335 M. RIGLE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.

DOCUMENTALISTE
et dipl. Sc. Eco. ou journalistique
compétences : dactylo, ind. part. comm. espagnol, esp. min. 3 a. Age min. 25 a. Tr. app. angl. et basque. Lieu de travail : Sud-Ouest (Pays basque). Ecrire au journal avec C.V. manuscrit qui transmettra.

su n° 7897, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-1^{er}.

Oran, de sécl. linguist. cherche
CORRESPONDANT LOCAL
à St-Malo, Tours, Carcassonne, Antibes, Annecy, aux Seybès-d'Or, pr placement lycéens all. en famille (seus heures nar. mois) et organ. sur place. Rémunération d'admission, souhail. Indispens. Ecr. en français à : EUROVAC, Neckarstrasse 22a, 7800 Stuttgart 1 (R.F.A.) Tél. 071/28-20-53

Recherches programmeur COBOL EXPERIMENTÉ. Débutant d'entretien. Ecrire avec CURRICULUM VITAE et prétentions au CREDIT MARITIME, 5 boul. Guichard, 42002 NANTES.

Imp. imprimante et carton, du centre rech. COLLABORATEUR de vente introduit dans la région parisienne auprès des éditeurs fabricants de jouets et jouets industries ayant besoin boîtes cartons compacts.

Ecrire HAVAS BOURGES n° 94.

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

LABORATOIRES PHARMACEUTIQUES
Banlieue ouest
recherche

MEDECIN

Libre de suite.
Chargé de l'information médicale, des expérimentations cliniques, de la formation des visiteurs médicaux.

Envoyer C.V. manuscrit et photo s/réf. 4146 à P. LICHOU S.A. 10, rue de Louvois 75003 Paris cedex 02 qui transmettra.

Banque Privée
recherche

JURISTE de BANQUE
HAUTEMENT QUALIFIÉ

POUR LUI CONFIER :

- Les études juridiques et fiscales de toutes natures.
- La gestion des grands dossiers de recouvrement.
- La coordination des affaires sociales (Actionnaires, Assemblées, Conseils, Personnel, Comité d'Entreprise).
- La participation à l'Administration et à l'Organisation du Groupe (préparation - coordination - compte-rendu de synthèse des réunions de Direction).

LES CANDIDATS DEVONT AVOIR :

- Une expérience bancaire dans ces domaines de plusieurs années.
- Une solide formation juridique.
- Le sens des relations humaines.

Le poste est placé sous l'autorité directe de la Direction Générale.

La titulaire, suivant ses qualités personnelles et son efficacité, pourra accéder à la position de **SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**.

Envoyer C.V. manuscrit, prétentions et photo sous n° 85.292 ConTEXTE Publicité, 20, avenue Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
recherche
pour une fonction de DIRECTION

pharmacien

28 ans minimum
Intéressé par les problèmes de
GESTION

Adresser candidature, lettre manuscrite et CV à CENOD, 60 rue Caumartin - 75009 PARIS sous référence 85358.

LOCINDUS
Société de crédit-bail immobilier (statut banque), recherche pour son siège à Paris

CADRE CONFIRMÉ

Il sera chargé de l'étude et de la mise en place des opérations de crédit-bail et de location.

- Formation juridique supérieure.
- Expérience plus de 5 ans en matière immobilière.
- Bonnes notions d'analyse financière.
- Langue allemande souhaitable.

Envoyer C.V. manuscrit à : LOCINDUS 11 bis, rue Serbie, 75005 PARIS

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
de Service et de Gestion

Recherche

ANALYSTES, PROGRAMMEURS CONFIRMÉS

Adresser CV et prétentions sous références P.H.T. S62 12, av. Van Willem 75016 PARIS

SA CINÉMATOGRAPHIQUE
111-113, rue Saint-Maur - rech.

COMPTABLE HME

PRINCIPAL
Comptabilité générale, déclarations, bilan

AIDE-COMPTABLE FME
Comptabilité clients, fournisseurs, balance, rapprochements bancaires. Séries références exigées.

SE PRÉSENTER
VILLE DE SAINT-OUEN 93400

2 INFERMIÈRES diplômées, d'Etat
Candidature av. curriculum vitae à adresser au Maire de Saint-Ouen 93400

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
SPECIALISÉE ACTIVITÉ DE DECHET INDUSTRIEL

ATTACHÉ COMMERCIAL
Responsable d'un secteur en rég. parisienne
Bureau à Gennevilliers (92)
Tél. pr rendez-vous : 790-26-10.

Société recherche
SECRÉTAIRE ADMINISTRATIVE
qualifiée, 40 ans minimum, références exigées.
Ecrire avec C.V. et photo, Mme LEROY, 122 b. Exelmans, 75016 PARIS.

IMPORTANT CABINET
DE RÉVISION
recherche
COLLABORATEURS
Débutants et **COLLABORATEURS**
dont un ayant expér. Barcelone SECOR, 8 bis, rue d'Annam, PARIS-20 - Tél. : 797-09-49.

PR AFRIQUE DU NORD
COMPLEXE SIDÉROURGIQUE
recherche

3 INGÉNIEURS
1) ÉLECTRICIEN
2) MÉCANICIEN
3) GÉNIE CIVIL

EXPERIENCE CONFIRMÉE EN LAMINOIR
Libres rapidement

Envoyer C.V. à 29, av. de Friedland 75008 Paris A.T.

PRESTA FRANCE
recherche
INGÉNIEURS-MÉCANICIENS

Connaissance en régulation (off-shore et raffineries) pour HOLLANDE ET CHINE Bilingues français et anglais. Se présenter ou envoyer C.V. à 46, rue Champollion, Paris-13^e

Pour développer son service commercial

IMPRIMERIE SIRA
spécialisée dans travaux de qualité publicitaires et édition, recherche

COLLABORATEURS TECHNIQUES COMMERCIAUX
pour prospection recherche et suivi de clientèle. Connaissances techniques offset et photogravure souhaitées. Situation stable et rémunératrice pour élément jeune, dynamique, désireux réussir par son travail. Ecrire avec C.V., photo et références à Mme ANSEAU, 4, rue Louis-Armand, 92600 ASNIÈRES.

GROUPE FINANCIER
(2.000 personnes)
PARIS (8^e)
recherche

RESPONSABLE DE GESTION INFORMATISÉE DU PERSONNEL

Dans le cadre de la DIRECTION DU PERSONNEL et en liaison avec le département INFORMATIQUE, il aura la responsabilité d'un système de PAIE INTEGRES :

- maintenances du système actuel ;
- élaboration d'applications nouvelles.

Dans cette perspective, il devra :

- définir les procédures ;
- former, conseiller et animer une équipe de 10 personnes chargée de la paie.

Il devra obligatoirement avoir :

- au moins 2 ans d'expérience d'administration de personnel ;
- une solide connaissance, en tant qu'utilisateur, de l'informatique appliquée.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions, à 32.032, PUBLICITE ROGER BLEY, 101, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANT ORGANISME
FORMATION CONTINUE

15 ans d'expérience, en plein développement, recherche

pour sa nouvelle section de formation
INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

SES FUTURS FORMATEURS

Conception, préparation, animation de stages en région parisienne.

Les candidats devront avoir une solide expérience sur Mitra 15 ou T 1800 applications domaine industriel temps réel.

Situation évolutive. Discretion assurée.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 286, à Créations Dauphine, 41, avenue de Friedland, 75008 PARIS, qui transmettra.

TRESORIER
PARIS 70.000 F +

- Pour une importante Société française spécialisée dans le négoce, la fabrication et la vente de biens de consommation en France et dans le monde entier.
- Il sera chargé d'assurer une gestion très serrée de la trésorerie (établissement et suivi des plans et prévisions, tenue de la position devises, recouvrement des créances export, liaisons avec les banques, etc.).
- Le poste requiert un homme de 35 ans minimum, ayant acquis une expérience confirmée des méthodes modernes de gestion de la trésorerie dans une Agence de banque ou dans un poste similaire au sein des services financiers d'une entreprise.

Pour inf. compl. écrire ss réf. 2535/A à ORES 105 Bd Hausmann 75008 PARIS

Important Groupe Alimentaire,
recherche

juriste
(38 ans minimum)

licencié en droit, il aura acquis son expérience essentiellement en entreprise.

En liaison avec les avocats, il devra maîtriser tous les problèmes concernant le droit des Sociétés : fusions, acquisitions, participations.

D'esprit clair, précis et ingénieux, il aspirera en tant que conseiller auprès du Président dont il dépend et qu'il assistera dans les réunions au plus haut niveau.

Il ne négligera pas pour autant le secteur assurances et différents problèmes administratifs dont il sera responsable.

Lieu de travail Paris.

Envoyer C.V. manuscrit + rémunération à Mme WEISS, 25, rue du Renard - 75004 Paris

PROSSEL International
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

GRAND GROUPE INDUSTRIEL
recherche

pour enseigner dans un Institut d'ingénieurs EN ALGERIE (PAYS ALGERE)

DES INGÉNIEURS OU UNIVERSITAIRES

ayant quelques années d'expérience dans l'une des disciplines suivantes :

- Chimie.
- Technologie.
- Génie mécanique.
- Techniques du bois.
- Techniques des peintures et vernis.

● AVANTAGES LIÉS À L'EXPATRIEMENT.
● Logement assuré.
● Vie en famille possible.
● Prime de fonction sous un mois.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions à T 8399 M. SERRES-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOI	la ligne	la ligne 12
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	48,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	la ligne	la ligne 12
"Placards encadrés"	34,00	39,70
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	29,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

L'immobilier

constructions neuves

DES APPARTEMENTS HABITABLES IMMEDIATEMENT A DES PRIX FERMES ET DEFINITIFS

7°
76, RUE VANEAU
STUDIO, 4 p, 5 p
avec belle réception,
imm. pierre de taille,
turbines prestations
Tél. parking.

15°
309, RUE LECOURRE
STUDIO, 4 p, 5 p
vastes loggias sur jard.
cuis. équipée, tél. park.
A PART DE 4.200 F
LE M2
(+ parking).

20°
119, RUE PYRENEES
DU 2 AU 5 PIECES
grandes loggias, cuisine
équipée, téléph. parking
A PART DE 4.500 F
LE M2
(parking compris)
RENTABILITE EXCELLE.
ET IMMEDIATE.

NEUILLY-SUR-SEINE
ILE DE LA JATTE
41-51, bd LEVALLOIS
STUDIO ET 2 PIECES
cuis. équipée, tél. park.
PRIX EXCEPTIONNEL
A PART DE 3.500 F
LE M2
(+ parking).

M° VOLONTAIRES
2 PIECES, 48 m²
cuis. équipée, tél. park.
RENTABILITE EXCELLE.
ET IMMEDIATE
Visite sur rendez-vous.

CRÉDITS SPÉCIAUX
Les bureaux de vente sont ouverts sur place à chacune de ces adresses du jeudi au lundi (9 heures week-end) de 11 h. à 13 h. et de 14 h. à 19 h. ou tél. à l'OCCEP. Mme DEVILLE : 288-34-58.

BOULOGNE
17 rue Béranger
Petit immeuble résidentiel dans une rue calme, près de la Seine, le Parc et le Pont de Saint-Cloud

STUDIOS ET 4 PIECES
Aménagements de qualité

5.500 F le m² FERME ET DEFINITIF
Appartement témoin sur place tous les jours (sauf Lundi) de 14h-19h. Sam. et Dim. de 10h à 19h.
ou GEFIC - ALM.98.98

NEUILLY
65, BD DU CHATEAU
TRÈS BEAUX 5 PIECES
MRS GRAND STANDING
chambre de service.

Tous les jours de 14 h. 30 à 18 h.
HABITABLES DE SUITE
PRIX FERME ET DEFINITIF
P. DOUX. Tél. : 533-14-82.

PRIX NON REVISABLES
M° CHATEAU-VINCENNES
Situés dans les plus belles
Habitables (1^{er} trimestre 1977).

COURBEVOIE
Living double 204.000 F.
(cave et parking compris)
Habitables immédiatement.

IMMOBILIERE FRIEDLAND
41, av. Friedland. 225-93-49.

Saint-Maur-des-Fossés - R.E.R.
petit immeuble de 4 étages,
quart. résid. près de la Mairie.
3 p. 49 m² + balc. 14 m² 277.000 F.
4 p. 55 m² + balc. 14 m² 327.000 F.
avec cave et deux fermes comp.
Grand confort, chauffage indiv.
Livraison immédiate.
Large possibilité de crédit.
Visite sur place - Les Terrasses
de Saint-Maur n° 41, r. du Dauphiné
sant. dim. de 11 h. à 19 h. 19 h.
en semaine 924-62-54.

locaux commerciaux
M° PYRENEES. Petite vd local
coul. murs et vit. lib. 102 m².
320.000 F. Tél. : 252-98-84.

ST-GERMAIN-DES-PRES, Paris.
sol 50 m² avec asc. 100 m²
attenant local commerc. Tél. au
223-92-72 de 20 à 22 h. Accès 24 h.

NICE, P.L. centre av. J.-Médéric
magasin. Prie à 240.000 F.
bail 6 a. 7.000 F. Paris. 260-22-44.

POUR INVESTISSEUR
PROCHE BANL. SUD-EST
Boulevard, neuve, excel. rentabil.

SECRÉ - 307-97-18.

GENÈVE PLAINPALAIS
Local commercial 61 m². Bail 3 p.
75 m². Tél. Genève 194722 20007
ou Paris 263-61-45.

Boutiques
M° PYRENEES. Petite vd murs
pâtisserie + 1 appt. rapport 8.000
Prix 100.000 F. 256-34-84.

appartem. achat
Paris 16^e, 4^e p, 5 p, Neuilly.
Grand living + 3 ou 4 chbrs.
Imm. meub. bon stand. BAL. 60-68.

SOCIÉTÉ GERANCE RECH.
pour clientèle R.E.R. ASSURE
2 ou 3 PIECES, bon quartier.
Téléph. Mme LEVY, 754-17-14.

Rech. PARIS 16^e, 7^e arrond., pr
bons clients, appart. 102 m² sur
et immeubles. Pairen, comp. Jean
Fouillade, 54, av. de la
Mairie-Piquet, 12^e, T. 566-00-75.

B.C.B. FRANCE
31, av. Raymond-Poincaré (16^e)
727-89-39
RECH. APPTS STANDING
16^e, M° NEUILLY
EXPERTISE GRATUITE

locations non meublées

Paris

8° ÉTOILE 200 m²
Standing - 7 pièces - 2 bails
2 services - Refait neuf
Prix : 4.400 F net
Tél. : 720-51-80

Sur AV. HENRI-MARTIN
Terrasse, living + 1 chambre +
1 service à l'étage, 2 parkings,
téléphone, 4.400 F mensuel.
Téléph. 720-51-80.

STUDIOS & APPARTEMENTS
LIBRES - 285-85-54
PARC MONTSOURIS
Studio 1^{er} conf., 700 F + ch.
Vendredi de 14 h à 15 h :
rue Henri-Becque, n° 10

APPT GD STANDING
5 p., 100 m², s/mma CALME
3.500 F + chbrs
285-85-56

M° METRO PYRENEES
Immeuble récent, 70 m², living
double, chambre, grande cuisine
aménagée, bails, meubl., téléph.
1.500 F chbrs, compr. 366-84-82.

M° SAINT-FARGEAU
41, RUE SAINT-FARGEAU
Grand 3 pces, cuis., bails, 70 m²
+ loggia, immeuble récent.
Visite gardée : 16 h. à 19 h.
Renseignements : EUR. 65-25.

ST-PLACIDE, 165 m², 5 p étage
très ensoleillé, 4.200 F mensuel.
Téléph. 204-30-32.

17° Bel immeuble standing
prof. libér., 6 p., en 190 m², et
cit. remis à neuf, 4.000 F + ch.
LAB. 48-35

M° 50 MALEHERBES
Dans très bel imm., ancien
4 p., cuis., 3 p., 200 m² m²
+ ch. serv. Tél. le matin :
SEBECO - 322-44-92

Région parisienne

MEUDON - Jambes occupées,
2 p. et 5 p., 2 r. des Peupliers,
700-16-19

A louer : Maison 11 pièces,
proche bois, jardin, garage,
salle R.E.R., Fontenay-aux-Bois.
3.500 F mens. + reprise.
Téléph. : 873-06-83

ENNAVILLE - 3 p. résidence gd
standing, calme, park. couvert,
600 à 700 m² terrain. 725-92-00

MARLY-LE-ROI
Sur verdure, liv. + 2 ch., gd
cuis., s. bns. Tél. Terras. part.
compl. 1^{er} bonnet aff. gros
client. Gros ch. aff. Bonne or-
ganisation. Petit loyer. Cede
voiture mat. grave. P. 350.000 F.
Ecr. n° 3 697, « le Monde » Pub.
5, r. des Halles, 75007 Paris-9^e.

NEUILLY - 50, rue Ed.-Mortier
3 pces, stand., cuis. équipée,
park., 5.500 F. Tél. chbrs
comprises. Jeudi, de 16 h à 18 h.

COURTOS
ANJ. 71-29

locations non meublées

Demande

Paris

Région parisienne

locations meublées

Offre

Paris

Région parisienne

locations meublées

Demande

Paris

Région parisienne

locations meublées

Demande

Paris

Région parisienne

locations meublées

Demande

Paris

Région parisienne

locations meublées

Demande

Paris

Région parisienne

locations meublées

Demande

Paris

Région parisienne

locations meublées

Demande

Paris

Région parisienne

locations meublées

Demande

Paris

Région parisienne

locations meublées

Demande

Paris

Région parisienne

locations meublées

Demande

Paris

Région parisienne

locations meublées

Demande

Paris

Immobilier (information)

VOUS CHERCHEZ UN APPARTEMENT ?

INFORMATION LOGEMENT

525 25 25

Un choix de 40.000 appartements et pavillons neufs à l'achat.
Un service entièrement gratuit

Centre Etoile
49, avenue du Maine, 75116 Paris
525.25.25

Centre Nation
45, Cours de Vincennes,
75020 Paris 371.11.74

Centre Maine
210, avenue du Maine,
75014 Paris 539.22.17

locations sans agence

OFFICE DES LOCATAIRES

29, r. la Michodière, M° Orléans.
Sécs. frs 200 F. T. 742-76-92.

fonds de commerce

A vendre Montreuil-sous-Bois (5^e mte Vincennes) petit salon coiffeur dames, 9 p., avec ou sans logement, 3 p. cuis., 5 bails.
Tél. : 858-34-82.

Particulier vend cause retraite
fonds de commerce restaurant.
avec matériel, rue Maréchal,
3400 MONTPELIER.
Téléph. : 167-12-52.

ACHAT RESTAURANT
Société immobilière achète
Fonds de commerce restaurant.
Bon quartier Paris, bon état,
env. 250 m², cuis. 60 m²,
salle R.E.R., Fontenay-aux-Bois.
Tél. : 578-80-59, de 10 h. à 14 h.

Grande ville thermique centre
vendre librairie, emplacement
premier ordre, plein essor.
Ecr. n° 4 397, « le Monde » Pub.
5, r. des Halles, 75007 Paris-9^e.

SAINT-OUEN Sortie
BOUTIQUE 47 m², Fac. moderne,
de ch. 5.500 F. Tél. chbrs
comprises. Jeudi, de 16 h à 18 h.

PARFUMERIE, 120.000 F. Ecr.
COLLE LAFABRIE 40330.

NICE cause retraite
entreprise peinture décoration.
Tense depuis 1959. Vente
importants marchés traités.
« Immobilier Libération »
12, rue Colbert, 06000 NICE.

villas

PARC DE SCEAUX M²
Très belle maison pierre, grand
sty. avec 4 appartements, Hall,
cuis. 10 m², 3 chbrs, 2 bails,
salle R.E.R., 400 m² terrain.
Tél. : 550-38-85 404-64

VEZINET Calme - Villa
5 a. paires, gar. jard. 2.000 m²
de ch. 2 chbrs, 2 bails, 2
DIMANCHE, de 10 à 12 heures
Tél. : 550-38-85 404-64

VAUCRESSON (Plateau) Maison
ancienne style 18^e siècle, 200
m² habitables, sél. 55 m² +
4 ch. 2 bails, 200 m² terrain
de 4.000 m². P. Justice 1.000.000 F.
J.M.B. 778-77-77.

ETANG-LA-VILLE - Villa nve,
standing, 140 m² habitables,
récent, 47 m², 4 ch., 5 bails, s/sol
cuis., 2 chbrs, 2 bails, 2
Tél. : 550-38-85 404-64

LE VESINET Calme
Très belle villa style rustique,
cuis. 60 m², 3 chbrs, 2 bails,
garage, bois jardin bois,
Tél. : 550-38-85 404-64

VILLENNES, 23 km Paris-Orly
Maison anc. rénov. + bungalow,
réception double 80 m², 5 ch.
Tél. : 550-38-85 404-64

PARC DE VERRIERES - h. Buisson
Luxe villa, 600 m², 7 p., 3 bails + studio et s/sol,
14 ch. de 14 heures à 17 heures
F.N.A.I.M. PIERRE - 920-20-20

HYERES (83) - Villa part. état,
récent, 60 m², 3 chbrs, 2 bails,
Tél. : 550-38-85 404-64

PARC DE MAISON-LAFFITTE
Villa, living, bureau,
3 chambres, bails, jardin 700 m².
P.F.I., 974-47-46.

LE VESINET - 10^e R.E.R.
Calme, CHARMANTE VILLA
récente, 60 m², 3 chbrs, 2 bails,
Tél. : 550-38-85 404-64

PARIS 14^e Montreuil-Duval
Maison particulière, 120 m² habitables,
jardin 1.000 m².
Agence du Marché - 461-45-05.

viagers
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 8, rue la Botz
Rente indexée, toutes garanties.
Estimation gratuite discrète.

terrains

AUX NOUVELLES-HERBES, SUR L'ILE D'ESPÉRITU SANTO, à LUGANTVILLE, LE BITUMAGE DE L'AÉRODROME DE PENOA SUR 220 MÈTRES OUVRE DE NOUVELLES PERSPECTIVES AU DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE.

La Résidence de France informe le public qu'elle met en vente un terrain viabilisé de 2 ha 55 a, situé dans le centre urbain, dans un cadre exceptionnel entouré d'un parc public, bordé par la mer et la rivière Sarakka, susceptible d'accueillir un ensemble hôtelier important qui bénéficierait du code local des investissements.

Pour tous renseignements, s'adresser au Service des Affaires Foncières de la Résidence de France, B.P. 60 - Port-Vila - Nouvelles-Hébrides.

fermettes

CROISSY - SUR SEINE
par R.E.R. Beau TERRAINS
de 800 m² à 1.000 m²
AGENCE DE LA TERRASSE
Le Vésinet 742-55-80 Cpt

VILLEBON - ORSAY
500 m², Gde façade, Site boisé,
résidentiel. Rare - T. : 018-1115
Part. de FLASSANS (YV),
beau terrain boisé 3 hectares,
facade 200 m route. Téléphone
heures bureau : 283-34-18.

BIÈVRES (91)
Petit centre
cadre boisé, bordure rivière,
eau, gde façade, toute viabi-
lité, clos de murs. Exclusif-
vement pour équipement

TOURISME - LOISIRS
ÉDUCATION - SANTÉ
SIFIF - 723-43-46.

BOUSSERON (Hérault)
L'oisement super-standing,
avec assistance médicale
personnes convalescentes -
faillies - valides du 3^e âge.
Tranquillité absolue,
dans un parc de 20 ha.
Ecrire sous chiffré 4-73-347
à Publicis, 141, Yverdon
(SUISSE).

LOIRET - LE BOCAE - Charm.
Très bon accès - LIBRE DE
CHASSE - PRIX : 400.000 F.
Age GOUDEUX, 1330 L'Alpe
Tél. : (34) 26-15-48

LOIRET - LE BOCAE - Charm.
Très bon accès - LIBRE DE
CHASSE - PRIX : 400.000 F.
Age GOUDEUX, 1330 L'Alpe
Tél. : (34) 26-15-48

châteaux
Normandie
20 km. OUEST ROUEN
CHATEAU XIX^e, excellent état,
tout confort, belles réceptions,
10 ch., très joli parc, communs,
maison gardien, bois 37 ha.
AFFAIRE EXCEPTIONNELLE
LÉVY 34, rue Thiers,
ROUEN
Tél. (1635) 88-48-20

maisons de repos
Je reçois dans mon château
avec assistance médicale
personnes convalescentes -
faillies - valides du 3^e âge.
Tranquillité absolue,
dans un parc de 20 ha.
Ecrire sous chiffré 4-73-347
à Publicis, 141, Yverdon
(SUISSE).

14 km MARINES
Maison plain-pied, 4 p., cuis.,
s. de bs, wc, parait état,
1.000 m² jard. clos murs, sur-
ailette, calme. P. 200.000 F.
JAILLET MARINES, 466-79-90.

REGION VERSAILLES
suis acheteur comp. Pav. stand.
calme, jardin. 954-00-58 qui tr.

13° Porte Vitry PAV.
LIBRE
5-6 PIECES Cuis., bails, conf.
130 m² habitables
Tél. : 550-38-85 404-64

13° Porte Vitry PAV.
LIBRE
5-6 PIECES Cuis., bails, conf.
130 m² habitables
Tél. : 550-38-85 404-64

13° Porte Vitry PAV.
LIBRE
5-6 PIECES Cuis., bails, conf.
130 m² habitables
Tél. : 550-38-85 404-64

13° Porte Vitry PAV.
LIBRE
5-6 PIECES Cuis., bails, conf.
130 m² habitables
Tél. : 550-38-85 404-64

13° Porte Vitry PAV.
LIBRE
5-6 PIECES Cuis., bails, conf.
130 m² habitables
Tél. : 550-38-85 404-64

13° Porte Vitry PAV.
LIBRE
5-6 PIECES Cuis., bails, conf.
130 m² habitables
Tél. : 550-38-85 404-64

13° Porte Vitry PAV.
LIBRE
5-6 PIECES Cuis., bails, conf.
130 m² habitables
Tél. : 550-38-85 404-64

13° Porte Vitry PAV.
LIBRE
5-6 PIECES Cuis., bails, conf.
130 m² habitables
Tél. : 550-38-85 404-64

13° Porte Vitry PAV.
LIBRE
5-6 PIECES Cuis., bails, conf.
130 m² habitables
Tél. : 550-38-85 404-64

13° Porte Vitry PAV.
LIBRE
5-6 PIECES Cuis., bails, conf.
130 m² habitables
Tél. : 550-38-85 404-64

13° Porte Vitry PAV.
LIBRE
5-6 PIECES Cuis., bails, conf.
130 m² habitables
Tél. : 550-38-85 404-64

13° Porte Vitry PAV.
LIBRE
5-6 PIECES Cuis., bails, conf.
130 m² habitables
Tél. : 550-38-85 404-64

13° Porte Vitry PAV.
LIBRE
5-6 PIECES Cuis., bails, conf.
130 m² habitables
Tél. : 550-38-85 404-64

13° Porte Vitry PAV.
LIBRE
5-6 PIECES Cuis., bails, conf.
130 m² habitables
Tél. : 550-38-85 404-64

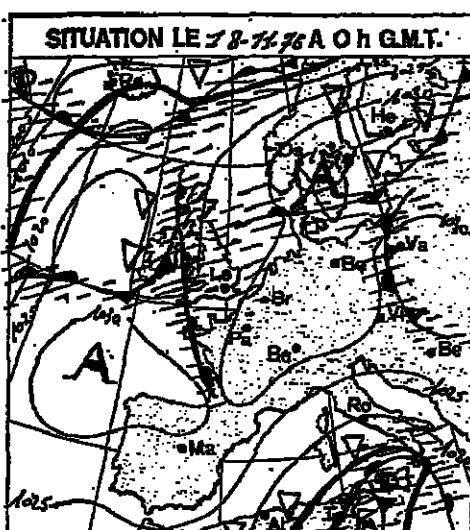
13° Porte Vitry PAV.
LIBRE
5-6 PIECES Cuis., bails, conf.
130 m² habitables
Tél. : 550-38-85 404-64

13° Porte Vitry PAV.
LIBRE
5-6 PIECES Cuis., bails, conf.
130 m² habitables
Tél. : 550-38-85 404-64

</

AUJOURD'HUI

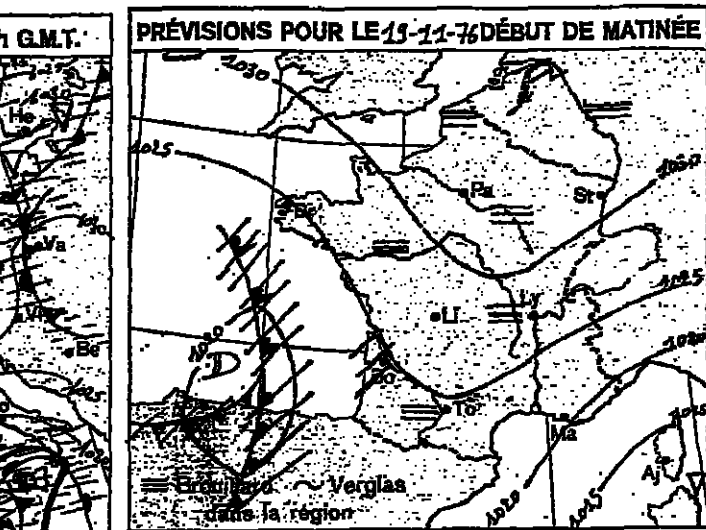
MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 18 novembre à 0 heure et le vendredi 19 novembre à 24 heures :

Des conditions anticycloniques prédomineront sur la plus grande partie de l'Europe, mais une faible perturbation d'origine des îles Britanniques à l'Espagne touchera passagèrement nos régions de l'Ouest et du Sud-Ouest.

Vendredi 19 novembre, de la Bretagne à l'Aquitaine, après quelques faibles pluies nocturnes et matinales, des éclaircies se développeront. Sur les autres régions, le temps sera frais et souvent brumeux en début de journée, avec de faibles gelées et des brouillards assez nombreux dans l'après-midi. Malgré des nuages passagers, on observera des périodes ensoleillées assez belles.



Après-midi, mais des brumes ou des nuages bas pourront persister localement dans les vallées du Centre et de l'Est. Toutefois, sur la Corse et de l'extrême Sud-Est, une aggravation pluvieuse est à craindre. Cette aggravation sera précédée d'un renforcement des vents de secteur est. Ailleurs, les vents demeureront faibles ou modérés. En général, les températures diurnes subiront peu de changements par rapport à celles du jeudi 18 novembre.

Jeudi 18 novembre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 035 millibars, soit 772,5 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée, le second, le minimum de la nuit du 17 au 18) : Ajaccio, 18 et 2 degrés ; Biarritz, 12 et 6 ; Bordeaux, 12 et 7 ; Brétigny, 13 et 7 ; Caen, 8 et 7 ; Cherbourg, 9 et 6 ; Clermont-Ferrand, 9 et 3 ; Dijon, 10 et 2 ; Grenoble, 8 et 0 ; Lille, 9 et 3 ; Lyon, 8 et 2 ; Marseille, 13 et 1 ; Nancy, 8 et 1 ; Nantes, 10 et 9 ; Nice, 17 et 8 ; Paris - Le Bourget, 10 et 1 ; Pau, 12 et 4 ; Perpignan, 14 et 8 ; Rennes, 9 et 5 ; Strasbourg, 9 et 5 ; Tours, 9 et 5 ; Toulouse, 8 et 2 ; Poitiers, 11 et 2.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 16 et 13 degrés ; Amsterdam, 11 et 8 ; Athènes, 19 et 12 ; Berlin, 8 et 3 ; Bonn, 7 et 6 ; Bruxelles, 8 et 6 ; Casablanca, 22 et 17 ; Copenhague, 10 et 5 ; Genève, 8 et 4 ; Lisbonne, 19 et 7 ; Londres, 10 et 6 ; Madrid, 13 et 6 ; Moscou, 4 et -1 ; New-York, 11 et -4 ; Palma-de-Majorque, 19 et 6 ; Rome, 13 et 8 ; Stockholm, 13 et -5 ; Téhéran, 14 et 2.

loterie nationale

Liste officielle DES SOMMES A PAYER, TOUTS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

TERMINATION	FINALES	GROUPES	SOMMES A PAYER	TERMINATION	FINALES	GROUPES	SOMMES A PAYER
NUMEROS			F.	NUMEROS			F.
1	71 041 121 371 0 271 3 481 5 181 6 361 26 721	tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes groupe 1 groupe 1 autres groupes autres groupes autres groupes tous groupes	100 200 200 300 5 100 5 000 500 500 500 5 000	6	8 836 7 966 9 316 26 726 4 716 81 646	groupe 5 autres groupes groupe 3 autres groupes groupe 2 tous groupes groupe 4 autres groupes groupe 1 autres groupes	5 000 500 5 000 500 5 000 5 000 10 000 1 000 100 000 10 000
2	742 6 722 9 142 9 812 26 722 7 032	tous groupes groupe 4 autres groupes groupe 5 autres groupes groupe 2 autres groupes groupe 4 autres groupes groupe 3 autres groupes	200 5 000 5 000 5 000 10 000 5 000 5 000 10 000 5 000 10 000 1 000	7	4 867 26 727 0 468 5 058 9 998 26 728 50 538	tous groupes tous groupes groupe 3 autres groupes groupe 2 autres groupes groupe 4 autres groupes tous groupes groupe 5 autres groupes	50 5 050 500 5 000 5 000 5 000 5 000 100 000 10 000
3	083 463 4 743 5 523 9 023 26 723	tous groupes tous groupes groupe 1 autres groupes groupe 4 autres groupes groupe 3 autres groupes tous groupes	200 200 5 000 5 000 5 000 5 000 5 000 5 000 5 000	8	20 330 650 1 380 3 270 7 190 26 720 14 190	tous groupes tous groupes tous groupes groupe 5 autres groupes groupe 5 autres groupes groupe 5 autres groupes tous groupes groupe 5 autres groupes	100 500 500 5 000 5 000 5 000 5 100 100 000 10 000
4	34 84 5 894 6 894 6 844 7 454 8 434 26 724	tous groupes tous groupes groupe 1 autres groupes groupe 3 autres groupes groupe 5 autres groupes groupe 3 autres groupes tous groupes	100 100 5 000 5 000 5 000 5 000 5 100 5 000	9	579 95 509 26 729	tous groupes groupe 4 autres groupes groupe 4 autres groupes tous groupes	200 100 000 1 500 000 15 000
5	5 65 26 725 63 455	tous groupes tous groupes tous groupes groupe 3 autres groupes	50 150 5 050 100 060 10 050	0	20 330 650 1 380 3 270 7 190 26 720 14 190	tous groupes tous groupes tous groupes groupe 5 autres groupes groupe 5 autres groupes groupe 5 autres groupes tous groupes groupe 5 autres groupes	100 500 500 5 000 5 000 5 000 5 100 100 000 10 000

TRANCHE DE LA LECTURE

Tirage du 17 novembre 1976

Prochain tirage le 24 novembre 1976

à PARTHENAY (Deux-Sèvres) 54



Tirage No 26

Prochain tirage le 24 novembre 1976

2 8 20 32 44 45 38

NUMERO COMPLEMENTAIRE

VALIDATION JUSQU'AU 23 NOVEMBRE APRES-MIDI

Journal officiel

Est publié au Journal officiel du 18 novembre 1976 :

UN DECRET

Relatif à la composition de l'Académie des sciences et portant approbation de délibérations complétant son règlement intérieur.

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants : Jacques Fauriol, directeur de la publication, Jacques Sauvage.

Imprimerie du Monde, 5, rue des Italiens, PARIS-IX.
1975

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications : n° 51427.

Le Monde

SERVICE DES ABONNEMENTS
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09 - C.C.P. 4307-23

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	175 F	252 F	338 F
TOUTS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	188 F	265 F	351 F
ETRANGER (par messagerie)	198 F	275 F	361 F
I. - BELGIQUE - LUXEMBOURG - PAYS-BAS - SUISSE	125 F	230 F	335 F
II. - TUNISIE	163 F	245 F	340 F

Par voie aérienne, tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

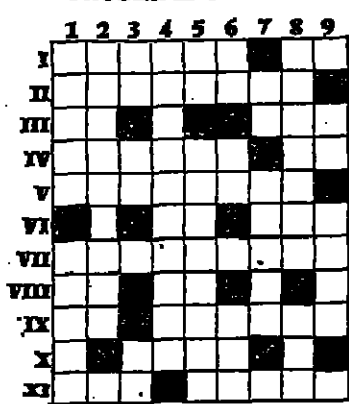
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1616



HORIZONTALEMENT

I. Sujet d'expérience : Franchit le temps. II. Ont toujours peur de perdre la tête. III. Bien gardé : Franchit le Rubicon. IV. D'origine des rives : Alla plus d'une fois sur le pré. V. Rendit la chair rugueuse. VI. Ravi (épée). VII. Revient périodiquement. VIII. Not encore beaucoup à apprendre. IX. S'entend en Provence : Grecque inversée. X. D'un auxiliaire : Réjouissances d'un autre temps. XI. Pourrait être. XII. Ne vaut pas une balgaine. Ont fait leur temps.

VERTICALEMENT

1. L'ensemble des valeurs qui attendent le nombre des années. Le trou du souffleur. 2. Sèches. 3. Sont parfois très tendres. 4. Symbologie. 5. Participe. 6. Homme ordonné (épée). 7. Un peu de rouge. 8. Ne reste pas sans rien faire : Groupe de futurs chefs militaires. 9. Enlis par Cléon sur le point de partir. 10. Se montrait souvent cruel.

Solution du problème n° 1615

Horizontalement : I. Clémence. II. Cell (pour cell, dent pour dent). Océa. III. Lad. Tutus. IV. Orémus. V. Di. VI. Roi. VII. Orléans. VIII. Al. IX. Ru. X. Vénitiens. XI. Usines. XII. Uns. Fesse.

Verticalement : 1. Colomb. Avenu. 2. Lear. 3. Elder. Nus. 4. Mi. 5. Moulins. 6. Tuile. 7. Ce. 8. Nées. 9. Etudias. Nés. 10. Assé.

GUY BROUTY.

PRESSE

NEUF JOURNALISTES LICENCIÉS AU « FIGARO »

Au Figaro, neuf secrétaires de rédaction ont été licenciés, mercredi 17 novembre par M. Robert Hersant, se sont entendus signifier leur licenciement. Parmi eux, deux délégués syndicaux, MM. François Boissarie (S.N.J.) et Luc Lemaire (S.J.F.-C.F.D.T.). Cette compression de personnel serait en rapport direct avec la suppression, depuis le 1^{er} septembre 1976, de la section « Paris-première », dont la « sortie » s'est trouvée annulée depuis que le Figaro recourt à la téléimpression (système du fac simulé).

Le comité d'entreprise, convoqué pour le 25 novembre, s'étonne dans une lettre adressée à M. Hersant, de n'avoir pas été informé préalablement de cette décision.

La restructuration du secrétariat de rédaction sera, en conséquence, inscrite à l'ordre du jour de la prochaine réunion, afin que l'inspection du travail soit saisie. M. Hersant déclarant que les licenciements prennent effet au début de décembre.

Le bureau confédéral de la C.G.T. a décidé de lancer une vaste souscription nationale pour appuyer la Fédération du Livre et le comité intersyndical C.G.T. dans le conflit qui les oppose à la direction du Parisien libéré. Le bureau confédéral a décidé de verser pour sa part 10 000 francs à cette souscription, et il appelle tous les militants à se mobiliser pour participer à cette campagne de solidarité financière.

JUSTICE

A LA COUR DE CASSATION

La garantie impossible de la famille d'un conducteur d'automobile

La deuxième chambre civile de la Cour de cassation présidée par M. Georges Cossu-Manière a estimé qu'elle ne pouvait pas, en l'état actuel de la législation et de la pratique des assurances, résoudre la douloureuse affaire Charoy, qui lui était soumise mercredi 17 novembre, à propos d'un accident de la circulation. Les débats ont eu au moins le mérite d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur le problème posé dans certains cas par l'article 8 du décret du 7 janvier 1959, qui exclut la garantie de la responsabilité de l'assuré pour tous les dommages subis par les membres de sa famille transportés dans son véhicule.

Des études seraient en cours pour rendre obligatoire dans l'assurance de la famille transportée. Mais dès à présent les compagnies d'assurances françaises, pour s'aligner sur les autres États membres de la Communauté européenne, se sont mises d'accord pour proposer au début de l'année prochaine (le 1^{er} janvier 1978) un nouveau type de contrat qui, moyennant une surprime de 5 à 10 %, garantirait la famille jusqu'à un plafond qui se situerait entre 300 000 et 500 000 francs.

Actuellement, la garantie prévue par les polices complètes dites « famille-passagers » est limitée généralement à la somme dérisoire de 25 000 francs. M. Paul Charoy, dont le cas a été examiné mercredi à la Cour de cassation, avait précisément souscrit cette assurance complémentaire, qui s'est révélée inefficace.

Le 5 juillet 1971, sa voiture, dans laquelle avaient pris place sa femme et ses deux enfants, entra en collision, dans des circonstances qui sont restées indéterminées, avec une camionnette conduite par M. Croizon. Les deux conducteurs furent sérieusement blessés. M. Charoy dut renoncer à poursuivre ses études de médecine. Mme Charoy fut tuée, son fils Laurent, seize mois, fut atteint d'une fracture du crâne dont il ne conserva heureusement pas de séquelles sérieuses, tandis que sa fille Caroline, deux mois, frappa d'une encéphalopathie et de cécité, est au contraire handicapée à 100 %.

Aucune faute n'ayant pu être imputée à chacun des coauteurs de l'accident, le tribunal de Chartres, puis la cour d'appel de Paris, dans un arrêt du 31 janvier 1976 (qui a fait l'objet d'un pourvoi de la part de M. Charoy, soutenu par M. Armand Lyon-Caen), ont jugé MM. Croizon et Charoy responsables en commun des dommages causés à la famille du second sur le fondement de l'article 1384 (alinéa 1) du code civil, en qualité de gardiens de la chose, en l'occurrence leur véhicule respectif.

Le gouvernement retire son projet relatif aux associations de malfaiteurs

Le texte sur l'application des peines est ajourné

M. Olivier Guichard, ministre de la justice, a été entendu, mercredi 17 novembre, par la commission des lois de l'Assemblée nationale, sur cinq projets de loi relatifs à la sécurité des Français (« le Monde » des 27 mars et 10 avril).

M. Guichard a informé la commission que le projet de loi modifiant et complétant les dispositions du code pénal relatives à l'association de malfaiteurs est retiré et que la discussion de celui-ci est ajournée.

Après ces indications, MM. Raymond Forni (P.S.) et Maurice Kalinsky (P.C.) ont demandé que M. Michel Poniatowski, ministre de l'intérieur, soit entendu par la commission sur l'opportunité des trois autres textes, dont la discussion est prévue en séance publique le 25 novembre.

Deux critiques

Le premier de ces textes, déjà adopté par le Sénat lors de la session de printemps, garantit l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction : le second autorise la visite des véhicules en vue de la recherche

et de la prévention des infractions pénales : le troisième réprime le port irrégulier d'armes, d'uniformes de police ou de gendarmes, ainsi que l'usage d'insignes ou de documents.

Avant la décision du gouvernement, le Syndicat de la magistrature avait réuni, mercredi 17 novembre, une conférence de presse pour condamner « l'une des attaques les plus sérieuses de ces dernières années contre le régime de protection des libertés ».

Rappelant qu'il avait, à plusieurs reprises déjà (le 10 mai 1975), condamné « l'utilisation politique de la délinquance et du sentiment d'insécurité du citoyen », le Syndicat de la magistrature a également indiqué que ces projets depuis leur dépôt, « n'ont pas trouvé un seul juriste pour les défendre ».

Le Syndicat a affirmé que le projet relatif à l'association de malfaiteurs — précisément retiré par le gouvernement — ouvrirait la porte à de nombreux abus, et que l'aggravation des peines prévues pour port d'armes « rendrait possible de dix années d'emprisonnement le simple porteur d'un couteau Opinel interpellé au cours d'une manifestation ».

L'association Justice-Socialisme, liée à la fédération de Paris du parti socialiste, a pris position, elle aussi, mercredi, contre les projets de loi sur la sécurité. Elle indique dans un communiqué que « le projet de loi sur la fouille des véhicules automobiles constitue une brèche sans précédent dans le principe de l'invulnérabilité du domicile ».

[L'actuel directeur de cabinet du garde des sceaux, M. Jean-Claude Fériet, était le rapporteur de ces projets de loi devant le Conseil d'Etat, en mars 1976, lorsque ces textes furent examinés par la Haute Assemblée. M. Fériet avait fait part à l'époque, avec une grande acuité, des réserves que lui inspiraient les textes et l'empire de ces textes.]

« Pour le dopage du cheval » « Java-Bajah » constaté après la course du tiercé qu'il remporta le 13 septembre à Longchamp, une information a été ouverte contre X... pour escroquerie par le parquet de Paris. M. Antoine Bonnetfont, premier juge d'instruction, a été chargé du dossier. Le cheval, appartenant à R. N. Tikko, entraîné par A. E. Brucy, a été monté par Yves Saint-Martin. a été déclassé, mais les sociétés de course n'ont pas porté plainte.



YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

YSOPTIC

G. B. 100

صندوق البريد 100

JUSTICE LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

DEVANT LES ASSISES DE L'ORNE

L'incendiaire du pays d'Ouche

Alençon. — Pour avoir étranglé sa jeune maîtresse — de trente et un ans moins âgée que lui — et pour avoir tenté de dissimuler son crime en allumant une dizaine d'incendies dans un même village, Jacques Lafond, cinquante-deux ans, a été condamné, le mercredi 17 novembre, par la cour d'assises de l'Orne.

À vingt ans de réclusion criminelle. De l'aveu même de la défense, les faits étaient «extra-vagants», mais les personnages de cette histoire ne sont moins qu'il n'y paraît, et le verdict rendu n'a peut-être pas pour seule signification la nécessité de réprimer des actes particulièrement graves.

De notre envoyé spécial

A La Ferté-Frênel, le 1^{er} novembre 1974, après un repas d'anniversaire auquel assistaient ses parents, Chantal Heleine, dix-neuf ans, est tuée par son ami au cours d'une dispute. Le 4 novembre, pour faire disparaître le cadavre, Jacques Lafond le transporte dans son garage, et met le feu au bâtiment. Afin d'éviter que ce foyer d'incendie ne soit trop rapidement maîtrisé, et pour faire diversion, le meurtrier, horloger-bijoutier de son état, cause aussi l'incendie du groupement local des sapeurs-pompiers, à titre de vengeance. Incendies, un tenté d'incendier, avec cocktails Molotov, une quinzaine de maisons. Il prend même le soin de semer des clous aux principaux carrefours pour empêcher l'arrivée des véhicules de secours. Il n'y aura, heureusement, aucune nouvelle victime. Après s'être caché dans une grange située non loin du bourg, il sera découvert et arrêté cinq jours plus tard.

Dans cet « enfer vert » apparemment paisible du pays d'Ouche, dont les mystères ont été décelés par La Varenne, dans cette région isolée où les accusations de sorcellerie ne sont pas rares, et où la cruauté, dit un autre écrivain normand, Guy de Maupassant, pouvait encore s'exercer, un homme a commis une petite communauté rurale à « feu et à sang », au sens propre comme au figuré. Le poids des mots a une importance dans cette affaire.

Après la « nuit rouge » — selon l'expression utilisée par la presse locale — Jacques Lafond est subitement devenu « le »

M^{re} PETITTI DAUPHIN DE L'ORDRE DES AVOCATS DE PARIS

Comme le premier tour de scrutin le laissait prévoir, M^{re} Louis-Edmond Pettiti a été élu « dauphin » de l'ordre des avocats à la cour de Paris, le 17 novembre, au deuxième tour de scrutin, 894 voix pour 1421 votants, 1380 suffrages exprimés, soit une majorité de 691. Ont obtenu ensuite : M^{re} Bernard de Bigault du Granul, 277 voix ; M^{re} Alain Le Tarsac, 223 voix.

Il y a eu ballottage pour les neuf sièges des membres du conseil restant. Ve pouvoir. Venaient en tête, M^{re} Philippe Jacob (687 voix), Maxence Rayroux (608), Jacques Ribes (570), Jacques Chapon (512), Didier Cayol (503), Philippe Laforge (489), Serge Coché (488), Jacques Joustra (468), Jean-Paul Clément (463), Yves Cournot (413), Jean-Pierre Dufour (406), et.

M^{re} à Agnières en 1918. M^{re} Louis-Edmond Pettiti est avocat depuis 1935 à Paris. Militant européen et planier du droit communautaire, il est président de la Société de législation comparée, membre du comité directeur du Mouvement européen et rapporteur général de la Commission des barreaux européens. Il est aussi l'auteur de publications sur les Droits de l'homme au Brésil, l'Informatique et l'Éthique, la Protection juridique des programmes.

M^{re} Pettiti est également président du Mouvement international des juristes catholiques Per Roman, et c'est lui qui a assisté l'Union départementale des associations familiales de Paris et l'Association nationale des familles catholiques pour la plainte déposée contre le film pornographique l'Esquadrone, dont le Tribunal de Paris a récemment ordonné la destruction.

LA NOUVELLE LOI N'A PAS ACCRU LE NOMBRE DES DIVORCES constate la chancellerie

« En 1976, le nombre total des demandes en divorce n'excéderait guère celui de 1975. Mais un tiers des demandes ne sont déposées que par consentement mutuel ».

C'est ce qu'indique une note diffusée par le ministère de la Justice.

La chancellerie ajoute : « Le nombre des demandes en 1976 ne devrait pas dépasser 74 000 contre 72 000 l'année dernière. La courbe du divorce ne semble pas s'accroître en raison de la tendance des années précédentes, le taux d'accroissement annuel risquant plutôt d'être inférieur que supérieur aux 4 à 6 % observés habituellement ».

Il est encore trop tôt pour porter une appréciation définitive sur les effets de la réforme, toutefois, ces premiers résultats pourraient rassurer ceux qui craignent un fort accroissement des divorces.

Le consentement mutuel semble donc proposer une nouvelle façon de divorcer plus qu'il n'incite de nouveaux couples à divorcer », conclut le ministre.

MM. Barre et Bergeron se reverront en décembre M. Seguy appelle à la constitution d'un large front syndical

L'entretien de deux heures que le premier ministre a eu, le 17 novembre, avec les dirigeants de la Force ouvrière sur la politique contractuelle dans le secteur nationalisé n'a apporté aucune modification, pour l'instant du moins, au blocage des traitements en salaires réel que veut imposer le gouvernement au seuil de 1977. MM. Barre et Bergeron se reverront courant décembre.

D'ici là, l'action revendicative se sera sensiblement développée. En effet, tandis que les fonctionnaires F.O. maintenaient la campagne de manifestations qu'ils ont fixée au début de décembre, la C.G.T. a lancé, quelques heures avant l'entretien entre MM. Barre et Bergeron, un appel à un large front commun dans les secteurs public et nationalisé.

Les dirigeants des fédérations cégétistes des secteurs public et nationalisé pourrissent, dès cette semaine, rencontrer leurs homologues de la C.F.D.T. — ont-ils ajouté, seraient considérés comme leurs alliés privilégiés — pour jeter les bases du front syndical commun le plus large annoncé par M. Georges Seguy.

Le front commun sera-t-il alors rapidement constitué ? Entre les éventuels partenaires, les divergences ont souvent été fréquentes au sujet des modalités d'action : mouvements tournants, sporadiques ou « grande journée » de protestation appuyée par des grèves plus ou moins généralisées.

La C.G.T. : pas de discussion dans une cage

De nombreux journalistes participaient, mercredi 17 novembre, au déjeuner de presse annuel de la C.G.T., précédé par une conférence de presse. Les dirigeants de la centrale ont une nouvelle fois condamné avec force la politique d'austérité de M. Barre. Ils ont aussi affirmé que la C.G.T. n'accepterait pas de discuter dans une cage, telle que l'imagine le premier ministre.

Comme on pouvait le prévoir, la C.G.T. est prête à discuter de la renégociation que veut préparer le Syndicat national des instituteurs (affilié à la FEN). Si M. Seguy est sans illusion, à-t-il dit, sur la possibilité de réaliser l'unité en 1978, il se réjouit évidemment de tout ce qui rend un tel projet, et il range dans cette catégorie la récente déclaration de M. Edmond Maire, président de la C.F.D.T. — affirmation selon laquelle cette dernière centrale est « de nature réformatrice ».

« Nous nous n'accepterons la discussion dans une cage », telle que l'imagine le premier ministre. Nous sommes pour la liberté de négociation et nous nous battons pour la faire respecter partout », a dit M. Seguy.

« Au moment où le gouvernement manœuvre, a recours à des opérations à l'arrière plan », a dit M. Krasucki. Nous avons jugé très positive l'annonce de la C.F.D.T. et salué chacun de ses nouveaux pas, ainsi que le renforcement de son attitude consensuelle de lutte de classe. La C.F.D.T. a dû surmonter des phénomènes gauchistes et, nous l'avons souligné, nous sommes satisfaits de la lutte entreprise en ce sens par Edmond Maire. Mais le passé réformiste de la C.F.D.T. continue de peser ».

Et M. Seguy d'ajouter : La C.F.T.C. a pratiqué la collaboration de classes de 1920 à 1964. La C.F.D.T. serait-elle née en 1964 sans que rien ne la rattache à la période antérieure ?

SÉCURITÉ SOCIALE

VERS L'APAISEMENT DU CONFLIT AVEC LES MÉDECINS ?

La grève des soins, lancée en Bretagne par la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.), a été largement suivie, mercredi 17 novembre. Les praticiens qui avaient fermé leur cabinet, entendait protester contre la menace de déconventionnement d'une cinquantaine de médecins qui à l'appel de la C.S.M.F., avaient déposé les tarifs fixés par un avenant conclu entre les caisses d'assurance-maladie et le syndicat minoritaire, la Fédération des médecins de France.



LOGEMENT

LA NOUVELLE RÉPARTITION DU 1 % PATRONAL SUSCITE LES PROTESTATIONS DE L'UNIL

La nouvelle répartition de la contribution patronale à l'effort de construction (le 1 %) adoptée en conseil des ministres dans le projet de collectif budgétaire suscite de vives réactions de l'UNIL (Union nationale interprofessionnelle du logement). Désormais, sur un total de 1,1 % du montant des salaires, 0,20 % (et non plus 0,10 %) seront versés au Fonds national d'aide au logement, qui finance une partie de l'allocation-logement.

5300 f le m²

- Double exposition
- Balcon de 1,40 m de large ou jardin privatif
- Studios ou 2 pièces, 3,4 ou 5 pièces
- Prix fermes

Bureau de vente sur place tous les jours
sauf mardi et mercredi de 10 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 19 h.

VENTES

PLUS DE 2 MILLIONS DE FRANCS POUR UNE PAGE D'UN MANUSCRIT PERSAN

Au cours d'une vente qui n'a pas duré plus d'un quart d'heure, mercredi, chez Christie's, à Londres, sept pages d'un manuscrit persan du seizième siècle ont atteint les enchères-reCORD de 6 250 000 F.

Commandé par le shah Ismaïl (1588-1624), ce manuscrit comprenait à l'origine sept cent cinquante-neuf pages et deux cent cinquante-huit miniatures. Il passe pour le plus fabuleux ouvrage du genre. Son actuel propriétaire, M. Arthur Houghton, qui l'avait acquis en 1959, en avait offert soixante-dix-huit pages au Metropolitan Museum de New York, dont il était le président. Une seule page de ce livre, narration imagée de la « mort de Zuhak », a été achetée par la galerie londonienne Colnaghi's pour 2 250 000 F.

A L'HOTEL DROUOT

VENTES
Vendredi
8. 2. - Antiquités : cames, intailles, vases grecs.
8. 4. - Bel assemblage XVIII^e s.
8. 7. - Très belles tourterelles.
8. 8. - Succédané D. C. et à divers. Dessins. Tableaux modernes.
8. 14. - Argenteries. Bijoux.
8. 15. - Médaillons époque et style. Petits bijoux.
EXPOSITIONS
8. 11. - Estampes.

FAITS DIVERS

L'aménagement de l'axe fluvial Méditerranée-mer du Nord

QUATRE OUVRIERS SE NOIENT DANS LA SAONE

Quatre ouvriers sont morts noyés mercredi 17 novembre en fin d'après-midi, lors du naufrage d'une barge en amont de Belleville-sur-Saône (Rhône). L'embarcation, pesant près de 30 tonnes et longue de 15 mètres, était là pour les travaux d'aménagement de l'axe fluvial Méditerranée-mer du Nord. L'engin sur lequel avaient pris place cinq hommes servait à la pose de tuyaux dans un chenal.

La construction du métro de Marseille

TROIS DIRIGEANTS D'ENTREPRISE SONT INCULPÉS APRÈS UN ACCIDENT MORTEL DU TRAVAIL

(De notre correspondant.)
Marseille. — M. Maestroni, juge d'instruction au tribunal de Marseille, vient d'inculper trois responsables d'entreprises participant à la construction du métro de Marseille. L'identité des inculpés n'a pas été révélée ; il s'agit d'un directeur de l'entreprise Guillery-Saint-Maur et de deux autres directeurs de l'entreprise Cagnaud, considérés comme responsables de la sécurité des lieux où se produisit, le 23 août 1975, un éboulement dans une galerie, à la hauteur de la station Chartreux.

VENTES

8. 2. - Antiquités : cames, intailles, vases grecs.
8. 4. - Bel assemblage XVIII^e s.
8. 7. - Très belles tourterelles.
8. 8. - Succédané D. C. et à divers. Dessins. Tableaux modernes.
8. 14. - Argenteries. Bijoux.
8. 15. - Médaillons époque et style. Petits bijoux.
EXPOSITIONS
8. 11. - Estampes.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AFFAIRES

M. Ferry n'écarte pas la possibilité de licenciements dans la sidérurgie

M. Jacques Ferry, président de la Chambre syndicale de la sidérurgie française, a reconnu dans deux déclarations, l'une à l'A.F.P., l'autre à Europe 1, que cette branche industrielle se trouvait à nouveau plongée dans la crise. Admettant que le rythme des suppressions d'emplois pourrait être accéléré et n'écartant

pas la possibilité de licenciements, M. Ferry a confirmé une bonne part des informations diffusées dimanche 14 novembre par le « République Lorraine » sur une réduction drastique des effectifs en Lorraine. Il a démenti néanmoins qu'un plan de redressement soit actuellement mis au point.

Frappée en 1975 par la crise la plus violente depuis quarante ans, la sidérurgie française, après un redressement passager et trompeur, doit affronter à nouveau de graves difficultés. A l'heure actuelle, le niveau moyen des commandes est inférieur à ce qu'il était il y a un an, point le plus bas de la crise. Les aciéries ne fonctionneront plus à la fin de l'année qu'à 55 % environ de leur capacité (contre 60 % en novembre 1975). A l'origine de cette rechute, on trouve, comme toujours, une baisse de la demande de produits longs pour l'équipement et le bâtiment (pontons et ronds à béton).

Le marasme est général, que ce soit en Europe ou sur les marchés d'exportation. Pour comble de malheur, les sidérurgistes japonais ont accentué leur offensive, réduisant d'autant la part des Européens.

Une telle conjoncture, qui frappe déjà durement nos partenaires européens, devient catastrophique pour l'industrie française. L'effort de modernisation entreprise depuis dix ans a certes été énorme, mais l'on pense aux installations géantes de Dunkerque et de Fos, comparées aux meilleures réalisations mondiales. Mais il reste encore une série de « points noirs », notamment dans le « triangle de fer » lorrain où la rénovation des installations n'a commencé que beaucoup plus tard. Les chiffres sont là :

suivant le rapport du VII^e Plan, il fallait, en 1974, 10,8 heures d'ouvrage pour produire 1 tonne d'acier, contre 7,7 en Allemagne fédérale, 7,2 en Belgique, 6,7 en Italie... et plus de 12 en Grande-Bretagne. Circonstance aggravante, les énormes investissements effectués depuis 1965 sont à l'origine d'un endettement formidable, égalant ou dépassant le chiffre d'affaires global de cette profession, ce qui constitue un triste record. La conséquence logique est que tout fléchissement d'activité rend insupportable cette charge financière.

Ajoutons, enfin, que dans cette branche comme dans d'autres, compte tenu des modernisations réalisées, le chiffre global de la main-d'œuvre est devenu trop élevé. L'an dernier, la profession avait accepté de ne procéder à aucun licenciement, encouragée par l'octroi de 1,5 milliard de francs de prêts publics, et par l'espoir d'un redressement de la conjoncture. Cet espoir n'ayant pas été confirmé, elle se retrouve face à ses échéances qui sont lourdes.

Usinor et Sacilor, les deux grands qui réalisent à eux seuls 80 % de la production d'acier, vont connaître chacun, deux années de suite, des pertes de l'ordre du milliard de francs. Il va leur falloir soit trouver des concours nouveaux, soit réduire sensiblement leur personnel, comme l'aurait fait n'importe quelle société américaine, soit, probable-

ment, faire les deux à la fois. C'est alors que les difficultés commencent.

En ce qui concerne l'emploi, aucun des chiffres avancés pour les suppressions d'emplois n'est certain. Comme le dit M. Ferry, les études en cours devront « faire toute leur place aux préoccupations sociales et régionales ». En fait, il est essentiellement de la Lorraine, déjà dévastée par un premier plan de restructuration qui a entraîné la suppression de onze mille emplois depuis 1970, et qui va devoir faire face à une nouvelle vague de déagements.

A Hayange, à Thionville, à Longwy, les modernisations et les concentrations se traduisent, ou vont se traduire par une diminution des effectifs. Cette fois, il est à craindre que l'on ne puisse écarter la possibilité de licenciements. Ce serait la première fois dans l'industrie de la sidérurgie française !

Du côté des concours financiers, un grave problème se pose. Il se peut que les prêteurs se montrent plus réticents à soutenir des entreprises déjà très lourdement endettées. Ne parlons pas de la Bourse : elle est exsangue. Les pouvoirs publics, déjà largement sollicités dans le passé, se montrent très prudents et entendent bien étudier à fond le dossier d'une industrie dont les perspectives doivent être revues et précisées.

Si l'enjeu économique est considérable — les décisions prises seront susceptibles de produire leurs effets au-delà de 1980 dans un contexte que l'on ignore, — l'enjeu politique et social ne l'est pas moins. Le parti communiste vient de réclamer à nouveau un « sac » vigoureux, la nationalisation de la sidérurgie française. Ses arguments trouveront une certaine résonance au cas où la puissance publique devrait endosser des mesures sociales pénibles et accroître ses concours. Mais le problème de fond, celui de l'avenir d'une profession et du financement de sa restructuration, ne saurait être étudié dans aucun cas : nationalisation ou maintien du secteur privé !

FRANÇOIS RENARD.

ÉNERGIE

LA RÉUNION MINISTÉRIELLE DE L'OPEP POURRAIT ÊTRE RETARDÉE

La conférence ministérielle de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole — au cours de laquelle sera envisagée une augmentation du prix du « brut » — pourrait être retardée de quelques jours, apprend-on au secrétariat général de l'Organisation, à Vienne. La conférence devait avoir lieu à Doha (Qatar) le 15 décembre ; or, à la même date, doit se tenir à Paris la conférence plénière du dialogue Nord-Sud.

Certains pays exportateurs de pétrole sont représentés à cette conférence, et l'on pense généralement que des concessions occidentales à Paris pourraient modifier l'attitude de certains membres de l'OPEP. Qatar. Aussi la date du 18 décembre est-elle le plus souvent citée à Vienne pour la réunion de l'OPEP. — (A.F.P., Reuter.)

INFORMATIQUE

Pour la première fois I.B.M. présente un MINI-ORDINATEUR

I.B.M. a présenté officiellement, le mardi 16 novembre, aux représentants de l'Union, une nouvelle gamme de petits ordinateurs baptisée « Série 1 ». Ce matériel ne sera pas livré, mais vendu (entre 10 000 et 100 000 dollars). Pour le moment, il ne sera disponible que sur le marché américain.

L'annonce d'I.B.M. n'est pas à proprement parler une surprise. On avait que le numéro 1 mondial de l'informatique souhaitait se lancer sur le marché de ce que l'on a coutume d'appeler la mini-informatique. Il reste que cette entrée en force est un événement d'importance qui illustre la stratégie du groupe. Pour I.B.M. l'informatique est un tout. Il y a d'un côté les ordinateurs (grands, moyens, petits et micros) et de l'autre les simples machines à calculer. Avec le développement technologique la miniaturisation, l'apparition des micro-processeurs, il était inévitable pour le groupe de rester à l'écart d'un tel créneau. I.B.M. entend donc être présent partout, et atteindre ainsi de nouvelles couches de clientèle : les P.M.E. bien sûr, mais aussi les commerçants.]

FAITS ET CHIFFRES

M. BERNARD GINESTET a confirmé mercredi 17 novembre, au cours d'une conférence de presse, que Châteaumat, premier grand cru de Médoc, qui est constitué par 240 hectares, dont 70 de vignes produisant 250 000 bouteilles par an environ, sera vendu aux enchères avant la fin de l'année si les négociations directes avec divers acheteurs potentiels n'ont pas abouti d'ici là (le Monde du 18 novembre).

M. Ginestet a estimé que la meilleure solution, « car le contrôle de la qualité de l'acheteur sera impossible ».

LES ENTREPRENEURS DE TRAVAUX PUBLICS sont plus pessimistes que jamais, selon la dernière enquête trimestrielle de conjoncture (octobre 1976) faite par la Fédé-

ration nationale des travaux publics et l'INSEE. Pour la première fois depuis avril 1975, les chefs d'entreprise ont enregistré une baisse de leurs commandes.

APRÈS L'ACCIDENT MORTEL D'USINOR - DUNKERQUE, l'union départementale des syndicats C.G.T. du Nord, dans une lettre adressée à M. Christian Bouteiller, ministre du travail, demande « une enquête approfondie » et « des mesures énergiques » pour empêcher « une cascade d'accidents mortels dans cette

usine » (le Monde des 12-13 novembre). De son côté, le syndicat C.F.D.T. de la métallurgie de Dunkerque a annoncé qu'il portait plainte civile à la suite de l'information ouverte à ce nouvel accident du travail.

RECTIFICATIF. — Un erreur de transmission nous fait écrire, dans le Monde du 30 octobre, que la C.G.T. et l'U.M.A. engageaient devant le tribunal une grande instance de Paris une procédure en annulation des « affectations d'office » et des « propositions d'embauche » adressées par la direction du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) aux agents de la direction des productions. Il s'agissait en fait de la C.G.T.-F.O. (Union nationale de syndicats de l'énergie nucléaire de la recherche et des industries connexes).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PECHINEY UGINE KUHLMANN

Société anonyme au capital de 2 515 120 000 francs.
Siège social : 10, rue du Général-Foy, PARIS-8.
Siège administratif : 23, rue Balzac, PARIS-8.
R.C. PARIS B 562 093 166.

AVIS DE CONVOCATION

Messieurs les actionnaires sont convoqués au siège administratif, 23, rue Balzac, Paris-8, en assemblée générale mixte extraordinaire et ordinaire pour le jeudi 9 décembre 1976, à 9 h. 30, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- De la compétence de l'assemblée générale extraordinaire.
 - Lecture du rapport du conseil d'administration.
 - Emission, avec jouissance du 20 septembre 1976, d'un emprunt obligataire d'un montant de 150 000 000 F, représenté par des obligations de 115 F nominal convertibles en actions à tout moment, consentant à une offre publique d'échange des obligations contre des valeurs mobilières.
 - Rapport spécial des commissaires aux comptes sur cette émission.
 - Renouvellement par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux obligations.
 - Lecture des rapports des commissaires aux comptes et des commissaires aux apports sur les apports-fusions faits à la société par les sociétés anonymes :
 - Société d'Exploitation et d'Intérêts Chimiques et Métallurgiques « SICHIM » ;
 - Société Métallurgique de La Bonneville ;
 - Société d'Intérêts Immobiliers ;
 - Société Immobilière Balzac-Saint-Honoré.
 - Approbation desdits apports-fusions, de leurs évaluations et rémunérations.
 - Constatation de l'augmentation de capital et des modifications statutaires corrélatives.
 - Affectation d'une partie de la prime desdites fusions à la dotation de la réserve de plus-value à long terme et autorisation pour l'avenir de disposer du solde sous réserve de ratification par l'assemblée générale ordinaire.
 - Pour les actionnaires au conseil d'administration pour constater la réalisation desdits apports-fusions et des augmentations de capital et modifications statutaires corrélatives.
 - Transfert du siège social. — Modification corrélatrice des statuts.
- De la compétence de l'assemblée générale ordinaire.
 - Nomination d'administrateurs.

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit de prendre part à cette assemblée ou de s'y faire représenter, étant précisé que le droit de vote appartient au propriétaire pour les résolutions de la compétence de l'assemblée extraordinaire et à l'usufruitier pour les résolutions de la compétence de l'assemblée ordinaire.

Toutefois, pour être admis à cette assemblée ou à s'y faire représenter, les actionnaires propriétaires d'actions nominatives devront être inscrits sur les registres de la société cinq jours francs avant l'assemblée et les actionnaires propriétaires d'actions au porteur devront, dans le même délai, faire signifier l'immatriculation de leurs titres par l'un des établissements suivants :

- Crédit Lyonnais.
- Crédit Commercial de France.
- Crédit du Nord.
- Crédit du Midi.
- Crédit de Paris et des Pays-Bas.
- Crédit Industriel et Commercial.
- Crédit Chimique.
- Crédit de l'Indochine et de Suez « Indosuez ».
- Société Lyonnaise de Dépôts et de Crédit Industriel.
- Crédit de l'Union Européenne.
- Crédit Worms.
- Crédit de l'Est.
- Société Marseillaise de Crédit.
- Crédit de Neufville, Schlumberger, Malet.
- Crédit de Savoie.
- Société Nancéienne et Varin Bernalier.
- Crédit Central des Banques Populaires.
- Crédit Suisse.
- Société de Banque Suisse.
- Union de Banques Suisses.
- Pierson, Heideking et Pierson.
- Banque Bruxelles Lambert.
- Deutsche Bank.

qui délivreront des cartes d'admission à ladite assemblée.

L'avis préalable prescrit par l'article 130 du décret n° 67-236 du 23 mars 1967 a été publié au Bulletin d'annonces Légales Obligatoires du 4 novembre 1976.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

CREUSOT - LOIRE

Chiffre d'affaires des trois premiers trimestres de 1976

Le chiffre d'affaires hors taxes réalisé par la société (sans ses filiales) au cours des trois premiers trimestres de 1976 est de 3 385 millions de francs contre 3 261 millions de francs en 1975, soit une augmentation de 3,8 %.

Le chiffre d'affaires taxes comprises des trois premiers trimestres de 1976 est de 3 876 millions de francs contre 3 685 millions de francs en 1975 (+ 5,2 %).

Les ventes à l'exportation, directes et indirectes, s'élevaient à 1 925 millions de francs contre 1 660 millions de francs en 1975 (+ 16 %).

Certains Français lisent un second quotidien chaque jour.



A VOTRE SERVICE

europcar ©
645.21.25

COSTUMES
Mesure industrielle

690 F

offre spéciale
du 6 au 27 novembre

MESURE INDUSTRIE
23 rue des Mathurins Paris 8
(métro Havre-Caumartin)
parkings : place de la Madeleine et boulevard Malesherbes

BARÈME DES BRILLANTS				
COULEUR	BLANC NUANCÉ	LEGÈREMENT TEINTÉ	MARQUÉ	
PURETÉ	V.V.S.	Lég. piqué	V.V.S.	Lég. piqué
1 carat : 0 g 20	14.500 F	9.200 F	7.350 F	5.200 F
2 carats, le carat	18.500	12.500	9.250	6.600
3 carats, le carat	23.100	16.500	10.000	8.150
4 carats, le carat	27.500	19.800	11.500	7.800
5 carats, le carat	33.000	21.500	13.200	7.700

De barème étant forcément incomplet, MM. Godechot et Pauliet se tiennent à votre disposition pour vous renseigner d'un façon plus précise sur le cas que vous voudrez bien leur soumettre.

GODECHOT & PAULIET
86, AVENUE PAYSAN-POINCARÉ
PARIS, 34.90

ACHATS - VENTES - EXPERTISES
BARKING FUCH METRO VICTOR-HUGO Tous les jours, sauf dimanche

مكتبة الامم المتحدة

Plus de quatre-vingt-cinq mille policiers ont signé une motion réclamant la parité avec la gendarmerie

- NICOLL**
29 RUE TRONCHET/PARIS 8^e